

ERRATUM

Lire tableau IV, note ⁽¹⁾, 2e ligne : « ..., Fonds des *Routes* ... », au lieu de : « ..., Fonds des *Rentes* ... ».



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLIX^e Année

Tome II N^o 3 – Septembre 1974

SOMMAIRE :

- 3 Aperçu de la situation économique en Belgique depuis le début de 1974.**
- 41 Réserve monétaire.**
- 43 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale.**
- 1 Statistiques.**
- 133 Législation économique.**
- 143 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

APERCU

DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN BELGIQUE DEPUIS LE DEBUT DE 1974

L'analyse qui est faite ci-après de l'évolution de l'économie belge dans la première moitié de 1974 montre bien qu'à plusieurs égards a été réalisée une performance qu'on n'aurait pas osé espérer au début de l'année. La croissance réelle du produit national paraît s'être située aux environs de 5 p.c. par rapport à la période correspondante de 1973. Même le solde de la balance des paiements — mesurée par le mouvement des avoirs nets sur l'étranger de l'ensemble des organismes monétaires — a été positif et même supérieur à celui de l'année précédente, malgré le renchérissement du pétrole et d'autres matières premières.

Mais à côté de ces aspects favorables, il faut noter le dérèglement des prix et des revenus nominaux. Les hausses se sont accélérées, traduisant un climat nettement inflationniste.

L'incidence de la crise du pétrole est connue. Les hausses de coûts ont été exacerbées. S'attendant à une accélération des prix, les particuliers ont précipité leurs achats et les entreprises ont constitué des stocks spéculatifs, en se finançant dans toute la mesure du possible par un recours au crédit; cette demande supplémentaire pour les biens et les services s'est heurtée à une offre déjà peu extensible en raison de la haute conjoncture. Les tensions ont été particulièrement vives dans le secteur de la construction immobilière.

La pression combinée des coûts et de la demande a provoqué de fortes augmentations de prix. Pour sauvegarder leur pouvoir d'achat, la plupart des agents économiques ont obtenu un relèvement de leurs revenus nominaux, soit en bénéficiant de clauses d'indexation, soit en se faisant payer plus cher les services qu'ils prestant, soit en majorant les prix des produits qu'eux-même vendent.

L'économie était ainsi engagée dans une spirale inflationniste au moment où de nombreuses industries étaient contraintes de s'adapter aux conditions

nouvelles d'une énergie devenue chère. Ce développement menaçait d'affecter la position compétitive de l'économie belge sur le plan international. Il donnait aux emprunteurs un avantage indû au détriment des prêteurs, risquant de provoquer une désaffection à l'égard de la constitution d'actifs financiers. Les injustices qui en découlent d'un point de vue social, sont nombreuses.

Pour pallier ces dangers, le Gouvernement a élaboré un programme de lutte contre l'inflation, qu'il a soumis au Comité National d'Expansion Economique le 6 et le 14 juin dernier. Ce programme comportait une série de mesures, qui seront exposées dans le courant du présent article, destinées à rendre plus rigoureux le contrôle des prix, à freiner le crédit à la consommation et à régulariser l'activité de l'industrie de la construction. En exécution du même programme, l'expansion des crédits des intermédiaires financiers aux entreprises et particuliers a été soumise à un encadrement plus sévère à partir du 1^{er} juillet 1974. Les possibilités de refinancement auprès de la Banque ont été strictement limitées. Les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs ont été progressivement relevés, à la fois pour combattre la propension des agents économiques à s'endetter, pour encourager la constitution d'épargnes financières et pour limiter l'injustice sociale résultant pour les épargnants de la hausse des prix. Enfin, le programme des engagements relatifs aux investissements de l'Etat a été strictement limité; mais à l'inverse, les dépenses ordinaires — beaucoup moins maniables — ont poursuivi leur progression à peu près au même rythme que l'année précédente.

*
**

Dans le courant de l'été, les perspectives de l'activité économique se sont détériorées. Les enquêtes de la Banque sur la conjoncture des mois de juillet, août, septembre, indiquent un affaiblissement rapide de la demande dans beaucoup de secteurs industriels.

Le fléchissement, comme l'expansion qui l'avait précédé, est en grande partie provoqué par la situation à l'étranger, où le ralentissement de la croissance est général et particulièrement aux Etats-Unis, en Allemagne, au Japon. Il résulte également du changement d'éléments intérieurs. Les dépenses de consommation privée n'exercent plus une pression aussi vive; la vague d'achats précipités avant les hausses attendues est évidemment suivie d'un certain creux; la progression des revenus réels, nets d'impôts directs, des ménages, dans leur ensemble, est ralentie, malgré les indexations, par le jeu de la progressivité des prélèvements fiscaux, comme par les hausses de prix. La constitution des stocks par les entreprises industrielles marque une hésitation là où les cours mondiaux des matières premières se sont effrités : les acheteurs situés en aval dans le processus de production attendent le report des baisses dans les demi-produits que fournissent les entreprises en amont. Des incertitudes qui apparaissent, pour un proche avenir, quant à l'activité et à l'emploi peuvent modifier les comportements de catégories importantes de consommateurs et d'investisseurs. Si la détente n'a

pas encore atteint l'activité du secteurs de la construction, il est évident que celui-ci ne connaîtra plus, dans les prochains mois, l'emballement des deux dernières années.

Si la désescalade par rapport au sommet conjoncturel se limitait à la résorption des tensions sur les marchés de biens, de services et de l'emploi, elle pourrait être considérée comme une normalisation nécessaire qui était, d'ailleurs, l'objectif recherché des politiques anti-inflationnistes.

Mais il faut craindre, malgré tous les espoirs nés des vingt-cinq dernières années, que les processus de contraction de la demande mondiale deviennent cumulatifs comme ceux de l'emballement. Ces derniers ont fait apparaître une inflation de nature structurelle qui épousait une allure quasi exponentielle, même dans les économies complexes des pays à civilisation post-industrielle, c'est-à-dire là où la création spontanée ou délibérée d'emplois se fait surtout dans les secteurs des services privés ou publics. La désorganisation des relations monétaires internationales, les difficultés de balance des paiements des pays atteints les plus gravement par l'inflation, les conséquences économiques et financières du relèvement brutal du prix de l'énergie ont introduit des éléments majeurs d'instabilité dans le fonctionnement de l'économie mondiale. Au demeurant, les récents développements jettent un doute sur la nécessité d'un postulat, admis implicitement et sans discussion depuis des décennies, à savoir la possibilité d'un endettement sans cesse plus grand. Ce postulat est un corollaire de la croyance en la croissance perpétuelle : le revenu d'une période devant être plus grand que celui de la période précédente, ce qui est dépensé devant être supérieur à ce qui est gagné, il est nécessaire que, par solde, des ménages ou des entreprises ou des Etats s'endettent envers leur système monétaire intérieur, que des économies nationales s'endettent envers d'autres par création de liquidités internationales. Difficilement contrôlable, l'endettement au sens le plus étendu, a pu faciliter, en s'accroissant, les excès des comportements inflationnistes. Aujourd'hui, c'est sur sa prolongation que repose la possibilité de poursuivre l'expansion dans le monde en général, comme dans chaque pays en particulier. Et on peut se demander si des situations d'illiquidité, pour les prêteurs et peut-être pour les emprunteurs, ne peuvent pas se produire, qui gênent cette progression souhaitée de l'endettement.

L'économie des pays industrialisés, il faut bien s'en rendre compte, pourrait se trouver enfermée dans le dilemme de réactiver l'inflation ou de s'engager dans une contraction des échanges et de l'activité.

Vu ses faibles dimensions, l'économie belge a son sort lié à celui du reste du monde.

Trois problèmes majeurs préoccupent les responsables de la politique économique. Celui de l'inflation, celui de l'équilibre de la balance des paiements courants et celui de l'emploi. Ces problèmes, liés, sont énumérés ici dans un ordre

logique. Forcée de défendre sa position concurrentielle, en raison de sa dépendance du commerce extérieur, l'économie belge est astreinte à aligner la hausse de ses coûts sur ceux de ses principaux partenaires, dont elle s'est écartée au cours des derniers mois, sous peine, soit de compromettre à moyen terme son activité et donc l'emploi, soit de s'engager dans les aléas des aventures monétaires. Par ailleurs admettre l'hypothèse d'un déficit important et durable de la balance des paiements courants, quelles que soient, éventuellement, les facultés de le financer par des emprunts, c'est envisager une situation déflationniste où une partie du revenu est redépensée à l'étranger au détriment de la demande intérieure; c'est aussi compromettre, à moyen terme, l'activité et donc l'emploi.

En s'efforçant de contenir l'inflation, en s'efforçant de maintenir un équilibre satisfaisant de la balance des paiements courants, la politique monétaire, dans la mesure où elle peut agir, contribue donc à éviter des difficultés majeures.

Tout récemment, les prix paraissent avoir amorcé une évolution dans le sens souhaitable. Néanmoins, le rythme de hausse reste encore élevé. En effet, si le renchérissement des produits de base se ralentit, si même certaines baisses importantes ont été constatées, on ne peut négliger, à l'inverse, que les prix n'ont pas encore subi entièrement les répercussions des majorations importantes de revenus qu'entraîne encore le relèvement des prix à la consommation.

Quant aux pertes de revenus résultant du renchérissement de l'énergie importée, elles paraissent avoir été compensées dans une mesure appréciable, jusqu'à présent, par l'accroissement du revenu gagné à l'exportation grâce aux prix élevés dont ont pu bénéficier les fournitures des industries belges. Si les termes de l'échange de l'économie belge venaient à se détériorer, l'appauvrissement de celle-ci serait ressentie directement et les autorités devraient en organiser la répartition ordonnée, sous l'une ou l'autre modalité. Ce serait illusion de chercher à pallier l'appauvrissement extérieur par des mesures de relance intérieures.

Trop mal perçues par une opinion publique habituée aux facilités des dernières décennies et bercée d'illusions trop longtemps entretenues, les difficultés se font menaçantes, si l'évolution dans le monde ne se modifie pas.

Le niveau de l'activité économique et l'emploi.

Depuis la fin de la guerre, une année s'est rarement annoncée sous des auspices aussi sombres que 1974. En effet, l'embargo mis par les pays arabes sur les envois de pétrole, qui couvrent en temps normal les deux tiers environ de la consommation d'énergie du pays, avait menacé pendant plusieurs semaines l'activité de secteurs essentiels de l'économie. Heureusement, l'embargo a été levé en faveur de la Belgique, vers la fin du mois de décembre de 1973.

Ainsi, les difficultés en matière d'approvisionnement en pétrole brut n'ont finalement eu, dans l'immédiat, qu'une incidence localisée sur l'activité industrielle et l'emploi : seules quelques branches de l'industrie chimique et l'industrie automobile ont été affectées de façon directe; suivant une enquête spéciale de la Banque, les mises en chômage n'ont porté au maximum que sur quelques centaines de personnes et ont été le plus souvent de courte durée. Le degré d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière avait été ramené de 85 p.c. à la fin d'octobre 1973 à 83,8 p.c. à la fin de janvier 1974; quatre mois plus tard, au moment de l'enquête suivante, la situation s'était toutefois normalisée et le degré d'utilisation des capacités était remonté à 85,3 p.c., soit le niveau le plus élevé depuis la fin de 1970. Des goulets subsistaient néanmoins en ce qui concerne l'approvisionnement en certains biens de production; à la fin de janvier 1974, ils étaient signalés par 24 p.c. des participants à l'enquête comme une cause de la sous-utilisation des capacités de ceux-ci; à la fin du mois de mai, cette proportion s'élevait encore à 16 p.c., contre 14 p.c. au sommet de la haute conjoncture de 1969.

Au premier trimestre de l'année, le taux d'accroissement de l'indice de la production industrielle de l'Institut National de Statistique atteignait 6,8 p.c. par rapport à la période correspondante de l'année précédente, dépassant ainsi nettement les taux d'accroissement, établis de la même façon, des trois trimestres précédents. Les progrès les plus sensibles étaient enregistrés par les industries des métaux non ferreux (+ 23,7 p.c.), des fabrications métalliques (+ 13,1 p.c.), de la chimie (+ 8,9 p.c.) et des papiers et cartons (+ 12,3 p.c.); le taux de la sidérurgie, freinée par le plein emploi des capacités face à une demande extrêmement soutenue, s'élevait à 6,4 p.c., celui des matériaux de construction à 8 p.c. et celui des industries alimentaires à 4 p.c. La production de l'industrie textile ne progressait que très faiblement, tandis que celle des industries du bois et du cuir et encore plus celle des raffineries de pétrole accusaient un net recul.

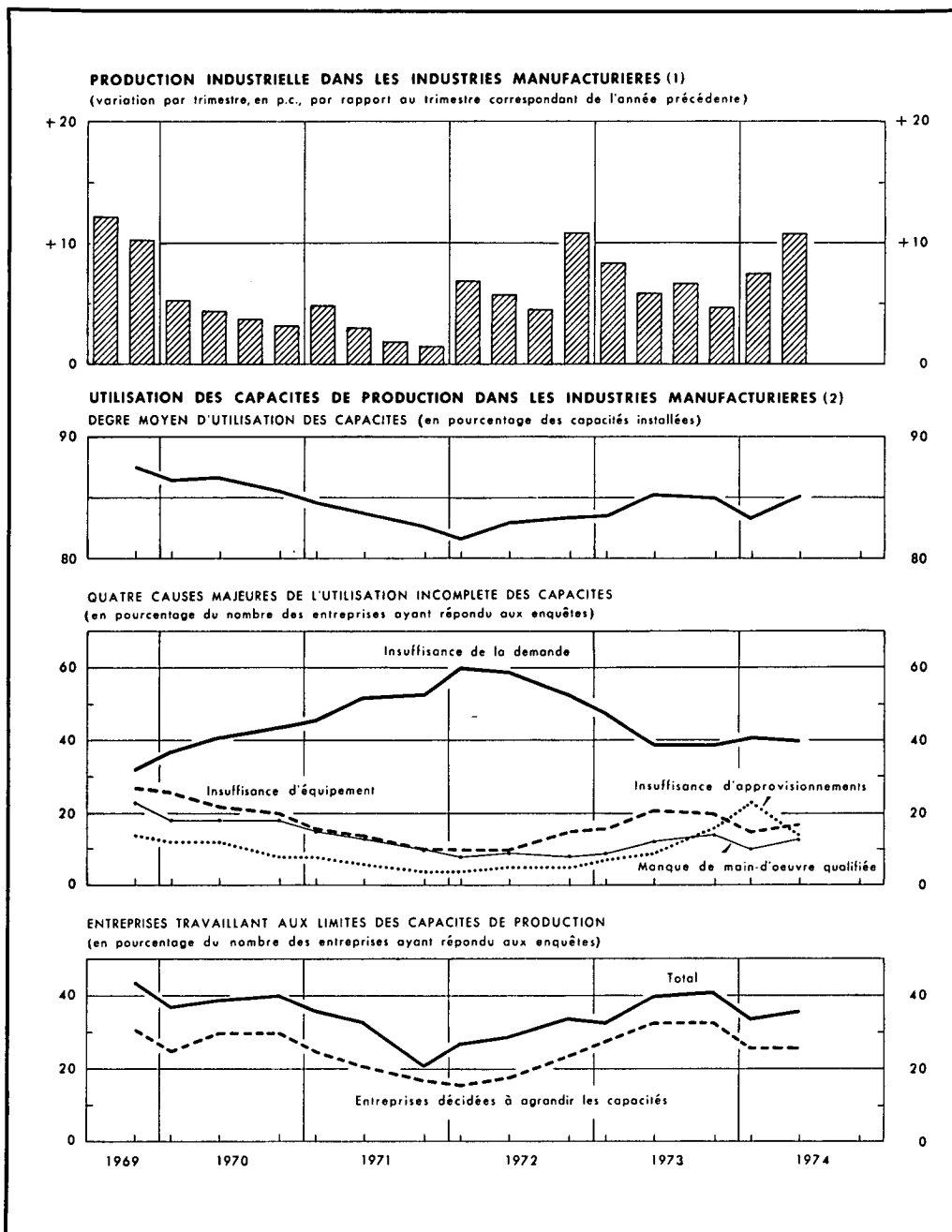
Les données relatives au niveau de la production industrielle au deuxième trimestre présentent un caractère plus incertain. Suivant l'indice officiel, le rythme d'expansion se serait encore accéléré, notamment dans les industries des fabrications métalliques et de la chimie, tandis que l'activité de l'industrie textile se serait nettement redressée. Mais les résultats les plus récents des enquêtes mensuelles de la Banque indiquent, pour l'industrie manufacturière dans son ensemble et après élimination du mouvement saisonnier, un infléchissement du rythme de croissance de l'activité.

Pour les dix premiers mois de l'année, la production nette de courant électrique, qui, moyennant certaines réserves, peut être considérée comme un indicateur de l'évolution de l'activité, s'est accrue de 7 p.c. par rapport à la même période de 1973.

Répartie suivant la nature économique des produits, la production a enregistré le rythme d'accroissement de loin le plus élevé pour les biens d'équipement,

Graphique 1.

Activité des industries manufacturières



1 Source : Institut National de Statistique.

2 Source : Banque Nationale de Belgique. Les données se rapportent aux mois de janvier, mai et octobre de chacune des années.

ce qui est confirmé par les données relatives à l'évolution des différentes catégories de la demande, dont il sera question plus loin.

L'industrie de la construction de bâtiments a traversé, en 1974, une période de surchauffe caractérisée par une pénurie de matériaux et de main-d'œuvre, surtout dans le secteur des bâtiments résidentiels. Le secteur des travaux de génie civil, au contraire, a subi les effets de la politique de limitation des dépenses d'investissement de l'Etat; sa production a été moins soutenue.

Compte tenu aussi des autres productions, notamment de celle de services sur laquelle des données détaillées font défaut pour la période la plus récente, le produit national brut augmenterait en 1974, à prix constants, à un taux se situant entre 4 et 5 p.c. (1), ce qui suffit normalement à maintenir le plein emploi de la main-d'œuvre tout en assurant un progrès régulier de la productivité.

En fait, on constate que, dans le cadre d'un mouvement saisonnier, le nombre des chômeurs complets à aptitude normale a diminué tout au long du premier semestre; à la fin de celui-ci, il s'élevait à 41.700 unités, contre 52.200 à la fin de 1973; dans l'intervalle, le dépassement par rapport au nombre correspondant de l'année précédente avait néanmoins augmenté de 900 à 6.500 unités, détérioration qui résultait exclusivement du chômage des femmes.

La tendance fondamentale se dégage mieux de l'évolution du taux dessaisonnalisé du nombre de chômeurs à aptitude normale, exprimé par rapport au nombre des assurés contre le chômage : ce taux est passé de 1,73 p.c. en juin 1973 à 1,66 p.c. en décembre, pour remonter à 2,04 p.c. en juin 1974 et 2,72 p.c. au mois d'octobre. L'accroissement du taux dessaisonnalisé en 1974 est, jusqu'au mois d'avril, exclusivement dû au chômage des femmes, dont les aspects structurels ont déjà été décrits (2); depuis le mois de mai, le taux de chômage s'est accru aussi pour les hommes. Comparativement à l'année précédente, le chômage des jeunes a également augmenté.

Outre son accroissement dans l'industrie des vêtements, le chômage s'est développé surtout, par rapport à 1973, dans le secteur des services, qui occupe une main-d'œuvre féminine importante. Dans l'industrie de la construction, au contraire, le chômage a continué à se réduire au premier semestre et il s'y situait d'ailleurs à un niveau nettement inférieur au nombre des emplois offerts; une évolution moins favorable s'est toutefois amorcée au troisième trimestre.

La répartition géographique du chômage entre la Flandre, la Wallonie et la région de Bruxelles s'est modifiée en 1974 au détriment de la première région et au profit surtout de la Wallonie.

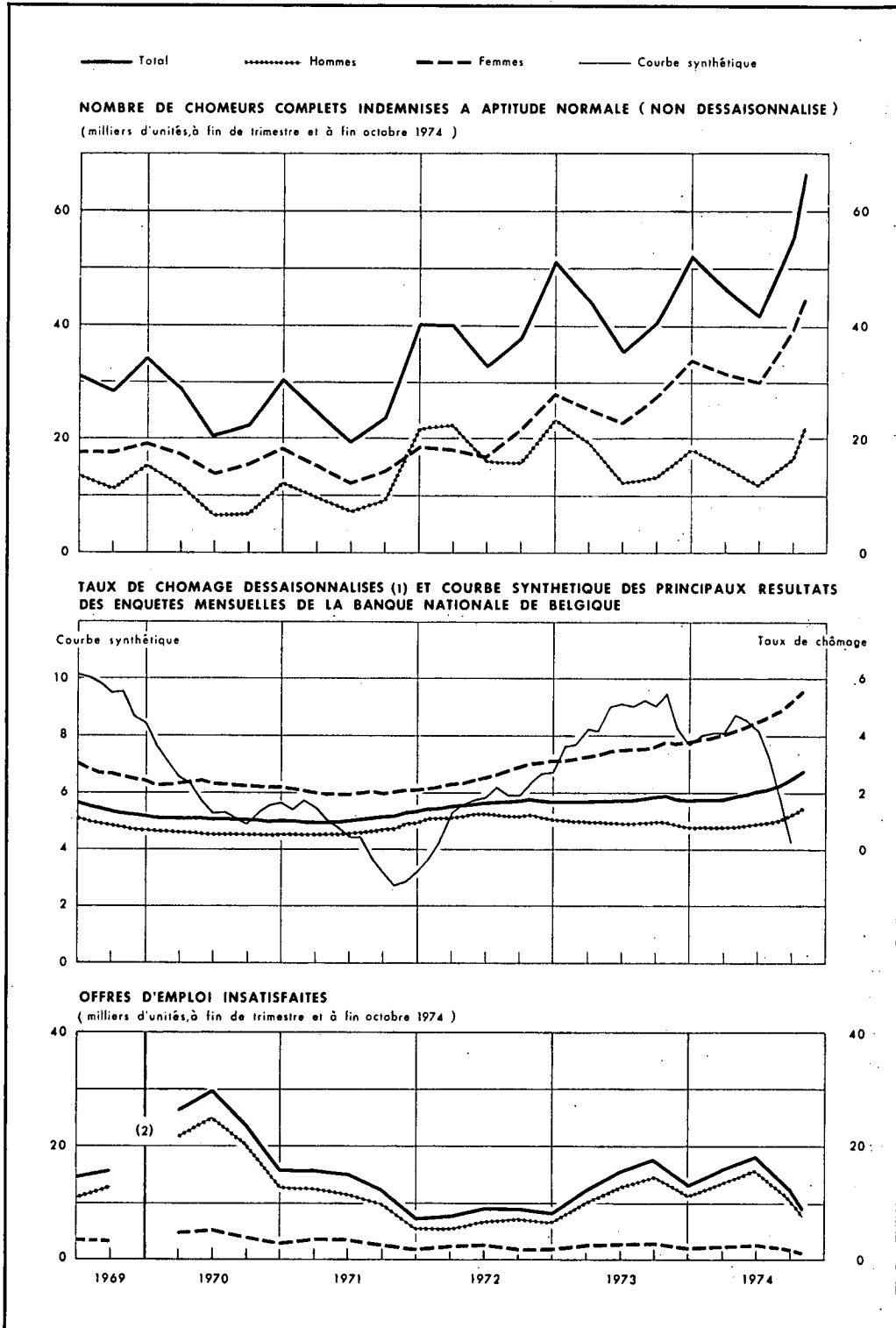
Pour les activités économiques dans leur ensemble, les offres d'emploi émanant des entreprises fournissent une vue plus favorable que les données relatives

(1) Suivant les estimations du Ministère des Affaires Economiques.

(2) Voir notamment le Rapport annuel de la Banque sur l'année 1973, p. 34.

Graphique 2.

Chômage et emploi



Source : Office National de l'Emploi et Banque Nationale de Belgique.
 1 Chômeurs complets indemnisés à aptitude normale en pourcentage du nombre d'assurés.
 2 Nouvelle série à partir de 1970.

au chômage. A la fin du mois de juin, le nombre des offres d'emploi en suspens s'élevait à 18.300 unités, atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis la fin de 1970; un recul s'est produit depuis lors, ramenant ce nombre à 8.900 unités en octobre. Lors de l'enquête de fin mai sur l'utilisation des capacités de production, 13 p.c. des participants mentionnaient un manque de main-d'œuvre qualifiée comme cause de la sous-utilisation de leurs capacités. Jusqu'au début du mois d'août, une majorité de participants aux enquêtes mensuelles de la Banque prévoyait une augmentation de l'emploi dans l'industrie manufacturière pour les trois mois suivant la date des enquêtes; un changement est toutefois signalé à cet égard par les enquêtes suivantes : pour la première fois depuis mai 1972 — si l'on excepte les semaines troublées de fin 1973 — les participants envisagent une diminution des effectifs du personnel.

Les salaires et les prix.

Suivant l'indice établi par l'Institut National de Statistique, les salaires horaires bruts moyens des ouvriers masculins dans l'industrie (à l'exclusion des charbonnages, de la sidérurgie et des transports) ont augmenté, de juillet 1973 à juillet 1974, de 20,5 p.c., contre 15,4 p.c. pendant la période antérieure de

Tableau I.

Evolution des salaires bruts

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente ou le mois correspondant de cette année)

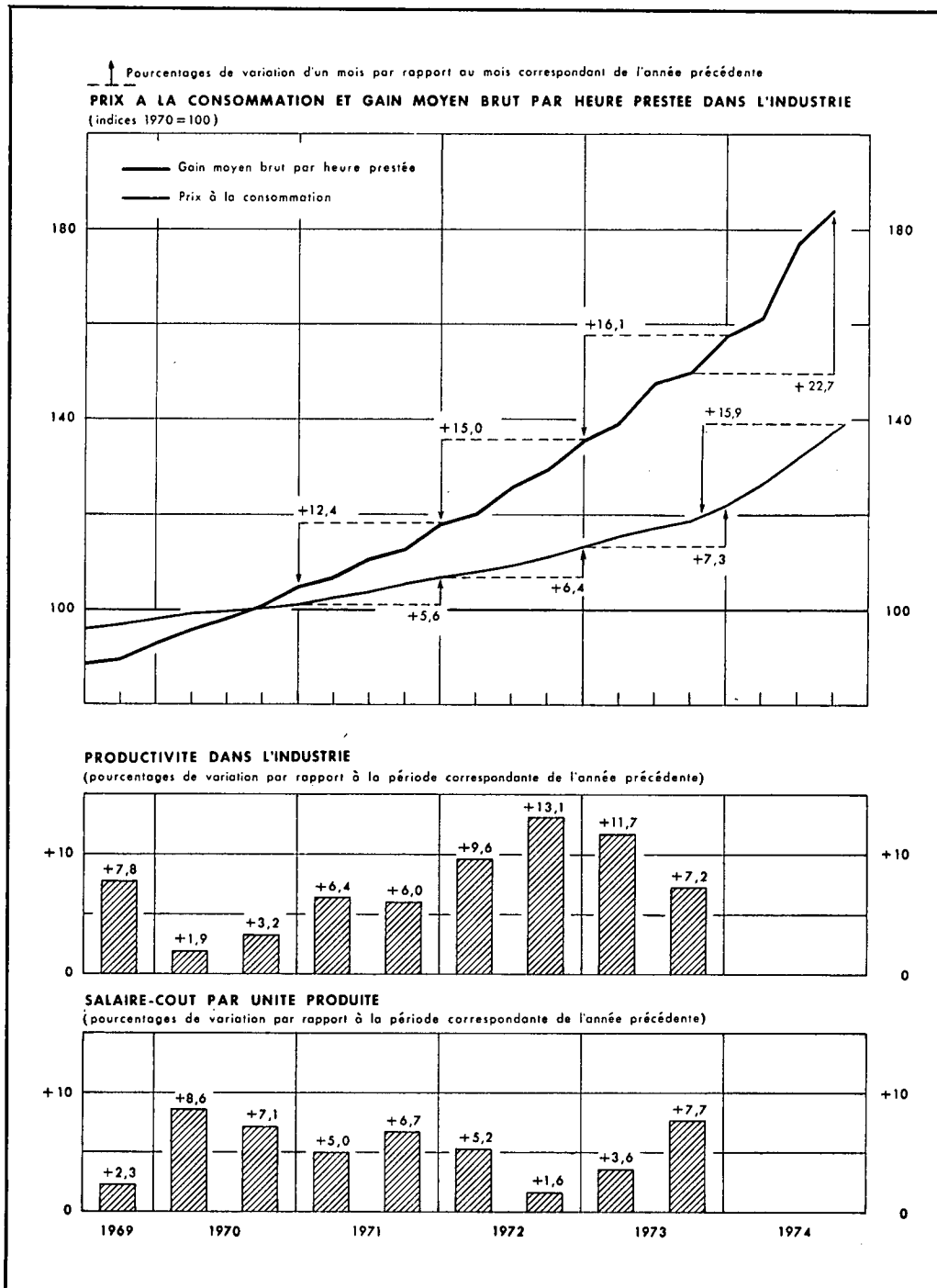
	Belgique	République Fédérale d'Allemagne	France	Pays-Bas	Italie	Royaume- Uni	Etats-Unis
1970 Année	+ 11,7	+ 14,8	+ 9,9	+ 10,6	+ 17,2	+ 13,8	+ 5,3
1971 Année	+ 12,1	+ 11,0	+ 12,3	+ 11,7	+ 11,0	+ 13,8	+ 7,0
1972 Année	+ 14,1	+ 8,9	+ 11,3	+ 12,7	+ 8,8	+ 12,7	+ 6,6
1973 Année	+ 16,2	+ 10,4	+ 14,5	+ 13,7	+ 20,9	+ 11,1	+ 6,7
1973 Mars	+ 15,7	+ 9,5	+ 12,9	+ 12,1	+ 15,9	+ 8,2	+ 6,5
Juin	+ 17,5	+ 10,2	+ 13,9	+ 13,2	+ 21,1	+ 11,7	+ 6,6
Septembre ...	+ 15,6	+ 11,1	+ 15,1	+ 14,7	+ 24,0	+ 12,0	+ 7,0
Décembre ...	+ 16,1	+ 11,0	+ 15,9	+ 14,6	+ 22,6	+ 12,4	+ 6,5
1974 Mars	+ 16,0	+ 8,2	+ 17,5	+ 15,2	+ 25,4	^p + 17,1	+ 6,5
Juin	+ 20,0	^p + 9,2	+ 20,2	+ 18,7	+ 23,3		+ 8,2
Septembre ...	+ 22,7						

^p Chiffres provisoires.

douze mois. Un mouvement analogue se dégage de l'indice des gains horaires bruts établi par la Banque : celui-ci s'est accru de 22,7 p.c. de septembre 1973 à septembre 1974, contre 15,6 p.c. pendant la période correspondante antérieure. L'augmentation des salaires s'est nettement accélérée aux deuxième et troisième

Graphique 3.

Prix à la consommation, salaires et productivité en Belgique



Sources : Prix à la consommation : *Ministère des Affaires Economiques.*
Gain moyen brut par heure prestée : *Banque Nationale de Belgique.*
Productivité et salaire-cout : *Institut de Recherches économiques de Louvain.*

trimestres de 1974, à la suite du jeu de l'échelle mobile qui répercute, avec un décalage de deux mois en moyenne, la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Le taux d'accroissement des salaires bruts en Belgique est supérieur à celui qu'ont enregistré la plupart des autres pays industriels : entre juin 1973 et juin 1974, il s'est élevé à 20 p.c., contre 18,7 p.c. aux Pays-Bas, 17,1 p.c. (1) au Royaume-Uni, 20,2 p.c. en France, 23,3 p.c. en Italie, 9,2 p.c. en République Fédérale d'Allemagne, et 8,2 p.c. aux Etats-Unis.

Sous l'effet de l'accélération de la hausse des prix à la consommation, les salaires réels ont augmenté moins rapidement qu'en 1973.

La productivité horaire des ouvriers et employés dans l'industrie, calculée par l'Institut de Recherches Economiques de Louvain sur la base des données des mois de mars à mai et de septembre à novembre, se serait améliorée à concurrence d'environ 10 p.c. par an en 1972 et 1973. Ce chiffre reflète les efforts fournis par les entreprises en vue de réduire l'augmentation des coûts par unité produite en économisant sur la main-d'œuvre. L'ampleur de ce phénomène, qui constitue un élément non négligeable de l'évolution du marché de l'emploi, n'est pas encore mesurée pour le premier semestre de 1974, mais des données indirectes indiquent qu'il s'est poursuivi.

L'évolution économique des derniers mois a été dominée par une hausse des prix qui a dépassé en vigueur tous les mouvements cycliques ou accidentels depuis la fin de la guerre, y compris celui de la guerre de Corée de 1950 et 1951.

Suivant l'indice établi par la Hamburgisches Welt-Wirtschafts Archiv, l'emballage des cours mondiaux des matières premières a atteint son point culminant au mois d'avril 1974 lorsque le niveau correspondant de l'année antérieure était dépassé de 98,2 p.c. en ce qui concerne l'indice général et de 111,6 p.c. en ce qui concerne l'indice des produits à usage industriel; pour les produits à usage alimentaire le point culminant se situait deux mois plus tôt, avec un taux d'accroissement annuel de 70,7 p.c.

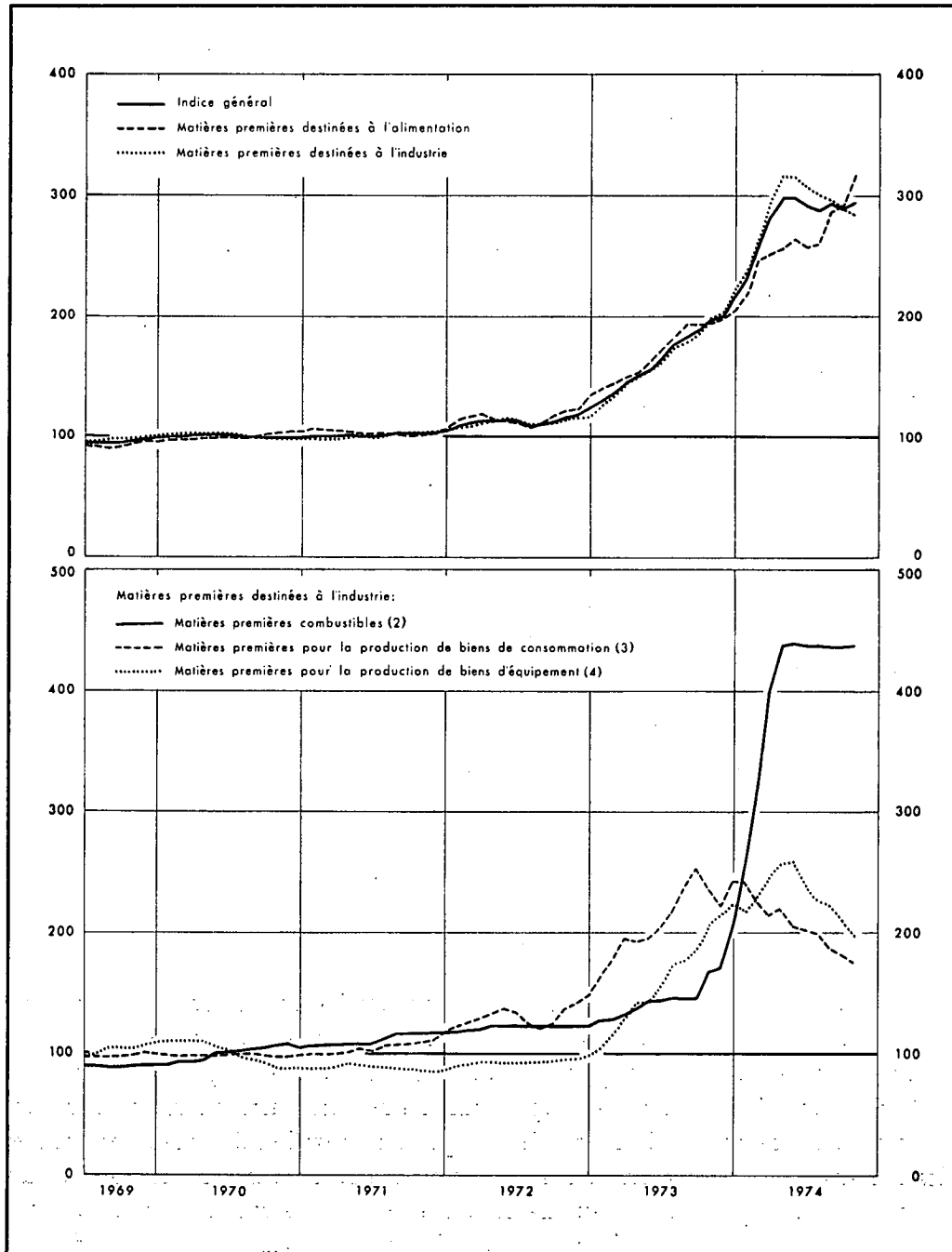
Depuis ces dates, une décélération, voire des baisses sensibles se sont produites, ramenant en octobre le taux d'accroissement annuel à 49,1 p.c. pour l'indice général, à 42,9 p.c. pour l'indice des produits à usage industriel et à 63,5 p.c. pour les produits à usage alimentaire. En particulier, les prix des céréales, des oléagineux, de la viande, des produits textiles, des peaux et cuirs et des métaux non ferreux ont accusé des chutes allant dans certains cas jusqu'à 30 voire 50 p.c. par rapport au maximum atteint. A la fin de la période sous revue, l'indice général a de nouveau faiblement augmenté, sous l'effet du renchérissement des produits à usage alimentaire.

(1) Mars.

Graphique 4.

Evolution des prix mondiaux

(Indices 1970 = 100, des cotations converties en dollars)¹



1 Source : *Index der Weltmarktpreise des Hamburgisches Welt-Wirtschafts Archiv.*

2 Charbon et ses dérivés, pétrole et ses dérivés.

3 Textiles, peaux et cuirs, cellulose.

4 Bois, caoutchouc, fer et acier, métaux non ferreux.

Plusieurs facteurs ont contribué à l'arrêt de la hausse explosive des cours : la résorption de certaines des causes accidentelles à l'origine du « boom » de 1973-1974, notamment les récoltes défavorables et les achats massifs surtout de produits agricoles par la Chine et l'U.R.S.S.; la cherté du crédit qui rend de plus en plus onéreuses et risquées les opérations spéculatives; un allègement de la pression de la demande dans l'ensemble des pays industrialisés et, enfin, le fait que les cours atteints, dépassant de loin les coûts de production marginaux, ont incité à développer l'offre.

En Belgique aussi, la forte hausse de l'indice des prix de gros s'est arrêtée au mois d'avril : au cours des cinq mois suivants, l'indice général n'a pratiquement plus changé, tandis que l'indice des produits industriels n'a augmenté que de 1,6 p.c.; ce dernier mouvement est la résultante d'une baisse des matières premières et des demi-produits et d'une nouvelle hausse des produits finis; celle-ci est importante au point de vue de l'évolution ultérieure des prix à la consommation. Les taux d'accroissement des indices des prix de gros par rapport aux mois correspondants de 1973 se présentent comme suit (en pour-cent) :

	Indice général	Produits industriels	Matières premières	Dont : Demi- produits	Produits finis
1974 Avril	+ 20,3	+ 24,5	+ 27,6	+ 36,6	+ 15,2
Septembre	+ 16,5	+ 19,9	+ 15,4	+ 22,6	+ 20,9

D'après les enquêtes mensuelles de la Banque, les pressions à la hausse des prix à la production ont atteint un maximum au premier trimestre de 1974 dans l'ensemble des industries manufacturières. Depuis lors, elles ont eu tendance à s'atténuer, surtout dans les industries de biens intermédiaires et, dans une mesure moindre, dans les autres industries manufacturières. Dans l'industrie de la construction, la hausse des prix est demeurée intense au cours de l'ensemble de la période étudiée, mais plus dans le secteur du bâtiment que dans celui des travaux de génie civil.

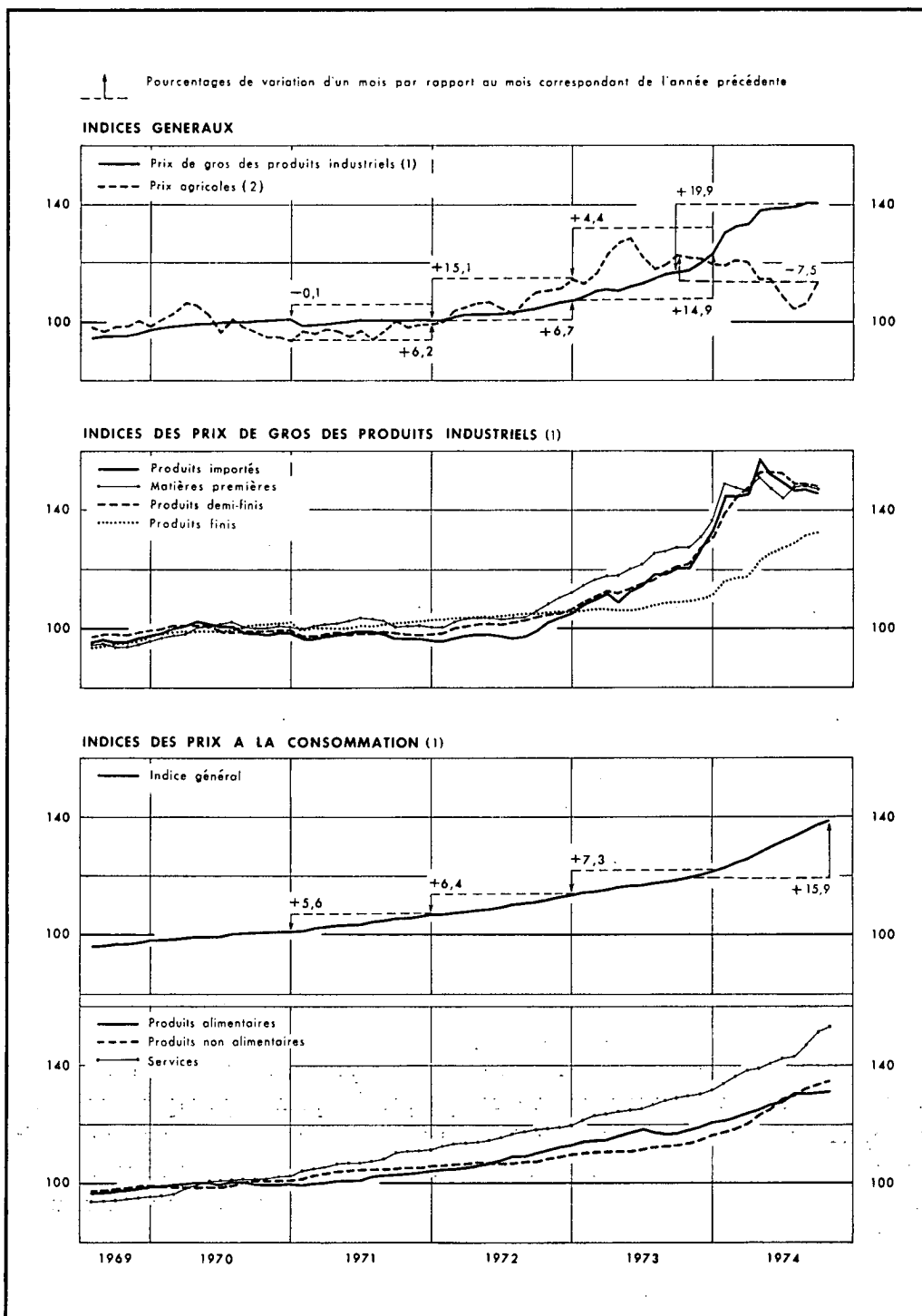
L'indice des prix des produits agricoles établi par le Ministère de l'Agriculture avait atteint un maximum au premier semestre de 1973, en conformité avec la tendance des marchés mondiaux. Un repli s'était amorcé avant la fin de ce semestre, mais il avait été interrompu par des pointes passagères de hausse en septembre 1973 et en février 1974; la baisse de l'indice s'est poursuivie ensuite jusqu'en juillet, mais elle a fait place à une hausse modérée aux mois d'août et de septembre; pour ce mois, l'indice se situait à un niveau qui était inférieur de 7,5 p.c. à celui du mois de septembre 1973.

A l'inverse des prix de gros des produits agricoles et bien plus que ceux des produits industriels finis, les prix à la consommation ont poursuivi leur montée à un rythme très élevé. Par rapport respectivement à décembre et à octo-

Graphique 5.

Evolution des prix intérieurs en Belgique

(Indices 1970 = 100)



1 Source : Ministère des Affaires Economiques.

2 Source : Ministère de l'Agriculture.

bre 1973, la hausse de l'indice général et des trois indices partiels a atteint les proportions suivantes (en pour-cent) :

	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1974 Octobre	+ 13,7	+ 8,7	+ 16,0	+ 15,9
1973 Décembre				
1974 Octobre	+ 15,9	+ 10,6	+ 18,7	+ 17,6
1973 Octobre				

Le renchérissement des produits énergétiques (essence, gas-oil et fuel-oil, charbons, gaz et électricité) a eu un effet direct de hausse sur l'indice général de 2,3 p.c. par rapport à décembre et de 2,9 p.c. par rapport à octobre 1973. Cependant, outre un effet direct, le renchérissement de l'énergie a eu des effets indirects à travers les coûts de production des autres produits et services. Il en a été de même du coût accru des matières premières. Les comportements spéculatifs induits par les causes primaires de hausse ont accentué le mouvement. Celui-ci a été entretenu aussi par les régimes d'indexation, qui constituent depuis longtemps un élément essentiel du système social en Belgique. D'autre part, la baisse des produits agricoles ne s'est pas répercutée au stade de la consommation.

En ce qui concerne la politique des prix, il convient de signaler que, dans le cadre du dispositif de la déclaration obligatoire des hausses de prix, un arrêté ministériel du 14 octobre 1974 a porté, à titre transitoire et jusqu'au 31 janvier 1975, le préavis exigé de trois à six mois. D'autre part, le système de fixation de prix maxima a continué à être régulièrement utilisé, notamment en ce qui concerne le lait, la viande, les briques, les spécialités pharmaceutiques, les produits énergétiques de consommation et certains services; au cours des derniers mois, il a été étendu à d'autres produits. Plusieurs prix maxima ont toutefois dû être relevés. Plusieurs arrêtés prescrivant une réduction du prix des viandes porcines et bovines ont été pris pendant les premiers mois de l'année. Enfin, des contrats de programme sont restés en vigueur pour quatre groupes de produits : le bois importé, le chocolat, les métaux non ferreux et les appareils électro-ménagers; par contre, le pain est passé sous le régime général de la déclaration obligatoire.

Pour les produits pétroliers, le régime des prix maxima a été abrogé par l'arrêté du 14 mai 1974; depuis cette date, un accord sur la fixation des prix, conclu par le Gouvernement et la fédération pétrolière, est d'application.

Au début du mois de septembre, le Gouvernement a annoncé un renforcement des actions visant à contrecarrer la hausse des prix à la consommation. En particulier, il a décidé de postposer des relèvements de certains prix de transports et de provoquer des réductions d'autres prix, notamment pour la viande et les pommes de terre; il a manifesté aussi son intention d'étendre le régime des prix maxima et de rendre plus rigoureux le contrôle de son application.

Les principales composantes de la demande.

La consommation des ménages.

La crise énergétique et les anticipations provoquées par les hausses des prix ont perturbé le comportement des ménages en matière de dépenses de consommation. Au dernier trimestre de 1973, les mesures prises par les pays arabes ont eu pour effet immédiat des achats de panique de produits alimentaires et d'entretien et une réduction sensible de la demande de voitures. Bien que les réactions de panique se soient estompées, les tendances mentionnées ont persisté au premier trimestre de 1974, sauf que les achats de voitures se sont un peu redressés et que la demande d'articles d'habillement et de textiles, ainsi que d'appareils électro-ménagers s'est améliorée aussi. Cette amélioration s'est accentuée au deuxième trimestre, alors que la demande de voitures neuves est demeurée à peu près stationnaire par rapport à la période correspondante de 1973. La demande de produits alimentaires et d'entretien est restée soutenue.

Tableau II.

Indicateurs de la consommation des ménages

Moyenne mensuelle	Appréciations du commerce de gros sur le niveau des ventes			Ventes du commerce de détail (en volume)	Immatriculations de voitures neuves (nombre)
	Produits alimentaires et d'entretien	Articles d'habillement et textiles	Appareils électro-ménagers		
	(Soldes net des réponses « plus que suffisant » et « insuffisant »)			(Variations en pourcentage par rapport à la période correspondante de l'année précédente)	
1970 Année	+ 10	- 26	- 5	+ 5,3	- 4,3
1971 Année	+ 9	- 21	- 45	+ 6,7	- 10,8
1972 Année	+ 10	- 14	0	+ 8,0	+ 27,2
1973 Année	+ 17	- 17	+ 5	+ 6,2	+ 1,0
1973 1 ^{er} trimestre	- 8	- 17	- 6	+ 8,2	+ 12,1
2 ^e trimestre	+ 17	- 20	+ 2	+ 7,8	+ 1,2
3 ^e trimestre	+ 27	- 13	+ 12	+ 2,8	- 2,4
4 ^e trimestre	+ 34	- 18	+ 11	+ 10,3	- 9,0
1974 1 ^{er} trimestre	+ 32	- 3	+ 15	+ 4,0	- 7,8
2 ^e trimestre	+ 26	+ 37	+ 25	+ 3,2	+ 0,6
3 ^e trimestre	+ 25	+ 12	+ 15	-	- 0,9
Juillet	+ 5	+ 17	+ 14	+ 6,8	+ 5,2
Août	+ 40	+ 15	+ 18		- 14,1
Septembre	+ 30	+ 5	+ 13		+ 5,7

Suivant les dernières indications des enquêtes de la Banque, la consommation de biens durables par les ménages a enregistré une décélération pendant les mois d'été, au moment où elle était l'objet de nouvelles restrictions sur les ventes à tempérament et les prêts personnels (arrêté royal du 2 juillet 1974), ce qui ne signifie pas que celles-ci aient été le facteur déterminant. Les dépenses de tourisme ne semblent pas avoir progressé par rapport à la saison précédente.

Au total, les indicateurs disponibles mènent à la conclusion que l'accroissement, en termes nominaux, des dépenses de chauffage et de transport automobile, important malgré les économies qui ont pu être effectuées, n'a pas entraîné un freinage de l'ensemble des autres dépenses de consommation pendant les premiers mois de l'année. Comme les dépenses en habitations se sont également accrues, comme on le montrera plus loin, la constitution d'épargnes par les ménages en a été affectée. Ce n'est que vers la fin du premier semestre que sont apparus les indices d'un infléchissement de la croissance du volume de la consommation, traduisant un changement dans les attitudes des ménages à laquelle ont dû avoir contribué le relèvement des taux d'intérêt, un certain effet d'osmose résultant d'une évolution moins favorable du climat économique international et, sans doute, un ralentissement, par le jeu de la progressivité de l'impôt, du gonflement des revenus réels disponibles.

La demande de logements neufs.

La préférence accrue pour les placements en biens réels — symptôme classique d'un climat inflationniste — s'est manifestée, entre autres choses, par un développement de la demande de logements neufs. D'autre part, des décisions de construire ont été accélérées pour devancer les nouvelles hausses des coûts qu'on attendait. Aussi, malgré les difficultés rencontrées par la construction sociale, les dépenses en constructions résidentielles, déjà considérables en 1973, ont accusé une recrudescence dans la première moitié de 1974, ainsi qu'il apparaît de différents indicateurs et notamment de l'évolution du nombre d'avis favorables délivrés par les services de l'urbanisme. La demande excessive, qui ne pouvait être satisfaite à court terme par une offre devenue peu extensible, a

Tableau III.

Indicateurs de la demande de logements neufs

	Avis favorables délivrés par l'urbanisme (milliers d'unités)	Durée moyenne de l'activité assurée dans la construction résidentielle (en mois)
	<i>(Moyenne mensuelle)</i>	
1970 Année	2,5	7,86
1971 Année	2,0	7,09
1972 Année	3,5	7,00
1973 Année	3,8	7,97
1973 1 ^{er} trimestre	4,2	7,49
2 ^e trimestre	4,1	7,71
3 ^e trimestre	3,5	8,28
4 ^e trimestre	3,4	8,36
1974 1 ^{er} trimestre	3,8	8,58
2 ^e trimestre	4,6	8,35
3 ^e trimestre	4,0	7,99
Septembre	3,2	7,69
Octobre	3,4	

créé des tensions très marquées dans le secteur de la construction. Celles-ci ont incité le Gouvernement à compléter la politique générale de lutte contre l'inflation par des mesures spécifiques s'appliquant à ce secteur.

Ainsi, le 5 août 1974, un arrêté royal, entrant en vigueur le 13 août pour une période de 6 mois, a été pris en vertu d'une loi du 25 juillet 1974 en vue de limiter le montant de toutes les inscriptions hypothécaires par rapport à la valeur vénale des immeubles grevés. Les dispositions du susdit arrêté ne s'appliquent cependant pas à l'acquisition d'une habitation sociale ou d'un immeuble destiné uniquement à l'exercice d'une activité professionnelle. Un autre arrêté, du 22 août, a suspendu l'exécution des constructions d'une valeur supérieure à 50 millions pendant un an à partir de la date du permis de construire.

Les investissements des entreprises.

A la veille de la crise du pétrole, la pression de la demande sur les capacités de production industrielle était devenue importante. En octobre 1973, la proportion des participants aux enquêtes de la Banque qui étaient décidés à agrandir les capacités de production atteignait 33 p.c., contre 24 p.c. un an plus tôt.

La propension à investir a reçu une impulsion supplémentaire en raison, d'une part, de la crise de l'énergie, qui a obligé un nombre d'entreprises à investir en vue d'adapter leur appareil de production à la situation nouvelle, et, d'autre part, de l'accentuation de la demande de produits de base, qui a conduit plusieurs secteurs de biens intermédiaires à revoir vers le haut leurs programmes d'investissement en vue de développer leur production; cela a été le cas notamment des industries des métaux et du papier. Enfin, les perspectives de hausse des biens d'équipement ont vraisemblablement incité pas mal d'entreprises à précipiter leurs décisions d'investir.

Suivant la dernière enquête semestrielle (mars 1974), la formation brute de capital fixe dans les industries, après avoir augmenté de l'ordre de 10 p.c. en 1973, s'accroîtrait de 40 p.c. environ à prix courants en 1974, si l'accélération prévue pour le second semestre se réalise. D'après les prévisions communiquées par les participants à l'enquête, ces investissements accrus seront financés dans une plus large mesure que précédemment par le recours à l'épargne interne des entreprises : ce recours couvrirait 54,5 p.c. du financement, contre 39,5 p.c. en 1973. La capacité de financement des entreprises s'est manifestement améliorée, grâce au redressement des bénéfiques. Il convient de signaler, d'autre part, le coût élevé du financement externe, bien que celui-ci ait été momentanément neutralisé par la hausse des prix des biens d'investissement.

L'accentuation de l'effort d'investissement dans le pays apparaît également dans la construction de bâtiments à usage administratif, commercial, industriel et socio-culturel. La moyenne mensuelle des avis favorables délivrés au cours des dix premiers mois par les services de l'urbanisme pour de telles constructions est passée de 1.088 en 1973 à 1.136 en 1974.

La demande publique.

En 1974, les finances de l'Etat ont exercé une impulsion un peu moins expansionniste qu'en 1973; pour les neuf premiers mois de l'année, le taux d'accroissement des dépenses totales ⁽¹⁾ est passé de 16,2 p.c. en 1973 à 17,3 p.c. en 1974; mais, compte tenu de l'accélération considérable de la hausse des prix en 1974, cette augmentation du rythme d'accroissement en termes nominaux équivaut, sans doute, à un ralentissement en termes réels; par ailleurs le déficit total des recettes par rapport aux dépenses, exprimé en pour-cent du produit national brut, est revenu de 5,1 à 5,0 p.c., malgré son accroissement en montant absolu.

Au cours des neuf premiers mois de 1974, les dépenses ordinaires totales ⁽²⁾ se sont accrues de 20,2 p.c., contre 21,3 p.c. en 1973. En ce qui concerne les différentes catégories de dépenses, l'extension continuelle des opérations débudgétisées ne permet plus de faire des comparaisons précises d'une année à l'autre, les opérations précitées ne pouvant être ventilées entre les différentes rubriques économiques qu'elles concernent. Cette réserve étant faite, on peut mentionner parmi les principaux accroissements ceux des transferts de revenus, qui ont augmenté de 28,2 milliards pour les neuf premiers mois de l'année (dont 2,8 milliards se rapportant aux chemins de fer, 10,8 milliards à la Sécurité sociale et 11,5 milliards à l'Education nationale). Ont également contribué à l'accroissement des dépenses : les charges de la dette publique (+ 10,5 milliards, à mettre en rapport surtout avec la hausse des taux d'intérêt) et les salaires et charges sociales (+ 8,6 milliards, à mettre en rapport avec le jeu de l'échelle mobile).

L'Etat exerce, d'autre part, un effet direct sur l'évolution de la demande dans l'économie par la fiscalité, qui enlève un pouvoir d'achat aux contribuables pour le mettre à la disposition de l'Etat. Qu'il exerce aussi par l'aggravation de la fiscalité une poussée à la hausse sur les prix, source de nouvelles revendications de salaires, est de plus en plus mis en lumière. A cet égard, il est intéressant de constater que, compte tenu des recettes fiscales débudgétisées, la progression des recettes ordinaires s'est chiffrée à 18,6 p.c. pour les neuf premiers mois de 1974, contre 18,3 p.c. en 1973. L'accroissement a concerné essentiellement les recettes fiscales et a résulté, en ordre principal, de l'expansion de la masse imposable et, subsidiairement, de mesures prises en vue d'une meilleure perception des impôts. L'augmentation des impôts directs, qui a atteint 24,7 p.c., est venue surtout du précompte professionnel (+ 21,4 milliards ou 25,9 p.c.) et des versements anticipés (+ 6,5 milliards ou 12,9 p.c.), malgré une moins-value pour ces derniers de 3,8 milliards par rapport aux prévisions faites initialement.

(1) Y compris les dépenses débudgétisées.

(2) Pour le calcul des pourcentages d'augmentation des opérations ordinaires, il a été tenu compte des opérations ordinaires débudgétisées du Fonds d'expansion économique, du Fonds des Routes et de la contribution générale de la Belgique à la Communauté Economique Européenne. Par contre, il n'a pas été tenu compte des droits de douane cédés directement à la Communauté.

à une augmentation de 7,8 p.c. en termes nominaux et, sans doute, à une diminution en termes réels.

Quant aux pouvoirs publics subordonnés, on ne dispose pas de chiffres mensuels pour leurs opérations ordinaires. On notera cependant à propos de l'évolution des dépenses extraordinaires des pouvoirs subordonnés que le Crédit Communal a prêté, au cours des neuf premiers mois, aux provinces, communes, commissions d'assistance publique ainsi qu'aux intercommunales ⁽¹⁾ un montant de 26,8 milliards en 1974, contre 20,9 milliards en 1973, soit une progression de 28,5 p.c., contre 14,5 p.c. en 1973. Le freinage des investissements, constaté pour le pouvoir central, n'a donc pas eu lieu dans le secteur des pouvoirs subordonnés.

Bien que l'évolution de ses dépenses et recettes ne se présente pas sous un jour défavorable par rapport aux neuf premiers mois de 1973, le pouvoir central a rencontré, jusqu'en juillet, des problèmes de financement dont il sera question au chapitre relatif à l'évolution du crédit.

La demande extérieure.

Après un moment d'hésitation à la fin de 1973 lors du déclenchement de la crise du pétrole, la demande extérieure s'est rapidement raffermie au premier trimestre et elle a poursuivi sa progression, mais à un rythme moins élevé, au deuxième trimestre. Suivant les indications les plus récentes, la décélération tendrait à s'accroître.

Pour les sept premiers mois de l'année, les exportations de l'U.E.B.L. recensées dans les statistiques douanières — qui reflètent avec un certain décalage l'évolution de la demande — ont augmenté, en valeur, de + 32,9 p.c., contre + 21,6 p.c. pour la période correspondante de 1973. L'incidence de la hausse des prix sur le résultat de 1974 n'est pas encore mesurée, mais elle a dû être importante.

Cette vue globale couvre des glissements parmi les catégories de produits demandés. Ainsi qu'il ressort des résultats des enquêtes mensuelles de la Banque, la demande extérieure de biens de consommation avait faibli au quatrième trimestre de 1973. Ultérieurement, elle est restée languissante pour les automobiles, dont la part dans les exportations totales de biens de consommation de l'U.E.B.L. a atteint 25,7 p.c. en 1973. Par contre, des chiffres de vente élevés ont été enregistrés pour d'autres produits, notamment les appareils électro-ménagers, les radios et appareils de télévision, l'ameublement.

⁽¹⁾ Parmi lesquelles certaines sont considérées comme des entreprises pour les comptes nationaux.

La demande extérieure de biens d'équipement et surtout celle de la plupart des biens intermédiaires ont augmenté de manière sensible sous l'action conjuguée de deux influences. Il y eut, d'abord, la poursuite du « boom » des matières premières et des biens intermédiaires amorcé en 1973 sur les marchés internationaux, accompagnée de sérieuses difficultés d'approvisionnement que la crise de l'énergie a accentuées, en incitant à la constitution de stocks de précaution. En raison de la fermeté de la demande internationale, qui dans le cas de l'U.E.B.L. s'est traduite notamment par une augmentation de 1973 à 1974 des exportations des sept premiers mois de l'année, de 52 p.c. pour les métaux communs et de 63 p.c. pour les produits chimiques, les industries de biens intermédiaires ont engagé des investissements d'extension, renforçant ainsi la seconde influence. Car, malgré la crise énergétique, la tendance à l'expansion des investissements productifs des entreprises s'est maintenue dans l'ensemble des pays industrialisés. Elle a notamment été soutenue par la nécessité éprouvée par des entreprises de restructurer leur processus de production en vue de comprimer l'incidence sur les coûts de l'enchérissement des produits pétroliers et dérivés. De plus, la crise du pétrole a donné une impulsion à la recherche de nouvelles sources d'énergie; elle a entre autres stimulé la prospection pétrolière et accéléré la mise en chantier de nouvelles centrales nucléaires dans le monde. Cependant, tout comme il a été dit plus haut à propos des biens de consommation, les indications les plus récentes émanant des enquêtes mensuelles font ressortir un affaiblissement de la demande extérieure de biens d'équipement, ainsi qu'il apparaît dans les appréciations émises sur leurs carnets de commandes à l'exportation par les participants à ces enquêtes.

**Soldes nets des réponses indiquant des carnets de commandes extérieures
supérieurs à la normale et inférieurs à la normale**

	Ensemble	dont :		
		biens intermédiaires	biens d'équipement	biens de consommation
1973 1 ^{er} trimestre	0	n.d.	- 21	- 10
2 ^e trimestre	10	n.d.	- 5	- 6
3 ^e trimestre	7	n.d.	11	- 2
4 ^e trimestre	2	n.d.	10	- 11
1974 1 ^{er} trimestre	5	22	10	- 16
2 ^e trimestre	4	20	12	- 20
3 ^e trimestre	- 17	- 11	- 5	- 28
Juillet	1	20	4	- 19
Août	- 21	- 19	- 5	- 29
Septembre	- 31	- 33	- 12	- 37

n.d. non disponible.

Le développement des exportations ne constitue qu'un élément des relations économiques avec l'étranger. Une vue plus générale sur celles-ci est fournie par la balance des paiements dont les données sont, par ailleurs, d'un intérêt essentiel pour les aspects monétaires de l'évolution de la situation économique.

La balance des paiements de l'U.E.B.L. avec l'étranger.

Pour les huit premiers mois, le solde global de la balance des paiements a été excédentaire à concurrence de 28,9 milliards, contre 8,4 milliards en 1973. La réduction, d'une année à l'autre, de l'excédent des opérations courantes a été plus que compensée par la disparition du déficit des opérations en capital.

Tableau V.

Balance des paiements de l'U.E.B.L.

(Milliards de francs)

	1973	1974 <i>p</i>
	(8 premiers mois)	
1. Opérations courantes :		
Transactions sur biens et services	+ 37,4	+ 28,0
Transferts ¹	- 9,3	- 5,9
Total ...	+ 28,1	+ 22,1
2. Opérations en capital :		
Pouvoirs publics	- 3,0	- 2,0
Entreprises et particuliers	- 11,8	+ 4,1
Total ...	- 14,8	+ 2,1
3. Erreurs et omissions	- 4,9	+ 4,7
4. Total général (1 à 3)	+ 8,4	+ 28,9

¹ Transactions effectuées sans contrepartie, par exemple les dons.

p Chiffres provisoires.

La contraction de l'excédent des *opérations courantes* est due aux transactions sur biens et services, dont le boni s'est réduit de 9,4 milliards. L'accroissement des paiements au titre des importations nettes de produits pétroliers a largement dépassé le montant de cette réduction, qui résulte aussi de l'augmentation des paiements d'importations nettes de produits énergétiques autres que les produits pétroliers (charbon, gaz naturel). Indépendamment des effets spécifiques du renchérissement des produits énergétiques, le développement des paiements de la masse des importations a été déterminé par la hausse des prix des produits importés en général et par l'emballement déjà décrit de la demande intérieure.

Pour leur part, les recettes d'exportations ont été soutenues par les pressions inflationnistes à l'étranger et par la hausse des prix des produits exportés, en particulier ceux des produits métalliques de toute nature.

Pour les huit premiers mois, le taux de progression, par rapport à la période correspondante de l'année antérieure, des paiements d'importations a atteint

40,1 p.c., contre 26,3 p.c. en 1973, et celui des paiements d'exportations, 34,8 p.c., contre 24,7 p.c.

Paiements d'exportations et d'importations ¹

	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations
	(Milliards de francs)			(Taux d'accroissement en p.c. par rapport à la période correspondante de l'année précédente)	
1973 8 mois	464,1	434,2	+ 29,9	+ 24,7	+ 26,3
1974 8 mois <i>p</i>	625,4	608,2	+ 17,2	+ 34,8	+ 40,1

¹ Y compris le travail à façon.
p Chiffres provisoires.

Suivant des données provisoires, les transactions courantes ont encore laissé des soldes favorables aux mois de septembre et d'octobre.

Jusqu'à présent, la crise du pétrole ne semble donc pas avoir provoqué, outre l'incidence directe signalée plus haut, une détérioration dérivée du solde courant de la balance des paiements, qui aurait pu résulter de politiques restrictives inaugurées par d'autres pays en vue de compenser les effets défavorables du renchérissement du pétrole importé. Les facteurs qui, les années précédentes, assuraient un excédent très élevé, sont demeurés agissants.

La réduction de l'excédent des opérations courantes a été plus que compensée par l'évolution du solde des *opérations en capital* qui, de largement déficitaire en 1973, est devenu légèrement excédentaire. D'une année à l'autre, les placements à l'étranger des résidents du secteur privé sous forme d'achats nets de valeurs mobilières étrangères se sont réduits de 12,8 milliards, en raison des incer-

Tableau VI.

Opérations en capital des entreprises et particuliers

(Milliards de francs)

	1973	1974 <i>p</i>
	(8 premiers mois)	
1. Entreprises publiques ¹	- 3,4	- 1,2
2. Entreprises privées et particuliers :		
a) Investissements et placements à l'étranger	- 33,1	- 27,0
dont : Valeurs mobilières	(- 22,6)	(- 9,8)
Constitutions de dépôts	(- 5,5)	(- 9,0)
b) Investissements et placements étrangers en U.E.B.L.	+ 24,7	+ 32,3
dont : Investissements directs	(+ 16,2)	(+ 28,7)
Total (1+2) ...	- 11,8	+ 4,1

¹ Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers du secteur public.
p Chiffres provisoires.

titudes créées par les changes flottants et les répercussions de l'inflation sur les cours et les rendements des titres, du recul des émissions d'euro-obligations et de la mauvaise tenue des bourses étrangères. En sens inverse, les étrangers ont accru de 12,5 milliards leurs investissements directs en U.E.B.L.; ces investissements, en provenance essentiellement des Etats-Unis et des pays de la C.E.E., ont été effectués notamment dans des entreprises financières ⁽¹⁾ et dans les industries des fabrications métalliques et de la chimie.

Le financement du solde excédentaire des opérations courantes et en capital décrites ci-avant (y compris les erreurs et omissions) s'est traduit, au cours des huit premiers mois de 1974, par une augmentation de 4,8 milliards de l'encours des crédits commerciaux en francs belges à l'étranger financés à leur origine par les banques belges ⁽²⁾ et par un accroissement de 24,1 milliards des autres avoirs extérieurs nets de l'ensemble des organismes monétaires. Un glissement s'est opéré à l'intérieur de ces avoirs : les banques ont augmenté à concurrence de 25,5 milliards leurs avoirs nets en devises et en francs sur l'étranger; de ce fait, les réserves de change de la Banque ont légèrement diminué, malgré l'excédent considérable de la balance des paiements.

Tableau VII.

Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ^{1 2}

(Milliards de francs)

	1973	1974 p
	(8 premiers mois)	
1. Banques belges et luxembourgeoises :		
Francs belges et luxembourgeois	- 11,4	+ 3,3
Monnaies étrangères	- 7,0	+ 22,2
2. Organismes monétaires divers	- 1,0	+ 0,1
3. Banque Nationale (réserves de change)	+ 27,3	- 1,5
Total 1 à 3 ...	+ 7,9	+ 24,1

¹ Autres que les crédits commerciaux en francs belges à l'étranger financés à leur origine par les banques belges.

² Le signe + indique une augmentation d'avoirs ou une diminution d'engagements, le signe -, une diminution d'avoirs ou une augmentation d'engagements.

p) Chiffres provisoires.

Les engagements nets en francs des banques envers l'étranger ont diminué de 3,3 milliards, alors qu'ils s'étaient accrus de 11,4 milliards en 1973; à l'époque, cet accroissement d'avoirs en francs des non-résidents auprès des banques avait correspondu, pour une part, à des motifs de spéculation à la hausse du franc.

⁽¹⁾ Sous forme d'apports de capital par des banques étrangères à leurs filiales luxembourgeoises. Dans la plupart des cas toutefois, ces apports de monnaies étrangères ne sont pas effectivement convertis en francs luxembourgeois mais sont conservés à l'étranger.

⁽²⁾ Il s'agit essentiellement de crédits finançant des délais de paiement accordés par des exportateurs à leurs clients étrangers.

Par ailleurs, les banques ont accru de 22,2 milliards leurs avoirs nets en devises sur l'étranger. Ces avoirs constituent l'un des éléments de la position globale en monnaies étrangères des banques, dont les autres postes n'apparaissent pas dans la balance des paiements, soit parce qu'il s'agit de créances et d'engagements vis-à-vis de résidents, soit parce qu'il s'agit d'opérations à terme. La hausse des avoirs précités des banques a été, pour l'essentiel, la contrepartie de l'augmentation des avoirs nets au comptant des résidents en comptes auprès des banques et de celle des avoirs nets à terme des résidents et des étrangers, c'est-à-dire la différence entre les devises qu'ils ont achetées et celles qu'ils ont vendues à terme aux banques.

La diminution de 1,5 milliard des réserves de change de la Banque a résulté essentiellement, par solde, d'une réduction des avoirs en monnaies étrangères et en droits de tirage spéciaux (des remboursements de dettes envers le Fonds européen de coopération monétaire ayant été effectués pour partie au moyen de ces droits) et d'une augmentation de la créance sur cet organisme.

L'évolution des crédits.

Le financement du Trésor.

Les opérations budgétaires, décrites dans le chapitre relatif à l'évolution de la demande, constituent l'élément principal des besoins de financement du Trésor. Pour les neuf premiers mois de l'année, elles ont accusé un déficit de 89,6 milliards, en augmentation de 10,6 milliards ou 13,4 p.c. par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, il y a lieu de rappeler, qu'outre l'ampleur du déficit, l'expansion des opérations budgétaires totales est un critère essentiel quand il s'agit de déterminer l'impulsion que les finances publiques exercent sur l'économie.

Les besoins de financement du Trésor sont influencés, d'autre part, par les mouvements des fonds de tiers et les autres opérations de trésorerie, qui, ensemble, ont réduit ces besoins de 1,2 milliard, contre 0,3 milliard pendant la période correspondante de 1973. Déduction faite, au surplus, des amortissements budgétaires de la dette publique, les besoins nets de financement du Trésor se sont établis à 59,8 milliards pour les neuf premiers mois de l'année, contre 52,8 milliards en 1973 et 58,5 milliards en 1972.

Le financement a été effectué exclusivement en francs belges et il a été procédé encore à quelques amortissements contractuels de dettes en devises à moyen et long terme, ce qui a ramené leur montant total à 6,7 milliards à la fin de la période indiquée. Enfin, le financement en francs belges a porté uniquement sur le moyen et le long terme, la dette à court terme ayant diminué de 6,4 milliards de décembre 1973 à septembre 1974.

A la fin du mois de septembre, la marge de crédit dont le Trésor dispose auprès de la Banque n'était pas utilisée.

Pendant ces neuf premiers mois de l'année le Trésor a eu à faire face à des difficultés de financement qui sont en partie de nature saisonnière : les dépenses du budget ordinaire ont en effet tendance à se concentrer au premier semestre de l'année, tandis que les recettes rentrent surtout au second semestre. Dès les premières semaines de l'année, le Trésor subissait le contrecoup du rétrécissement

Tableau VIII.

Besoins de financement du Trésor et leur couverture

(Milliards de francs)

	1972	1973	1974
	(9 premiers mois)		
1. Solde des opérations budgétaires	- 69,2	- 79,0	- 89,6
2. Mouvements des fonds de tiers et autres opérations de trésorerie	- 3,6	+ 0,3	+ 1,2
3. Déficit de trésorerie (1 + 2)	- 72,8	- 78,7	- 88,4
4. Amortissement de la dette	+ 14,3	+ 25,9	+ 28,6
5. Besoins nets de financement (3 + 4)	- 58,5	- 52,8	- 59,8
6. Financement :			
en francs belges	+ 71,2	+ 56,1	+ 61,1
— à court terme	(- 9,8)	(- 13,7)	(- 6,3)
— à moyen et long terme	(+ 81,0)	(+ 69,8)	(+ 67,4)
en devises	- 12,7	- 3,3	- 1,3

du marché monétaire, résultant notamment de la diminution des réserves de change de la Banque Nationale, dont il a été question au chapitre relatif à la balance des paiements, tandis qu'il perdait l'utilisation temporaire de fonds de tiers dont il avait pu disposer à la fin de l'année précédente (essentiellement des fonds de la poste et des fonds destinés aux Communautés Européennes).

Les besoins de financement élevés des entreprises et particuliers, allant de pair avec un ralentissement dans la constitution d'épargnes financières, constituaient une autre cause de difficultés pour le Trésor, bien que celui-ci ait pu disposer d'une partie importante des ressources nouvelles des intermédiaires financiers, en vertu des arrangements relatifs à la limitation de l'expansion des crédits. Comme il convenait d'éviter un recours au marché extérieur, le Trésor a recouru davantage à la Banque Nationale, d'abord en utilisant sa marge de crédit, ensuite par le truchement des avances au Fonds des Rentes, qui les remployait à l'achat de papier du Trésor. A la fin du mois de juin, les besoins nets de financement du Trésor s'élevaient encore à 80,4 milliards; ils étaient financés à concurrence de 38,4 milliards à court terme, dont 15,8 milliards par le recours au crédit direct de la Banque centrale. Ces financements temporaires ont pu être dénoués pendant la seconde moitié du mois de juillet, grâce aux rentrées substantielles provenant du paiement anticipé d'impôts à la date du

15 juillet et au placement, le 23 juillet, de 6 milliards de la réserve monétaire en certificats spéciaux du Trésor.

En vertu d'une convention conclue le 23 juillet 1974 entre l'Etat et la Banque Nationale, la marge de crédit dont dispose le Trésor auprès de la Banque a été portée de 16 à 20,6 milliards. La convention stipule, en outre, que ce montant pourra être augmenté périodiquement, pour la première fois en 1977, en fonction de l'accroissement des recettes ordinaires de l'Etat.

Les crédits aux entreprises et particuliers et les mesures de politique monétaire.

La demande soutenue pour les différentes catégories de biens s'est traduite par la persistance d'un recours important au crédit de la part des entreprises et particuliers, malgré un élargissement manifeste des facultés d'autofinancement.

Après élimination des facteurs saisonniers, le taux d'accroissement des crédits utilisés auprès de l'ensemble des intermédiaires financiers a atteint, sur une base annuelle, 14,9 p.c. au cours du premier semestre de 1974, contre 14,5 p.c. au cours du second semestre de 1973 et 15,7 p.c. pour toute l'année 1973. De

Tableau IX.

Crédits utilisés par les entreprises et particuliers

(Variations en milliards de francs)

	Banques 1	Banque Nationale de Belgique	Caisses d'épargne privées	Intermédiaires financiers publics 2		Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	Total
				Crédits profes- sionnels	Crédits à l'habitation		
1971	+ 40,6	+ 0,9	+ 7,2	+ 12,9	+ 7,5	+ 13,4	+ 82,5
1972	+ 62,7	+ 0,2	+ 11,2	+ 12,1	+ 7,5	+ 24,3	+118,0
1973	+ 67,0	+ 0,2	+ 18,8	+ 23,4	+ 8,7	+ 27,0	+145,1
1973 1 ^{er} trimestre ..	+ 7,6	- 0,3	+ 4,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 4,0	+ 21,8
2 ^e trimestre ..	+ 18,3	- 1,1	+ 4,7	+ 6,6	+ 2,6	+ 7,0	+ 38,1
3 ^e trimestre ..	+ 17,7	- 0,5	+ 5,2	+ 5,8	+ 2,1	+ 5,7	+ 36,0
4 ^e trimestre ..	+ 23,4	+ 2,1	+ 4,7	+ 7,8	+ 0,9	+ 10,3	+ 49,2
1974 1 ^{er} trimestre ..	+ 16,2	- 1,0	+ 5,3	+ 4,9	+ 3,2	+ 2,2	+ 30,8
2 ^e trimestre ..	+ 10,3	- 1,3	+ 6,3	+ 9,1	+ 3,2	+ 6,7	+ 34,3

1 Y compris les crédits sous forme d'acquisitions d'obligations. Non compris les crédits de caisse en devises à l'étranger. A l'exclusion du gonflement fortuit qui se produit lorsque le dernier jour d'un mois n'est pas un jour ouvrable.

2 A l'exclusion de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

même, les nouvelles ouvertures de crédit consenties par l'ensemble des intermédiaires financiers sont demeurées très importantes : sans atteindre le niveau particulièrement élevé du premier semestre de 1973, leur montant s'est maintenu aux environs de celui du second semestre de 1973.

Ces données globales recouvrent cependant les évolutions divergentes à la fois dans le temps et dans la répartition des crédits parmi les différentes catégories d'intermédiaires financiers.

C'est ainsi que la très forte expansion du recours aux crédits, qui fut enregistrée au premier trimestre, a été suivie d'un net ralentissement au deuxième. Ce mouvement a correspondu pour l'essentiel à l'évolution des crédits bancaires.

Par contre, la progression des crédits auprès des caisses d'épargne privées et des institutions publiques de crédit autres que la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite n'a pas faibli.

L'évolution des *crédits utilisés*, au cours des six premiers mois de l'année, a été fortement influencée par les mouvements enregistrés par les crédits bancaires.

L'encours de ceux-ci a vivement progressé au cours du premier trimestre, lorsque l'emballement des marchés des matières premières provoquait une augmentation dans la constitution accélérée de stocks par les entreprises et que celles-ci déplaçaient des trésoreries à l'étranger, en raison d'une préférence pour d'autres monnaies que le franc belge. Au cours du deuxième trimestre, en revanche, le nouveau recours au crédit bancaire a sensiblement fléchi : d'une part, le stockage a, au cours de cette période, probablement perdu de son ampleur et, d'autre part, les mesures d'encadrement des crédits sont entrées en vigueur au début d'avril; enfin, le renforcement de la position du franc belge et l'amenuisement de l'écart entre les taux belges et allemands peuvent avoir provoqué un déplacement de trésoreries vers la Belgique.

Auprès des caisses d'épargne privées, l'augmentation des crédits utilisés au cours du premier semestre a atteint 11,6 milliards, contre 8,9 milliards l'année précédente. Elle a concerné surtout les crédits à l'habitation.

Les crédits octroyés par les intermédiaires financiers du secteur public, spécialisés dans le financement du logement social, n'ont pas enregistré le même progrès, mais il n'empêche que, globalement, le recours au crédit pour le logement est resté très élevé. Les crédits professionnels utilisés auprès des intermédiaires financiers publics ont accusé une forte expansion au cours du premier semestre et notamment durant les derniers mois. Cette constatation corrobore les résultats déjà mentionnés de l'enquête semestrielle de la Banque sur les dépenses d'investissement.

Enfin, le rythme d'expansion des crédits utilisés auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite a été nettement inférieur à celui enregistré en 1973. Il convient de rappeler à cet égard, comme on le verra plus loin, que les ressources de cette institution, venant essentiellement des dépôts d'épargne, n'ont augmenté que dans une très faible mesure au cours des premiers mois de l'année.

En ce qui concerne les *nouvelles ouvertures de crédits*, l'encours des crédits ouverts par les banques (essentiellement celui des crédits à court terme aux entreprises) a suivi une évolution similaire à celle des crédits bancaires utilisés : à une forte croissance au cours du premier trimestre a succédé une progression limitée durant le second trimestre.

Si les nouvelles autorisations de crédit des intermédiaires financiers du secteur public n'ont plus atteint le montant exceptionnellement élevé du premier semestre de 1973, elles ont cependant, abstraction faite des mouvements saisonniers, dépassé le niveau atteint durant le second semestre. Cette évolution a résulté essentiellement de la forte progression des crédits professionnels liés aux investissements des entreprises, qui seraient cependant financés plus largement par les ressources propres de celles-ci. Par contre, un mouvement de recul s'est manifesté dans l'octroi de nouveaux crédits à l'habitation : la décélération enregistrée dans l'accroissement des ressources des intermédiaires concernés peut expliquer partiellement cette évolution, qui s'est manifestée surtout auprès de la C.G.E.R.

Au total, la demande de nouveaux crédits à l'habitation est pourtant demeurée vive au premier semestre. Les caisses d'épargne privées ont en effet consenti un montant de nouvelles autorisations de crédit presque aussi important que durant la période correspondante de 1973, déjà caractérisée par une activité très élevée; en ce qui concerne leurs ressources, la diminution de l'afflux de fonds sous la forme de dépôts sur carnets, a été partiellement compensée par une augmentation des émissions de bons de caisse et obligations. Au demeurant, il est manifeste que la part de l'autofinancement — à titre de placement — s'est accrue dans les investissements en logements, comme dans ceux des entreprises.

*
**

L'accélération de la hausse des prix et les comportements spéculatifs qu'elle engendrait ont nécessité le maintien d'une politique monétaire restrictive. Celle-ci a comporté trois volets : le relèvement des taux d'intérêt — dont il sera question dans le chapitre suivant —, la limitation des moyens dont disposent les intermédiaires financiers pour accorder des crédits aux entreprises et ménages et, enfin, depuis la fin du mois de mars, la limitation directe de l'expansion de ces crédits.

Les accords relatifs à diverses mesures de politique monétaire du 28 septembre 1973, qui avaient été conclus entre la Banque et les principales catégories d'intermédiaires financiers pour une durée de quatre mois, ont été prorogés le 31 janvier. Les dispositions principales du dispositif mis en place le 28 septembre, à savoir la constitution d'une réserve monétaire sur les engagements et sur les crédits ainsi que le maintien des structures en effets et fonds publics, ont été maintenues, moyennant divers assouplissements liés à l'évolution de la situation économique, tels qu'une réduction du coefficient de réserve appliqué aux engage-

ments au-delà de deux ans des intermédiaires financiers, l'abaissement de la partie de leurs ressources nouvelles que les intermédiaires financiers devaient affecter à l'acquisition d'effets et de fonds publics et un léger relâchement du dispositif de réserve sur les crédits. D'autre part, en raison du contexte fondamentalement modifié des paiements internationaux, il ne s'imposait plus de décourager certaines entrées de fonds en Belgique; aussi, les coefficients de réserve monétaire qui frappaient de manière spécifique les comptes convertibles et la position de change des banques sur le marché réglementé ont été abrogés, les fonds antérieurement bloqués de ce chef (5,8 milliards) étant libérés. Enfin, à cause des incertitudes créées par la crise pétrolière, l'accord du 31 janvier n'a été conclu que pour une durée de deux mois.

Au cours de ceux-ci, il est apparu que le dispositif de réserve sur les crédits n'exerçait pas l'effet modérateur escompté dans une économie où la préférence pour les biens réels se développait dangereusement. Par des recommandations de politique monétaire du 29 mars, les autorités monétaires ont dès lors remplacé cette réserve par un dispositif visant l'encadrement direct des crédits; les dépassements éventuels des normes fixées donnaient lieu à la constitution d'une réserve plus importante que celle du régime antérieur. En plus, le dispositif pour les banques, qui, jusqu'à ce moment, ne visait que les utilisations de crédit, a été complété par une limitation de l'expansion des ouvertures. Toutefois, compte tenu du renchérissement marqué des biens de production importés, le rythme d'expansion des acceptations visées ou certifiées représentatives d'importations a été fixé à un niveau plus élevé que pour les autres crédits, tandis que les nouveaux crédits « Creditexport » ont été libérés de toute restriction; cela a également été le cas des nouveaux crédits d'investissement subsidiés et/ou garantis par les autorités compétentes.

Compte tenu du changement du caractère du dispositif, l'action exercée sur la liquidité des intermédiaires financiers par la réserve sur leurs engagements a été légèrement assouplie : ainsi, les coefficients de réserve sur les engagements autres qu'à vue ont été réduits; il a été convenu aussi que la réserve sur les engagements à vue serait libérée à concurrence de 50 p.c. des réductions éventuelles de certains actifs de la Banque, en vue de compenser la diminution de la liquidité des intermédiaires financiers qui en résulterait. Quant aux dispositions concernant le maintien des structures en effets et fonds publics, elles ont été prorogées par des accords conclus le 29 mars entre le Ministre des Finances et les intermédiaires financiers, moyennant un léger abaissement des coefficients de emploi.

Les pressions sur les coûts et les prix s'intensifiaient et la demande demeurant très ferme, le dispositif d'encadrement des crédits mis en place par les recommandations du 29 mars a encore été renforcé par les recommandations du 28 juin 1974, qui couvraient la période allant jusqu'à la fin d'octobre 1974 ⁽¹⁾. Les

(1) Pour le texte des recommandations, voir le *Bulletin* du mois de juin.

nouvelles normes ont été fixées de telle sorte que l'expansion globale des encours utilisés des crédits fut ramenée, pour cette période, à un pourcentage proche de l'accroissement prévu du produit national brut à prix courants; elles portaient sur tous les crédits, la sélectivité du dispositif précédent ayant été supprimée. En outre, la notion de crédits accordés à leur origine par les banques a fait l'objet d'un commentaire explicite : elle englobe tous les crédits à l'octroi desquels les banques concourent directement ou indirectement.

Tableau X.

Réserve monétaire formée par les intermédiaires financiers belges

(Milliards de francs)

	A la fin des mois de							
	septembre 1972	décembre 1972	juin 1973	décembre 1973	mars 1974	juin 1974	septembre 1974	octobre 1974
1. Sur la position débitrice au comptant en devises du marché réglementé et les comptes en francs belges convertibles	3,3	2,3	4,8	3,8	—	—	—	—
2. Sur les engagements	6,6	9,5	20,9	27,6	28,3	20,0	23,6	23,6
3. Sur les crédits	—	—	—	2,2	6,6	6,2	4,5	3,5
Total général ...	9,9	11,8	25,7	33,6	34,9	26,2	28,1	27,1

D'autre part, les recommandations du 28 juin prorogeaient également les dispositions de maintien des structures en effets et fonds publics, contenues dans les accords conclus le 29 mars entre le Ministre des Finances et les intermédiaires financiers, moyennant un léger relèvement (de 41 à 43 p.c. pour les banques) des coefficients de emploi.

En contradiction avec la conception plus sévère du nouveau système, une partie de la réserve monétaire a été placée, le 23 juillet, en certificats du Trésor, ainsi qu'il a été mentionné plus haut.

Au début du mois de novembre, une nouvelle recommandation a prorogé le dispositif antérieur jusqu'à la fin de janvier 1975, moyennant certains changements : les crédits consentis par le pool « Creditexport » ne sont plus soumis à une limitation quantitative, tandis que les crédits à court terme à l'exportation peuvent s'accroître, pendant la période couverte par la recommandation, à un rythme de 24 p.c. sur une base annuelle; pour les autres crédits bancaires, ce rythme est limité à 16 p.c. A l'intérieur de chacune des deux dernières catégories de crédit, la priorité doit être accordée aux crédits aux petites et moyennes entreprises. La limitation des nouveaux crédits des autres intermédiaires financiers a été adaptée à l'assouplissement des crédits bancaires. En ce qui concerne la réserve sur les engagements des intermédiaires financiers, son montant a été

plafonné au niveau atteint à la fin du mois d'octobre, sauf qu'il peut encore augmenter en proportion du changement de certains actifs de la Banque. Le montant de cette réserve peut diminuer soit en relation avec le recul des actifs considérés de la Banque, soit par suite du recul éventuel des engagements susmentionnés. Enfin, l'obligation de emploi en effets et fonds publics d'une partie des nouvelles ressources des intermédiaires financiers est demeurée inchangée.

La capacité de prêt des banques a été limitée aussi par un abaissement des plafonds de réescompte à la Banque Nationale ⁽¹⁾. Les modalités du recours à la Banque sous la forme de crédits d'avances ont également subi des mises au point restrictives. Des mesures analogues ont été appliquées à l'égard d'autres intermédiaires financiers.

Il convient de rappeler, enfin, les mesures prises au cours des mois d'été en matière de crédit hypothécaire. D'une part, en juillet, la C.G.E.R. a décidé, jusqu'à nouvel ordre, de ne plus ouvrir de nouveaux crédits hypothécaires; d'autre part, l'arrêté royal du 5 août 1974, limitant le montant des inscriptions hypothécaires par rapport à la valeur vénale des immeubles, a imposé aux intermédiaires financiers des conditions restrictives quant à l'octroi de crédits hypothécaires.

L'évolution des taux d'intérêt et des actifs financiers.

Les taux d'intérêt.

L'arrêt de la progression des réserves de change de la Banque, l'intensification du recours des entreprises et particuliers aux crédits bancaires, le resserrement des liquidités résultant de la constitution de la réserve monétaire, la hausse des prix des biens et services, et, enfin, l'évolution à l'étranger avaient provoqué, en 1973, une hausse sensible des taux d'intérêt que la Banque avait appuyée par des relèvements de ses propres taux.

Parmi ces facteurs de hausse, la poussée des prix des biens et services est devenue, en 1974, la cause principale des nouveaux relèvements des taux d'intérêt, rendus nécessaires, d'une part, pour freiner les financements spéculatifs, en les rendant plus risqués, d'autre part, pour encourager la constitution d'épargnes financières, en réduisant l'écart négatif des taux créditeurs par rapport au taux d'accroissement des prix.

En ce qui concerne les taux du marché monétaire, celui des certificats du Fonds des Rentes (4 mois) est passé de 7,95 p.c. à la fin de décembre 1973 à 12 p.c. à la fin de juillet. Le taux des gros dépôts (à 90 jours) s'est accru pendant la même période de 9,50 à 12 p.c.; dans l'intervalle, il a accusé un fléchissement passager au mois de mars. Depuis respectivement le mois d'octobre et le mois

(1) Cf. « Statistiques », tableau XVIII-3.

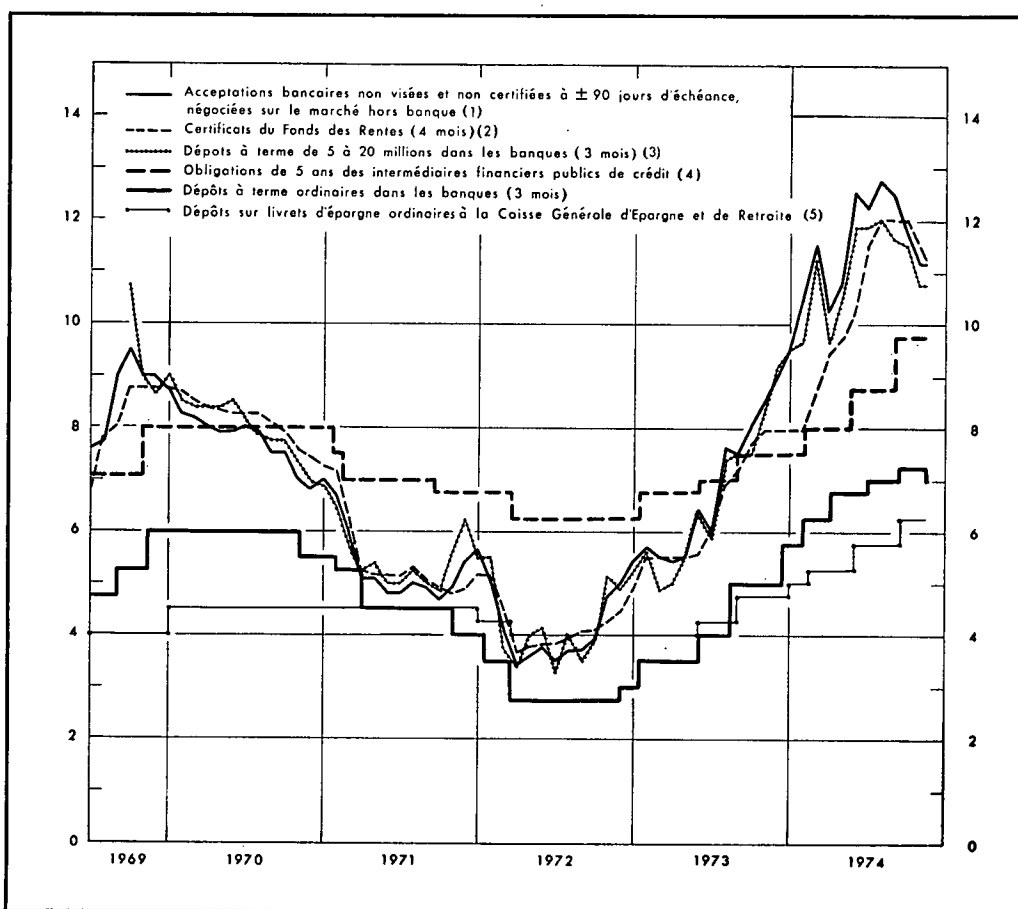
d'août, ces taux ont commencé à baisser. Vers la mi-novembre ils étaient revenus à 11,25 p.c. et à 10,75 p.c.

Les taux d'intérêt des placements accessibles au public ont encore subi un dernier relèvement au milieu du mois de septembre; à ce moment le taux des dépôts à trois mois atteignait 7,25 p.c., contre 5,75 p.c. à la fin de décembre 1973, celui des dépôts sur livrets d'épargne de la C.G.E.R. (y compris la prime de fidélité) 6,25 p.c., contre 4,75 p.c. ⁽¹⁾, celui des bons de caisse à cinq ans 9,75 p.c., contre 7,50 p.c. En novembre, le taux des dépôts à trois mois a été ramené à 7 p.c.

Graphique 6.

Evolution des taux d'intérêt

(pour-cent)



- 1 Taux en vigueur à la fin du mois.
- 2 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.
- 3 Taux indicatifs.
- 4 Rendement réel à l'émission.
- 5 Taux effectif, y compris la prime de fidélité.

⁽¹⁾ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an sera attribuée, du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

La hausse a été importante aussi sur le marché des fonds à long terme : le Trésor a porté le rendement à l'émission des emprunts de l'Etat jusqu'à l'échéance finale de 7,74 p.c. en septembre 1973 (à 7,5 ans), à 8,14 p.c. (à 7 ans) en février 1974 et à 10,02 p.c. (à 7,5 ans) au mois de septembre.

Les taux d'intérêt débiteurs ont également accusé une hausse substantielle. Le taux des acceptations bancaires non visées à nonante jours — qui sont aussi un papier de placement — est passé de 9,50 p.c. à la fin de décembre 1973 à 12,75 p.c. à la fin de juillet; au 13 septembre, il se trouvait toutefois ramené à 11,75 p.c. et à mi-novembre à 11,15 p.c. Ce changement de tendance se retrouve à partir de fin octobre 1974 dans les taux débiteurs des banques pour les crédits de caisse, qui avaient subi un renchérissement sensible. De leur côté, les taux à long terme n'ont pas encore amorcé un repli. C'est ainsi que le taux des prêts hypothécaires auprès de la C.G.E.R. (catégorie « ordinaire » avec assurance du solde restant dû) est passé de 9 p.c. à la fin de décembre à 11 p.c. depuis la mi-juillet 1974 et 12 p.c. depuis le 1^{er} octobre. Le taux des crédits d'investissement consentis par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie a été porté à 11,50 p.c. à partir du 13 août, contre 9,50 p.c. (y compris la commission de réserve monétaire) à la fin de décembre.

La Banque Nationale a procédé, le 1^{er} février 1974, à un dernier relèvement de ses tarifs : elle a porté le taux d'escompte officiel de 7,75 à 8,75 p.c. et le taux des avances de 8,50 à 9,50 p.c. Si, ultérieurement, elle n'a plus touché à ces taux, il convient toutefois de rappeler que la limitation des plafonds de réescompte et des avances a obligé les banques depuis 1973 à recourir, par l'intermédiaire de l'Institut de Réescompte et de Garantie, à des refinancements plus coûteux que le taux d'escompte officiel, tandis qu'à partir du 8 juillet 1974 le plafond de chaque établissement n'est plus utilisable que par moitié pour le réescompte auprès de la Banque au taux d'escompte officiel ou auprès de l'I.R.G. à un taux qui dépasse nettement le taux d'escompte officiel. Depuis le mois d'août la Banque a commencé à réduire les taux qu'elle applique aux financements en dehors des plafonds.

Les actifs financiers.

La constitution de nouveaux actifs financiers par les entreprises et particuliers s'est fortement ralentie au cours des huit premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de 1973, par suite de la diminution du boni des opérations courantes de la Belgique avec l'étranger, tandis que l'augmentation des besoins nets de financement des pouvoirs publics et l'accroissement des crédits aux entreprises et particuliers n'ont que peu varié, d'une période à l'autre.

L'aperçu ci-après n'englobe toutefois pas la constitution d'actifs financiers sous la forme de dépôts auprès de banques étrangères, notamment de banques luxembourgeoises, qui aurait pris une ampleur considérable en 1974. Ce phénomène explique sans doute une bonne partie du ralentissement total et du glisse-

ment entre les placements à court et à long terme qui apparaissent dans le tableau XI.

En ce qui concerne la constitution des actifs financiers en francs belges, on constate que la préférence pour les actifs à moyen et à long terme, déjà perceptible au second semestre de 1973, s'est poursuivie : leur part relative dans le total est passée de 36,2 p.c. au cours des huit premiers mois de 1973 à 42,0 p.c. pour la même période de 1974. Les placements en obligations et bons de caisse en francs belges ont en effet accusé une nouvelle augmentation qui, sans doute, peut être mise en rapport avec la diminution des achats nets de valeurs mobilières en monnaies étrangères et avec le relèvement des taux de rendement. Les dépôts à plus d'un an ont régressé.

Tableau XI.

La constitution des actifs financiers en Belgique
(Variations en milliards de francs)

	1972	1973	1974 <i>p</i>
	(8 premiers mois)		
1. En francs belges	+135,1	<i>p</i> +143,0	+120,2
Encaisses monétaires	+ 29,0	+ 24,6	+ 25,3
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 49,5	+ 38,8	+ 13,4
Autres dépôts à un an au plus	+ 5,6	+ 27,8	+ 31,0
Actifs à court terme	+ 84,1	+ 91,2	+ 69,7
Dépôts à plus d'un an	+ 6,4	+ 4,9	- 0,4
Obligations et bons de caisse	+ 44,6	<i>p</i> + 46,9	+ 50,9
Actifs à moyen et long terme	+ 51,0	<i>p</i> + 51,8	+ 50,5
2. En monnaies étrangères	+ 21,9	+ 24,3	+ 14,9
Dépôts en devises	- 1,0	+ 1,7	+ 5,1
Valeurs mobilières	+ 22,9	+ 22,6	+ 9,8
3. Total des actifs financiers	+157,0	<i>p</i> +167,3	+135,1
Actifs à court terme ¹	(+ 83,1)	(+ 92,9)	(+ 74,8)
Actifs à long terme ²	(+ 73,9)	<i>p</i> (+ 74,4)	(+ 60,3)

¹ Actifs à court terme libellés en francs belges et dépôts en devises.

² Actifs à moyen et long terme libellés en francs belges et acquisitions nettes de valeurs mobilières en monnaies étrangères.

p Chiffres provisoires.

Le ralentissement considérable de la formation d'actifs financiers à court terme se retrouve essentiellement dans l'évolution des dépôts en carnets et livrets ordinaires dont le rendement n'a pas entièrement suivi celui de la plupart des autres actifs et qui, par ailleurs, ont subi des prélèvements en vue de financer la vague d'achats des ménages pendant les premiers mois de l'année. En revanche, les autres dépôts à un an au plus — tant les gros dépôts que les dépôts à terme ordinaires — se sont accrus, tandis que les encaisses monétaires ont peu varié. L'augmentation des gros dépôts a été favorisée par la grande liquidité de celles

des entreprises qui ont le plus bénéficié de la haute conjoncture et par des rendements très élevés, liés à ceux de l'euro-marché; les dépôts à terme ordinaires ont sans doute été nourris entre autres par des placements provenant de carnets ou livrets ordinaires. Enfin, la hausse générale des taux d'intérêt a incité les entreprises et les particuliers à restreindre la détention d'encaisses monétaires, dont le rendement est nul ou invariable; ce phénomène est allé de pair avec une nouvelle augmentation de la fréquence d'utilisation des dépôts bancaires et des comptes chèques postaux.

La constitution d'actifs financiers libellés en monnaies étrangères a subi un fort recul, qui recouvre deux mouvements divergents : les dépôts en monnaies étrangères auprès des banques belges se sont nettement accrus, du moins jusqu'au mois de mai, alors qu'ils avaient peu varié pour l'ensemble des huit premiers mois de 1973; en revanche, les achats nets de valeurs mobilières ont fléchi, en raison notamment de l'incertitude qui a régné sur les marchés de change, allant de pair avec une diminution sensible du montant des émissions internationales d'obligations, et de la réduction de l'écart entre les rendements des emprunts à long terme en Belgique et à l'étranger. L'accélération mentionnée de la constitution de dépôts en monnaies étrangères peut être mise en rapport avec un certain ralentissement dans l'accroissement des gros dépôts; des prévisions de changements de parité de certaines monnaies étrangères ont manifestement influencé cette évolution.

RESERVE MONETAIRE *

(Encours en milliards de francs, à fin de mois)

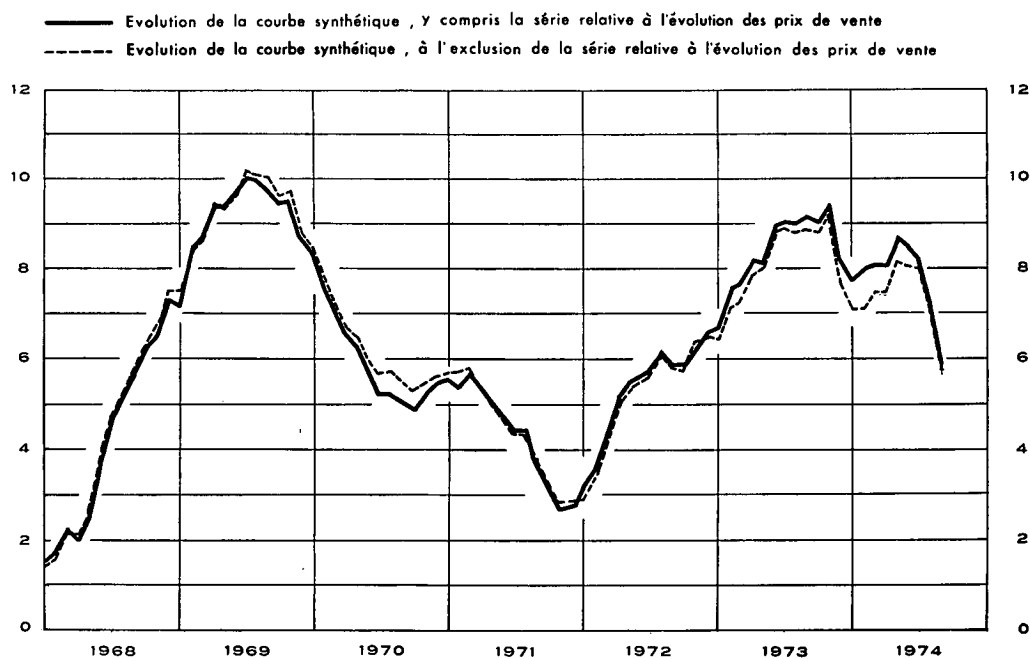
	Belgique														Grand-Duché de Luxembourg	Total général Belgique + Grand-Duché de Luxembourg
	Réserve sur les engagements							Réserve sur les crédits								
	Banques				Institutions publiques de crédit (1)	Caisses d'épargne privées	Compagnies d'assurances sur la vie et contre les accidents du travail	Total	Banques	Institutions publiques de crédit (1)	Caisses d'épargne privées	Compagnies d'assurances sur la vie et contre les accidents du travail	Total	Total général Belgique		
	Réserve spéciale sur les comptes en francs belges convertibles	Réserve spéciale sur l'accroissement de la position débitrice au comptant en devises du marché réglementé	Autre	Total												
(1)	(2)	(8)	(4) = (1)+(2)+(3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (4)+(7)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (9)+(12)	(14) = (8)+(13)	(15)	(16) = (14)+(15)	
1972 Juillet	1,6	—	2,3	3,9	—	—	—	3,9	—	—	—	—	—	3,9	—	3,9
Août	3,7	—	6,4	10,1	—	—	—	10,1	—	—	—	—	—	10,1	—	10,1
Septembre	3,3	—	6,6	9,9	—	—	—	9,9	—	—	—	—	—	9,9	—	9,9
Octobre ...	2,2	—	7,6	9,8	—	—	—	9,8	—	—	—	—	—	9,8	—	9,8
Novembre	2,4	—	2,8	5,2	1,2	0,3	—	6,7	—	—	—	—	—	6,7	—	6,7
Décembre	2,3	—	5,5	7,8	3,1	0,9	—	11,8	—	—	—	—	—	11,8	—	11,8
1973 Janvier ...	2,8	—	7,4	10,2	4,2	1,3	—	15,7	—	—	—	—	—	15,7	0,5	16,2
Février ...	4,5	—	7,5	12,0	4,3	1,4	—	17,7	—	—	—	—	—	17,7	0,5	18,2
Mars	6,1	1,3	9,4	16,8	5,3	1,6	—	23,7	—	—	—	—	—	23,7	0,6	24,3
Avril	3,3	1,7	11,5	16,5	6,3	1,9	—	24,7	—	—	—	—	—	24,7	0,6	25,3
Mai	3,7	0,8	11,6	16,1	6,5	2,0	—	24,6	—	—	—	—	—	24,6	0,6	25,2
Juin	3,6	1,2	12,3	17,1	6,6	2,0	—	25,7	—	—	—	—	—	25,7	0,7	26,4
Juillet ...	3,2	0,3	12,5	16,0	6,7	2,0	0,3	25,0	—	—	—	—	—	25,0	0,6	25,6
Août	2,7	0,3	12,5	15,5	6,8	2,1	0,3	24,7	—	—	—	—	—	24,7	0,7	25,4
Septembre	5,2	0,1	12,6	17,9	6,8	2,1	0,4	27,2	—	—	—	—	—	27,2	0,7	27,9
Octobre ...	3,7	0,4	14,4	18,5	7,7	2,5	0,4	29,1	—	—	—	—	—	29,1	0,7	29,8
Novembre	3,3	0,1	14,9	18,3	8,1	2,7	0,4	29,5	1,1	0,1	0,1	—	1,3	30,8	0,8	31,6
Décembre	3,8	...	15,6	19,4	8,6	2,9	0,5	31,4	1,9	0,2	0,1	—	2,2	33,6	0,9	34,5
1974 Janvier ...	5,7	0,1	15,5	21,3	8,6	2,9	0,5	33,3	3,7	0,3	0,2	—	4,2	37,5	0,9	38,4
Février ...	—	—	16,4	16,4	8,3	2,9	0,5	28,1	6,3	0,5	0,3	—	7,1	35,2	0,7	35,9
Mars	—	—	16,4	16,4	8,4	3,0	0,5	28,3	5,8	0,5	0,3	—	6,6	34,9	0,7	35,6
Avril	—	—	12,7	12,7	4,6	1,5	0,5	19,3	6,5	0,4	0,4	...	7,3	26,6	0,7	27,3
Mai	—	—	12,9	12,9	4,7	1,5	0,5	19,6	5,7	0,4	0,4	...	6,5	26,1	0,7	26,8
Juin	—	—	13,2	13,2	4,8	1,5	0,5	20,0	5,4	0,4	0,4	...	6,2	26,2	0,3	26,5
Juillet ...	—	—	13,5	13,5	4,8	1,6	0,5	20,4 ²	2,9	0,4	0,3	0,1	3,7	24,1 ²	0,3	24,4 ²
Août	—	—	13,7	13,7	4,9	1,6	0,4	20,6 ²	4,5	0,4	0,3	0,1	5,3	25,9 ²	0,3	26,2 ²
Septembre	—	—	16,4	16,4	5,1	1,7	0,4	23,6 ²	3,7	0,4	0,3	0,1	4,5	28,1 ²	0,3	28,4 ²

¹ Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, Crédit Communal de Belgique, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Caisse Nationale de Crédit Professionnel et, à partir du 1^{er} octobre 1973, Office Central de Crédit Hypothécaire et Institut National de Crédit Agricole.

² Y compris 6 milliards de certificats de trésorerie spéciaux souscrits en vertu de l'article 1, b) de la Recommandation du 28 juin 1974, à concurrence de 3,9 milliards par les banques, 1,4 milliard par les institutions publiques de crédit, 0,5 milliard par les caisses d'épargne privées et 0,2 milliard par les compagnies d'assurances sur la vie et contre les accidents du travail.

* Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 26 juillet 1972, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1972; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 24 novembre 1972, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, no 5, novembre 1972; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 26 février 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome I, no 3, mars 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 28 mai 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome I, no 6, juin 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 28 septembre 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, no 4, octobre 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 31 janvier 1974, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 2, février 1974; Recommandations de politique monétaire adressées le 29 mars 1974 par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 3, mars 1974; Recommandations de politique monétaire du 28 juin 1974 adressées par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur sur l'évolution des prix à la production est revenue de 7,22 points en juillet 1974 à 5,89 points en août. Ce repli résulte de la diminution de la valeur chiffrée de presque tous les indicateurs se rapportant à l'industrie manufacturière.

La courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur concernant l'évolution des prix à la production (courbe en trait interrompu) accuse une réduction un peu plus accentuée (de 7,13 points à 5,75 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime — Principales espèces débarquées dans les ports belges	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Découvert de caisse du Trésor et évolution de la dette publique	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année budgétaire)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971	XII - 1a
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1972	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1972 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
4. Activité des chambres de compensation	V - 4		
VI. — Revenus.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
VII. — Indices de prix.		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		d) Ensemble des organismes monétaires.....	XIII - 2d
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	4. Stock monétaire	XIII - 4
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
1. Tableau général	VIII - 1	6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	— Destination économique apparente	XIII - 6
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	— Forme et localisation	XIII - 7
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en compte de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions—chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales sans distinction d'année budgétaire ...	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Sociétés Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaumont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
	(à fin d'année)							
Population totale	9.556	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109	6.116	6.151	
dont : Hommes	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045	3.049	3.069	
Femmes	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064	3.067	3.082	
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854	3.866	
dont : Agriculture	216	209	201	191	181	168	158	
Industries extractives	83	74	67	60	52	49	47	
Industries manufacturières	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267	1.248	
Bâtiments et construction ...	296	304	304	307	311	313	301	
Transports	266	263	268	272	282	290	297	
Commerce, banques, assurances et services	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640	1.672	
Chômeurs complets ²	67	92	110	88	76	75	92	
Ouvriers frontaliers	58	53	53	53	54	52	51	

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	230,1	253,2	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	466,0
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,4	19,8	20,7	22,8	24,9	24,9	27,4	30,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	49,8	55,3	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	112,7
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	92,9	104,0	113,9	121,4	131,7	138,7	159,6	190,5
5. Corrections et compléments	20,7	19,7	18,9	23,2	25,9	27,2	29,8	33,8
Ajustement statistique	0,4	- 0,4	0,7	- 3,6	- 3,4	- 6,0	- 9,0	- 4,0
Total ...	412,3	451,6	483,2	512,8	567,9	637,3	724,1	829,3
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	31,2	28,1	26,6	30,2	34,6	29,8	33,2	42,9
2. Professions libérales ¹	22,0	22,4	23,8	25,9	28,0	31,3	33,2	37,9
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	104,9	110,2	114,4	122,3	130,5	139,5	142,2	153,4
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,6	8,3	8,3	8,9	10,1	10,7	10,6	11,6
Ajustement statistique	0,2	- 0,2	0,3	- 1,3	- 1,2	- 2,0	- 2,7	- 1,2
Total ...	166,9	168,8	173,4	186,0	202,0	209,3	216,5	244,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	31,3	35,2	39,5	43,5	52,3	62,4	68,6	76,1
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	34,2	37,0	39,0	40,9	43,3	44,3	45,4	47,6
3. Dividendes, tantièmes, dons	17,0	18,3	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	45,0
Total ...	82,5	90,5	97,1	106,5	122,8	143,3	155,1	168,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	17,0	11,7	15,7	21,4	26,6	30,5	24,0	25,4
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	17,0	18,1	18,8	21,0	25,9	32,1	36,2	41,4
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	3,7	4,0	4,5	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	1,6	0,5	3,6	2,6	2,6	5,4	0,8	- 4,1
Total ...	5,3	4,5	8,1	7,4	7,8	11,2	7,6	3,3
G. Intérêts de la dette publique	-24,3	-26,2	-28,9	-31,6	-37,6	-43,1	-46,4	-51,0
Revenu national net au coût des facteurs	676,7	719,0	767,4	823,5	915,4	1.020,6	1.117,1	1.261,7
H. Amortissements	80,0	86,2	92,4	99,8	111,4	128,0	140,3	152,9
Revenu national brut au coût des facteurs	756,7	805,2	859,8	923,3	1.026,8	1.148,6	1.257,4	1.414,6
I. Impôts indirects	101,9	119,7	130,8	139,2	153,5	165,5	178,8	189,2
J. Subventions	- 9,7	-12,3	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,7
Produit national brut aux prix du marché	848,9	912,6	977,9	1.046,5	1.161,5	1.297,1	1.418,7	1.583,1

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ,
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

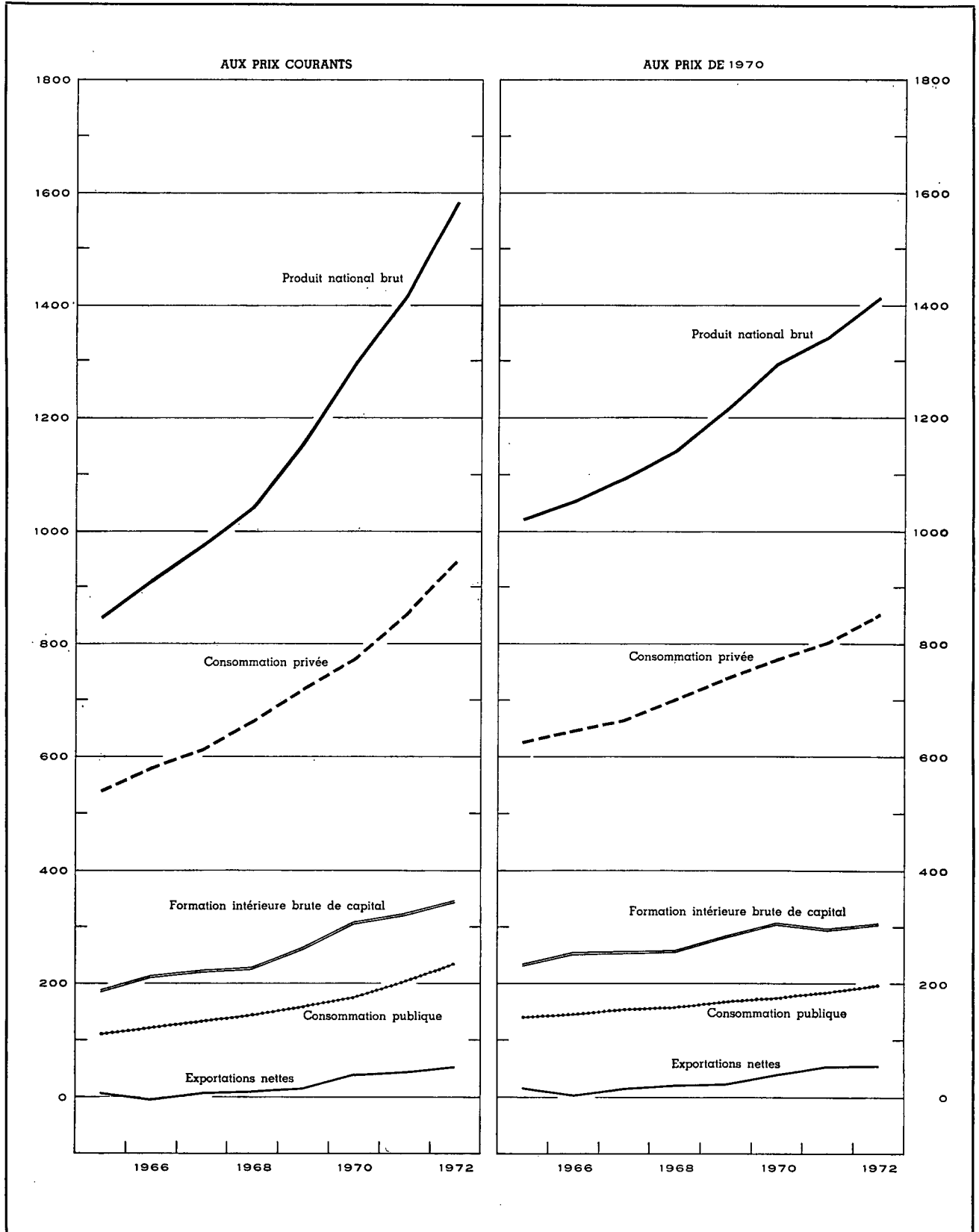
Source : I.N.S.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	45,4	43,2	42,5	46,7	51,2	46,4	50,0	59,9
2. Industries extractives	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0	12,0	13,5	14,0
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	49,5	53,5	59,1	64,2	69,8	75,7	78,9	86,5
b) Textiles	21,1	24,0	22,2	23,8	26,1	27,6	31,6	34,6
c) Vêtements et chaussures	11,7	12,6	12,6	12,5	13,5	14,7	15,9	18,3
d) Bois et meubles	11,3	13,5	14,4	15,1	17,2	18,1	19,8	24,0
e) Papier, impression, édition	13,3	14,8	15,8	17,1	19,4	21,1	23,7	24,4
f) Industrie chimique et activités connexes	21,0	22,5	23,4	27,2	33,5	38,9	42,0	49,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,8	15,5	16,5	16,6	18,9	21,2	22,3	23,4
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	23,0	23,7	25,1	26,9	38,6	43,1	36,5	42,0
i) Fabrications métalliques et constructions navales	68,5	73,4	74,0	81,5	93,6	110,6	124,1	130,4
j) Industries non dénommées ailleurs	22,2	25,8	27,8	30,9	35,5	38,1	39,4	46,1
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>256,4</i>	<i>279,3</i>	<i>290,9</i>	<i>315,8</i>	<i>366,1</i>	<i>409,1</i>	<i>434,2</i>	<i>479,4</i>
4. Construction	57,9	62,5	69,0	66,9	71,8	88,6	98,7	108,6
5. Electricité, gaz et eau	18,3	20,7	23,2	25,4	29,4	32,2	41,8	47,0
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	142,9	157,3	171,7	182,0	201,6	222,2	249,9	270,6
b) Services financiers et assurances .	24,0	27,6	30,7	34,7	40,3	45,5	49,2	56,3
c) Immeubles d'habitation	45,7	49,2	51,8	54,7	58,0	61,3	64,1	68,7
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>212,6</i>	<i>234,1</i>	<i>254,2</i>	<i>271,4</i>	<i>299,9</i>	<i>329,0</i>	<i>363,2</i>	<i>395,6</i>
7. Transports et communications	57,8	63,6	67,6	76,1	83,3	92,6	104,7	119,2
8. Services	183,9	198,9	217,2	234,3	256,4	284,1	322,0	373,8
9. Correction pour investissements par moyens propres	1,7	2,1	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 7,1	- 8,0	- 8,8	- 9,7	-11,3	-12,9	-13,6	-16,3
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	—	—	-10,7	-15,8
Ajustement statistique .....	...	- 3,8	0,3	- 1,8	- 6,9	2,6	- 0,3	- 2,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	842,1	905,8	970,5	1.038,4	1.153,3	1.286,6	1.406,6	1.566,3
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	6,8	6,8	7,4	8,1	8,2	10,5	12,1	16,8
Produit national brut aux prix du marché	848,9	912,6	977,9	1.046,5	1.161,5	1.297,1	1.418,7	1.583,1

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs.)

Source : I.N.S.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	138,2	147,2	154,5	161,5	173,4	185,8	195,5	212,2
2. Boissons	27,6	28,8	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3
3. Tabac	11,5	12,0	13,2	14,5	14,9	15,4	17,1	18,3
4. Vêtements et effets personnels ...	51,1	53,1	53,6	57,9	61,8	64,8	70,8	79,2
5. Loyers, taxes, eau	57,0	61,2	64,8	68,3	72,6	77,7	83,3	89,5
6. Chauffage et éclairage	27,6	28,6	30,3	33,7	35,5	39,5	40,0	43,1
7. Articles ménagers durables	48,3	51,8	52,5	58,3	65,2	71,8	84,9	96,4
8. Entretien de la maison	25,7	27,8	30,0	32,7	35,6	37,9	42,7	47,2
9. Soins personnels et hygiène	38,0	40,7	44,8	49,6	53,6	60,4	65,4	76,4
10. Transports	48,3	54,7	58,1	64,0	70,5	73,9	80,7	95,1
11. Communications P.T.T.	3,5	3,7	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3
12. Loisirs	44,4	46,8	51,9	54,6	59,3	65,7	75,9	86,2
13. Enseignement et recherches	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0
14. Services financiers	13,2	14,8	16,0	17,9	20,7	22,4	24,5	28,5
15. Services divers	3,3	3,6	3,9	4,1	4,4	4,5	4,9	5,4
16. Dépenses personnelles à l'étranger	11,9	13,4	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,4
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 10,0	- 11,5	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1
Ajustement statistique .....	...	3,1	- 0,9	5,0	8,5	3,8	8,7	5,4
Total ...	540,9	581,2	612,7	664,1	721,5	773,7	851,0	946,8
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	77,1	86,0	94,0	100,6	111,4	124,5	141,8	169,7
2. Achats courants de biens et services	27,1	28,3	31,6	34,8	39,0	40,3	48,1	52,2
3. Loyer imputé des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	3,7	4,0	4,5	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4
4 Loyer payé	0,6	0,5	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,5	1,7	1,9
6. Amortissement mobilier et matériel	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,7
Total ...	110,2	120,7	132,9	143,4	159,1	174,7	201,1	234,4
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,3	6,0	5,7	6,3	6,8	7,4	6,1	8,5
2. Industries extractives	2,0	1,7	1,6	1,9	2,1	2,2	2,6	2,6
3. Industries manufacturières	46,3	54,2	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	74,1
4. Construction	5,5	6,5	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3
5. Electricité, gaz et eau	9,4	11,4	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	21,5
6. Commerce, banques, assurances ...	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3	31,8	34,5
7. Immeubles d'habitation	58,7	56,5	59,2	58,1	62,4	71,8	61,8	73,9
8. Transports et communications ...	18,6	20,7	23,7	23,8	25,0	27,4	32,0	35,7
9. Pouvoirs publics et enseignement .	19,7	24,3	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	63,1
10. Autres services	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8	10,1	10,8
11. Variations de stocks	4,4	7,7	5,3	8,9	19,2	20,2	15,9	14,6
Ajustement statistique .....	...	1,1	- 0,3	1,7	3,1	1,5	3,3	2,0
Total ...	189,7	213,1	223,5	229,4	263,4	308,7	322,6	347,6
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	19,7	22,3	24,2	28,0	37,7	53,3	60,6	66,5
2. Exportations de biens et services ...	306,0	327,8	352,6	402,1	483,2	562,7	620,5	679,0
Exportations totales	325,7	350,1	376,8	430,1	520,9	616,0	681,1	745,5
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	12,9	15,5	16,8	19,9	29,5	42,8	48,5	49,7
4. Importations de biens et services ...	304,7	337,0	351,2	400,6	473,9	533,2	588,6	641,5
Importations totales	317,6	352,5	368,0	420,5	503,4	576,0	637,1	691,2
Exportations nettes	+ 8,1	- 2,4	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 44,0	+ 54,3
Produit national brut aux prix du marché	848,9	912,6	977,9	1.046,5	1.161,5	1.297,1	1.418,7	1.583,1

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	85	88	91	93	96	100	103	104
2. Boissons	77	76	81	85	92	100	106	112
3. Tabac	89	93	94	95	98	100	104	108
4. Vêtements et effets personnels ...	87	90	90	96	98	100	105	111
5. Loyers, taxes, eau	88	90	93	95	98	100	103	105
6. Chauffage et éclairage	77	78	82	90	94	100	97	105
7. Articles ménagers durables	74	78	78	85	93	100	109	119
8. Entretien de la maison	89	90	93	95	98	100	104	107
9. Soins personnels et hygiène	80	80	83	89	94	100	103	112
10. Transports	74	79	83	90	98	100	101	113
11. Communications P.T.T.	73	78	84	90	96	100	105	107
12. Loisirs	82	83	87	88	94	100	106	111
13. Enseignement et recherches	87	89	92	95	97	100	103	105
14. Services financiers	72	76	81	91	97	100	106	118
15. Services divers	89	92	96	99	102	100	106	111
16. Dépenses personnelles à l'étranger	73	77	81	84	96	100	105	109
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	66	71	75	83	95	100	96	95
<i>Total ...</i>	81	84	86	91	96	100	104	110
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	81	85	89	90	95	100	104	113
2. Achats courants de biens et services	80	80	87	95	103	100	109	113
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	71	73	81	87	92	100	110	117
<i>Total ...</i>	80	83	88	91	97	100	106	114
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	90	96	89	96	100	100	74	99
2. Industries extractives	107	89	81	96	105	100	110	109
3. Industries manufacturières	76	87	85	77	87	100	98	92
4. Construction	75	87	93	86	83	100	68	69
5. Electricité, gaz et eau	74	87	111	98	96	100	116	123
6. Commerce, banques, assurances ...	73	82	80	84	92	100	113	119
7. Immeubles d'habitation	102	94	93	89	92	100	79	90
8. Transports et communications	98	95	103	102	101	100	110	118
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en- seignement)	51	60	73	87	91	100	115	122
10. Enseignement	79	93	90	97	97	100	100	103
11. Autres services	56	67	71	72	88	100	107	112
<i>Total ...</i>	76	83	83	84	92	100	97	100
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	44	48	51	57	74	100	108	111
2. Exportations de biens et services ...	63	65	70	79	91	100	109	117
Exportations totales	61	64	68	77	89	100	109	116
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	36	42	44	51	72	100	107	104
4. Importations de biens et services ...	64	69	72	81	93	100	107	115
Importations totales	62	67	70	79	92	100	107	114
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970)	78,8	81,3	84,5	88,0	93,8	100,0	103,5	109,1

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1972 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes)*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8	23,9
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9	13,4
1972	5,5	34,7	46,6	86,8	6,9	1,9	4,9	14,8	8,5
1973	5,4	38,2	48,1	91,7	8,2	1,9	4,5	14,9	14,2
1972 2 ^e trimestre	4,3	31,2	46,1	81,6	7,9	1,5	4,3	16,0	9,0
3 ^e trimestre	4,3	32,3	46,0	82,6	8,5	2,2	4,9	13,1	9,1
4 ^e trimestre	7,1	39,8	47,4	94,4	7,9	2,4	5,5	13,7	8,3
1973 1 ^{er} trimestre	6,7	41,4	48,9	97,0	7,3	1,8	4,9	16,9	10,8
2 ^e trimestre	4,0	34,5	47,7	86,2	8,6	1,4	3,9	15,9	14,0
3 ^e trimestre	3,8	35,7	47,4	86,9	8,8	2,3	4,1	13,6	16,5
4 ^e trimestre	7,0	41,1	48,7	96,8	8,0	2,2	4,9	13,2	15,3
1974 1 ^{er} trimestre	6,9	43,5	49,9	100,3	7,6	1,4	3,3	15,6	14,3
2 ^e trimestre	4,6	38,7	48,6	91,9	8,7	1,0	2,7	14,4	17,6
1973 Août	3,4	34,8	47,1	85,3	8,8	2,3	4,1	15,8	16,8
Septembre	4,3	36,3	47,3	87,9	8,8	2,9	4,5	15,2	17,5
Octobre	6,5	38,9	47,8	93,2	8,6	2,5	5,0	18,3	17,4
Novembre	6,7	39,9	48,7	95,3	8,1	2,1	4,8	12,7	15,4
Décembre	7,7	44,5	49,7	101,9	7,4	1,9	4,8	8,6	13,2
1974 Janvier	7,9	45,5	50,1	103,5	7,3	1,5	3,5	16,0	12,6
Février	7,0	44,1	50,2	101,3	7,5	1,4	3,3	15,1	14,7
Mars	5,8	40,8	49,5	96,1	8,0	1,2	3,1	15,6	15,7
Avril	5,2	40,1	49,1	94,4	8,6	1,0	3,0	15,5	16,7
Mai	4,5	38,3	48,7	91,5	8,7	0,9	2,7	15,3	17,9
Juin	4,1	37,6	48,1	89,8	9,0	1,1	2,6	12,4	18,3
Juillet	4,6	43,3	49,0	96,9	9,0	1,9	3,1	9,0	16,9
Août	4,6	43,8	48,2	96,6	9,0	2,6	3,5	11,2	15,6

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

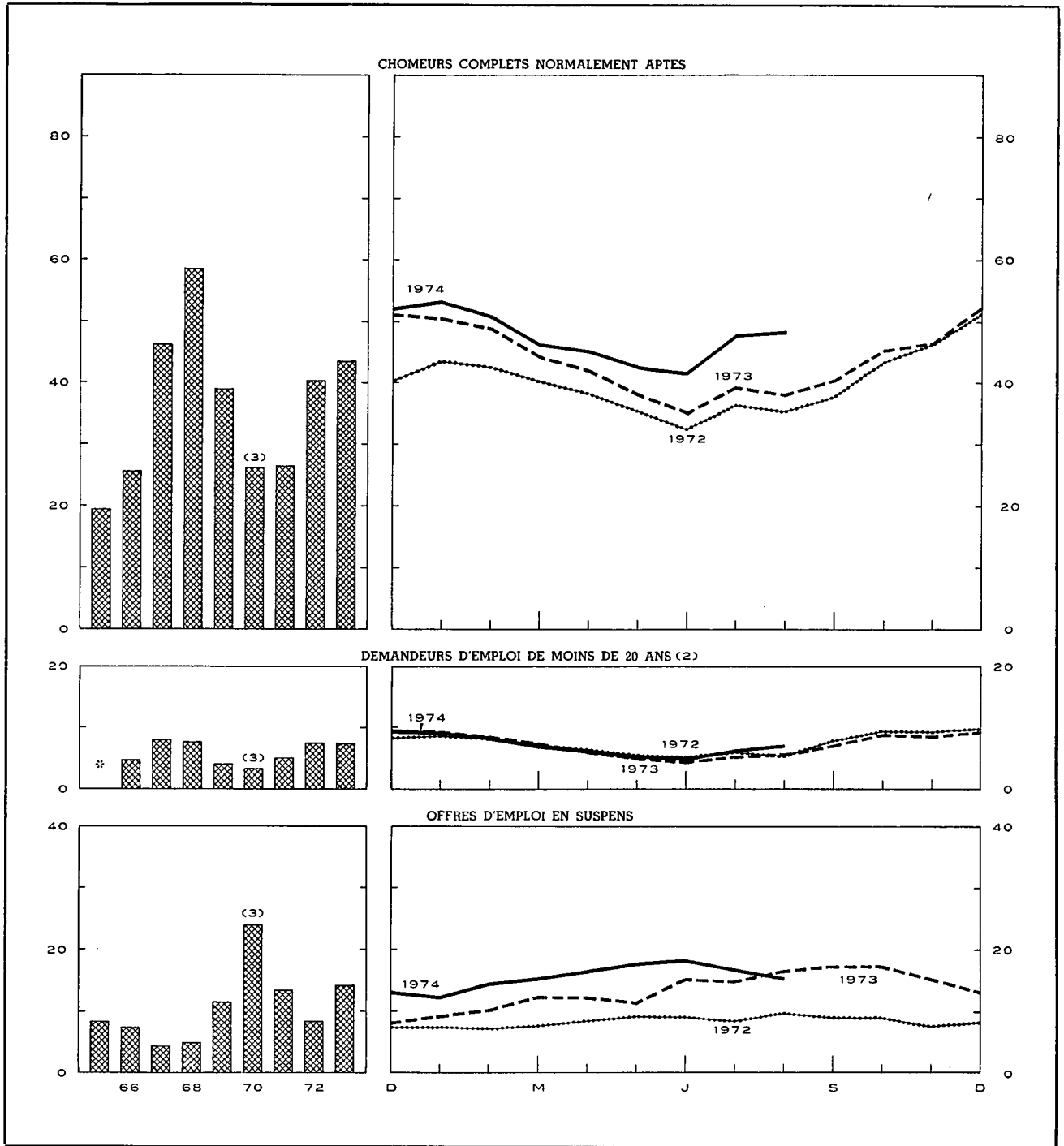
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



* Données non disponibles.

¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collective et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service mensuel de Conjoncture de Louvain.

Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974 ^e
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	244	229	232	224	207	225	234	218	213
dont : froment	211	197	201	197	181	193	204	193	190
seigle	29	26	26	21	20	24	21	16	14
Céréales non panifiables	258	258	249	249	255	229	228	230	224
Plantes industrielles	92	95	107	109	101	109	112	115	116
Plantes et racines tuberculifères	90	91	81	77	80	73	65	70	68
Légumes cultivés pour la graine	9	8	8	8	7	5	4	3	3
Prés et prairies	795	794	791	788	795	782	768	762	755
Divers	102	102	96	98	97	103	110	114	114
Total ...	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529	1.521	1.512	1.493
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	650	828	839	754	708	878	916	976	
Autres céréales	896	1.129	1.033	968	843	1.034	1.033	1.118	
Betteraves sucrières	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	
Lin (graines et paille)	167	105	108	112	48	93	61	52	
Chicorée à café	29	32	40	43	56	54	27	31	
Pommes de terre	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373	1.258	1.201	
Nombre d'animaux¹ (milliers d'unités)									
Bovidés	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887	2.840	2.825	2.962	3.044
dont : vaches laitières					997	967	964	994	999
Porcs	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.022
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .	490	538	576	599	695	729	753	798	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces débarquées dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

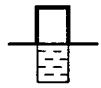
	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Aiglefin	141	130	136	361	346	157	142	214
Cabillaud	1.052	1.322	1.695	1.176	859	1.584	1.630	922
Plie	442	516	450	376	398	383	357	388
Sole	329	412	356	309	320	319	227	235
Raie	182	178	219	231	199	169	133	145
Hareng	61	30	11	38	62	55	105	169
Crevettes	80	104	80	114	114	75	72	135

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

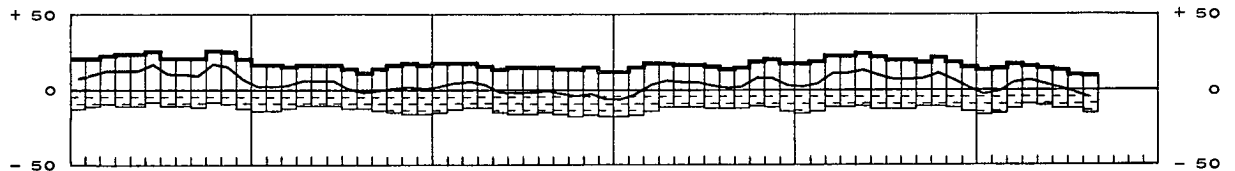


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C

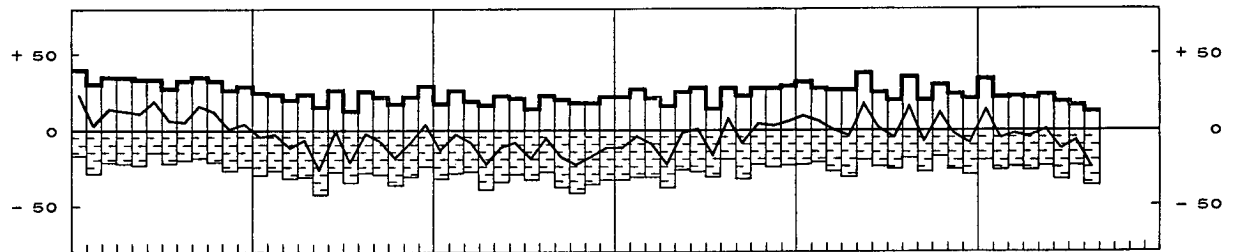
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C

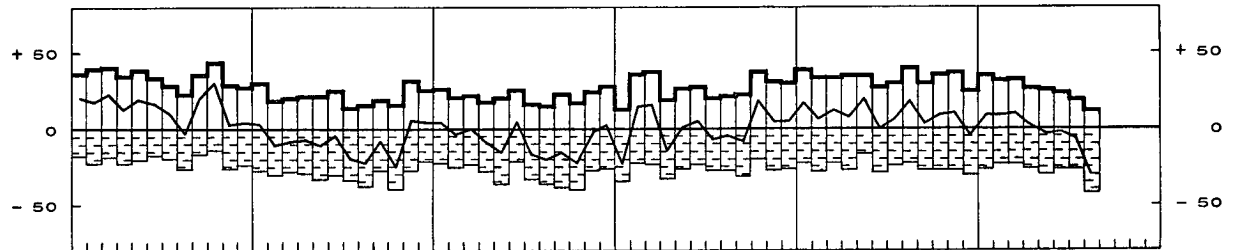
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



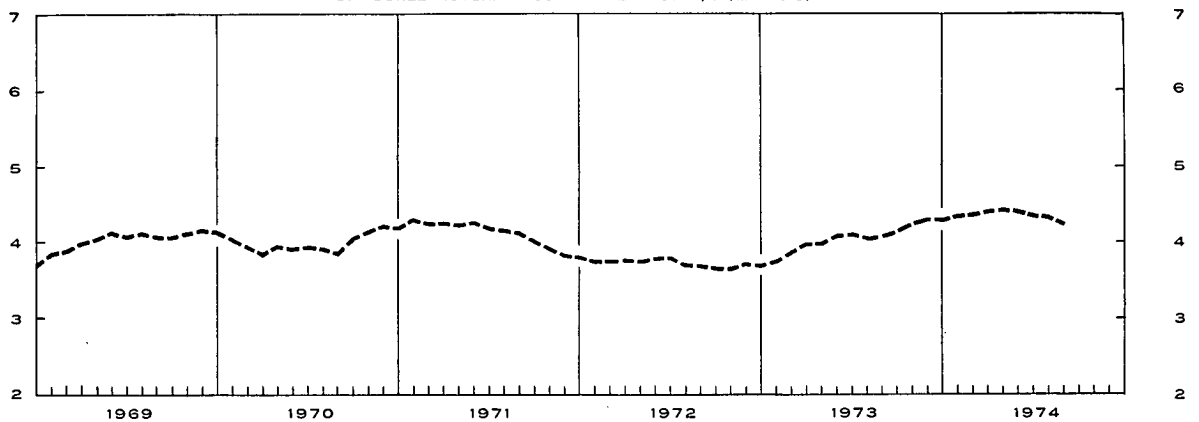
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

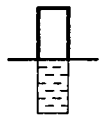


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie

en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



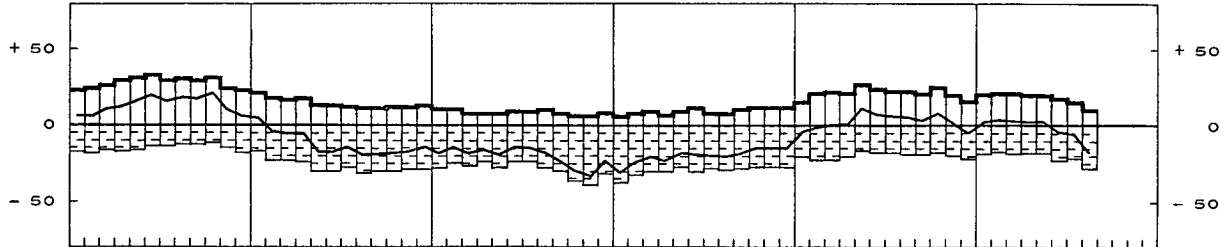
Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

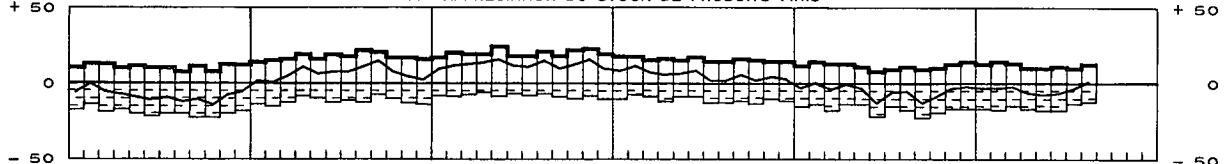
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

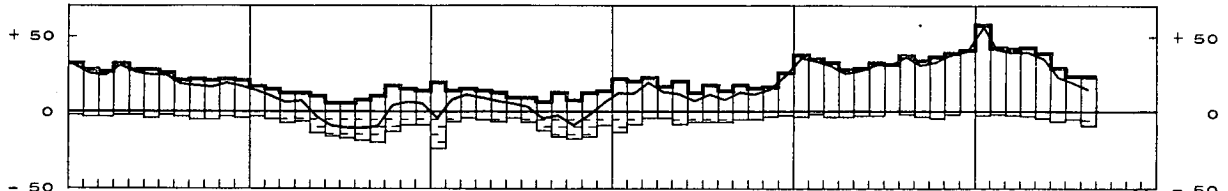
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



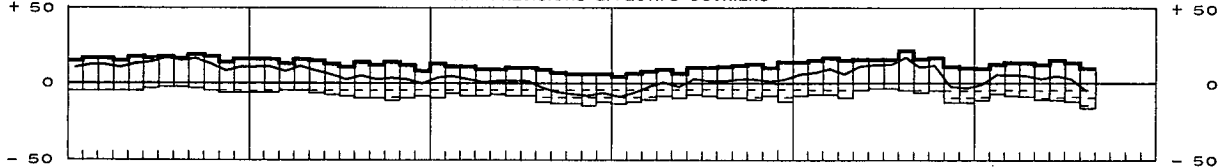
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



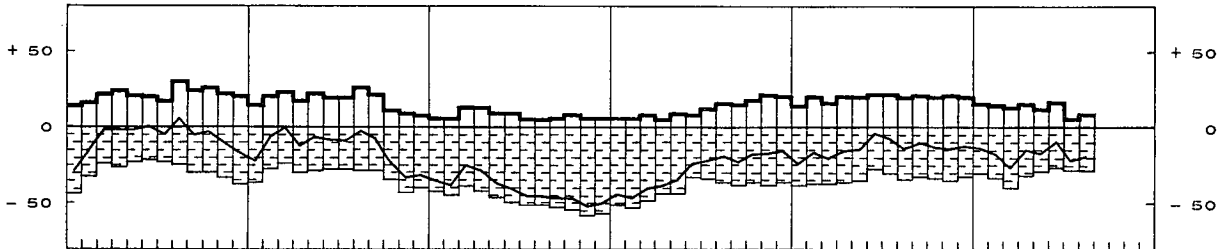
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



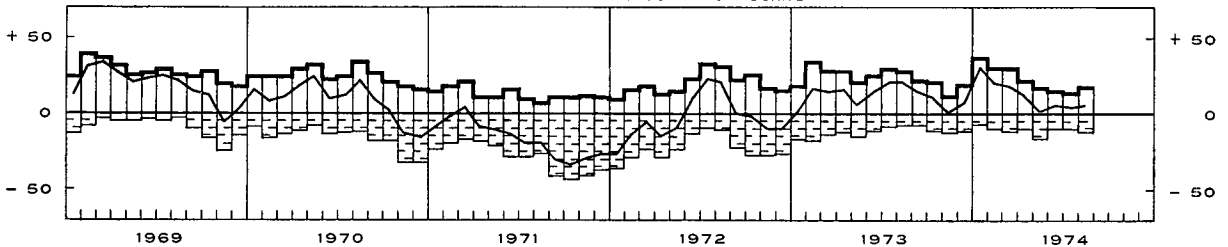
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros oeuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie

en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non saisonnalisés			Indices dessaisonnalisés 1
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1966	82	79	81	82
1967	83	81	82	84
1968	88	86	90	88
1969	97	96	97	97
1970	100	100	100	100
1971	103	103	102	102
1972	109	110	108	110
1973	p 115	p 117	111	p 115
1972 2 ^e trimestre	109	110	108	104
3 ^e trimestre	101	102	105	106
4 ^e trimestre	118	119	112	108
1973 1 ^{er} trimestre	117	118	109	111
2 ^e trimestre	p 114	p 116	114	113
3 ^e trimestre	p 106	p 108	108	p 114
4 ^e trimestre	p 122	p 125	113	p 115
1974 1 ^{er} trimestre	p 125	p 127	108	p 117
2 ^e trimestre	p 126	p 129	p 110	
1973 Août	p 112	p 115	112	p 114
Septembre	p 117	p 119	108	p 114
Octobre	p 130	p 132	113	p 115
Novembre	p 124	p 127	116	p 115
Décembre	p 113	p 116	110	p 115
1974 Janvier	p 127	p 130	112	p 116
Février	p 120	p 123	104	p 117
Mars	p 127	p 129	106	p 118
Avril	p 129	p 132	102	p 119
Mai	p 128	p 130	113	p 120
Juin	p 122	p 124	p 115	
Juillet			p 108	
Août			p 114	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (principaux secteurs)

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Industries textiles							Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole			
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Total	Fila- ture	Tissage		Bonne- terie	Total	Trans- forma- tion des matières plasti- ques
1966	82	137	79	85	78	86	78	83	95	97	89	101	66	51	56
1967	83	132	81	86	80	83	79	88	87	87	84	95	71	65	58
1968	88	120	86	87	92	91	81	90	94	96	90	97	82	77	77
1969	97	110	96	93	103	93	94	95	101	102	98	103	96	92	96
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	99	103	100	98	97	98	104	105	102	108	107	109	127	101
1972	109	96	110	101	113	103	103	107	106	99	115	103	121	155	121
1973	p 115	80	p 117	106	122	115	p 110	117	106	94	120	102	138	205	124
1972 2 ^e trimestre	109	103	110	108	116	103	99	107	110	105	120	105	123	158	123
3 ^e trimestre	101	79	102	97	103	92	96	106	87	80	94	87	114	143	127
4 ^e trimestre	118	97	119	107	122	111	113	117	113	103	126	108	133	176	124
1973 1 ^{er} trimestre	117	93	118	101	126	102	111	106	112	100	125	108	139	197	113
2 ^e trimestre	p 114	85	p 116	112	124	116	p 107	114	110	99	125	103	137	208	129
3 ^e trimestre	p 106	65	p 108	102	110	112	p 102	119	91	79	102	88	127	186	123
4 ^e trimestre	p 122	79	p 125	110	128	128	p 120	128	111	99	126	107	146	229	131
1974 1 ^{er} trimestre	p 125	p 77	p 127	p 109	134	126	p 126	p 110	113	101	129	107	152	241	84
2 ^e trimestre	p 126	79	129	115			125	114	117				160	91	
1973 Juin	p 112	79	p 114	111	116	123	p 106	117	111	102	127	103	134	215	112
Juillet	p 89	51	p 91	84	105	92	p 83	116	69	55	90	52	107	146	123
Août	p 112	72	p 115	108	120	122	p 109	122	95	89	95	103	134	196	128
Septembre	p 117	72	p 119	115	105	123	p 115	120	109	93	122	110	141	215	119
Octobre	p 130	89	p 132	120	126	136	p 124	140	120	105	136	119	156	248	118
Novembre	p 124	79	p 127	110	130	128	p 125	134	110	97	125	108	149	229	140
Décembre	p 113	69	p 116	100	128	119	p 109	110	104	96	119	95	135	209	134
1974 Janvier	p 127	78	p 130	104	138	133	p 129	117	115	104	129	105	154	242	102
Février	p 120	p 73	p 123	p 102	129	123	p 122	p 104	109	98	124	104	147	233	95
Mars	p 127	p 81	p 129	p 120	135	122	p 126	p 111	116	101	133	112	154	248	54
Avril	p 129	p 82	p 132	p 118	138	114	p 127	p 119	p 118	100			p 168	243	47
Mai	p 128	83	130	113	140		128	114	116				167	99	
Juin	p 122	73	124	114			121	108	118				147	127	

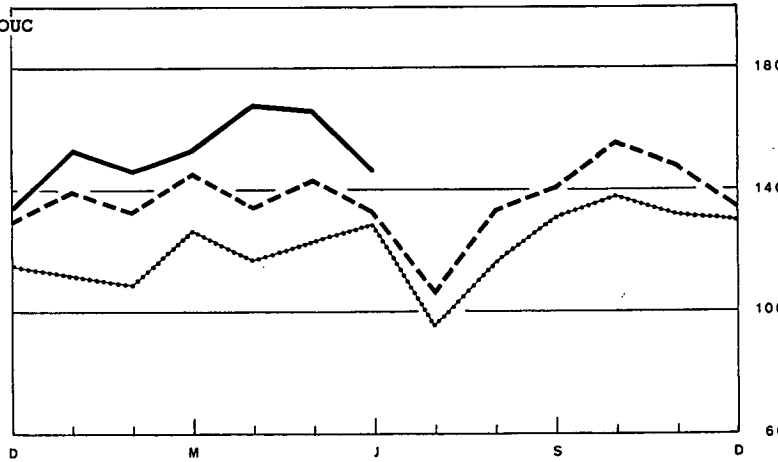
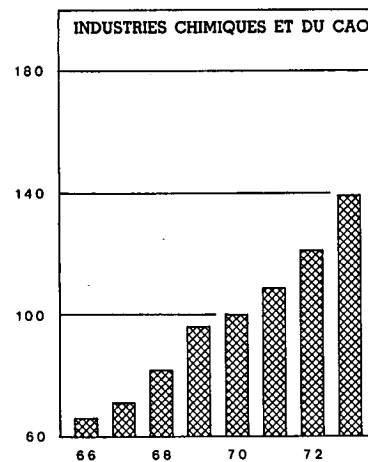
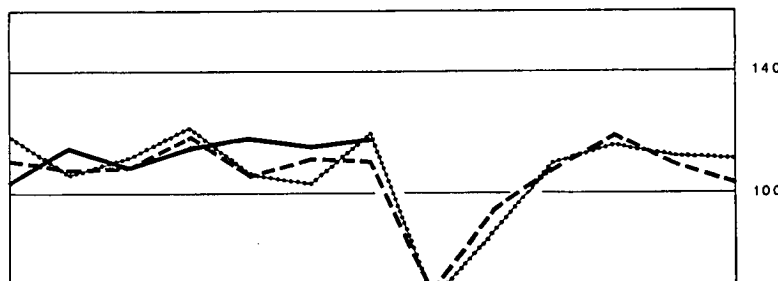
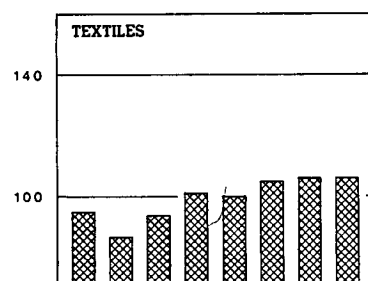
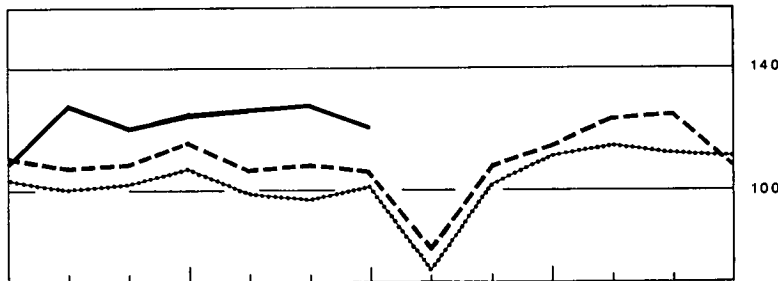
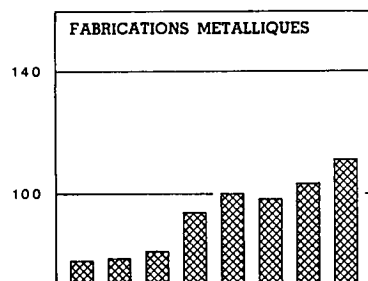
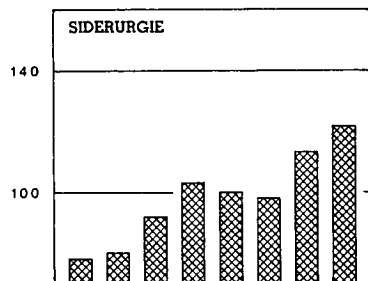
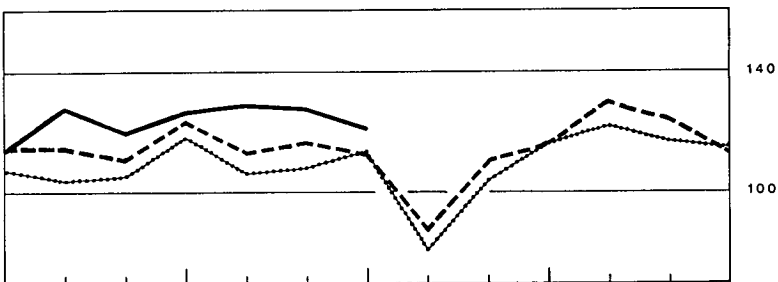
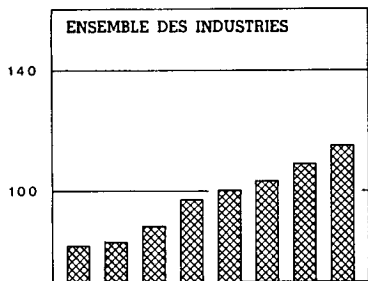
* Excl. la construction.

1 Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition inégale des mois.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100

----- 1972 - - - - - 1973 ——— 1974



66 68 70 72 D M J S D

IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)] — Comptoir Belge des Charbons [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille et agglomérés de houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production
		Total	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
	(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)		(millions kWh)		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1966	1.383	1.101	128	393	406	...	580	556	1.458	1.849	1.793
1967	1.440	1.225	142	448	414	23	571	576	1.369	1.788	1.884
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	604	655	1.234	1.791	2.088
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	692	1.100	1.698	2.303
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	651	947	1.593	2.413
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	600	913	1.324	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	649	875	1.369	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	707	737	1.346	3.260
1972 2 ^e trimestre	3.056	1.796	206	660	636	616	603	653	945	1.435	2.785
3 ^e trimestre	3.145	1.577	228	538	546	695	602	606	720	1.235	2.697
4 ^e trimestre	3.085	2.054	203	872	726	825	653	694	851	1.486	3.381
1973 1 ^{er} trimestre	2.807	2.190	190	978	760	885	658	715	872	1.436	3.397
2 ^e trimestre	3.212	1.971	229	760	727	704	636	713	774	1.334	3.086
3 ^e trimestre	3.066	1.590	210	481	615	652	644	668	581	1.163	2.967
4 ^e trimestre	3.251	2.075	223	866	735	994	653	730	721	1.450	3.590
1974 1 ^{er} trimestre	2.079	1.831	198	844	587	1.151	674	771	742	1.511	3.540
2 ^e trimestre									684	1.360	3.223
1973 Juin	2.792	1.784	245	625	690	621	591	679	700	1.335	2.933
Juillet	3.065	1.405	211	432	536	622	700	708	523	1.085	2.708
Août	3.169	1.538	215	431	609	659	643	715	598	1.263	3.039
Septembre	2.964	1.827	203	581	700	677	588	581	623	1.142	3.153
Octobre	2.931	2.116	258	869	793	922	633	683	790	1.469	3.647
Novembre	3.484	2.196	233	854	794	974	660	738	741	1.456	3.554
Décembre	3.340	1.912	179	875	618	1.087	666	770	631	1.426	3.570
1974 Janvier	2.537	2.039	194	988	652	1.155	689	790	738	1.525	3.639
Février	2.354	1.913	195	873	637	1.088	627	724	733	1.498	3.363
Mars	1.345	1.540	206	672	473	1.209	707	799	753	1.509	3.617
Avril	1.169	1.474	192	673	451		686	799	718	1.473	3.278
Mai	2.471	1.675	226	754	497		700	822	694	1.344	3.291
Juin									641	1.262	3.099

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburant (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburant (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimetal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1966	743	572	6,9	6,6	13,5	13,4
1967	810	626	6,7	6,7	13,4	13,7
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1972 2 ^e trimestre	1.240	923	10,5	16,1	26,6	26,7
3 ^e trimestre	1.107	817	8,9	14,0	22,9	22,7
4 ^e trimestre	1.310	928	11,4	17,8	29,2	28,9
1973 1 ^{er} trimestre	1.318	995	11,9	19,3	31,2	29,7
2 ^e trimestre	1.319	973	12,4	20,6	33,0	31,0
3 ^e trimestre	1.178	837	11,4	18,6	30,0	26,7
4 ^e trimestre	1.361	1.012	14,9	23,3	38,2	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	1.426	1.079				
2 ^e trimestre	p 1.465					
1973 Août	1.280	875	12,1	19,5	31,6	26,2
Septembre	1.014	901	12,6	21,2	33,8	32,4
Octobre	1.279	1.052	16,9	23,0	39,9	35,0
Novembre	1.411	1.006	12,8	25,2	38,0	33,1
Décembre	1.393	977	15,0	21,7	36,7	32,3
1974 Janvier	1.476	1.110	12,6	22,6	35,2	31,5
Février	1.373	1.035				
Mars	1.431	1.092				
Avril	1.484	1.092				
Mai	1.489	1.138				
Juin	p 1.423					
Juillet	p 1.294					
Août	p 1.201					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Production (Indices 1970=100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Volume 1.000 m ³	Nombre	Volume 1.000 m ³	Nombre	Volume 1.000 m ³	Nombre	Volume 1.000 m ³
1966	84	6.192	3.023	724	2.096	.....	.....	.....	.....
1967	89	5.767	2.773	714	2.154	.....	.....	.....	.....
1968	84	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	438	1.376
1969	87	6.095	3.074	894	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	100	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	518	1.949
1971	99	3.884	1.992	450	2.268	3.486	1.839	473	2.225
1972	99	6.158	3.231	593	2.801	4.326	2.321	511	2.290
1973	93	6.653	3.483	698	3.034	5.144	2.677	498	2.281
1972 1 ^{er} trimestre	99	5.233	2.707	517	1.983	3.836	2.012	530	2.341
2 ^e trimestre	101	6.412	3.355	624	2.919	4.948	2.644	483	2.237
3 ^e trimestre	99	5.408	2.966	628	3.499	4.026	2.227	554	2.139
4 ^e trimestre	99	7.581	3.898	603	2.802	4.495	2.401	477	2.441
1973 1 ^{er} trimestre	100	6.828	3.607	593	2.664	4.843	2.443	407	1.937
2 ^e trimestre	98	7.196	3.822	779	3.134	6.401	3.420	640	3.240
3 ^e trimestre	97	6.854	3.463	762	3.666	4.905	2.587	520	1.985
4 ^e trimestre	95	5.733	3.039	659	2.671	4.428	2.258	425	1.962
1974 1 ^{er} trimestre	95								
1973 Avril	98	6.698	3.488	735	3.360	6.755	3.658	669	4.004
Mai	98	8.189	4.233	844	3.327	7.095	3.808	700	3.379
Juin	97	6.701	3.746	757	2.714	5.353	2.793	550	2.337
Juillet	97	6.401	3.470	831	3.959	2.858	1.676	437	1.240
Août	97	6.495	3.182	754	3.892	5.530	2.808	549	1.656
Septembre	97	7.667	3.736	700	3.147	6.326	3.276	574	3.058
Octobre	96	6.606	3.420	781	3.536	4.904	2.780	532	2.697
Novembre	95	5.970	3.012	649	2.104	5.154	2.449	451	2.032
Décembre	93	4.622	2.685	547	2.372	3.226	1.545	292	1.157
1974 Janvier	94	7.135	3.691		3.666				
Février	95								
Mars	95								
Avril	96								

¹ Moyenne des douze derniers mois. Les indices sont corrigés pour la composition inégale des mois et portent sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)
Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République fédérale d'Allemagne 2		
	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *
1 ^{er} trimestre	105	113	+ 7,6	102	111	+ 8,3	103	113	+ 9,7
2 ^e trimestre	107	115	+ 7,5	104	112	+ 7,8	105	114	+ 8,6
3 ^e trimestre	108	116	+ 7,4	106	114	+ 7,6	105	113	+ 7,6
4 ^e trimestre	112	117	+ 4,5	108	115	+ 6,3	110	116	+ 5,5
	1973	1974		1973	1974		1973	1974	
1 ^{er} trimestre	113	117	+ 3,5	111	117	+ 5,6	113	115	+ 1,8
2 ^e trimestre	115			112			114		
3 ^e trimestre	116			114			113		
4 ^e trimestre	117			115			116		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *
1 ^{er} trimestre	112	118	+ 5,4	97	111	+ 14,4	103	105	+ 1,9
2 ^e trimestre	113	120	+ 6,2	102	110	+ 7,8	104	115	+ 10,6
3 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	103	111	+ 7,8	102	118	+ 15,7
4 ^e trimestre	120	121	+ 0,8	106	110	+ 3,8	108	117	+ 8,3
	1973	1974		1973	1974		1973	1974	
1 ^{er} trimestre	118	125	+ 5,9	111	104	- 6,3	105	121	+ 15,2
2 ^e trimestre	120			110			115		
3 ^e trimestre	122			111			118		
4 ^e trimestre	122			110			117		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *	1972	1973	% variat. *
1 ^{er} trimestre	113	122	+ 8,0	106	120	+ 13,2	97	115	+ 18,6
2 ^e trimestre	115	123	+ 7,0	106	119	+ 12,3	102	112	+ 9,8
3 ^e trimestre	116	125	+ 7,8	110	119	+ 8,2	104	114	+ 9,6
4 ^e trimestre	120	129	+ 7,5	114	121	+ 6,1	108	120	+ 11,1
	1973	1974		1973	1974		1973	1974	
1 ^{er} trimestre	122	131	+ 7,4	120			115	125	+ 8,7
2 ^e trimestre	123			119			112		
3 ^e trimestre	125			119			114		
4 ^e trimestre	129			121			120		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni,

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.
2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1960-1970 — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — Agence écono-

mique et financière. — La Construction. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.).

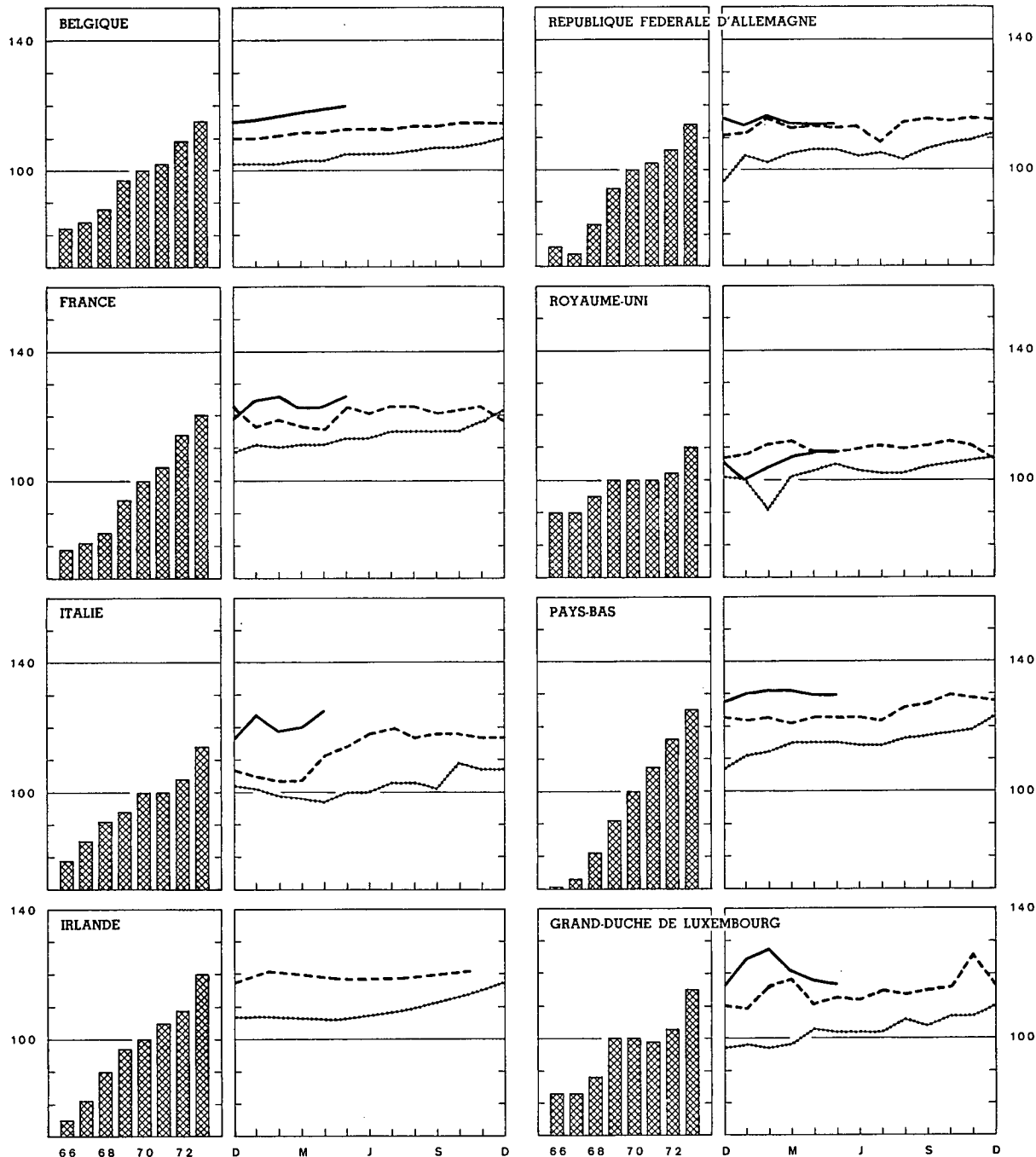
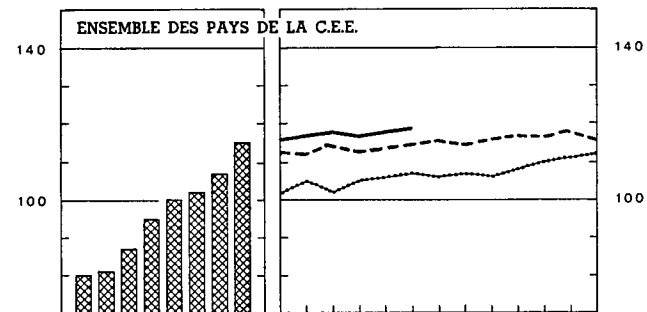
IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production Industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

----- 1972 - - - - - 1973 ——— 1974



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		
	(millions)				(milliers de tonnes)	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais		
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	303,6	48,0
1972 2 ^e trimestre	695	624	5.849	1.542	1.468	249,1	41,7
3 ^e trimestre	664	548	5.164	1.326	1.327	353,2	50,4
4 ^e trimestre	674	703	6.403	1.648	1.575	230,9	42,2
1973 1 ^e trimestre	680	694	6.472	1.597	1.744	241,1	42,4
2 ^e trimestre	686	680	6.433	1.603	1.749	313,6	49,4
3 ^e trimestre	645	635	5.822	1.403	1.656	409,2	57,1
4 ^e trimestre	686	704	6.448	1.620	1.666	250,7	42,9
1974 1 ^{er} trimestre	695	729	6.749	1.688	1.795	257,0	46,1
2 ^e trimestre	709	784	7.127	1.692	1.890	342,1	56,2
1973 Juillet	606	629	5.791	1.409	1.660	429,0	58,5
Août	668	664	6.028	1.400	1.856	411,2	56,8
Septembre	662	613	5.646	1.400	1.453	387,3	55,9
Octobre	677	778	7.050	1.744	1.823	250,3	41,0
Novembre	676	670	6.203	1.572	1.623	239,6	43,4
Décembre	706	665	6.090	1.544	1.552	262,2	44,4
1974 Janvier	721	738	6.816	1.652	1.750	270,3	45,1
Février	670	670	6.418	1.642	1.765	225,7	42,7
Mars	695	780	7.013	1.769	1.869	275,1	50,5
Avril	687	754	6.973	1.743	1.860	337,3	54,6
Mai	714	793	7.312	1.755	1.932	314,0	54,7
Juin	727	806	7.096	1.578	1.877	375,1	59,3
Juillet	649	792	6.887	1.733	2.022		

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
Intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1972 2 ^e trimestre ..	5.607	3.302	2.442	692	580	366	1.471	619	71	8.557	602
3 ^e trimestre ..	5.339	3.203	2.171	699	614	361	1.639	655	89	8.020	546
4 ^e trimestre ..	5.354	3.341	2.681	763	849	354	1.443	517	112	8.162	579
1973 1 ^{er} trimestre ..	5.274	2.985	2.593	641	873	360	1.535	442	83	8.475	568
2 ^e trimestre ..	5.313	3.466	2.564	568	682	340	1.709	831	105	7.978	474
3 ^e trimestre ..	5.362	3.528	2.386	773	687	440	1.661	861	108	8.695	563
4 ^e trimestre ..	5.270	3.645	2.566	723	995	517	1.645	796	88	8.780	560
1974 1 ^{er} trimestre ..				671			1.499				
2 ^e trimestre ..				790			1.980				
1973 Juin	5.253	3.079	2.575	728	976	436	1.722	883	113	8.908	533
Juillet	5.486	3.031	2.110	713	548	608	1.650	445	112	8.116	534
Août	5.529	3.764	2.209	807	850	364	1.629	915	67	9.062	586
Septembre ...	5.072	3.789	2.838	799	662	348	1.703	1.223	145	8.906	568
Octobre	5.232	3.804	2.826	774	1.243	585	1.606	224	72	9.439	600
Novembre	5.220	3.619	2.298	767	926	500	1.722	853	119	8.880	565
Décembre	5.359	3.512	2.574	627	817	466	1.607	1.310	74	8.022	514
1974 Janvier				594			1.367				
Février				679			1.548				
Mars				741			1.583				
Avril				681			1.704				
Mai				827			2.167				
Juin				861			2.069				

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME ¹

Nuits passées par les touristes en Belgique
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.260	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.166	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1972 1 ^{er} trimestre	505	288	41	22	26	32	24
2 ^e trimestre	1.870	1.286	95	102	123	98	49
3 ^e trimestre	5.700	4.488	212	412	169	208	65
4 ^e trimestre	590	338	40	31	29	35	25
1973 1 ^{er} trimestre	427	204	37	22	24	30	24
2 ^e trimestre	2.154	1.500	103	114	126	133	50
3 ^e trimestre	5.874	4.623	182	407	177	219	68
4 ^e trimestre	614	339	42	29	33	39	31
1974 1 ^{er} trimestre	460	204	39	24	29	36	42
1973 Mars	516	250	45	26	29	36	27
Avril	1.788	1.288	116	45	123	74	33
Mai	1.647	1.103	88	79	128	74	50
Juin	3.027	2.110	106	217	126	251	68
Juillet	8.677	6.777	165	871	198	378	77
Août	6.973	5.732	275	283	218	169	66
Septembre	1.971	1.359	106	68	115	109	60
Octobre	699	357	49	37	48	54	40
Novembre	581	303	43	23	29	36	31
Décembre	562	358	33	27	21	28	22
1974 Janvier	424	190	34	20	25	33	40
Février	437	197	36	24	25	34	38
Mars	519	226	46	27	36	41	48

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1966	79	76	93	48	52	78	78	71	71	75	83
1967	82	79	95	55	60	83	78	74	74	78	85
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	p 130	137	97	161	155	p 125	p 130	p 161	p 148	p 138	p 120
1972 1 ^{er} trimestre	102	107	99	123	116	105	98	119	111	108	102
2 ^e trimestre	117	118	100	135	125	113	122	140	128	122	114
3 ^e trimestre	113	120	97	137	135	114	106	140	125	120	111
4 ^e trimestre	126	143	104	156	137	122	134	161	137	134	122
1973 1 ^{er} trimestre	p 117	118	95	145	135	p 115	p 103	p 145	p 139	p 124	p 110
2 ^e trimestre	p 134	134	98	159	149	p 123	p 145	p 161	p 150	p 140	p 123
3 ^e trimestre	p 123	123	91	150	156	p 122	p 114	p 155	p 139	p 130	p 113
4 ^e trimestre	p 146	165	104	189	180	p 142	p 156	p 185	p 162	p 156	p 134
1974 1 ^{er} trimestre	p 130	133	95	169	159	p 126	p 121	p 167	p 153	p 138	p 115
1973 Avril	p 127	127	94	155	144	p 118	p 141	p 150	p 144	p 133	p 118
Mai	p 137	132	97	160	145	p 123	p 146	p 165	p 154	p 141	p 125
Juin	p 138	144	103	161	159	p 128	p 150	p 169	p 154	p 144	p 127
Juillet	p 118	129	88	146	153	p 113	p 123	p 148	p 134	p 126	p 110
Août	p 121	121	94	147	158	p 125	p 95	p 153	p 136	p 127	p 112
Septembre	p 130	134	90	156	156	p 127	p 125	p 164	p 146	p 137	p 119
Octobre	p 143	142	98	178	161	p 132	p 152	p 176	p 163	p 150	p 130
Novembre	p 134	149	94	170	169	p 133	p 136	p 165	p 151	p 143	p 123
Décembre	p 161	204	119	220	210	p 160	p 180	p 216	p 172	p 175	p 149
1974 Janvier	p 127	131	94	164	152	p 125	p 118	p 161	p 147	p 135	p 113
Février	p 122	125	88	157	152	p 120	p 105	p 158	p 147	p 129	p 108
Mars	p 140	143	103	185	174	p 133	p 139	p 181	p 164	p 149	p 123
Avril	p 148	147	100	184	176	p 134	p 170	p 183	p 168	p 156	p 126

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1971 1 ^{er} semestre ...	1.608	970	180	458	25,7	9,3	9,3	7,1	9,3	3,5	3,3	2,5
2 ^e semestre ...	1.753	1.149	175	429	27,1	10,4	9,6	7,1	9,9	3,7	3,2	3,0
1972 1 ^{er} semestre ...	1.929	1.302	188	439	29,3	9,9	11,0	8,4	13,0	4,8	4,2	4,0
2 ^e semestre ...	1.598	936	202	460	33,2	10,5	12,4	10,3	13,5	4,7	4,3	4,5
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1970 2 ^e semestre	56	35	2	19	131	64	12	55
1971 1 ^{er} semestre	58	37	2	19	136	66	16	54
2 ^e semestre	53	33	2	18	123	51	12	60
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145	64	18	63
2 ^e semestre	57	40	2	15	151	62	17	72
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1971 1 ^{er} semestre ...	735	4	1	1	55	18	6	206	76	7	359	2
2 ^e semestre ...	819	4	1	1	54	17	7	250	57	7	419	2
1972 1 ^{er} semestre ...	879	5	1	1	81	23	7	237	84	7	431	2
2 ^e semestre ...	901	4	1	2	79	22	9	243	91	7	433	10
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
Crédits accordés (milliards de francs)												
1971 1 ^{er} semestre ...	9,4	0,9	0,1	0,2	3,6	0,6	0,1	0,2	0,1	1,2	2,4	...
2 ^e semestre ...	9,9	0,9	0,1	0,2	3,8	0,6	0,1	0,3	0,1	1,0	2,8	...
1972 1 ^{er} semestre ...	13,0	1,0	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,3	0,1	1,1	3,0	0,1
2 ^e semestre ...	13,5	0,9	0,1	0,3	6,5	1,0	0,1	0,3	0,1	1,0	3,0	0,2
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1971 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,7	1,0	1,7	38,4	6,3	0,6	2,5	1,3	12,7	25,5	0,3
2 ^e semestre ...	100,0	8,8	0,8	1,9	38,0	6,5	0,6	3,4	1,1	9,9	28,6	0,4
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4
2 ^e semestre ...	100,0	6,6	0,9	2,1	47,5	7,3	0,8	2,3	1,0	7,6	22,3	1,5
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1972 2 ^e trimestre	40	3	330	4.922	1.234	4.925	1.564	1.826	211	6.751	1.775
3 ^e trimestre	40	3	325	5.205	1.211	5.208	1.536	1.782	210	6.990	1.746
4 ^e trimestre	40	4	422	6.439	1.459	6.443	1.882	2.165	224	8.608	2.106
1973 1 ^{er} trimestre	40	4	524	6.993	1.461	6.997	1.985	2.281	242	9.278	2.227
2 ^e trimestre	40	3	484	6.682	1.411	6.685	1.895	2.443	253	9.128	2.148
3 ^e trimestre	40	3	522	6.490	1.759	6.493	2.281	2.380	268	8.873	2.549
4 ^e trimestre	40	4	439	7.274	1.939	7.278	2.378	2.825	295	10.103	2.673
1974 1 ^{er} trimestre	39	3	434	7.651	2.246	7.654	2.680	2.890	308	10.544	2.988
2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
1973 Août	40	3	617	6.516	1.746	6.519	2.363	2.333	269	8.852	2.632
Septembre	40	3	571	6.258	1.638	6.261	2.209	2.298	255	8.559	2.464
Octobre	40	4	458	7.536	1.881	7.540	2.339	2.866	294	10.406	2.633
Novembre	40	4	428	7.025	1.896	7.029	2.324	2.659	281	9.688	2.605
Décembre	40	3	431	7.261	2.041	7.264	2.472	2.951	310	10.215	2.782
1974 Janvier	40	3	370	8.275	2.377	8.278	2.747	3.088	323	11.366	3.070
Février	39	3	468	7.094	2.122	7.097	2.590	2.738	294	9.835	2.884
Mars	39	3	465	7.583	2.237	7.586	2.702	2.844	307	10.430	3.009
Avril	39	3	323	7.862	2.194	7.865	2.517	3.101	315	10.966	2.832
Mai	39	3	513	8.049	2.415	8.052	2.928	3.177	340	11.229	3.268
Juin	39	3	304	7.371	2.179	7.374	2.433	2.887	332	10.261	2.815
Juillet	37	3	505	8.434	2.192	8.437	2.697	3.247	357	11.684	3.054
Août	37	3	381	7.512	1.727	7.515	2.108	2.775	306	10.290	2.414

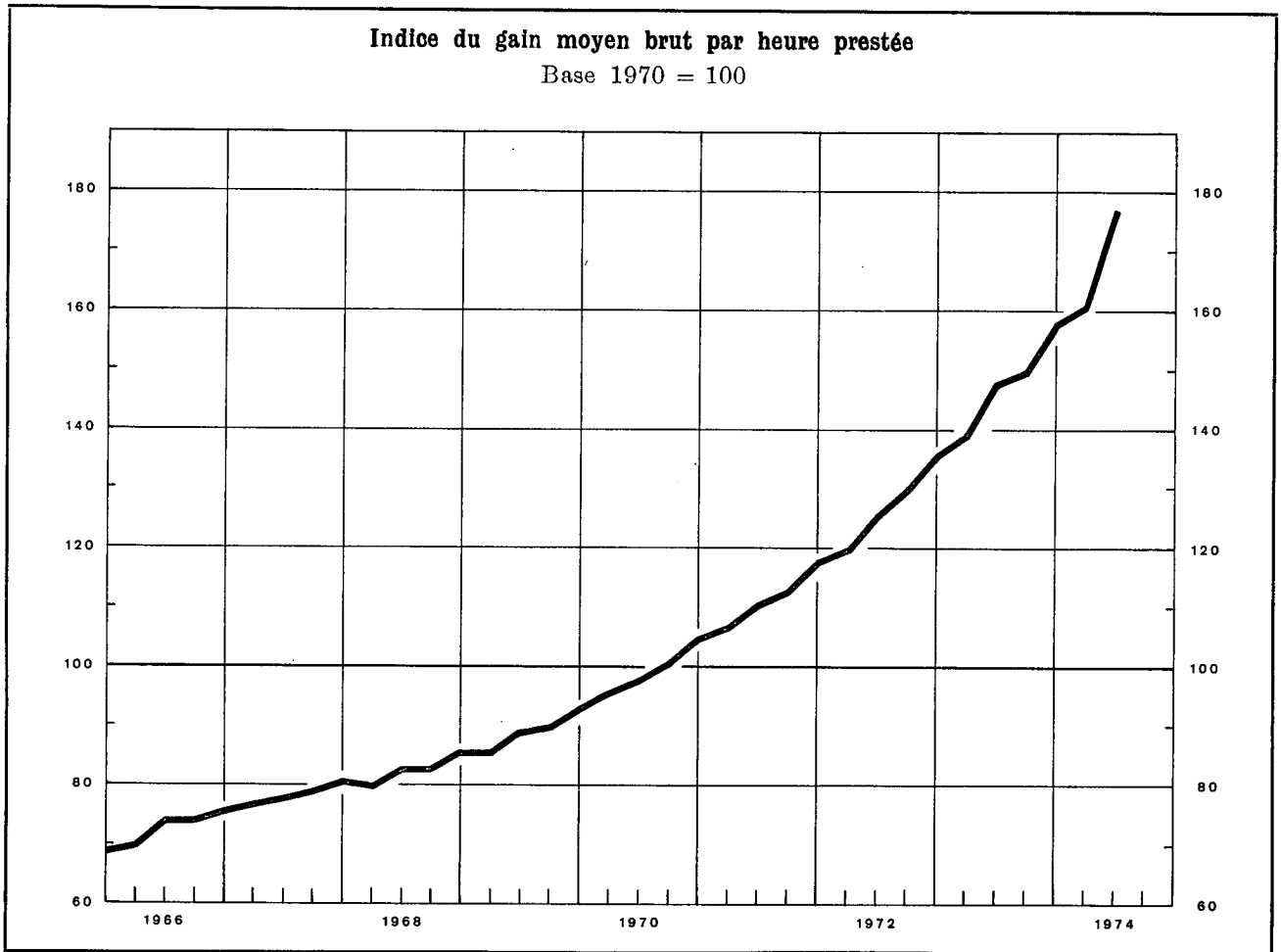
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle*

du trafic international des ports (I.N.S.). — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations des ouvriers dans l'industrie

Base 1970 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. — col. (4) : O.N.S.S.
calculs B.N.B. — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du salaire- coût- horaire 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1966	74	75	73	77	71
1967	79	80	78	79	77
1968	83	84	83	81	81
1969	89	90	90	90	88
1970	100	100	100	100	100
1971	112	112	112	112	113
1972	128	125	127	122	131
1973	149	143	146		151
1972 Juin	126	123	125		129
Sept.	130	127	129		132
Déc.	136	130	132		138
1973 Mars	139	136	139		142
Juin	148	141	143		150
Sept.	150	145	148		153
Déc.	158	149	152		160
1974 Mars	p 161	157	161		164
Juin	p 177	168	175		179

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,813; col. (2) : 1,745; col. (3) : 1,822; col. (5) : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXVIII^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 253.)

Indices des salaires conventionnels ⁴

Base 1970 = 100

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Ouvriers		Employés	
	Industries manu- facturières	Industries manu- facturières et services	Industries manu- facturières	Industries manu- facturières et services
1966	75,2	74,7	75,4	76,7
1967	80,4	80,0	82,3	83,5
1968	84,5	83,9	85,9	87,6
1969	91,9	90,6	90,6	92,7
1970	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	111,1	111,2	108,7	110,0
1972	125,7	126,1	118,2	121,6
1973	147,0	145,6	131,9	138,1
1972 Juin	123,2	124,1	117,4	120,3
Septembre	127,4	128,5	119,7	124,3
Décembre	132,1	131,2	120,3	125,6
1973 Mars	140,4	139,5	127,8	133,2
Juin	144,5	143,5	130,1	136,1
Septembre	149,4	147,5	133,5	140,3
Décembre	153,6	152,0	136,0	143,0
1974 Mars	162,0	160,0	146,5	151,0
Juin	p 173,0	171,5	151,5	158,9

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁴ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1968 octobre	1969 octobre	1970 octobre	1971 octobre	1972 avril	1972 octobre	1973 avril p
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (ouvriers du fond)	74,02	76,85	97,03	107,90	115,24	120,24	132,45
Préparation de charbon (ouvriers surface)	52,41	55,71	70,97	78,68	84,65	89,45	97,80
Carrières	56,88	61,10	67,05	77,89	83,52	88,31	96,13
Total des industries extractives	66,20	69,35	85,97	96,02	102,87	108,69	116,71
<i>Industries manufacturières</i> ² :							
Dénrées alimentaires (sauf boissons) ...	48,74	53,30	58,40	67,95	72,82	77,19	} 85,55
Boissons	54,13	59,15	63,90	72,77	77,31	82,48	
Tabac	47,00	51,93	57,40	66,30	72,45	79,01	
Industries textiles	46,55	51,52	56,05	63,67	69,79	74,12	81,72
Chaussures, habillement	39,90	43,67	49,04	54,03	58,30	61,50	66,34
Bois (sauf meubles)	50,69	55,62	62,88	70,22	73,89	78,80	85,08
Industrie du meuble	53,16	58,19	65,14	70,48	74,19	80,12	85,01
Papier, articles en papier	53,17	59,82	65,91	74,88	80,51	85,31	} 98,34
Impressions et reliures	61,45	65,12	72,40	85,15	88,70	91,41	
Cuir (sauf chaussures, habillement)	46,62	50,91	55,01	62,12	65,63	69,30		88,68
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	54,05	60,09	66,39	75,59	83,16	86,98	93,42
Industries chimiques	61,49	67,83	75,15	86,21	95,06	98,37	113,01
Industrie du pétrole	88,22	94,01	105,03	123,38	130,27	135,47	159,75
Produits minéraux non métalliques	56,02	61,56	68,36	77,89	84,83	87,84	100,49
Industries métallurgiques de base	66,23	72,94	80,93	93,55	100,21	108,36	126,83
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	54,88	60,08	67,65	75,62	82,29	85,62	99,33
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	59,18	63,93	71,66	81,42	88,23	92,71	105,07
Industrie électrotechnique	54,46	60,11	67,59	76,89	84,16	88,87	98,13
Construction de matériel de transport ...	63,21	69,93	79,46	88,52	95,55	100,57	114,16
Total des industries manufacturières	54,22	59,54	66,16	75,14	81,23	85,80	96,73
dont : hommes	59,04	64,79	71,98	81,72	88,06	93,11	105,08
femmes	39,79	43,82	48,70	55,41	60,60	63,85	71,51
<i>Construction</i> ¹	57,89	62,22	71,90	78,11	83,95	88,73	98,74
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total ²	55,60	60,62	68,39	76,96	83,05	87,73	97,79
dont : hommes	59,34	64,59	73,04	82,04	88,32	93,36	104,33

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. —*

Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation. XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX
1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX
Base 1970 = 100

Source : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1966	80,7	96,0	91,3	87,0	93,2	89,3	106,6	89,8
1967	78,1	89,5	87,8	86,9	88,1	89,3	102,8	79,6
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1972 2 ^e trimestre	98,3	97,8	112,9	112,7	113,0	123,2	134,8	92,9
3 ^e trimestre	105,2	104,2	110,6	111,6	110,2	121,9	123,0	93,1
4 ^e trimestre	122,2	110,6	118,7	125,8	115,6	122,0	142,0	96,6
1973 1 ^{er} trimestre	148,6	121,3	137,4	144,3	134,6	129,9	177,6	117,0
2 ^e trimestre	163,9	129,8	157,1	161,7	155,1	141,4	196,5	146,2
3 ^e trimestre	205,2	156,5	181,5	189,1	178,2	145,2	235,3	178,6
4 ^e trimestre	224,0	162,4	204,2	198,8	206,8	181,4	232,5	215,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,8	180,0	257,0	238,3	265,4	324,2	226,6	231,3
2 ^e trimestre	238,3	181,4 ³	296,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
1973 Août	209,9	165,4	182,1	193,1	177,4	145,0	237,3	175,9
Septembre	213,1	157,4	186,9	192,2	184,8	145,0	252,2	185,9
Octobre	212,2	156,3	197,0	194,4	198,1	167,3	234,1	206,8
Novembre	217,5	163,9	199,5	197,5	200,6	170,9	220,7	215,3
Décembre	242,2	167,1	216,1	204,6	221,6	206,0	242,8	223,7
1974 Janvier	252,9	173,5	230,5	217,9	236,1	254,5	241,0	216,5
Février	257,5	184,0	257,7	245,9	263,0	318,9	225,1	230,8
Mars	253,9	182,4	282,9	251,0	297,0	399,3	213,7	246,7
Avril	245,9	176,3	298,1	254,7	317,3	437,9	220,0	257,5
Mai	241,1	171,1	299,0	262,8	315,1	439,5	204,5	258,6
Juin	228,0	196,8 ³	291,2	256,2	306,6	439,1	202,2	240,1
Juillet	222,7	205,4	287,8	259,9	300,1	438,9	198,9	226,4
Août	226,5	207,0	292,5	285,7	295,5	438,4	186,6	222,0

Moyennes journalières	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit 2													
	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
						Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caout- chouc	Sidé- rurgie	Métaux non- ferreux
1966	108,9	70,6	90,8	96,0	92,2	66,3	98,0	112,1	133,1	85,1	85,6	113,1	67,4	101,9
1967	108,4	70,8	90,0	91,9	95,5	66,0	98,3	110,2	96,6	85,1	81,3	95,6	67,8	83,3
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1972 2 ^e trimestre	101,1	118,1	90,6	131,7	127,0	112,7	127,6	143,7	139,7	110,7	105,7	79,4	89,9	91,2
3 ^e trimestre	106,4	114,5	88,0	136,6	118,7	112,6	125,7	126,3	148,1	110,7	109,4	79,1	95,4	86,5
4 ^e trimestre	125,1	133,6	94,0	137,2	124,0	113,1	125,8	147,7	205,1	110,7	118,5	93,3	98,6	85,3
1973 1 ^{er} trimestre	137,9	150,2	120,2	167,4	142,7	129,1	130,6	196,3	225,5	110,7	131,0	121,1	130,5	100,8
2 ^e trimestre	149,0	165,5	161,1	179,1	165,4	148,2	139,1	221,3	243,0	110,7	168,1	145,1	167,5	121,8
3 ^e trimestre	216,4	173,7	198,3	185,1	182,4	153,8	142,1	268,4	256,2	128,4	214,4	195,9	189,1	150,9
4 ^e trimestre	243,4	178,2	206,0	189,5	181,4	156,3	191,5	265,1	229,9	138,8	268,3	207,3	234,9	178,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,0	247,9	273,2	183,3	169,2	194,5	375,3	253,7	191,6	159,8	265,1	232,3	257,7	197,0
2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
1973 Août	229,6	171,3	215,8	184,4	179,9	153,2	142,1	272,5	255,9	128,4	199,1	199,8	185,0	153,6
Septembre	240,8	171,0	184,1	186,2	181,9	153,2	142,1	290,6	249,9	128,4	239,4	184,7	202,5	149,1
Octobre	241,3	173,5	186,1	188,1	187,5	153,4	173,0	269,3	239,8	128,4	268,9	181,6	236,8	162,1
Novembre	243,6	177,3	197,6	191,5	180,4	150,6	197,2	251,1	241,0	128,4	258,8	195,9	236,7	184,0
Décembre	245,3	183,8	234,4	188,9	176,4	164,9	222,3	275,0	209,0	159,7	277,2	244,2	231,4	188,9
1974 Janvier	246,0	211,2	253,8	184,9	166,6	162,7	290,8	275,1	181,8	159,8	258,9	258,1	236,7	172,7
Février	255,1	264,5	276,1	182,1	168,5	197,3	366,4	251,3	194,2	159,8	265,1	226,9	260,8	195,5
Mars	260,6	268,1	289,6	182,8	172,4	223,3	468,7	234,8	198,7	159,8	271,3	212,0	275,8	222,8
Avril	258,1	282,0	267,7	186,8	177,1	226,6	521,4	235,1	186,7	191,2	273,9	191,2	283,4	244,6
Mai	256,8	298,6	272,7	186,1	181,3	229,1	520,5	237,2	191,9	191,2	281,9	195,8	292,3	238,3
Juin	239,5	296,0	271,7	180,1	176,0	227,7	520,5	211,4	169,2	191,2	267,1	174,6	291,3	207,6
Juillet	238,2	307,4	269,5	174,0	173,6	227,3	520,5	205,9	178,6	191,2	267,7	160,6	294,2	175,9
Août	249,6	359,8	275,9	169,0	171,3	226,1	520,2	188,5	177,2	191,2	263,4	158,5	287,6	172,3

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100 *

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1966	91,6	91,8	97,0	87,2	91,7	90,1	96,4	93,3	84,2	98,1	96,3	86,2	96,1	90,4	90,0
1967	90,7	91,8	97,7	86,7	90,5	90,1	91,5	92,1	82,9	93,7	96,6	91,6	91,4	89,0	90,9
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1972 2 ^e trimestre .	102,4	99,6	110,8	90,1	103,2	105,3	98,0	104,1	98,6	110,9	101,4	109,0	103,4	101,9	104,0
3 ^e trimestre .	103,6	101,5	110,1	94,1	104,3	106,6	98,1	104,7	99,4	112,4	101,8	109,5	104,4	103,3	104,9
4 ^e trimestre .	106,8	107,0	113,8	101,1	106,9	108,2	103,8	105,9	100,1	119,5	102,9	109,7	110,3	105,6	105,8
1973 1 ^{er} trimestre .	111,2	114,6	118,2	111,4	110,4	110,6	110,4	105,7	102,9	127,4	105,1	111,1	116,7	110,9	106,5
2 ^e trimestre .	114,4	123,7	125,0	122,4	112,3	111,2	112,4	106,6	104,4	126,2	104,8	112,3	120,3	113,7	106,7
3 ^e trimestre .	117,9	124,9	129,4	120,8	116,3	115,0	119,5	108,2	108,1	134,3	105,4	115,1	126,6	119,0	108,7
4 ^e trimestre .	121,3	124,1	128,1	120,6	120,7	118,6	127,1	112,0	114,6	140,6	108,8	115,7	131,7	126,8	110,6
1974 1 ^{er} trimestre .	131,8	129,8	128,6	130,9	132,5	129,0	145,2	134,3	125,0	154,6	116,2	118,7	147,7	143,6	117,2
2 ^e trimestre .	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
1973 Août	117,9	124,6	129,1	120,5	116,4	115,5	118,9	107,8	108,1	134,4	105,3	115,7	126,5	119,3	108,8
Septembre ...	118,5	123,8	131,5	117,1	117,4	116,0	120,7	108,9	109,6	137,2	106,1	115,7	127,6	121,0	109,2
Octobre	118,8	123,6	129,0	118,2	117,8	116,5	121,1	109,6	111,7	134,2	107,5	115,7	127,5	122,0	109,5
Novembre ...	121,2	124,0	127,3	121,1	120,6	118,2	127,0	111,4	115,6	139,5	108,8	115,7	131,0	127,1	110,6
Décembre ...	123,9	125,2	127,9	122,7	123,7	121,0	133,1	115,1	116,5	148,1	110,0	115,7	136,5	131,2	111,8
1974 Janvier	130,4	129,2	128,7	129,6	130,9	127,1	145,1	130,6	120,9	158,0	114,9	115,7	148,9	139,0	116,1
Février	132,0	129,3	128,4	130,1	132,9	129,6	144,8	135,2	125,2	154,7	116,1	119,8	147,5	144,6	117,6
Mars	132,9	130,9	128,7	133,0	133,6	130,3	145,7	137,1	128,9	151,1	117,5	120,6	146,6	147,3	118,0
Avril	136,1	127,6	124,8	130,2	138,5	133,3	157,5	146,1	138,1	152,5	117,2	124,0	150,8	153,1	122,7
Mai	136,5	127,1	125,2	128,8	139,1	136,1	152,2	151,6	137,7	150,5	118,4	126,4	146,9	153,1	126,0
Juin	136,3	126,3	118,4	134,0	139,2	137,1	149,9	151,8	138,2	148,8	121,1	126,4	143,9	153,1	127,7
Juillet	136,4	124,1	114,4	133,8	139,8	139,4	147,3	158,9	136,1	146,9	121,4	126,4	147,7	149,4	129,2
Août	136,6	121,0	116,5	125,4	141,0	141,2	147,5	161,2	138,4	146,2	122,4	130,1	148,3	148,9	131,7

* Indices base originale 1980-88 = 100 convertis en indices base 1970 = 100

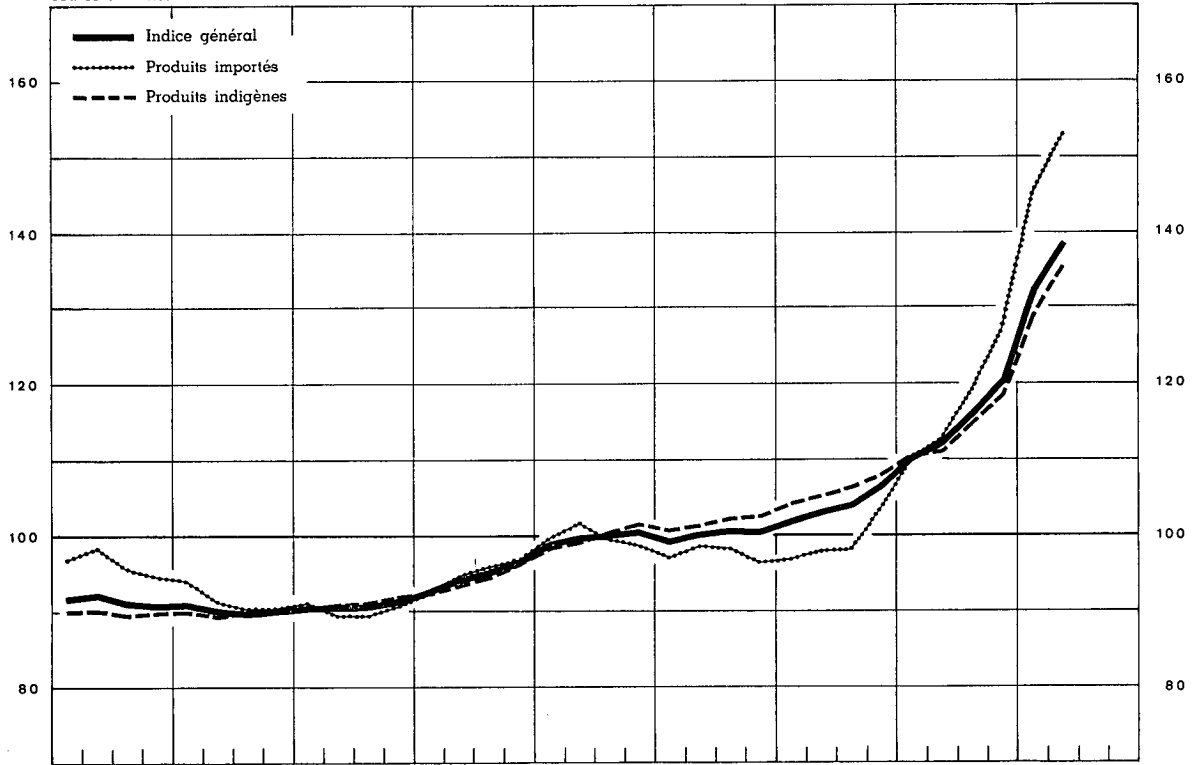
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

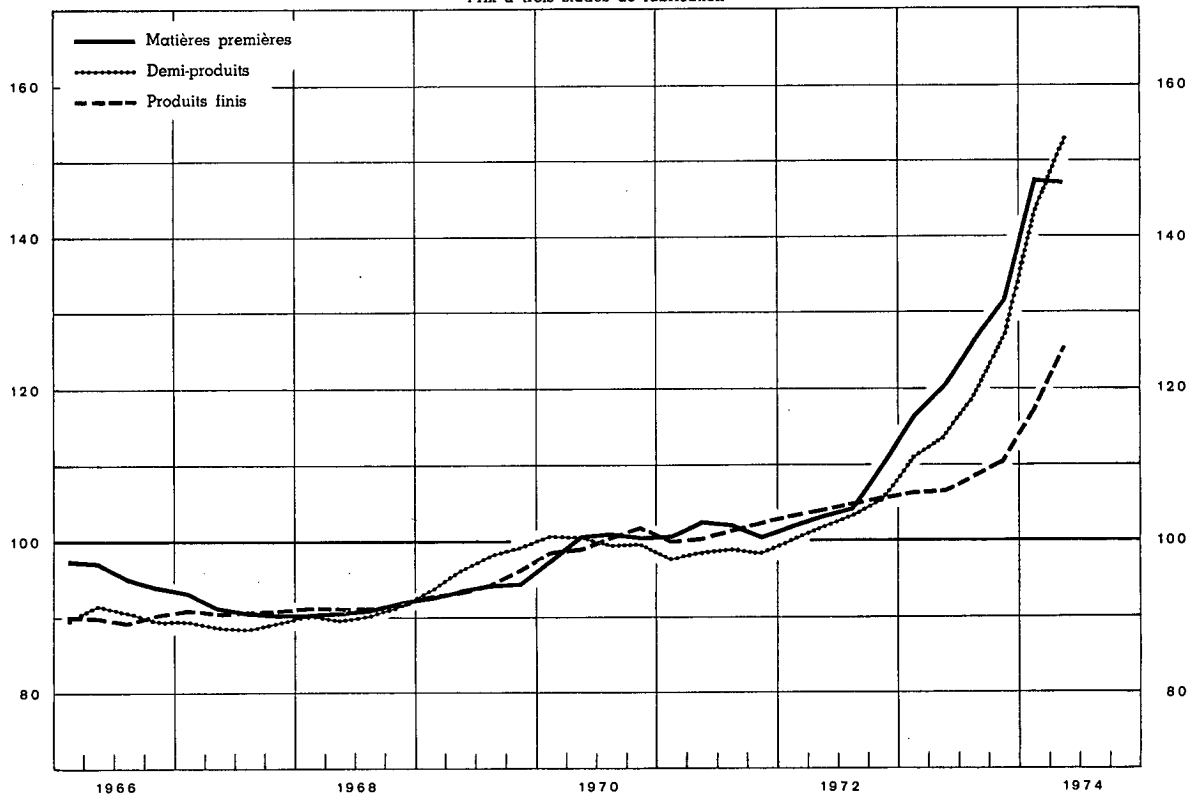
Base 1970 = 100

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



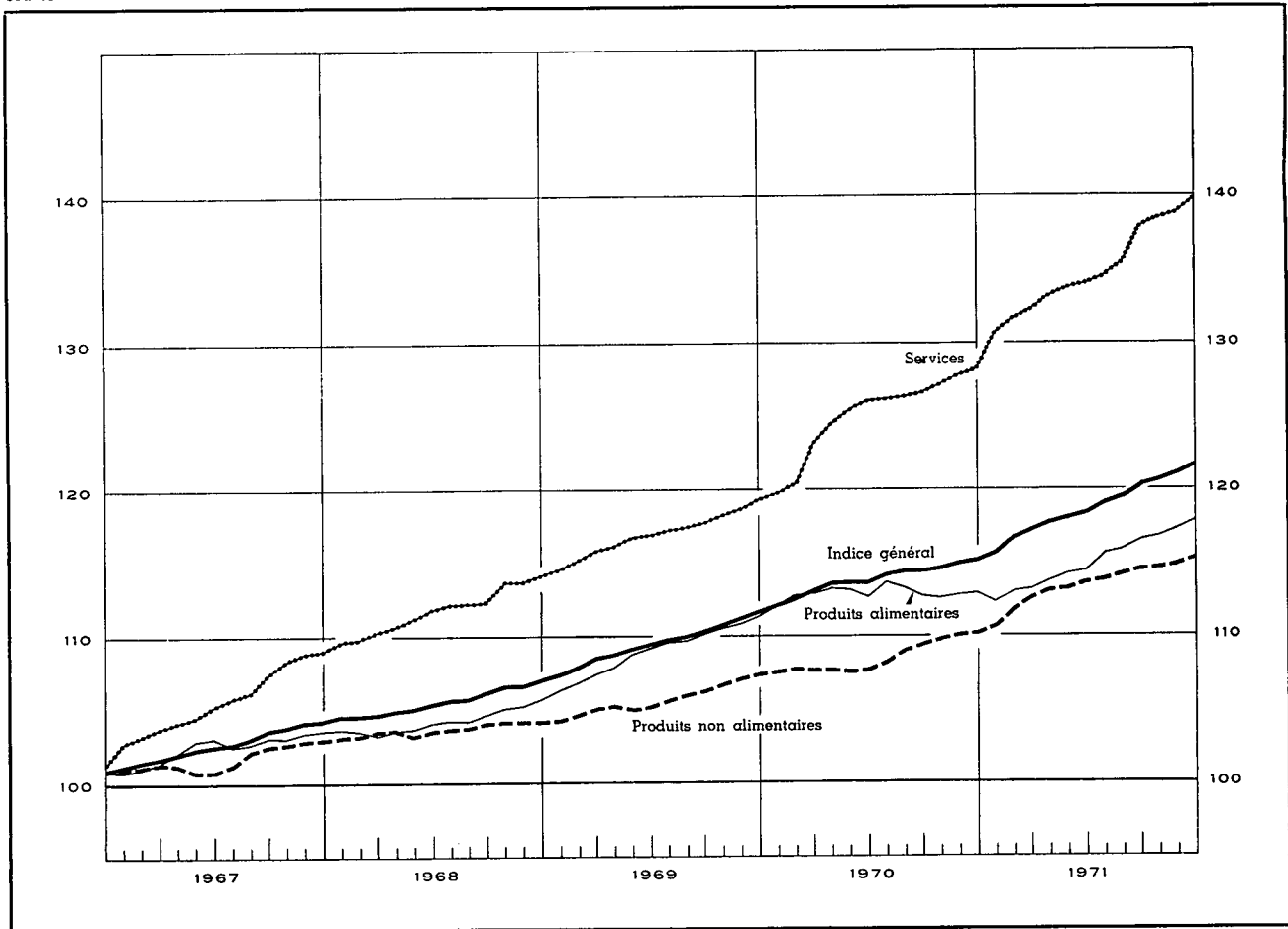
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



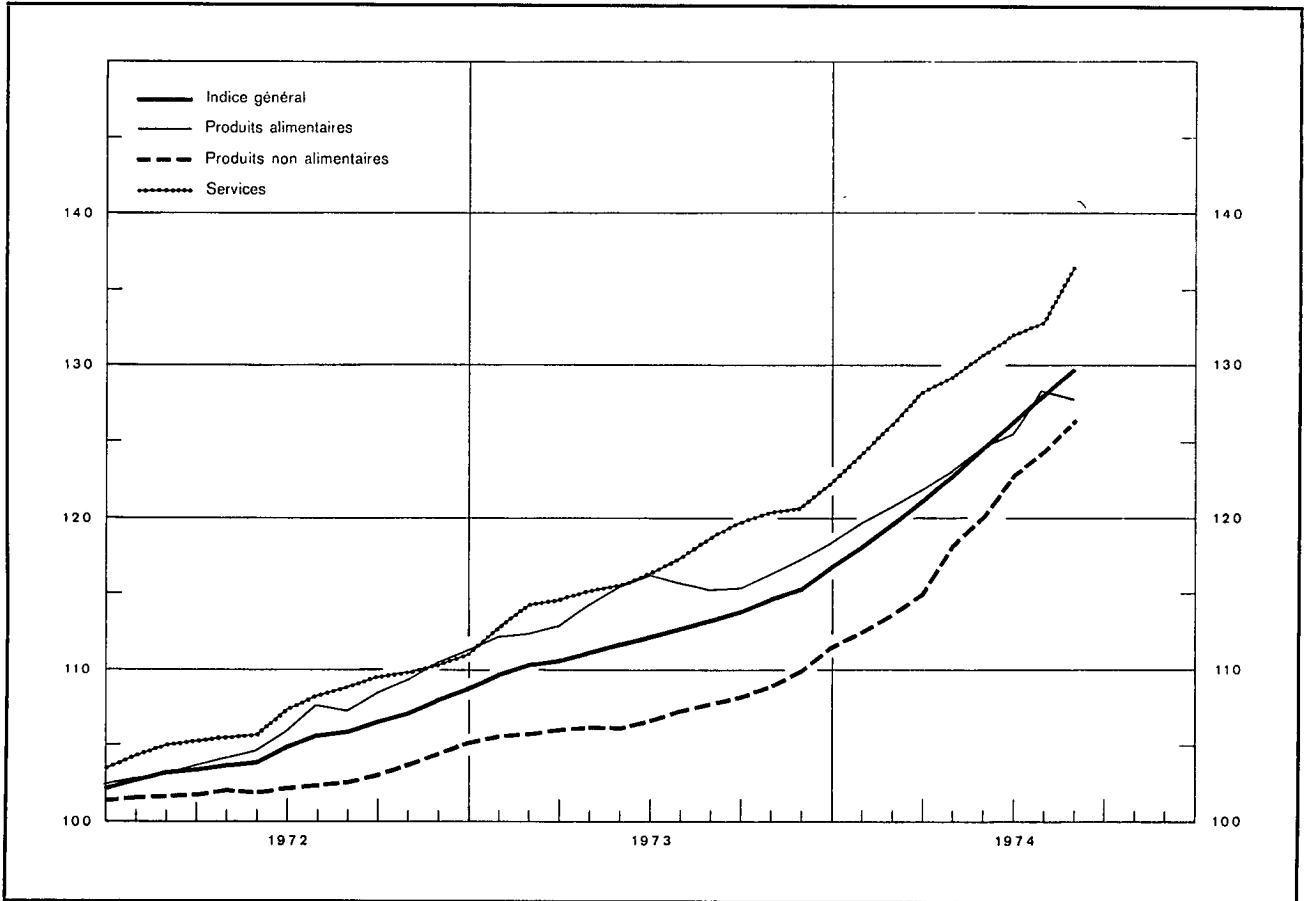
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,89
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972 ¹	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1 ^{er} trimestre	110,34	119,65	112,49	120,73	105,87	113,72	113,85	126,25
2 ^e trimestre	111,82	124,68	115,35	124,39	106,38	120,41	115,61	130,61
3 ^e trimestre	113,36	129,95	115,40	128,11	107,89	126,36	118,61	136,54
4 ^e trimestre	115,61		117,35		110,18		121,05	
Janvier	109,85	118,13	112,15	119,67	105,62	112,49	112,85	124,17
Février	110,46	119,66	112,36	120,72	105,90	113,65	114,22	126,24
Mars	110,70	121,16	112,95	121,79	106,10	115,02	114,49	128,34
Avril	111,33	122,89	114,34	123,01	106,28	118,81	115,06	129,19
Mai	111,79	124,69	115,55	124,60	106,23	120,10	115,53	130,62
Juin	112,34	126,47	116,17	125,55	106,62	122,81	116,23	132,01
Juillet	112,83	128,27	115,57	128,38	107,44	124,49	117,38	132,95
Août	113,35	129,91	115,20	127,91	107,91	126,49	118,69	136,45
Septembre	113,89	131,67	115,43	128,05	108,31	128,10	119,76	140,22
Octobre	114,66		116,31		109,02		120,40	
Novembre	115,37		117,34		109,99		120,55	
Décembre	116,81		118,41		111,54		122,20	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1966 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 80 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 80 p.c.

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistiques (O.N.U.)*.

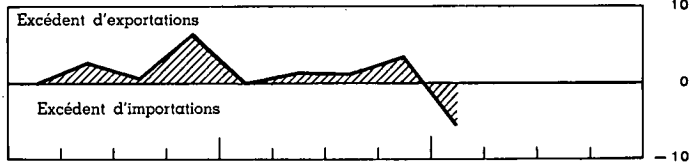
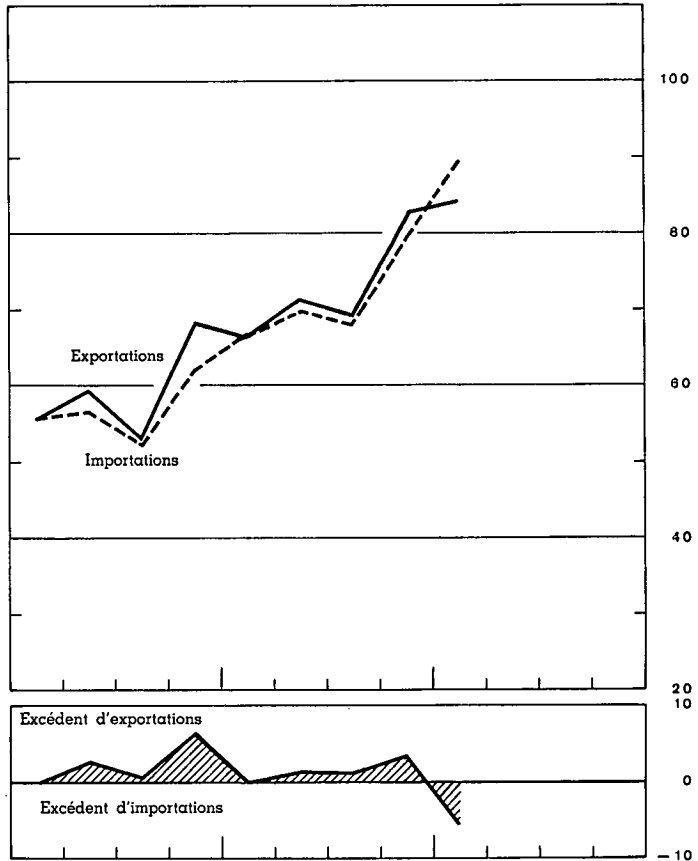
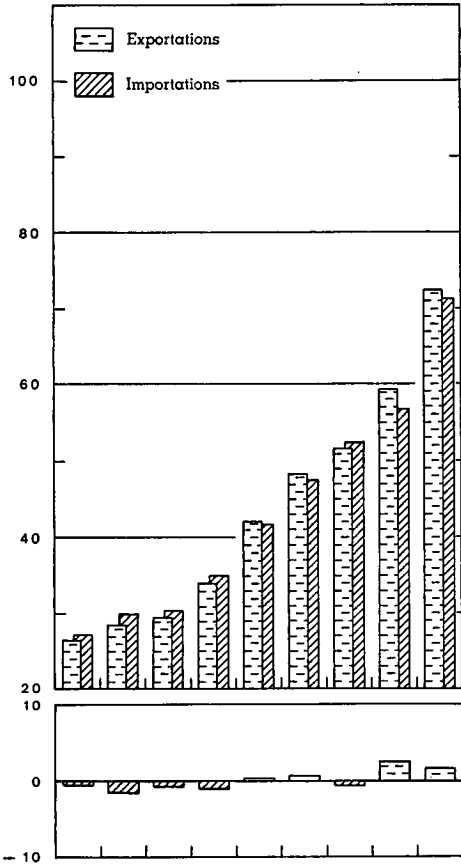
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

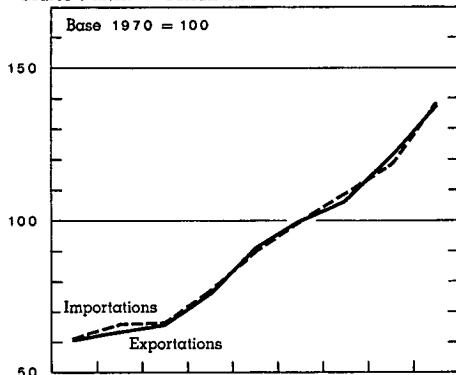
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

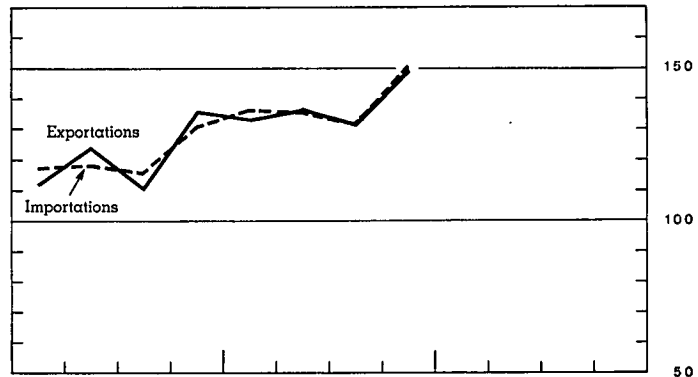
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

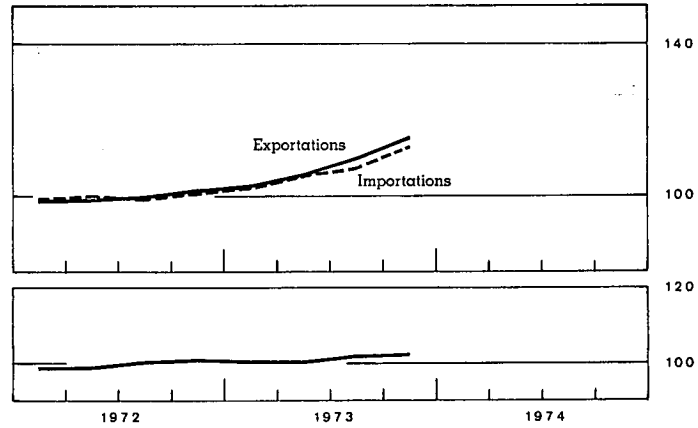
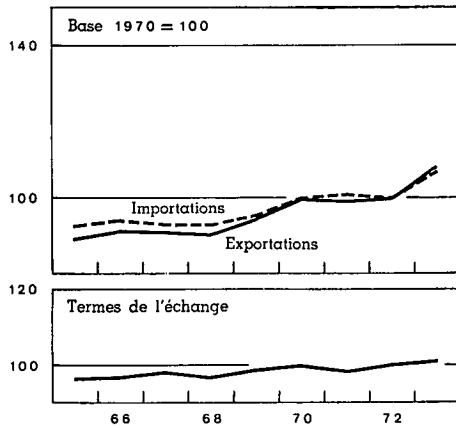


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	66,1	63,8	94,1	91,5	97,2
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	66,7	65,8	93,1	91,2	98,0
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,1	72,5	+ 1,4	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1972 1 ^{er} trimestre	55,9	55,8	- 0,1	100	117,5	112,3	99,5	98,8	99,3
2 ^e trimestre	56,7	59,5	+ 2,8	105	118,4	124,4	99,9	99,3	99,4
3 ^e trimestre	52,5	53,2	+ 0,7	101	116,0	111,1	99,5	99,9	100,4
4 ^e trimestre	62,1	68,6	+ 6,5	110	131,8	135,9	101,0	101,8	100,8
1973 1 ^{er} trimestre	66,4	66,4	...	100	136,4	133,4	102,4	102,7	100,3
2 ^e trimestre	70,2	71,4	+ 1,2	102	135,8	137,0	105,6	106,0	100,4
3 ^e trimestre	68,1	69,2	+ 1,1	102	132,1	131,8	107,4	109,8	102,2
4 ^e trimestre	79,5	83,1	+ 3,6	105	151,0	149,9	113,0	115,6	102,3
1974 1 ^{er} trimestre	89,7	84,5	- 5,2	94					
1973 5 premiers mois	67,8	68,4	+ 0,6	101					
6 premiers mois	68,3	68,9	+ 0,6	101					
7 premiers mois	67,6	69,1	+ 1,5	102					
8 premiers mois	67,9	68,0	+ 0,1	100					
9 premiers mois	68,3	69,0	+ 0,7	101					
10 premiers mois	69,9	70,8	+ 0,9	101					
11 premiers mois	70,7	71,4	+ 0,7	101					
12 mois	71,1	72,5	+ 1,4	102					
1974 1 ^{er} mois	86,7	83,6	- 3,1	96					
2 premiers mois	87,5	79,5	- 8,0	91					
3 premiers mois	89,7	84,5	- 5,2	94					
4 premiers mois	91,6	87,8	- 3,8	96					
5 premiers mois	94,8	90,5	- 4,3	96					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B .. En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construct. à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1972 1 ^{er} trimestre	14,19	7,31	6,79	6,24	3,04	3,36	2,01	1,18	2,05	1,49	1,32	1,05	0,46	0,46	0,22	0,22	0,14	0,12	0,14	0,08	1,62	53,49
2 ^e trimestre	18,94	7,66	6,80	6,48	3,36	3,29	2,42	1,80	2,13	1,48	1,42	0,99	0,54	0,38	0,30	0,28	0,13	0,10	0,16	0,10	1,92	60,68
3 ^e trimestre	15,08	6,96	5,92	6,55	2,91	3,52	2,44	1,69	1,99	1,35	1,23	0,97	0,47	0,38	0,28	0,26	0,19	0,11	0,16	0,09	1,43	53,98
4 ^e trimestre	19,58	8,72	8,12	7,63	3,69	4,07	3,02	1,69	2,22	1,69	1,71	1,31	0,66	0,51	0,30	0,31	0,24	0,13	0,19	0,12	1,89	67,80
1973 1 ^{er} trimestre	18,89	8,92	7,93	8,00	3,34	3,75	2,59	1,59	2,18	1,73	1,69	1,16	0,60	0,48	0,28	0,28	0,22	0,10	0,18	0,09	2,12	66,12
2 ^e trimestre	19,34	9,00	8,09	8,31	4,57	4,12	3,23	1,96	2,59	1,82	1,80	1,17	0,58	0,59	0,32	0,37	0,28	0,11	0,20	0,10	2,24	70,79
3 ^e trimestre	18,02	10,13	7,41	8,43	5,06	4,09	2,65	2,13	2,54	1,67	1,58	1,13	0,55	0,51	0,32	0,31	0,28	0,10	0,19	0,12	2,21	69,43
4 ^e trimestre	22,13	11,75	9,11	9,98	6,31	5,37	3,41	2,11	2,95	2,13	2,02	1,28	0,62	0,72	0,34	0,33	0,30	0,14	0,20	0,13	2,37	83,73
1974 1 ^{er} trimestre	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
1973 4 premiers mois ...	18,99	8,95	8,04	8,03	3,57	3,75	2,76	1,61	2,20	1,75	1,72	1,13	0,60	0,50	0,28	0,30	0,23	0,10	0,18	0,09	2,16	66,94
5 premiers mois ...	19,16	9,15	8,11	8,13	3,75	3,89	2,90	1,69	2,28	1,77	1,74	1,15	0,60	0,53	0,29	0,31	0,26	0,10	0,18	0,10	2,20	68,29
6 premiers mois ...	19,12	8,96	8,01	8,16	3,95	3,94	2,91	1,78	2,38	1,78	1,74	1,16	0,59	0,54	0,30	0,32	0,25	0,11	0,19	0,10	2,17	68,46
7 premiers mois ...	18,81	9,04	7,93	8,16	4,14	3,92	3,00	1,85	2,39	1,76	1,71	1,16	0,59	0,54	0,30	0,31	0,25	0,11	0,19	0,10	2,28	68,54
8 premiers mois ...	18,50	9,19	7,72	8,14	4,23	3,91	2,86	1,85	2,39	1,73	1,67	1,14	0,57	0,53	0,30	0,32	0,25	0,10	0,19	0,10	2,21	67,90
9 premiers mois ...	18,75	9,35	7,81	8,25	4,32	3,99	2,82	1,89	2,44	1,74	1,69	1,15	0,58	0,53	0,30	0,32	0,26	0,10	0,19	0,11	2,19	68,78
10 premiers mois ...	19,14	9,62	8,04	8,48	4,58	4,15	2,91	1,96	2,46	1,80	1,73	1,17	0,59	0,54	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,22	70,70
11 premiers mois ...	19,29	9,73	8,06	8,56	4,58	4,20	2,93	1,93	2,52	1,81	1,75	1,18	0,59	0,54	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,27	71,25
12 mois	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974 1 ^{er} mois	21,04	11,77	8,84	11,16	6,27	4,96	2,50	2,43	3,01	2,05	1,73	1,28	0,58	0,66	0,32	0,23	0,29	0,10	0,17	0,13	2,91	82,48
2 premiers mois ...	19,82	10,55	8,88	11,06	6,24	4,41	2,79	1,91	3,00	2,05	1,81	1,20	0,58	0,61	0,32	0,30	0,30	0,11	0,18	0,12	2,78	79,04
3 premiers mois ...	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
4 premiers mois ...	21,74	12,50	9,70	12,73	6,87	4,56	3,00	1,77	3,19	2,28	1,99	1,27	0,65	0,73	0,35	0,34	0,33	0,12	0,20	0,14	3,18	87,64

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1966	19,74	7,20	1,85	2,02	1,51	0,40	0,26	0,32	0,15	0,49	0,11	1,03	0,42	0,85	1,38	0,54	1,21	6,11	0,83	1,30	0,51	3,47	4,00	0,04	29,89
1967	19,32	6,56	1,56	2,17	1,40	0,39	0,22	0,33	0,18	0,50	0,12	1,23	0,47	0,83	1,50	0,62	1,24	6,43	0,96	1,38	0,59	3,50	4,12	0,03	29,90
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1971 4 ^e trimestre ..	36,90	13,64	2,21	3,55	2,08	0,58	0,29	0,57	0,20	1,08	0,32	2,90	1,19	1,28	3,12	1,31	2,58	11,94	1,54	2,35	1,18	6,87	8,53	0,08	57,45
1972 1 ^{er} trimestre ..	34,02	11,82	2,27	3,32	1,92	0,57	0,37	0,53	0,20	0,92	0,32	2,75	0,83	1,42	3,12	1,12	2,54	12,79	1,74	2,05	1,27	7,73	7,79	0,07	54,67
2 ^e trimestre ..	35,23	11,66	2,30	3,26	2,49	0,61	0,36	0,54	0,22	1,12	0,30	2,84	0,62	1,61	3,49	1,19	2,62	12,98	1,92	2,28	1,27	7,51	7,80	0,06	56,07
3 ^e trimestre ..	33,64	12,36	1,90	2,98	2,09	0,61	0,28	0,54	0,18	1,04	0,27	2,86	0,63	1,46	3,06	1,07	2,31	12,58	1,79	2,20	1,28	7,31	7,30	0,07	53,59
4 ^e trimestre ..	38,86	13,18	2,42	3,91	2,80	0,77	0,37	0,60	0,20	1,25	0,35	2,72	0,79	1,85	3,63	1,18	2,84	14,66	1,97	2,73	1,46	8,50	8,74	0,06	62,32
1973 1 ^{er} trimestre ..	42,13	14,49	2,84	4,16	2,85	0,78	0,49	0,69	0,22	1,21	0,37	2,97	1,00	1,95	3,94	1,26	2,91	15,46	1,86	2,62	1,38	9,60	9,03	0,25	66,87
2 ^e trimestre ..	42,85	14,97	3,07	3,68	3,47	0,90	0,46	0,73	0,22	1,40	0,37	2,64	0,84	1,84	3,81	1,32	3,13	15,99	2,52	2,77	1,44	9,26	9,20	0,27	68,31
3 ^e trimestre ..	42,87	14,76	2,43	4,62	3,30	0,94	0,31	0,70	0,19	1,40	0,34	3,21	0,66	1,78	3,95	1,27	3,01	15,70	2,50	2,58	1,35	9,27	8,86	0,27	67,70
4 ^e trimestre ..	51,93	18,56	2,99	4,89	3,53	1,16	0,36	0,76	0,25	1,61	0,47	3,49	1,44	2,40	4,85	1,53	3,64	18,15	2,45	3,13	1,78	10,79	10,91	0,34	81,33

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1971	1972				1973			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	94,2	93,0	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	100,0	96,7	97,7	95,9	97,7	99,7	104,4	106,4	112,7
Biens de consommation	96,1	94,9	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	101,5	103,5	102,4	106,0	107,3	108,0	108,0	109,7	113,7
Biens d'équipement	92,2	92,2	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	108,6	106,0	105,9	107,6	108,6	107,2	109,7	110,6	115,3
Ensemble ...	94,1	93,1	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	101,5	99,5	99,9	99,5	101,0	102,4	105,6	107,4	113,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	77,5	76,9	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	95,1	92,3	93,2	94,4	96,4	97,9	104,7	112,9	121,6
Fabrications métalliques	89,5	92,0	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	107,6	103,6	104,6	104,4	107,7	106,1	108,2	110,9	114,5
Métaux non ferreux	83,3	79,4	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	76,8	74,4	77,5	75,5	74,9	78,5	86,6	97,1	108,4
Textiles	105,9	104,2	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	98,9	100,6	99,7	101,5	103,9	105,0	106,8	109,7	112,2
Produits chimiques	101,6	100,0	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	96,9	96,9	96,5	98,4	98,7	99,6	101,5	101,5	107,6
Industrie houillère	57,6	56,0	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	82,3	81,2	82,1	79,7	81,2	79,0	79,2	72,2	87,3
Industrie pétrolière	106,2	106,6	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	108,3	104,0	109,4	110,6	106,5	110,6	113,3	120,5	128,8
Verres et glaces	103,9	110,0	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	99,7	96,5	97,2	97,6	97,8	100,5	100,6	102,7	105,8
Produits agricoles	99,4	96,0	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	108,0	108,7	111,9	112,5	111,2	113,6	120,2	117,3	127,1
Ciments	102,6	103,3	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	116,1	114,9	120,0	121,8	120,0	123,5	127,3	126,1	131,8
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	94,7	96,1	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	104,1	104,5	99,2	103,6	102,0	103,5	104,6	105,2	109,8
Carrières	88,3	90,8	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	105,1	105,4	107,3	108,5	107,2	109,9	112,8	111,1	112,6
Céramiques	91,8	92,1	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	110,0	112,6	116,8	118,7	122,3	120,1	125,6	131,8	133,1
Bois et meubles	95,0	96,8	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	101,1	103,1	102,6	103,1	103,6	106,4	108,0	111,5	117,1
Peaux, cuirs et chaussures ...	103,7	97,3	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	94,8	85,2	103,9	114,9	117,4	112,4	114,0	122,5	111,6
Papier et livres	98,7	98,2	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	99,7	102,3	99,8	96,0	100,9	102,6	102,8	102,9	110,2
Tabacs manufacturés	88,0	89,7	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	94,4	96,1	94,6	114,0	136,7	135,6	148,5	150,0	130,8
Caoutchouc	102,7	101,5	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	103,3	105,3	105,7	108,2	109,2	105,9	111,4	112,5	117,5
Industries alimentaires	95,8	95,1	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	104,6	102,6	102,7	102,9	106,6	106,2	108,8	117,6	125,2
Divers	69,7	69,6	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	129,4	130,8	113,2	110,8	118,4	132,2	125,9	125,1	133,1
Ensemble ...	91,5	91,2	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	100,4	98,8	99,3	99,9	101,8	102,7	106,0	109,8	115,6
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,2	98,0	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,9	99,3	99,4	100,4	100,8	100,3	100,4	102,2	102,3

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1971	1972				1973			
									4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	66,2	65,6	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	118,5	113,3	113,9	113,9	128,7	132,6	127,8	125,8	145,4
Biens de consommation	67,3	71,5	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	126,6	132,4	135,5	127,8	146,5	152,6	157,8	153,6	169,5
Biens d'équipement	63,1	63,5	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	117,1	115,1	113,8	105,6	121,7	127,6	136,9	126,7	147,2
Ensemble ...	66,1	66,7	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	120,0	117,5	118,4	116,0	131,8	136,4	135,8	132,1	151,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	71,7	77,5	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	94,4	111,2	115,4	103,6	126,9	127,7	119,5	124,3	133,8
Fabrications métalliques	62,4	62,2	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	110,9	105,3	130,8	109,4	137,2	137,3	137,3	127,9	149,8
Métaux non ferreux	79,1	77,6	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	97,4	94,5	99,5	88,7	115,0	99,2	124,5	121,4	136,6
Textiles	71,9	67,4	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	125,3	123,4	124,4	106,9	142,2	138,4	138,0	123,6	148,6
Produits chimiques	47,4	52,6	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	129,7	129,8	137,2	135,4	154,2	163,7	162,7	170,5	186,7
Industrie houillère	134,5	154,2	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	112,5	99,9	88,7	100,0	104,0	85,9	92,4	90,6	108,0
Industrie pétrolière	55,7	56,3	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	93,4	100,0	145,4	135,3	139,2	126,3	152,2	155,7	143,9
Verres et glaces	62,7	65,9	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	107,3	116,4	109,3	106,2	143,1	124,5	122,9	119,3	136,7
Produits agricoles	48,2	62,7	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	127,8	125,3	115,6	128,0	142,4	132,4	134,7	138,6	167,3
Ciments	85,9	79,7	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	125,9	85,4	97,6	91,2	123,5	88,7	94,9	118,3	109,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	68,2	71,4	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	120,9	101,7	136,2	120,6	147,5	130,7	172,5	141,9	147,5
Carrières	80,9	84,9	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	110,0	93,4	118,0	110,0	115,8	106,1	117,6	120,2	126,1
Céramiques	71,3	72,5	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	119,8	108,1	123,6	117,1	138,7	129,2	139,7	124,9	131,9
Bois et meubles	56,4	60,1	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	152,9	141,6	152,8	131,4	182,5	174,5	182,7	156,4	190,3
Peaux, cuirs et chaussures ...	72,1	73,5	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	124,4	134,6	127,6	99,2	135,3	127,9	119,5	107,7	131,9
Papier et livres	51,8	55,2	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	116,8	118,5	121,2	114,8	136,2	137,2	143,7	131,7	156,8
Tabacs manufacturés	88,4	100,4	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	142,4	117,9	108,9	132,9	136,3	128,1	146,8	154,5	181,5
Caoutchouc	52,4	56,1	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	129,4	129,7	136,2	116,1	154,3	155,0	182,0	153,3	197,3
Industries alimentaires	56,6	60,7	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	127,6	134,0	139,1	129,6	139,0	137,1	165,5	149,4	160,1
Divers	75,8	75,5	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	78,6	78,2	104,5	80,5	100,6	98,4	116,1	100,0	111,9
Ensemble ...	63,8	65,8	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	114,7	112,3	124,4	111,1	135,9	133,4	137,0	131,8	149,9

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,29	12,94	+ 1,65
1972 1 ^{er} trimestre	13,64	14,36	+ 0,72	11,28	11,46	+ 0,18	9,49	10,61	+ 1,11
2 ^e trimestre	13,68	15,06	+ 1,38	11,39	12,12	+ 0,73	8,48	11,27	+ 2,79
3 ^e trimestre	12,83	13,32	+ 0,49	9,60	10,21	+ 0,61	8,31	9,93	+ 1,62
4 ^e trimestre	15,30	16,09	+ 0,79	12,04	14,33	+ 2,29	10,05	12,25	+ 2,20
1973 1 ^{er} trimestre	16,27	15,63	- 0,64	13,25	13,90	+ 0,65	11,30	12,13	+ 0,83
2 ^e trimestre	17,27	17,59	+ 0,32	13,12	14,81	+ 1,69	11,34	13,17	+ 1,83
3 ^e trimestre	16,63	16,54	- 0,09	12,14	13,72	+ 1,58	10,43	11,98	+ 1,55
4 ^e trimestre	20,60	18,85	- 1,75	14,99	17,84	+ 2,85	12,01	14,46	+ 2,45
1974 1 ^{er} trimestre	21,41	18,23	- 3,18	16,69	17,96	+ 1,27	13,67	14,32	+ 0,65
1973 5 premiers mois	16,66	16,42	- 0,24	13,16	14,28	+ 1,12	11,40	12,56	+ 1,16
6 premiers mois	16,77	16,61	- 0,16	13,19	14,36	+ 1,17	11,32	12,65	+ 1,33
7 premiers mois	16,47	16,54	+ 0,07	13,24	14,45	+ 1,21	10,85	12,43	+ 1,58
8 premiers mois	16,59	16,50	- 0,09	12,92	13,99	+ 1,07	11,07	12,20	+ 1,13
9 premiers mois	16,72	16,58	- 0,14	12,84	14,15	+ 1,31	11,02	12,43	+ 1,41
10 premiers mois	17,38	17,03	- 0,35	13,22	14,58	+ 1,36	11,29	12,75	+ 1,46
11 premiers mois	17,61	17,10	- 0,51	13,35	14,71	+ 1,36	11,40	12,84	+ 1,44
12 mois	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,29	12,94	+ 1,65
1974 1 ^{er} mois	20,83	17,33	- 3,50	16,66	17,41	+ 0,75	12,93	13,68	+ 0,75
2 premiers mois	21,14	16,94	- 4,20	16,37	16,83	+ 0,46	13,23	13,55	+ 0,32
3 premiers mois	21,41	18,23	- 3,18	16,69	17,96	+ 1,27	13,67	14,32	+ 0,65
4 premiers mois	21,50	18,97	- 2,53	16,99	18,77	+ 1,78	14,14	14,95	+ 0,81
5 premiers mois	21,88	19,68	- 2,20	17,13	19,03	+ 1,90	15,18	15,27	+ 0,09
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1966	1,22	0,94	- 0,28	2,21	1,34	- 0,87	19,13	19,61	+ 0,48
1967	1,35	1,17	- 0,18	2,09	1,39	- 0,70	18,97	20,25	+ 1,28
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,03	+ 2,83
1972 1 ^{er} trimestre	2,33	2,49	+ 0,16	3,30	2,24	- 1,06	40,32	41,74	+ 1,42
2 ^e trimestre	2,45	2,47	+ 0,02	3,99	2,79	- 1,20	40,34	44,29	+ 3,95
3 ^e trimestre	2,31	2,15	- 0,16	3,24	2,34	- 0,90	36,72	38,54	+ 1,82
4 ^e trimestre	2,39	3,71	+ 1,32	4,01	3,14	- 0,87	44,30	50,39	+ 6,09
1973 1 ^{er} trimestre	2,37	3,26	+ 0,89	4,24	2,84	- 1,40	47,87	48,68	+ 0,81
2 ^e trimestre	2,60	3,43	+ 0,83	5,09	3,38	- 1,71	49,90	53,35	+ 3,45
3 ^e trimestre	2,70	3,24	+ 0,54	4,26	3,38	- 0,88	46,69	49,76	+ 3,07
4 ^e trimestre	3,04	4,09	+ 1,05	5,03	3,82	- 1,21	56,36	60,32	+ 3,96
1974 1 ^{er} trimestre	3,38	4,25	+ 0,87	4,87	4,37	- 0,50	60,72	60,41	- 0,31
1973 5 premiers mois	2,44	3,33	+ 0,89	4,55	3,06	- 1,49	48,67	50,59	+ 1,92
6 premiers mois	2,49	3,34	+ 0,85	4,66	3,11	- 1,55	48,88	51,02	+ 2,14
7 premiers mois	2,51	3,33	+ 0,82	4,65	3,14	- 1,51	48,18	50,82	+ 2,64
8 premiers mois	2,56	3,28	+ 0,72	4,68	3,10	- 1,58	48,29	49,98	+ 1,69
9 premiers mois	2,56	3,31	+ 0,75	4,53	3,20	- 1,33	48,15	50,60	+ 2,45
10 premiers mois	2,62	3,38	+ 0,76	4,63	3,25	- 1,38	49,64	51,96	+ 2,32
11 premiers mois	2,66	3,43	+ 0,77	4,67	3,28	- 1,39	50,21	52,34	+ 2,13
12 mois	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,03	+ 2,83
1974 1 ^{er} mois	3,19	4,18	+ 0,99	4,40	3,71	- 0,69	58,71	58,64	- 0,07
2 premiers mois	3,33	4,00	+ 0,67	4,58	4,20	- 0,38	59,32	56,76	- 2,56
3 premiers mois	3,38	4,25	+ 0,87	4,87	4,37	- 0,50	60,72	60,41	- 0,31
4 premiers mois	3,52	4,40	+ 0,88	5,24	4,37	- 0,87	62,06	62,71	+ 0,65
5 premiers mois	3,64	4,44	+ 0,80	5,71	4,66	- 1,05	64,21	64,37	+ 0,16

1 République fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 3,9	- 12,1	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	700,6	673,2	+ 27,4
1.12 Travail à façon	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	23,3	6,3	+ 17,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	5,3	—	+ 5,3
1.2 Or non monétaire	- 2,4	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	3,6	5,0	- 1,4
1.3 Frets ²	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	32,7	29,5	+ 3,2
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ² .....	...	...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	0,9	1,4	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	10,6	10,8	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,4	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 7,2	- 10,2	25,1	41,7	- 16,6
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	79,8	72,6	+ 7,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	16,7	9,4	+ 7,3
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	9,8	4,9	+ 4,9
1.92 Autres	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	51,3	47,8	+ 3,5
Total 1 ...	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	959,7	902,6	+ 57,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 1,7	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	23,7	12,2	+ 11,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,2	- 7,4	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	2,5	26,1	- 23,6
Total 2 ...	- 3,5	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	26,2	38,3	- 12,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,9	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	—	1,4	- 1,4
3.112 Autres opérations	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	0,4	1,9	- 1,5
3.12 Avoirs	- 0,4	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	0,3	1,8	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 6,8	- 3,4	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	0,7	5,1	- 4,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	0,1	1,4	- 1,3
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	1,6	3,2	- 1,6
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 5,3	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	—	31,4	- 31,4
4.312 Investissements directs	- 2,6	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	4,9	11,6	- 6,7
4.313 Immeubles	- 1,5	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	1,6	5,2	- 3,6
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	—	6,6	- 6,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	6,5	—	+ 6,5
4.322 Investissements directs	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	28,6	1,1	+ 27,5
4.323 Immeubles	- 0,2	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	3,9	0,7	+ 3,2
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 0,9	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	4,0	—	+ 4,0
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	51,2	61,2	- 10,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	6,8	—	+ 6,8
Total 1 à 5 ...	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	1.044,6	1.007,2	+ 37,4
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	—	—	+ 1,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	—	—	- 13,8
6.212 Monnaies étrangères	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	—	—	+ 14,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	—	—	- 0,2
6.23 B.N.B.	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	—	—	+ 36,4
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f. c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1972				1973				1974 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 6,5	+ 8,2	+ 4,3	+10,3	+ 8,3	+ 7,9	+ 5,9	+ 5,3	+ 1,6
1.12 Travail à façon	+ 3,0	+ 3,4	+ 3,6	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,1	+ 4,8	+ 4,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,8	- 1,1	+ 2,5	- 0,1	+ 0,2	+ 1,4	+ 3,1	+ 0,6	+ 5,0
1.2 Or non monétaire	- 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	- 0,3	...	- 0,4	- 0,7	+ 0,1
1.3 Frets ²	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,2	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	+ 0,2	- 0,2	...	+ 0,1	- 0,3	+ 0,1	...	...	- 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 2,0	- 3,0	- 6,2	- 1,2	- 2,2	- 4,9	- 8,0	- 1,5	- 2,8
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,6	+ 3,0	+ 2,7	...	+ 2,3	+ 2,2	+ 4,3
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 2,1	+ 2,0	+ 2,4	+ 2,0	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,4	+ 1,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,6	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,4
1.92 Autres	+ 0,3	+ 0,2	+ 1,0	- 1,1	+ 1,9	...	+ 0,6	+ 1,0	- 0,1
Total 1 ...	+15,2	+12,2	+12,8	+19,8	+18,6	+13,0	+11,3	+14,2	+15,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,2	+ 1,7	+ 2,2	+ 2,0	+ 2,9	+ 3,4	+ 2,6	+ 2,6	+ 4,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,2	- 3,8	- 4,3	- 3,6	- 6,2	- 7,3	- 5,9	- 4,2	- 5,1
Total 2 ...	- 3,0	- 2,1	- 2,1	- 1,6	- 3,3	- 3,9	- 3,3	- 1,6	- 1,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,2	- 0,7	- 0,3	- 0,3	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,6
3.112 Autres opérations	- 1,1	- 1,5	- 2,6	- 1,3	- 1,5	...	...	...	- 0,5
3.12 Avoirs .....	...	...	- 0,3	- 1,3	...	...	- 0,4	- 1,1	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,4	- 2,2	- 3,2	- 2,9	- 2,0	- 0,5	- 0,6	- 1,3	- 1,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,2	- 0,3	- 0,7	...	- 0,2	- 0,8	- 0,2	- 0,1	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,9	+ 0,1	+ 0,5	- 0,7	+ 0,6	- 2,3	+ 0,4	- 0,3	- 0,9
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 9,5	- 7,9	- 7,7	-10,9	-12,6	- 7,4	- 5,1	- 6,3	- 4,8
4.312 Investissements directs	- 4,3	- 0,4	- 2,5	+ 0,7	- 0,8	- 1,1	- 3,8	- 1,0	- 0,2
4.313 Immeubles	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,7	- 0,5	- 0,7	- 1,7	- 0,8
4.314 Autres	- 1,2	- 0,8	+ 0,1	+ 0,4	- 3,4	- 1,8	- 0,8	- 0,6	- 2,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,5	+ 0,4	+ 3,6	- 0,2
4.322 Investissements directs	+ 5,3	+ 2,9	+ 4,9	+ 4,6	+ 6,2	+ 7,9	+ 4,8	+ 8,6	+ 9,3
4.323 Immeubles .....	...	...	+ 0,3	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4
4.324 Autres	- 0,9	+ 0,5	+ 2,7	+ 2,5	- 0,4	+ 2,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 1,1
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	-11,0	- 5,0	- 1,7	- 2,5	- 8,3	- 2,6	- 3,5	+ 4,4	+ 1,3
5. Erreurs et omissions	- 1,9	+ 3,3	+ 2,5	- 4,4	+ 3,8	- 8,9	+ 6,9	+ 5,0	- 5,7
Total 1 à 5 ...	- 3,1	+ 6,2	+ 8,3	+ 8,4	+ 8,8	- 2,9	+10,8	+20,7	+ 8,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 0,8	+ 0,3	- 1,8	...	+ 4,1	- 2,0	+ 1,3	- 2,4	+ 3,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. :	+ 1,8	- 2,9	- 6,9	+ 3,5	- 6,2	- 0,3	- 8,8	+ 1,5	+ 2,8
6.212 Monnaies étrangères	- 9,3	- 1,0	+ 3,6	+ 8,0	- 8,9	- 7,0	+ 9,8	+20,1	+19,3
6.22 Organismes monétaires divers	- 1,1	+ 0,8	- 2,0	- 0,4	+ 2,0	- 2,2	+ 2,4	- 2,4	...
6.23 B.N.B.	+ 4,7	+ 9,0	+15,4	- 2,7	+17,8	+ 8,6	+ 6,1	+ 3,9	-16,7
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	<i>(+3,4)</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>	<i>—</i>

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1973			1974			1973	1974 p
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	5 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	194,6	189,3	+ 5,3	210,3	208,7	+ 1,6	+16,7 ⁵	+ 0,5 ⁶
1.12 Travail à façon	6,6	1,8	+ 4,8	6,6	1,9	+ 4,7	+ 6,9	+ 7,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	0,6	—	+ 0,6	5,0	—	+ 5,0	+ 1,3	+ 5,8
1.2 Or non monétaire	1,2	1,9	- 0,7	3,7	3,6	+ 0,1	- 0,3	- 0,2
1.3 Frets ²	9,2	8,8	+ 0,4	10,8	10,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 0,9
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,5	- 0,3	0,3	0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	2,9	2,9	...	3,1	3,3	- 0,2	- 0,3	- 0,4
1.6 Déplacements à l'étranger	6,3	7,8	- 1,5	5,1	7,9	- 2,8	- 4,8	- 5,8
1.7 Revenus d'investissements	26,7	24,5	+ 2,2	32,0	27,7	+ 4,3	+ 3,3	+ 4,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	4,1	2,7	+ 1,4	3,7	2,6	+ 1,1	+ 2,9	+ 1,8
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,5	1,5	+ 1,0	2,8	1,4	+ 1,4	+ 2,2	+ 2,5
1.92 Autres	14,4	13,4	+ 1,0	15,0	15,1	- 0,1	+ 2,0	- 0,2
Total 1 ...	269,3	255,1	+14,2	298,4	283,0	+15,4	+31,9	+15,9
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	5,9	3,3	+ 2,6	7,2	3,1	+ 4,1	+ 5,6	+ 5,4
2.2 Transferts de l'Etat	0,6	4,8	- 4,2	0,6	5,7	- 5,1	-11,3	- 8,8
Total 2 ...	6,5	8,1	- 1,6	7,8	8,8	- 1,0	- 5,7	- 3,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,2	- 0,2	—	0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,8
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	...	0,5	- 0,5	- 1,5	- 0,5
3.12 Avoirs	0,1	1,2	- 1,1	...	0,4	- 0,4	...	- 0,4
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	0,1	1,4	- 1,3	...	1,5	- 1,5	- 2,2	- 1,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,1	- 0,1	0,1	0,1	...	- 0,3	- 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,2	0,5	- 0,3	...	0,9	- 0,9	+ 0,1	- 1,4
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxem- bourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	6,3	- 6,3	—	4,8	- 4,8	-16,7	- 8,3
4.312 Investissements directs .....	...	1,0	- 1,0	1,7	1,9	- 0,2	- 1,3	- 0,5
4.313 Immeubles	0,3	2,0	- 1,7	0,5	1,3	- 0,8	- 1,1	- 1,7
4.314 Autres (chiffres nets)	—	0,6	- 0,6	—	2,6	- 2,6	- 5,0	- 4,0
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	3,6	—	+ 3,6	—	0,2	- 0,2	+ 2,4	- 1,8
4.322 Investissements directs	8,9	0,3	+ 8,6	10,0	0,7	+ 9,3	+11,4	+18,5
4.323 Immeubles	0,9	0,2	+ 0,7	0,6	0,2	+ 0,4	+ 1,4	+ 0,5
4.324 Autres (chiffres nets)	1,5	—	+ 1,5	1,1	—	+ 1,1	+ 0,1	+ 2,4
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	15,4	11,0	+ 4,4	14,0	12,7	+ 1,3	- 9,0	+ 3,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	5,0	—	+ 5,0	—	5,7	- 5,7	- 3,1	- 2,0
Total 1 à 5 ...	296,3	275,6	+20,7	320,2	311,7	+ 8,5	+11,9	+12,4
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes moné- taires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 2,4	—	—	+ 3,1	+ 4,1	+ 5,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des orga- nismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises	—	—	+ 1,5	—	—	+ 2,8	-10,0	+ 3,8
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	+20,1	—	—	+19,3	-14,0	+26,5
6.212 Monnaies étrangères	—	—	- 2,4	—	—	...	+ 3,1	+ 0,2
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 3,9	—	—	-16,7	+28,7	-23,2
6.23 B.N.B. ....	—	—	...	—	—	...	...	...
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Exportations = 276,7; importations = 260,0.

⁶ Exportations = 368,4; importations = 367,0.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME

(milliards de francs)

	1970	1971	1972	1973	1973				1974 p
					1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+43,5	+49,3	+60,0	+ 57,1	+18,6	+13,0	+11,3	+14,2	+15,4
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 3,3	- 3,9	- 3,3	- 1,6	- 1,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 0,7	-11,0	-10,7	- 4,4	- 2,0	- 0,5	- 0,6	- 1,3	- 1,5
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	-11,0	-18,1	- 6,4	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,1	+ 0,1	+ 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 2,9	+18,3	+ 8,1	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	-13,8	- 9,3	-20,2	- 10,0	- 8,3	- 2,6	- 3,5	+ 4,4	+ 1,3
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	+ 1,3	...	- 2,7	- 10,8	- 6,3	+ 4,6	- 5,8	- 3,3	- 7,0
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	+ 3,4	-16,9	-18,0	-114,4	- 12,1	-22,7	-35,7	-43,9	-11,3
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 6,1	+ 9,1	+ 6,2	+ 11,8	+ 7,5	+ 4,4	+ 3,1	- 3,2	- 1,1
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 3,4	+15,1	+26,6	+109,1	+11,8	+19,6	+24,5	+53,2	+ 6,0
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 6,7	- 3,9	- 7,6	- 5,7	+ 1,7	- 1,6	- 2,4	- 3,4	- 5,2
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 5,3	+ 7,7	+ 4,8	+ 18,3	+ 9,7	+ 0,4	+ 7,4	+ 0,8	+ 1,0
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	+ 3,1	+ 6,3	- 7,4	+ 1,0	+ 6,3	+ 4,7	+ 2,3	-12,3	- 6,7
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	+ 2,8	- 0,3	+ 1,4	- 12,2	+ 7,8	- 5,9	- 4,7	- 9,4	-12,5
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 2,1	- 3,2	- 0,4	+ 8,5	- 5,7	+ 2,1	+ 5,3	+ 6,8	+11,0
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,8	- 8,9	+ 6,9	+ 5,0	- 5,7
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	+ 1,6	- 2,8	- 0,8	- 8,3	- 0,3	+ 0,3	- 0,2	- 8,1	+ 2,4
Total 1 à 7 ...	+23,3	+31,7	+23,6	+ 34,4	+29,0	+ 2,9	+ 4,5	- 2,0	-14,8
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 2,5	+ 3,7	- 1,8	- 1,6	- 1,6	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+18,6	+17,0	- 1,7	+ 3,9	- 0,2	+ 2,9	- 0,2	+ 1,4	- 1,3
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	-	-	+ 3,5	-	- 4,0	+13,2	- 5,7	- 6,3
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs au comptant	+ 3,4	- 4,4	+17,4	+ 30,8	+30,3	+ 4,6	- 6,5	+ 2,4	- 8,1
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 3,7	+ 2,8	+14,0	- 8,3	-14,4	- 3,2	+ 4,7	+ 4,6	+ 7,6
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs nets au comptant ⁵	- 0,2	- 2,7	+ 1,8	- 0,6	+ 0,6	- 0,6	- 0,5	- 0,1	+ 0,7
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+ 7,7	+15,3	- 6,1	+ 6,7	+14,3	+ 3,2	- 6,2	- 4,6	- 7,4

¹ Autres que les organismes monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des

paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, n° 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie

« Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, n° 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; XLIX^e année, vol. II, n° 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1978 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES
1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS
REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar E.-U.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 lires ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zaïre	100 yens
66	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,25	173,58	192,87	83,15	—	—	—
67	49,69	10,10	{138,65 ¹ 119,68 ² }	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{7,17 ¹ 6,65 ² }	46,06	172,87	192,30	{82,89 ¹ 71,35 ² }	—	—	—
68	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—
69	50,13	{10,12 ³ 8,98 ⁴ }	119,85	13,84	11,63	{12,56 ⁵ 13,47 ⁶ }	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁷	—	—
70	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁸	—
71 ¹⁰	49,65	9,00	120,00	{13,80 ⁹ 13,99 ¹¹ }	{11,54 ⁹ 12,15 ¹¹ }	{13,66 ⁹ 14,21 ¹¹ }	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	{191,99 ⁹ 199,07 ¹¹ }	71,38	11,89	100,01	—
71 ¹²	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—
71 ¹³	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—
72	44,01	8,73	{114,62 ¹⁷ 105,88 ¹⁸ }	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—
73 ²¹	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
73 ¹⁹	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
73 ³²	38,05	8,76	93,72	{13,75 ³³ 14,48 ³⁴ }	12,37	{14,23 ³⁵ 15,17 ³⁶ }	6,53	8,87	{6,74 ³⁷ 7,11 ³¹ }	6,46	38,03	160,66	{194,99 ³⁸ 205,99 ³⁹ }	66,36	10,15	76,10	—
72 ^{2° tr.¹⁴}	44,00	8,76	{114,81 ¹⁵ 108,31 ¹⁶ }	13,72	11,45	13,85	7,56	9,25	6,70	6,31	44,55	163,44	190,78	68,23	10,65	87,99	—
3° trim.	43,88	8,77	107,30	13,69	11,62	13,80	7,55	9,28	6,72	6,33	44,64	163,84	191,08	69,15	10,62	87,76	—
4° trim.	44,12	8,74	104,35	13,65	11,65	13,78	7,56	9,30	6,69	6,41	44,65	164,35	190,36	69,51	10,61	88,24	—
73 ^{1er tr.²¹}	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
1er tr. ^{1°}	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
1er tr. ^{2°}	39,71	8,77	98,31	13,67	12,28	14,05	6,92	8,86	6,72	6,44	39,84	161,85	193,00	68,50	10,28	79,42	—
2° trim.	39,02	8,82	98,71	13,65	12,38	{14,27 ²³ 14,95 ²³ }	6,61	8,91	6,80	6,44	39,03	159,35	195,33	67,28	10,23 ²⁴	78,04	—
3° trim.	36,46	8,71	90,38	{13,87 ²⁷ 14,40 ²⁶ }	12,43	15,24	6,37	8,83	6,71	6,46	36,35	160,22	206,77	63,96	9,95	72,92	—
4° trim.	38,45	8,75	91,56	14,49	12,30	15,12	6,55	8,86	{6,70 ³⁰ 7,11 ³¹ }	6,49	38,48	159,23	205,18	67,57	10,25	76,91	—
74 ^{1er trim.}	41,26	{8,68 ⁴⁰ 8,29 ⁴² }	94,07	14,54	12,88	15,20	6,40	8,82	7,12	6,41	42,10	159,41	206,55	70,43	10,56	82,52	14,26
2° trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	15,26	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,69
73 ^{Août}	36,96	8,70	91,58	13,91	12,46	15,26	6,46	8,91	6,71	6,49	36,84	160,78	207,38	65,03	10,08	73,93	—
Sept.	36,94	8,67	89,37	{14,02 ²⁵ 14,40 ²⁶ }	12,26	15,24	6,54	8,79	6,67	6,47	36,66	159,24	206,08	65,13	9,97	73,88	—
Oct.	36,59	8,68	88,89	14,65	12,10	15,17	6,47	8,77	6,70	6,48	36,56	158,02	204,81	64,39	9,91	73,17	—
Nov.	38,72	8,77	92,47	14,40	12,23	14,97	6,54	8,91	{6,73 ²⁸ 7,05 ²⁹ }	6,48	38,80	159,74	203,80	67,80	10,35	77,44	—
Déc.	40,42	8,80	93,77	14,40	12,63	15,21	6,66	8,92	7,14	6,50	40,46	160,15	207,16	71,18	10,55	80,84	—
74 ^{Janv.}	42,82	{8,68 ⁴⁰ 8,31 ⁴¹ }	95,32	14,59	12,74	15,24	6,64	8,93	7,18	6,44	43,21	160,39	207,09	73,96	10,77	85,64	14,44
Févr.	41,00	8,28	93,33	14,51	12,92	15,12	6,27	8,77	7,11	6,38	41,98	158,97	205,74	69,58	10,46	82,00	14,11
Mars	39,95	8,29	93,51	14,52	12,97	15,25	6,28	8,75	7,08	6,41	41,12	158,85	206,79	67,72	10,44	79,90	14,22
Avril	38,87	8,01	92,96	14,56	12,87	15,41	6,12	8,85	7,08	6,42	40,21	157,99	207,96	66,57	10,39	77,75	14,04
Mai	37,66	7,75	90,88	14,51	12,94	15,32	5,96	8,82	7,07	6,41	39,15	156,14	210,28	65,71	10,23	75,32	13,58
Juin	37,95	7,74	90,69	14,33	12,69	15,04	5,84	8,69	6,99	6,36	39,28	153,64	209,64	66,35	10,37	75,90	13,45
Juill.	37,93	7,95	90,64	14,41	12,79	14,86	5,90	8,68	7,03	6,40	38,90	152,21	209,19	66,57	10,30	75,87	13,07
Août	38,70	8,10	90,80	14,49	12,98	14,79	5,91	8,76	7,06	6,41	39,51	152,71	208,95	67,70	10,33	77,41	12,83

Moyenne du 1er janvier au 17 novembre 1967.
Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.
Moyenne du 1er janvier au 8 août 1969.
Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.
Moyenne du 1er janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 24 octobre.
Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.
Moyenne du 1er septembre au 31 décembre 1969.
Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.
Moyenne du 1er janvier au 4 mai 1971.
Moyenne du 1er janvier au 18 août 1971.
Moyenne du 11 mai au 19 août 1971.
Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.
Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.
Les cotations ont été suspendues du 23 au 27 juin 1972.
Moyenne du 1er avril au 22 juin 1972.
Moyenne du 28 au 30 juin 1972.
Moyenne du 1er janvier au 22 juin 1972.
Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.
Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1er mars pour les moyennes trimestrielles.
Moyenne du 19 au 31 mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

21 Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.
22 Moyenne du 1er avril au 28 juin 1973.
23 Cours du 29 juin 1973.
24 Les cotations ont été suspendues du 2 au 16 mai et du 25 mai au 5 juin 1973.
25 Moyenne du 1er au 14 septembre 1973.
26 Moyenne du 17 au 30 septembre 1973.
27 Moyenne du 1er juillet au 14 septembre 1973.
28 Moyenne du 1er au 14 novembre 1973.
29 Moyenne du 16 au 30 novembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
30 Moyenne du 1er octobre au 14 novembre 1973.
31 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
32 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
33 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
34 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
35 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
36 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.
37 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.
38 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
39 Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.
40 Moyenne du 1er au 18 janvier 1974.
41 Moyenne du 22 au 31 janvier 1974.
42 Moyenne du 22 janvier au 31 mars 1974.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 août 1974

	100 francs belges		1 florin Pays-Bas *		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	14,2865	14,7220	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7925	6,9995	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du comptant 1)
1966	49,83	50,76	50,71	- 0,27	—
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84*
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁹	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1972 2 ^o trimestre	44,00	43,95	43,94	- 0,87	- 0,74
3 ^o trimestre	43,88	43,70	43,66	- 2,44	- 1,43
4 ^o trimestre	44,12	44,23	44,20	- 0,88	- 0,63
1973 1 ^{er} trimestre ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1 ^{er} trimestre ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1 ^{er} trimestre ⁸	39,71	38,91	38,84	- 6,61	- 2,98
2 ^o trimestre	39,02	38,83	38,84	- 3,45	- 2,33
3 ^o trimestre	36,46	36,83	36,82	- 3,92	- 3,36
4 ^o trimestre	38,45	38,66	38,44	- 2,49	- 1,96
1974 1 ^{er} trimestre	41,26	41,66	41,78	+ 3,41	+ 2,36
2 ^o trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
1973 Août	36,96	37,42	37,41	- 3,82	- 3,77
Septembre	36,94	37,14	37,15	- 5,07	- 3,31
Octobre	36,59	36,68	36,66	- 4,19	- 1,76
Novembre	38,72	38,82	38,74	- 0,90	- 0,51
Décembre	40,42	40,48	40,48	- 2,19	- 0,42
1974 Janvier	42,82	43,00	43,09	+ 0,72	+ 1,79
Février	41,00	41,46	41,62	+ 4,92	+ 3,37
Mars	39,95	40,45	40,57	+ 4,55	+ 1,95
Avril	38,87	40,29	40,50	+ 5,72	+ 1,19
Mai	37,66	39,37	39,51	+ 6,26	+ 0,74
Juin	37,95	39,62	39,72	+ 4,94	+ 0,54
Juillet	37,93	39,33	39,45	+ 2,02	+ 0,03
Août	38,70	39,82	39,82	+ 0,94	- 1,03

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 29 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 19 au 31 mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

9 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,5	31,5	- 31,0	- 34,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	30,7	- 30,1	- 33,4
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	36,3	- 36,1	- 38,2
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972 6 premiers mois	159,7	192,4	- 32,7	0,2	38,5	- 38,3	- 71,0
9 premiers mois	266,4	278,8	- 12,4	0,2	57,0	- 56,8	- 69,2
12 mois	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973 3 premiers mois	90,2	112,7	- 22,5	0,1	19,8	- 19,7	- 42,2
6 premiers mois	182,1	231,4	- 49,3	0,2	37,9	- 37,7	- 87,0
7 premiers mois	257,7	270,3	- 12,6	0,2	43,3	- 43,1	- 55,7
8 premiers mois	287,5	297,7	- 10,2	0,3	49,5	- 49,2	- 59,4
9 premiers mois	310,0	333,3	- 23,3	0,3	56,0	- 55,7	- 79,0
10 premiers mois	347,7	364,9	- 17,2	0,4	61,5	- 61,1	- 78,3
11 premiers mois	384,1	398,5	- 14,4	0,4	67,3	- 66,9	- 81,3
12 mois	409,7 ⁵	431,9 ⁵	- 22,2 ⁵	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4 ⁵
1974 1 ^{er} mois	42,5	51,9	- 9,4	0,1	5,9	- 5,8	- 15,2
2 premiers mois	68,9	94,7	- 25,8	0,1	13,4	- 13,3	- 39,1
3 premiers mois	103,4	140,8	- 37,4	0,2	21,2	- 21,0	- 58,4
4 premiers mois	140,1	191,9	- 51,8	0,2	27,0	- 26,8	- 78,6
5 premiers mois	178,4	233,1	- 54,7	0,2	32,2	- 32,0	- 86,7
6 premiers mois	210,1	271,7	- 61,6	0,3	38,5	- 38,2	- 99,8
7 premiers mois	300,8	314,7	- 13,9	0,3	45,3	- 45,0	- 58,9

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

⁴ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

⁵ En vertu de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, des recettes fiscales à concurrence de 9,2 milliards ont été débudgétisées au mois de décembre 1973 et affectées directement à la C.E.E. Les dépenses débudgétisées en contrepartie n'ont porté que sur 4,2 milliards, de sorte que le solde du budget ordinaire a été influencé négativement à concurrence de 5 milliards. Ces opérations n'ont toutefois pas affecté l'impasse globale, étant donné que la différence précitée de 5 milliards entre les recettes et les dépenses débudgétisées a entraîné en décembre 1973 une entrée correspondante au titre des fonds de tiers [voir colonne (2) du tableau XI-2].

XI - 2. — DECOUVERT DE CAISSE DU TRESOR ET EVOLUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et mouvement des encaisses (2)	Résultat de caisse (3) = (1) + (2)	Opérations spéciales de caisse 2	Total à financer 3 (5) = (3) + (4) ou - [(6) + (7)]	Financement		Amortissements et ajustements 6 (8)	Mouvement nominal de la dette publique (9) = - [(5) - (8)] ou (6) + (7) + (8) ou (10) à (17)	Evolution détaillée de la dette							
						Produit net d'emprunts consolidés 4 (6)	Mouvement de la dette flottante 5 (7)			Dettes consolidées		Dettes flottantes 7					en monnaies étrangères (17)
										en francs belges (10)	en monnaies étrangères (11)	en francs belges					
												Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B. (12)	Portefeuille des institutions financières (13)	Comptes de chèques postaux des particuliers (14)	Certificats détenus par le F.M.I. (15)	Divers (16)	
1973 1 ^{er} mois	-11,8	- 1,1	-12,9	-11,0	-23,9	+28,8	- 4,9	- 1,8	+22,1	+27,2	- 0,2	- 1,1	+ 4,5	+ 0,9	+ 0,2	- 8,4	- 1,0
2 premiers mois	-26,5	+ 1,2	-25,3	- 5,1	-30,4	+29,3	+ 1,1	- 5,8	+24,6	+24,4	- 0,7	- 1,1	+16,6	- 4,3	+ 0,2	- 8,7	- 1,8
3 premiers mois	-42,2	- 0,8	-43,0	...	-43,0	+26,3	+16,7	- 7,7	+35,3	+19,9	- 0,8	+ 2,3	+20,2	- 4,7	+ 0,2	...	- 1,8
4 premiers mois	-57,8	+ 1,7	-56,1	...	-56,1	+26,5	+29,6	-11,8	+44,3	+15,9	- 0,9	+ 2,9	+21,2	+ 6,4	+ 0,7	- 0,1	- 1,8
5 premiers mois	-71,8	+ 0,7	-71,1	...	-71,1	+60,2	+10,9	-14,6	+56,5	+46,9	- 1,0	- 1,1	+11,6	+ 1,6	+ 0,7	- 0,4	- 1,8
6 premiers mois	-87,0	+ 6,0	-81,0	...	-81,0	+56,5	+24,5	-17,5	+63,5	+40,6	- 1,2	+10,0	+15,3	...	+ 0,7	- 0,1	- 1,8
7 premiers mois	-55,7	+ 2,4	-53,3	- 5,1	-58,4	+56,2	+ 2,2	-20,0	+38,4	+38,1	- 1,3	- 1,1	+10,9	- 1,8	+ 0,9	- 5,5	- 1,8
8 premiers mois	-59,4	- 1,9	-61,3	...	-61,3	+56,3	+ 5,0	-22,0	+39,3	+36,5	- 1,4	+ 5,3	+ 6,3	- 6,4	+ 0,9	- 0,1	- 1,8
9 premiers mois	-79,0	+ 2,7	-76,3	...	-76,3	+93,0	-16,7	-24,3	+52,0	+71,3	- 1,5	- 1,1	...	- 7,5	+ 0,9	- 8,3	- 1,8
10 premiers mois	-78,3	+ 1,3	-77,0	- 4,5	-81,5	+91,4	- 9,9	-26,3	+55,2	+66,9	- 1,6	- 1,1	...	- 3,1	+ 1,4	- 5,5	- 1,8
11 premiers mois	-81,3	+ 0,9	-80,4	- 4,5	-84,9	+91,2	- 6,3	-28,7	+56,2	+64,6	- 1,5	- 1,1	+ 5,9	- 5,3	+ 1,5	- 6,1	- 1,8
12 mois	-96,4	+11,7 ⁹	-84,7	...	-84,7	+91,2	- 6,5	-31,5	+53,2	+62,1	- 1,6	- 0,6	- 6,1	- 2,6	+ 1,2	+ 2,6	- 1,8
1974 1 ^{er} mois	-15,2	- 8,2	-23,4	...	-23,4	...	+23,4	- 3,1	+20,3	- 4,1	- 0,3	+ 9,5	+ 4,2	+ 9,8	+ 1,2	...	...
2 premiers mois	-39,1	-11,2	-50,3	...	-50,3	+28,4	+21,9	- 5,0	+45,3	+22,4	- 0,4	+13,2	- 1,1	+ 9,8	+ 1,4	...	...
3 premiers mois	-58,4	- 3,3	-61,7	...	-61,7	+28,2	+33,5	- 6,7	+55,0	+20,0	- 0,5	+12,8	+22,3	- 1,6	+ 2,0	...	...
4 premiers mois	-78,6	- 4,1	-82,7	...	-82,7	+27,4	+55,3	-11,6	+71,1	+14,7	- 0,7	+13,4	+30,9	+10,7	+ 1,8	+ 0,3	...
5 premiers mois	-86,7	- 7,6	-94,3	...	-94,3	+27,7	+66,6	-14,9	+79,4	+12,1	- 0,8	+15,4	+48,1	+ 2,9	+ 1,4	+ 0,3	...
6 premiers mois	-99,8	+ 1,6	-98,2	...	-98,2	+62,4	+35,8	-16,2	+82,0	+45,6	- 1,0	+15,4	+17,2	+ 3,2	+ 1,6	...	...
7 premiers mois	-58,9	- 0,6	-59,5	- 0,1	-59,6	+60,7	- 1,1	-18,0	+41,6	+42,1	- 1,2	- 0,5	- 8,7	+ 4,0	+ 1,8	+ 4,1	...

1 Cf. colonne (7) et note 4 du tableau XI-1.

2 Placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et avoirs en compte-courant auprès de la B.N.B.

3 Ce total correspond au montant du déficit à couvrir par l'émission de dettes directes et d'emprunts du Fonds des Routes. Les émissions d'autres emprunts de la dette indirecte sont comprises dans les « Ajustements » figurant dans la colonne (8).

4 Après déduction des frais et primes d'émission et des amortissements extra-budgétaires.

5 Mouvements de la dette flottante donnant lieu à des entrées ou des sorties de fonds pour le Trésor.

6 Cette colonne comprend à côté des amortissements qui sont inclus dans les opérations budgétaires, une série d'ajustements statistiques indispensables pour pouvoir passer de la colonne (5) « Total à financer » aux variations nominales de la dette publique, et qui correspondent aux variations du montant de l'encours nominal de la dette qui ne se sont pas accompagnées d'entrées ou de sorties de fonds pour le Trésor; en

fait, il s'agit principalement de différence d'émission, d'amortissement et de change, des dépenses d'organismes paratatiques, autres que le Fonds des Routes, qui sont financées par l'émission d'emprunts de la dette indirecte et des variations du portefeuille de certificats de trésorerie détenu par le F.M.I. [cf. colonne (15) pour ce dernier].

7 Dette à moyen et à court terme.

8 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et les certificats de la tranche B repris du Fonds des Rentes par le Trésor. Pour le mois de décembre 1973, cette colonne comprend 2,8 milliards de certificats de Trésorerie spéciaux remis à la B.N.B. pour couvrir la diminution nette de son actif, qui résultait de la dévaluation du dollar des Etats-Unis du 12-2-1973 (accord du 31-12-1973).

9 Cf. tableau XI-1, note 5.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 5	Couverture 5					Recours aux marchés étrangers 7
						Recours au marché belge				Total (9) = (6) à (8)	
						Variations			Total		
						de l'encours des emprunts consolidés 6	des engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)		
1965	- 34,8	- 2,2	- 37,0	+ 14,9	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,6	
1966	- 33,4	+ 1,6	- 31,8	+ 14,7	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9	
1967	- 38,2	- 0,3	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5	
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7	
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1	
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4	
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7	
1972 6 prem. mois	- 71,0	+ 2,4	- 68,6	+ 10,1	- 58,5	+ 42,3	+ 3,8	+ 23,3	+ 69,4	- 10,9	
9 prem. mois	- 69,2	- 3,6	- 72,8	+ 14,3	- 58,5	+ 76,0	+ 4,9	- 8,4	+ 72,5	- 14,0	
12 mois	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9	
1973 3 prem. mois	- 42,2	- 1,4	- 43,6	+ 7,8	- 35,8	+ 19,8	- 0,2	+ 18,4	+ 38,0	- 2,2	
6 prem. mois	- 87,0	+ 5,0	- 82,0	+ 18,0	- 64,0	+ 40,6	- 1,3	+ 27,3	+ 66,6	- 2,6	
7 prem. mois	- 55,7	+ 1,1	- 54,6	+ 20,6	- 34,0	+ 38,2	- 1,3	- 0,4	+ 36,5	- 2,5	
8 prem. mois	- 59,4	- 3,1	- 62,5	+ 22,5	- 40,0	+ 36,5	- 1,3	+ 6,7	+ 41,9	- 1,9	
9 prem. mois	- 79,0	+ 0,3	- 78,7	+ 25,9	- 52,8	+ 71,3	- 1,4	+ 14,9	+ 55,0	- 2,2	
10 prem. mois	- 78,3	- 2,0	- 80,3	+ 29,3	- 51,0	+ 66,9	- 1,3	- 11,6	+ 54,0	- 3,0	
11 prem. mois	- 81,3	- 2,5	- 83,8	+ 31,6	- 52,2	+ 64,6	- 1,3	- 8,0	+ 55,3	- 3,1	
12 mois	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0	
1974 1 ^{er} mois	- 15,2	- 8,4	- 23,6	+ 4,5	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6	
2 prem. mois	- 39,1	- 11,6	- 50,7	+ 6,8	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8	
3 prem. mois	- 58,4	- 4,6	- 63,0	+ 10,0	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9	
4 prem. mois	- 78,6	- 4,3	- 82,9	+ 13,6	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2	
5 prem. mois	- 86,7	- 8,8	- 95,5	+ 17,4	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4	
6 prem. mois	- 99,8	- 0,6	- 100,4	+ 19,9	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4	
7 prem. mois	- 58,9	- 3,3	- 62,2	+ 22,2	- 40,0	+ 42,1	+ 3,9	- 4,3	+ 41,7	- 1,7	

1 Cf. colonne (7) et note 4 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et le mouvement des encaisses [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (3) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en

considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-3b.

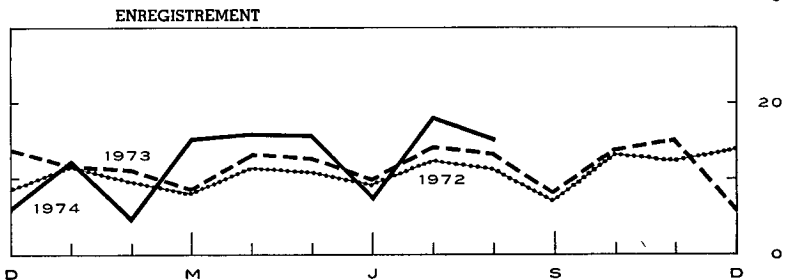
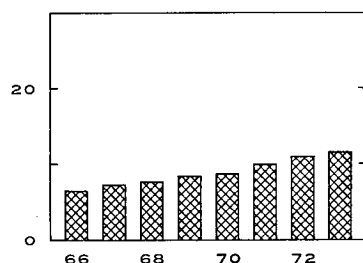
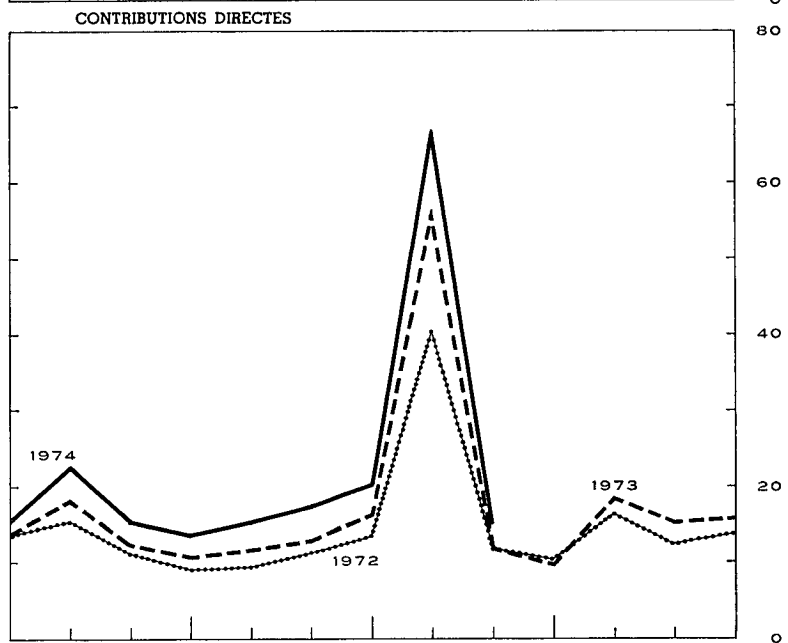
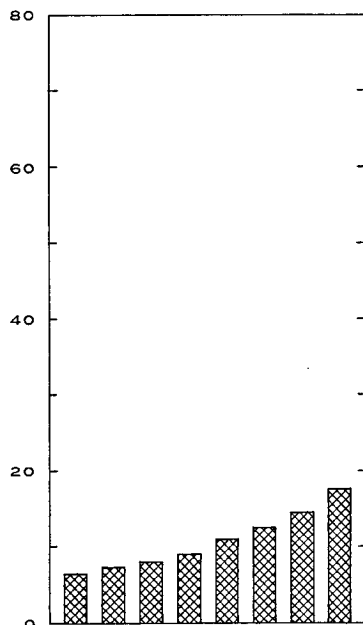
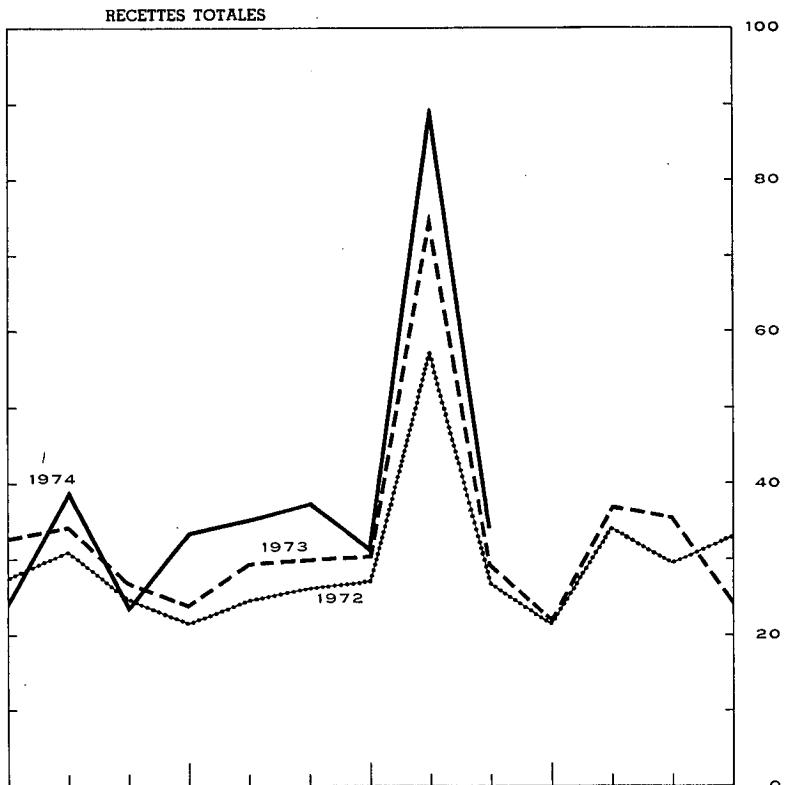
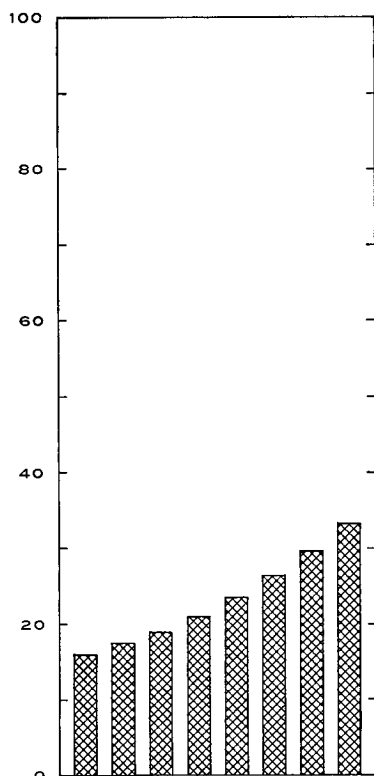
5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE BUDGETAIRE

(milliards de francs)



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année budgétaire) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Années budgétaires	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		dont : versements anticipés
	A	B	A	B	A	B	A	B	A
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7	16,8
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6	17,5
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0	19,8
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9	25,3
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2	27,5
1971	151,4	+ 8,6	46,5	- 1,6	118,8	- 0,2	316,7	+ 6,8	29,8
1972	175,1	+ 2,8	49,4	+ 1,6	132,1	+ 1,6	356,6	+ 6,0	37,4
1973	211,6	+ 8,6	47,2	- 2,0	140,7	- 2,9	399,5	+ 3,6	54,1
1972 2 ^e trimestre	34,2	- 0,8	11,7	- 0,2	31,7	- 1,2	77,6	- 2,2	2,7
3 ^e trimestre	62,9	+ 4,8	11,6	- 0,1	30,8	+ 0,6	105,3	+ 5,3	28,5
4 ^e trimestre	42,7	- 1,4	13,9	+ 1,4	39,8	+ 1,4	96,4	+ 1,4	3,3
1973 1 ^{er} trimestre	41,5	+ 0,2	11,6	- 0,5	32,0	+ 0,9	85,1	+ 0,6	3,6
2 ^e trimestre	41,2	+ 0,6	12,5	+ 0,3	36,5	+ 1,7	90,2	+ 2,6	3,2
3 ^e trimestre	78,7	+ 8,3	11,6	- 0,3	36,3	+ 1,7	126,6	+ 9,7	42,4
4 ^e trimestre	50,2	- 0,5	11,5	- 1,5	36,0	- 7,2	97,7	- 9,2	4,9
1974 1 ^{er} trimestre	52,4	+ 0,8	11,2	- 0,8	33,1	- 0,6	96,7	- 0,6	4,5
2 ^e trimestre	53,5	+ 2,6	10,7	- 1,4	39,9	+ 1,9	104,1	+ 3,1	3,3
1973 Août	12,0	- 1,0	3,8	...	13,4	+ 1,8	29,2	+ 0,8	0,2
Septembre	10,0	- 0,3	3,8	...	8,3	- 0,3	22,1	- 0,6	0,3
Octobre	18,6	+ 0,6	4,5	+ 0,2	14,0	- 0,2	37,1	+ 0,6	4,5
Novembre	15,6	+ 0,1	4,7	+ 0,6	15,5	+ 1,8	35,8	+ 2,5	0,1
Décembre	16,0	- 1,2	2,3	- 2,3	6,5	- 8,8	24,8	- 12,3	0,4
1974 Janvier	22,9	+ 0,2	3,4	- 0,5	12,6	- 0,8	38,9	- 1,1	4,3
Février	15,6	+ 0,2	3,6	- 0,1	4,9	+ 0,7	24,1	+ 0,8	0,1
Mars	13,9	+ 0,4	4,2	- 0,2	15,6	- 0,5	33,7	- 0,3	0,1
Avril	15,6	+ 0,9	3,5	- 0,6	16,1	+ 0,5	35,2	+ 0,8	1,3
Mai	17,5	+ 1,1	3,9	...	16,0	+ 1,5	37,4	+ 2,6	0,4
Juin	20,4	+ 0,6	3,3	- 0,8	7,8	- 0,1	31,5	- 0,3	1,6
Juillet	67,1	- 0,9	3,9	- 0,2	18,3	+ 0,2	89,3	- 0,9	47,3
Août	15,2	+ 1,5	3,6	- 0,5	15,5	+ 0,9	34,3	+ 1,9	0,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Année budgétaire 1973		Année budgétaire 1973 : août		Année budgétaire 1974 : août	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	211,6	203,0	12,0	13,0	15,2	13,7
précompte immobilier	1,2	1,3	0,1	0,1	0,2	0,1
précompte mobilier	18,4	20,6	0,9	1,2	1,2	1,2
versements anticipés	54,1	44,0	0,2	0,2	0,5	0,2
impôts de sociétés (rôles)	5,2	7,9	0,2	0,5	...	...
impôts des personnes physiques (rôles)	24,5	27,5	1,3	2,1	1,7	1,4
précompte professionnel	106,1	98,6	9,3	8,8	11,6	10,8
divers ²	2,1	3,1	...	0,1	...	...
II. Douanes et accises	47,2	49,3	3,8	3,8	3,6	4,1
dont : douanes	0,4	3,4	0,2	0,3	...	...
accises	44,8	45,7	3,4	3,5	3,4	4,1
taxes spéciales de consommat.	1,9	...	0,1	...	0,1	...
III. Enregistrement	140,7	143,6	13,4	11,6	15,5	14,6
dont : TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	121,7	127,3	12,0	10,4	14,1	13,3
enregistrement	11,9	9,0	0,7	0,6	0,9	0,8
successions	5,1	5,1	0,5	0,4	0,4	0,4
Total ...	399,5	395,9	29,2	28,4	34,3	32,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 3,6		+ 0,8		+ 1,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

« Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données - *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 » - XLIX^e année, vol. I, no 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (15) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises et particuliers	Parastatistiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	0,1	112,4	—	8,9	—	5,6	0,2	127,2	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	11,8	—	—	—	—	—	—	140,9	—	0,4	—	1,9	...	155,0
			Obligations	31,6	1,3	—	4,8	23,5	61,2
			Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	208,5	56,1	219,1	...	484,7
			Divers	3,9	3,6	0,1	35,6	—	—	2,0	20,8	1,9	...	67,9
			(Actions et parts)	(354,9)	(2,5)	(0,5)	...	(...)	...	(1,9)	(—)	(0,8)	(5,5)	(...)	(...)	(...)	(366,1)
			Total ...	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	0,2	896,0	
		Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	1,5	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	0,8	0,8	—	0,8	...	0,8	2,8	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		0,2	—	—	0,8	0,8	—	0,2	2,0	
	Obligations accessibles à tout placeur		23,4	0,2	0,1	2,3	9,3	0,9	7,1	7,1	1,9	52,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,1	...	0,2	...	0,7	6,1	...	4,2	5,7	3,1	3,2	...	23,4	
	Autres emprunts à plus d'un an	0,1	...	1,6	0,3	0,3	25,3	27,6	
			Total ...	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	5,5	132,9	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	5,8	...	—	4,3	...	2,1	55,9	0,1	9,8	78,0	
	Certificats à un an au plus .....		...	1,6	—	0,2	...	9,9	31,6	6,7	18,0	...	10,1	...	78,1
	Obligations accessibles à tout placeur		173,6	3,0	—	2,3	3,6	5,7	112,3	5,2	46,4	53,8	19,7	2,8	428,4		
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,3	—	...	...	6,3	63,7	...	5,1	1,5	2,6	...	79,6
	Divers .....		...	1,1	—	...	1,4	1,3	...	...	3,3	1,6	0,2	...	8,9
			Total ...	179,5	6,0	—	6,8	5,0	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	12,6	673,0	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements en comptes courants ou d'avances .		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16,0
Obligations accessibles à tout placeur		35,5	0,3	...	0,3	...	0,4	13,2	1,6	9,6	11,9	4,2	...	...	76,9
Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	...	...	...	...	...	2,6	...	17,9	1,4	1,9	0,2	...	24,0
Autres emprunts à plus d'un an .....		...	7,9	...	...	...	...	...	...	8,4	...	114,0	...	...	130,3
		Total ...	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	8,2	261,6		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,2		
Obligations accessibles à tout placeur .....		...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	0,2
Obligations non accessibles à tout placeur .....		—	...	...	...	...	...	0,4	...	0,5	24,3	0,2	...	...	25,5
Divers		30,9	...	0,7	...	0,1	...	0,4	...	1,0	1,0	0,7	10,1	...	44,8		
		Total ...	52,1	...	0,7	...	0,1	0,2	0,8	...	1,5	25,3	0,9	10,2	91,7		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	...	—	...	...	—	3,8	...	...	...	...	...	3,8
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		...	...	...	...	...	...	0,4	36,6	—	5,6	...	4,5	0,3	47,4
Engagements en comptes courants ou d'avances .		...	...	...	...	...	...	...	58,4	—	...	...	...	...	58,4
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations		9,0	...	...	...	...	...	...	312,8	—	1,1	4,8	0,2	0,2	312,8
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		—	—	8,9	—	—	—	—	24,8	0,9	—	—	—	—	41,0		
Divers		—	2,9	9,0	—	0,6	—	—	30,0	—	—	—	—	—	38,9		
(Actions et parts) .....	...	(0,3)	(0,5)	...	...	...	...	1,5	—	0,2	0,6	0,2	...	15,0	
		Total ...	(3,8)	(0,1)	(1,3)	(—)	(3,8)	(—)	(0,1)	(1,3)	(—)	(...)	(...)	(6,0)			

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	11,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,5
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	326,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,7
	Dépôts en devises des résidents	9,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,2
	Dépôts sur livrets des résidents	98,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	101,6
	Dépôts à terme des résidents	97,5	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8	—	—	—	55,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	29,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,5	—	—	41,0
	Divers	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41,4
	(Actions et parts)	(19,5)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,4)	(0,5)	—	—	(22,1)
	Total ...	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	41,0	1.142,7	
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3	—	0,8	0,1	2,9
		Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1	—	—	—	9,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
Total ...		—	...	2,8	...	...	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	0,2	15,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	10,0	—	—	1,0	3,2	—	—	—	—	2,8	1,8	—	18,9	
	Dépôts sur livrets	286,7	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	287,2	
	Dépôts à terme	3,7	1,4	0,1	1,4	3,9	2,9	—	—	0,1	5,7	0,3	0,2	19,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	59,0	—	—	—	—	—	—	—	0,4	2,2	—	—	61,7	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
	Divers	4,9	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	8,2	13,4	
	(Actions et parts)	(3,3)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,1)	—	—	(4,2)	
Total ...	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	8,5	401,8		
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	42,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,3	
	Réserves mathématiques	238,6	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	260,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	21,0	—	0,8	—	—	0,2	0,2	—	—	—	—	1,2	23,4	
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)	
Total ...	301,9	...	0,8	...	0,2	21,9	...	...	...	...	...	1,2	326,0	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	6,0	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	6,3	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,1	0,3	—	1,1	—	0,2	—	1,7	
	Dépôts sur livrets	16,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,6	
	Dépôts à terme	5,9	2,2	—	6,4	4,4	1,0	2,4	—	—	1,2	—	0,7	24,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,6	—	3,7	—	0,3	—	4,7	
	Obligations accessibles à tout placeur	185,2	0,3	—	0,2	4,4	—	32,7	0,4	22,1	27,8	4,5	—	277,6	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	2,1	12,4	6,0	—	12,4	23,8	1,3	4,8	62,8	
	Divers	8,1	—	17,4	—	—	—	—	—	0,1	—	0,4	13,2	39,2	
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)	
Total ...	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	18,7	433,0		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	5,8	—	—	2,4	—	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	—	67,5	
	Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	106,7	4.958,7	
(13) = (1) à (12)															

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE GREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements		
		Entreprises et particulières	Parasétatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	0,3	131,4	—	8,3	—	4,9	3,0	148,2
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	12,4	—	—	—	—	173,6	—	0,3	—	2,4	—	188,7
			Obligations ...	32,9	—	—	—	—	5,5	—	12,2	—	24,5	—	75,1
			Autres emprunts à plus d'un an ...	—	0,2	—	—	0,8	—	—	232,3	—	59,5	—	524,2
			Divers ...	—	5,1	5,9	—	40,7	—	—	—	2,2	23,7	—	78,7
	(Actions et parts) ...	(385,4)	(3,1)	(0,5)	—	(...)	—	—	—	—	—	—	—	(398,6)	
		Total ...	45,3	5,5	5,9	—	41,6	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	3,0	1.014,9
		Parasétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		—	—	—	—	—	0,1	1,3	—	0,4	—	0,6	—	2,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		0,5	—	—	—	—	0,4	0,4	—	—	—	—	—	1,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...		22,2	2,2	—	—	0,1	2,2	12,4	1,7	9,8	7,4	2,3	—	60,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,1	—	0,2	—	0,7	6,3	—	6,9	6,3	3,4	3,1	26,9
	Autres emprunts à plus d'un an ...	—	—	—	0,1	—	1,4	0,1	—	—	0,3	29,1	—	31,0	
	Divers ...	12,7	0,1	6,8	0,7	—	4,4	0,1	—	—	—	—	2,9	27,7	
	(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(19,9)	(13,9)	(...)	—	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(37,4)	
	Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	5,9	149,5	
	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	8,9	—	—	2,3	—	2,3	64,4	—	—	0,1	15,5	93,4	
Certificats à un an au plus ...		—	1,0	—	0,2	—	8,5	20,1	8,3	14,7	—	6,6	59,4		
Obligations accessibles à tout placeur ...		180,9	3,6	—	2,5	3,8	4,3	146,8	8,9	61,3	61,4	26,6	2,8	502,8	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	—	—	—	4,3	66,5	—	6,6	1,4	3,0	—	82,1	
Divers ...	—	1,2	—	—	1,0	1,3	—	—	—	—	—	—	10,7		
	Total ...	189,8	6,0	—	5,0	4,8	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	18,3	748,3	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	23,2	—	—	—	—	—	23,2	
Obligations accessibles à tout placeur ...		48,7	0,2	—	0,1	—	0,4	16,9	3,7	13,4	13,7	4,7	—	101,7	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	—	3,0	—	16,6	0,9	2,5	0,3	23,2	
Autres emprunts à plus d'un an ...		—	7,6	—	—	—	—	—	—	11,2	—	125,9	—	144,7	
Divers ...	2,9	1,0	4,3	—	—	—	0,2	—	—	—	0,4	6,5	15,3		
	Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	—	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	6,8	308,1	
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	24,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,1	
Obligations accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	0,1	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	—	—	—	—	—	1,2	—	0,4	27,8	0,6	—	30,0	
Divers ...		34,0	—	2,3	—	—	—	0,4	—	1,0	2,6	0,4	9,5	50,2	
	Total ...	58,1	—	2,3	—	—	0,1	1,6	—	1,4	30,4	1,0	9,5	104,3	
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	6,3	—	—	—	—	—	6,3	
Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		—	—	—	—	—	0,7	44,0	—	3,1	—	5,8	0,4	54,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		—	—	—	—	—	—	61,0	—	—	—	—	—	61,0	
Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Obligations ...		2,0	—	—	—	—	—	390,6	—	—	—	—	—	390,6	
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...		—	—	14,0	—	—	—	31,6	—	1,1	4,8	—	—	39,5	
Divers ...		—	2,9	9,0	—	0,7	—	25,9	—	—	—	—	—	39,9	
(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	—	—	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	18,2	
	Total ...	—	—	—	—	(—)	(4,3)	(—)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	(6,6)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme	119,2	1,0	0,1	33,1	1,1	14,5	3,8	2,5	...	...	...	...	20,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	400,9	—	—	—	—	—	—	400,9
	Dépôts en devises des résidents	9,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2
	Dépôts sur livrets des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133,9
	Dépôts à terme des résidents	105,2	—	—	...	—	—	—	—	3,2	...	2,3	...	110,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	70,1	...	—	—	...	...	70,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	—	...	—	—	—	...	—	0,1	0,2	...	...	35,7
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	7,7	...	2,8	...	1,3	45,3	57,6
	(Actions et parts)	(20,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,6)	—	(0,4)	(0,5)	—	—	(23,2)
	Total ...	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	45,3	1.369,3
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	2,4	3,5	—	2,2	...	0,8	0,1	9,0
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	5,1	—	5,3	—	0,5	—	10,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,5	—	...	...	...	...	2,5
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	2,9
Total ...	—	...	2,8	...	...	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	0,2	25,3	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	12,6	...	...	1,7	2,5	...	...	—	...	2,7	0,5	0,1	20,2
	Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	...	...	—	—	...	...	...	...	336,8
	Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,4	4,8	...	—	...	7,8	0,1	0,2	26,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	...	...	...	—	—	0,6	—	0,1	0,8	...	...	70,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,2	—	—	—	—	—	—	—	...	—	—	—	1,2
	Divers	6,1	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	10,6	17,0
	(Actions et parts)	(3,4)	—	—	—	—	—	—	—	(1,0)	(0,4)	—	—	(4,8)
Total ...	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	10,9	472,5	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	50,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50,6
	Réserves mathématiques	255,0	—	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	—	278,7
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,7	...	0,8	...	0,2	0,3	...	...	...	...	...	1,4	24,3
(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)	
Total ...	327,2	...	0,8	...	0,2	24,0	...	...	...	...	...	1,4	353,6	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	7,6	...	...	0,2	...	0,1	—	...	...	...	...	...	7,9
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,6	...	0,3	...	0,3	...	...	1,1
	Dépôts sur livrets	22,4	...	—	...	...	...	—	—	...	...	...	...	22,4
	Dépôts à terme	7,2	1,7	...	5,1	5,9	0,7	2,5	—	...	0,7	0,5	1,0	25,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	0,5	—	4,0	...	0,2	...	4,6
	Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	...	0,1	5,0	...	33,2	0,9	25,3	25,9	5,1	...	300,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	2,1	10,4	5,2	...	17,9	22,9	3,3	4,7	66,6
	Divers	8,9	...	17,7	...	...	...	...	—	0,1	...	0,2	15,0	41,9
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)	
Total ...	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	20,7	470,3	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	5,8	...	...	3,0	—	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	—	76,8
	Total des créances	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	122,4	5.702,5

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1972
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéter- minés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para- étatiques d'exploit- ation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Orga- nismes moné- taires (7)	Fonds de Rent- es (8)	Caisse- s d'épar- gne, société- s hypo- thé- caires et de ca- pi- talisation (9)	Organismes d'assur- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)		
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	+ 0,6	+ 0,1	—	.....	.....	+ 0,2	+19,1	—	- 0,6	.....	- 0,6	+ 2,8	+ 21,0
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 1,4	.....	.....	.....	.....	.....	+32,7	—	- 0,1	.....	+ 0,5	.....	+ 33,6
	Obligations .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 4,2	—	+ 7,4	+ 1,0	.....	.....	+ 13,9
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+23,9	+ 3,4	+12,2	.....	+ 39,5
	Divers .....	.....	+ 1,2	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+23,4 ¹	.....	.....	+ 0,2	+ 2,8	- 0,7	.....	+ 34,3
(Actions et parts)	(+13,0)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(...)	(+ 4,1) ²	(+ 0,3)	(-)	(...)	(+ 1,1)	(...)	(...)	(...)	(+ 19,2)
	Total ...	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+23,6	+55,9	—	+30,7	+ 7,2	+11,3	+ 2,8	+142,3
Parat- étatiques d'exploit- ation (2)	Argent à très court terme .....	—	.....	—	.....	.....	+ 0,1	- 0,3	—	- 0,1	.....	- 0,2	.....	- 0,5
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,4	- 0,4	—	- 0,2	.....	.....	.....	- 0,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	- 0,1	+ 3,1	+ 0,8	+ 2,7	+ 0,3	+ 0,4	.....	+ 7,9
	Obligations accessibles à tout placeur	- 1,2	+ 2,0	.....	.....	.....	- 0,1	+ 0,2	.....	+ 1,0	- 0,1	+ 0,3	- 0,1	+ 1,1
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	- 0,3	+ 0,2	—	- 0,3	.....	+ 3,9	.....	+ 3,4
Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Divers	+ 0,9	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	.....	+ 1,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5	+ 3,0
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 1,1)	(+ 2,9)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(...)	(+ 4,1)
	Total ...	- 0,1	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1	.....	+ 0,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 4,3	+ 0,4	+ 14,2
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 3,0	.....	—	- 1,9	.....	+ 0,2	+ 8,5	.....	.....	.....	- 0,1	+ 5,7	+ 15,5
	Certificats à un an au plus .....	.....	- 0,6	.....	.....	.....	- 5,3	-11,6	+ 1,6	- 3,3	.....	- 3,5	.....	- 22,6
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,2	+ 0,6	—	+ 0,2	+ 0,2	- 1,4	+34,5	+ 3,7	+14,9	+ 7,6	+ 6,9	.....	+ 74,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	- 0,1	.....	.....	.....	- 2,0	+ 2,8	.....	+ 1,5	- 0,1	+ 0,4	.....	+ 2,4
	Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,8	.....	+ 1,7
	Total ...	+10,3	.....	—	- 1,8	- 0,2	- 8,5	+34,2	+ 5,2	+13,8	+ 8,2	+ 4,5	+ 5,7	+ 71,4
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,2
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 5,0	.....	.....	- 0,1	.....	.....	+ 3,4	+ 1,5	+ 3,5	+ 1,2	+ 0,2	.....	+ 14,7
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,6
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,8	.....	+11,9	.....	+ 14,4
Divers	+ 0,2	.....	+ 2,2	.....	- 0,1	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,9	
	Total ...	+ 5,2	- 0,3	+ 2,2	- 0,1	- 0,1	.....	+11,1	+ 1,5	+ 6,8	+ 1,3	+12,7	- 1,4	+ 38,9
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8
	Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	.....	- 0,1	+ 3,4	+ 0,3	.....	+ 4,5
	Divers	+ 3,2	.....	+ 1,6	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 1,7	- 0,3	- 0,7	+ 5,4
		Total ...	+ 6,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,1	+ 0,8	- 0,1	+ 5,1	+ 0,1	- 0,7	+ 12,6
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,5
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	+ 7,4	.....	- 2,5	.....	.....	+ 0,1	+ 6,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,6	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,6
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+74,4	.....	.....	.....	.....	+ 74,4
	Obligations	+ 1,2	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 7,1	- 0,2	+ 0,2	+ 0,6	.....	- 0,2	+ 8,6
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	.....	.....	+ 1,2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Divers	+ 9,5 ³	+ 0,1	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	+ 2,8	.....	+ 0,2	.....	.....	.....	+ 2,8
(Actions et parts)	(+36,0) ⁴	(...)	(...)	.....	.....	.....	(-)	(+ 0,5)	(-)	(...)	(...)	(-)	(...)	(+ 36,5)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers														
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 5,5	-1,3	+ 2,5	- 0,3	...	- 0,1	...	+ 6,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+74,6	—	—	—	—	—	—	+ 74,6	
	Dépôts en devises des résidents	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,5	
	Dépôts sur livrets des résidents	+35,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 35,7	
	Dépôts à terme des résidents	+ 7,8	—	—	...	...	—	—	—	—	+ 0,5	...	+ 1,0	+ 9,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	—	+14,5	+ 14,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 5,5	—	—	—	—	—	+ 0,1	- 0,3	—	—	+ 5,4
	Divers	—	—	—	—	—	+ 2,8	...	+ 1,3	+ 0,9	+ 12,7
	(Actions et parts)	(+ 1,0)	—	(...)	—	—	—	(+0,1)	—	—	(...)	(...)	—	—	(+ 1,1)
	Total ...	+106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+80,1	+20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,9	+223,2	
	Fonds des Rentas (8)	Argent à très court terme	—	...	—	+ 1,7	+3,5	—	+ 0,9	+ 6,1
		Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	+0,6	—	+ 0,3	—	+ 0,5	—	+ 1,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+2,5	—	—	—	—	—	+ 2,5
		Divers	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
		Total ...	—	+ 1,7	+6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	...	+ 10,1
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,6	...	...	+ 0,7	- 0,7	...	...	—	...	- 0,1	- 1,2	+ 0,1	+ 1,4
	Dépôts sur livrets	+49,6	+ 0,2	—	- 0,1	...	...	—	—	...	...	...	...	+ 49,6
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,6	+ 1,9	...	—	- 0,1	+ 2,2	- 0,2	- 0,1	+ 6,7	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+10,4	...	...	...	...	...	+0,6	—	- 0,3	- 1,5	...	...	+ 9,3
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	
	Divers	+ 1,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,4	+ 3,6
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	—	—	—	—	—	—	—	(+ 0,1)	(+ 0,3)	—	—	(+ 0,5)	
Total	+64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,9	+0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	+ 2,4	+ 70,6		
Organ. d'assurance vie et accéd. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,3	
	Réserves mathématiques	+16,3	—	—	—	—	+ 2,0 ⁵	—	—	—	—	—	—	+ 18,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	+ 0,7	...	+ 0,1	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,9
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	—	(...)	
Total ...	+25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,6	...	...	+ 0,1	...	—	-0,1	—	...	...	...	...	+ 1,6
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	- 0,1	+0,3	...	- 0,8	...	+ 0,1	...	- 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 5,8	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 5,8
	Dépôts à terme	+ 1,3	- 0,5	...	- 1,3	+ 1,5	- 0,3	...	—	...	- 0,5	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	...	—	...	...	...	-0,1	—	+ 0,3	...	- 0,1	...	...
	Obligations accessibles à tout placeur	+19,6	...	...	- 0,1	+ 0,6	...	+0,5	+ 0,5	+ 3,2	- 1,9	+ 0,6	...	+ 22,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	- 2,0	-0,7	...	+ 5,5	- 0,9	+ 2,0	- 0,1	+ 3,8
	Divers	+ 0,8	...	+ 0,3	...	...	...	...	—	...	...	- 0,1	+ 1,8	+ 2,8
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,3)		
Total ...	+29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	- 2,4	-0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 2,0	+ 37,3		
Secteurs indéterminés et ajournements (12)	.....	—	...	...	...	+ 0,6	...	-2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	—	+ 9,2
	Total des créances	+259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+99,0	+223,0	+10,5	+72,7	+24,0	+38,6	+12,3	+762,0	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

4 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

5 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, société hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	87,7	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	808,1	0,2	896,0
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	43,5	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	75,2	5,5	132,9
3. Etat (Trésor)	179,5	6,0	—	6,8	5,0	197,3	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	437,9	12,6	673,0
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	49,9	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	203,1	8,2	261,6
5. Sécurité sociale	52,1	...	0,7	...	0,1	52,9	0,2	0,8	...	1,5	25,3	0,9	28,5	10,2	91,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	348,6	19,8	13,1	8,1	41,7	431,3	34,4	568,6	14,4	347,1	209,0	413,7	1.552,8	36,7	2.055,2
7. Etranger	9,0	2,9	17,9	...	0,6	30,4	0,4	467,9	0,9	6,9	5,4	4,9	486,0	0,5	517,2
8. Organismes monétaires	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	693,0	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	73,3	41,0	1.142,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	11,6	0,2	15,3
10. Caisse d'épargne, société hypo- thécaires et de capitalisation	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	376,8	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	13,6	8,5	401,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	301,9	...	0,8	...	0,2	302,9	21,9	...	...	...	...	...	...	1,2	326,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	259,4	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	141,4	18,7	433,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.541,9	7,0	22,1	44,4	19,5	1.634,9	374,3	107,3	0,4	54,8	65,7	11,7	239,9	69,6	2.318,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	2,4	8,2	.....	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	59,4	—	67,5
15. Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	2.104,6	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	2.337,9	106,7	4.958,7
16. Solde des créances et des dettes .	+1.003,4	— 97,5	— 619,9	— 209,1	— 27,5	+ 49,4	— 107,9	+ 33,6	+ 1,4	+ 20,3	— 39,5	+ 3,4	+ 19,1	+ 39,2	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	45,3	5,5	5,9	...	41,6	98,3	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	913,2	3,0	1014,9
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	45,7	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	88,8	5,9	149,5
3. Etat (Trésor)	189,8	6,0	—	5,0	4,8	205,6	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	503,9	18,3	748,3
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	...	64,8	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	236,0	6,8	308,1
5. Sécurité sociale	58,1	...	2,3	...	...	60,4	0,1	1,6	...	1,4	30,4	1,0	34,4	9,5	104,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	380,2	22,7	19,3	6,1	46,5	474,8	30,5	673,6	22,6	401,6	231,7	446,8	1.776,3	43,5	2.325,1
7. Etranger	2,0	2,9	23,1	...	0,7	28,7	0,7	563,8	...	4,6	5,4	6,0	579,8	0,4	609,6
8. Organismes monétaires	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	804,6	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	104,1	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	19,9	0,2	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	443,7	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	13,0	10,9	472,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	327,2	...	0,8	...	0,2	328,2	24,0	...	...	...	...	...	...	1,4	353,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	289,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	149,5	20,7	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.767,1	8,0	22,3	48,4	22,5	1.868,3	457,6	135,5	3,4	68,0	63,5	16,1	286,5	78,5	2.691,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	3,0	8,8	.....	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	68,0	—	76,8
15. Total des créances	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	2.380,8	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	2.710,5	122,4	5.702,5
16. Solde des créances et des dettes .	+1.134,5	- 110,1	- 683,6	- 253,5	- 31,6	+ 55,7	- 120,8	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 43,0	+ 4,7	+ 19,5	+ 45,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+ 10,7	+ 23,6	+ 55,9	—	+ 30,7	+ 7,2	+ 11,3	+ 105,1	+ 2,8	+ 142,3
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,1	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,1	+ 0,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 4,3	+ 11,2	+ 0,4	+ 14,2
3. Etat (Trésor)	+ 10,3	...	—	- 1,8	- 0,2	+ 8,3	- 8,5	+ 34,2	+ 5,2	+ 13,8	+ 8,2	+ 4,5	+ 65,9	+ 5,7	+ 71,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 5,2	- 0,3	+ 2,2	- 0,1	- 0,1	+ 6,9	...	+ 11,1	+ 1,5	+ 6,8	+ 1,3	+ 12,7	+ 33,4	- 1,4	+ 38,9
5. Sécurité sociale	+ 6,1	...	+ 1,6	...	- 0,1	+ 7,6	- 0,1	+ 0,8	...	- 0,1	+ 5,1	+ 0,1	+ 5,9	- 0,7	+ 12,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 23,5	+ 3,0	+ 6,2	- 1,9	+ 4,8	+ 35,6	+ 15,4	+ 104,8	+ 7,5	+ 54,3	+ 22,0	+ 32,9	+ 221,5	+ 6,8	+ 279,4
7. Etranger	+ 10,7	...	+ 1,2	...	...	+ 11,9	+ 0,3	+ 92,8	- 0,2	- 2,1	+ 0,6	+ 1,3	+ 92,4	- 0,1	+ 104,6
8. Organismes monétaires	+ 106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 111,6	+ 80,1	+ 20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 30,6	+ 0,9	+ 223,2
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,7	+ 6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	+ 8,4	...	+ 10,1
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 66,9	+ 1,9	+ 0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 70,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 25,3	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	+ 29,7	- 2,4	- 0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 8,1	+ 2,0	+ 37,3
13. Total des intermédiaires financiers	+ 225,4	+ 1,0	+ 0,2	+ 4,0	+ 2,9	+ 233,5	+ 83,3	+ 28,0	+ 3,0	+ 13,2	- 2,2	+ 4,5	+ 46,5	+ 5,5	+ 368,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	...	...	...	+ 0,6	+ 0,6	...	- 2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	+ 8,6	—	+ 9,2
15. Total des créances	+ 259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+ 281,8	+ 99,0	+ 223,0	+ 10,5	+ 72,7	+ 24,0	+ 38,6	+ 368,8	+ 12,3	+ 762,0
16. Solde des créances et des dettes .	+ 117,2	- 10,2	- 63,7	- 36,7	- 4,2	+ 2,4	- 5,6	- 0,2	+ 0,4	+ 2,1	- 3,6	+ 1,3	...	+ 3,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-3, août-

septembre 1962 et XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts (13)	Divers ⁴ (14)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat ² (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics ³ (8)	Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres inter- médiaires (12)		
		Dépôts en francs belges ¹ (2)	Dépôts en devises (3)											
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
(Nouvelle série) ⁵	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8
1972 Mars	472,8	212,0	8,8	...	693,6	136,8	271,9	31,7	261,0	270,2	6,8	38,9	- 31,9	- 21,6
Juin	516,9	217,3	9,1	...	743,3	146,4	300,7	35,4	271,7	283,3	6,1	40,5	- 33,2	- 24,3
Septembre	503,1	230,8	8,4	...	742,3	146,8	295,8	38,1	276,1	291,8	2,4	39,7	- 34,6	- 22,0
Décembre	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	44,3	307,4	320,6	8,5	34,4	- 35,8	- 23,3
1973 Mars	544,3	255,5	10,0	...	809,8	146,1	319,6	43,5	316,2	327,3	13,1	31,3	- 36,6	- 23,4
Juin	582,2	268,7	10,6	...	861,5	149,6	345,3	52,6	333,9	343,0	12,9	32,4	- 38,1	- 27,1
Septembre	559,2	285,4	11,6	...	856,2	150,5	326,1	55,4	350,0	358,6	5,9	31,4	- 40,1	- 23,0
Décembre	577,0	298,4	11,9	...	887,3	156,0	330,4	60,1	367,4	374,2	9,6	26,5	- 41,8	- 20,9
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	p 135,5	p 371,4	p 58,1	378,5	387,6	10,7	p 30,4	- 43,6	p - 13,3
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	p 131,9	p 373,2	p 62,9	378,9	390,3	22,6	p 37,4	- 45,5	p - 9,6

¹ Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

³ Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

⁴ Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	77,5	75,9	75,4	73,8	73,8	73,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,7	26,0	25,9	25,7	25,3	25,1	24,0	22,2	22,5
— Prêts ¹	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	10,2	20,3	23,9	25,5	26,1	26,1	29,4	29,4	30,5	30,9	26,7
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	6,7	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	4,6	11,5	16,5	5,2	10,9	11,0	16,9	15,2	17,4
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,1	60,5	52,4	82,7	87,3	80,8	75,9	67,8	65,2
b) en francs belges	1,5	1,5	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	123,7	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	183,8	199,4	196,3	213,5	226,7	232,7	222,6	207,9	204,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...	0,9	...	...	...	2,1	3,0	1,9
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	9,0	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	13,0	...	1,1	3,4	11,1	...	0,5	13,4	16,0
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,0	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	2,7	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	2,2	3,3	6,3	2,2	3,8	4,6	7,9	7,6	5,9
b) effets commerciaux	2,9	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	3,2	4,6	10,6	5,5	6,3	8,1	15,2	9,3	6,6
c) avances .....	...	...	...	0,1	...	0,2	0,3	...	0,1	0,2	...	...	...	0,3	...	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	2,5	...	2,5	...	...	...	...
5. Sur les para-étatiques de crédit :																
a) à un an au plus .....	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,2	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	45,6	34,3	28,3	43,0	47,7	44,4	37,8	34,7	44,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	286,1	280,0	284,4	306,2	336,5	328,3	331,0	321,0	325,1

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) - XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968.

⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-6-72	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,9	3,4	...	2,8	...
4. Autres :																
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,9	2,1	1,7	1,1	1,8	2,1	2,3	1,8	1,8
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	0,7	0,7	0,9	0,7	0,3
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,2	2,4	2,0	2,0	6,7	6,5	3,5	5,4	2,2
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,5	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	6,3	5,3	5,8	5,4	6,3	5,7	7,0	6,4	6,7
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1	17,9	21,3	22,2	18,6
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	0,1	0,1	1,1	0,3	0,1	...	0,6	0,1	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	166,8	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	214,5	210,2	216,8	214,0	230,9	224,6	231,5	226,4	243,9
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ .	0,4	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1	5,2	6,6	6,8	8,8	8,9	5,2
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,2	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	1,6	2,0	2,1	3,0	3,3	1,9
e) envers les compagnies d'assurances :													0,4	0,5	0,5	0,5
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,7	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	62,4	51,6	46,4	60,4	66,3	63,7	54,3	47,2	45,5
TOTAL DU PASSIF ...	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	286,1	280,0	284,4	306,2	336,5	328,3	331,0	321,0	325,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-73	30-9-73	31-10-73	30-11-73	31-12-73	31-1-74	28-2-74	31-3-74	30-4-74	31-5-74	30-6-74	31-7-74	31-8-74
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	73,8	73,8	73,8	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	25,1	25,1	24,5	24,5	24,0	22,8	22,9	22,2	22,4	22,6	22,5	22,3	24,6
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	29,4	29,4	29,4	30,8	30,5	30,9	30,9	30,9	29,1	26,7	26,7	26,9	27,1
3. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	14,5	11,0	16,5	19,5	16,9	16,1	15,4	15,2	15,1	16,5	17,4	14,7	13,5
5. Créances sur l'U.E.P. ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	12,6	2,8	1,3	3,5	...	...	...	...	...	0,4	1,8	6,3
7. Autres :													
a) en monnaies étrangères	82,1	80,8	84,3	82,3	75,9	66,7	66,5	67,8	67,2	63,9	65,2	74,9	74,9
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	224,9	232,7	231,3	232,2	222,6	208,3	207,5	207,9	205,6	201,5	204,0	212,4	218,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	...
c) sur les banques de dépôts	0,1	...	0,3	2,3	2,1	2,9	0,8	3,0	1,3	0,2	1,9	0,4	1,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ³ :													
a) à un an au plus	6,3	...	...	...	0,5	10,1	13,9	13,4	14,0	16,1	16,0	0,2	1,3
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	3,6	4,6	5,4	6,2	7,9	5,6	6,1	7,6	6,0	6,2	5,9	5,6	5,3
b) effets commerciaux	6,5	8,1	8,7	8,6	15,2	9,4	8,6	9,3	7,5	7,6	6,6	10,1	10,9
c) avances .....	...	...	...	0,1	0,3	0,4	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	1,3	...	1,5	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à un an au plus .....	...	...	0,5	0,1	...	0,2	0,3	...	...	...	1,7	0,2	...
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	45,7	44,4	40,8	39,4	37,8	35,3	34,2	34,7	38,7	46,0	44,0	39,7	30,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	326,9	328,3	327,0	327,4	331,0	317,2	316,5	321,0	318,2	322,6	325,1	313,7	312,5

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968). Convention du 1-2-1968).² Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique, inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968].⁴ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-73	30-9-73	31-10-73	30-11-73	31-12-73	31-1-74	28-2-74	31-3-74	30-4-74	31-5-74	30-6-74	31-7-74	31-8-74
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	3,4	3,4	2,0	...	...	...	...	2,8	4,2	3,0	...	...	...
4. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	1,6	2,1	1,9	2,0	2,3	2,6	2,4	1,8	1,9	1,6	1,8	2,3	3,1
c) réserve monétaire - G.D. de Luxembourg	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,3	0,3	0,3
Total des engagements envers l'étranger	6,0	6,5	4,9	3,1	3,5	3,8	3,2	5,4	6,9	5,4	2,2	2,7	3,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	5,5	5,7	5,9	5,5	7,0	6,3	6,5	6,4	6,8	6,7	6,7	p 6,7	p 6,7
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	15,5	17,9	18,5	19,4	21,3	25,0	22,7	22,2	19,2	18,7	18,6	12,4	14,2
— comptes spéciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	...	...	...	0,6	...	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	p ...	p ...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	225,7	224,6	222,1	223,4	231,5	222,6	223,9	226,4	231,2	238,1	243,9	p 237,7	p 239,7
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,3	0,3	0,5	0,3	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	6,8	6,8	7,7	8,2	8,8	8,9	8,8	8,9	5,0	5,1	5,2	3,8	3,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	0,2	4,4	4,5	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	2,1	2,1	2,5	2,7	3,0	3,1	3,2	3,3	1,9	1,9	1,9	1,5	1,5
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3
D. Autres	64,3	63,7	60,2	59,7	54,3	46,6	47,1	47,2	46,2	45,8	45,5	p 48,1	p 42,3
TOTAL DU PASSIF ...	326,9	328,3	327,0	327,4	331,0	317,2	316,5	321,0	318,2	322,6	325,1	313,7	312,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	0,7	...	2,1	...	3,0	...	0,1	0,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	0,7	...	2,1	...	3,0	...	0,1	0,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,1	0,8	0,5	0,4	0,1	0,5	0,8	0,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,2	0,5	...	...	0,5	1,5	0,1	0,4	2,2	...	0,5	2,7	2,7
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	64,8	70,7	74,0	77,1	79,0	65,0	68,3	74,1	67,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	7,1	7,7	7,6	7,5	7,7	8,2	8,1	8,0	8,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	16,0	17,4	23,2	17,0	22,0	24,9	26,7	20,1	24,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	0,1	0,6	0,1	1,0	...	0,6	...	...	...
b) effets commerciaux	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	2,2	1,2	0,4	1,4	2,1	3,6	2,8	5,7	5,5
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	0,5	0,3	0,5	...	...	...	...	...	...	...	2,0	2,4	1,7	2,9	5,2
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,9	...	0,5	...	0,5	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,3	...	0,6	...	...	...	...	0,8	0,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	2,9	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	8,2 ³	9,3	6,7	7,4	2,9	9,3	10,4	13,3	12,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9 ³	109,3	117,0	115,0	119,4	117,7	120,1	129,1	127,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	0,3	...	...	0,2	0,9	0,2	0,3	0,3
Total des engagements envers l'étranger	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	0,3	...	...	0,2	0,9	0,2	0,3	0,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,1	0,8	0,6	0,4	0,1	0,5	0,8	0,4
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	2,1	6,2	3,9	2,2	5,4	1,3	3,1	4,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	8,1	8,3	8,5	8,4	8,7	8,9	9,1	8,8	9,0
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ .	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	51,3	59,6	63,3	61,4	67,9	60,4	65,5	63,9	68,6
b) détenue par les pouvoirs publics	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	36,9	37,9	39,4	39,7	41,6	43,2	51,7	44,0
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	0,2	...	...	1,1	...	1,6	...	0,8	...	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	109,3	117,0	115,0	119,4	117,7	120,1	129,1	127,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7, et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	24,8	31,6	31,9	31,9	37,0	40,9	48,1	55,7	57,3
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	13,9	12,0	11,8	12,8	12,4	10,9	11,1	13,6	14,1
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Autres :															
a) en monnaies étrangères	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	235,3	254,2	297,0	280,5	304,5	338,2	395,4	458,5	485,8
b) en francs belges	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	22,3	23,9	27,1	29,4	32,3	32,5	35,4	37,3	43,2
Total des créances sur l'étranger ...	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	296,3	321,7	367,8	354,6	386,2	422,5	490,0	565,1	600,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,3	5,3	5,7	5,3	6,2	5,6	6,9	6,3	6,6
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1	17,9	21,3	22,2	18,6
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	0,1	1,1	0,3	0,1	...	0,6	0,1	0,1
b) sur les organismes publics	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	2,1	6,2	3,9	2,2	5,4	1,3	3,1	4,7
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	28,6	46,5	54,0	60,3	68,4	71,8	79,9	92,9	105,6	109,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	17,8	14,1	9,4	13,7	16,0	11,4	10,0	p 25,3	p 22,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	103,3	134,8	137,2	149,3	163,3	173,4	170,0	p 178,2	p 186,2
— autres	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	29,7	32,6	32,6	32,3	32,1	32,1	31,1	p 29,7	p 29,7
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	0,3	0,6	1,9	0,4	1,1	1,1	1,6	2,0	2,1	2,6	p 3,6	p 4,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	12,6	15,1	15,5	20,1	22,8	22,7	24,7	p 28,2	p 28,3
— autres	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	3,4	3,8	4,6	4,7	5,1	p 5,0	p 5,1
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	8,6	8,8	9,1	10,8	10,9	7,3	5,9	9,3	9,5
b) effets commerciaux	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	93,7	96,9	106,3	110,5	110,9	112,8	112,5	122,2	118,7
c) avances	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	141,6	160,6	174,3	184,8	199,9	212,9	222,8	224,3	232,8
d) à un an au plus ²	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	...	...	...	0,1	p 1,0	p 1,4
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	8,9	9,4	11,5	11,1	10,6	10,6	12,1	p 12,1	p 13,1
— autres	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	7,1	11,5	12,0	12,0	11,8	12,3	12,6	p 12,9	p 13,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	4,4	4,0	5,6	14,0	11,0	5,9	9,1	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	3,2	2,0	2,8	2,4	3,4	3,7	2,3	p 3,1	p 2,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ³ ...	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	31,8	32,9	31,6	31,7	31,8	31,6	31,2	p 33,0	p 31,4
— autres	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	4,6	5,6	5,2	5,4	7,6	8,5	8,5	p 7,6	p 9,4
D. Autres	43,3	49,0	50,1	59,6	62,4	71,6	86,8	85,7	90,6	82,9	92,9	98,1	103,4	p 111,8	p 127,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.011,7	1.097,1	1.135,7	1.215,2	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5

¹ Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968).

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Autres :															
a) en monnaies étrangères	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	297,5	333,2	324,2	354,1	384,7	434,3	490,7	514,1
b) en francs belges ¹	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	64,0	74,8	80,1	97,9	102,3	115,6	118,6	141,2	156,0
Total des engagements envers l'étranger	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	331,0	372,3	413,3	422,1	456,4	500,3	552,9	631,9	670,1
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,5	...	...	...	...	0,9	...	...	...	2,1	3,0	1,9
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,2	0,5	...	...	0,5	1,4	0,1	0,4	2,2	...	0,5	2,6	2,8
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	28,6	46,5	54,0	60,3	68,4	71,7	79,9	92,9	105,6	109,4
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	174,7	187,7	203,2	220,6	234,6	223,2	227,1	244,5	255,2
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	107,8	110,9	117,5	125,1	136,6	141,8	156,0	154,3
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	122,9	131,7	138,1	143,6	148,8	156,6	158,1	158,9
— dépôts en devises	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	8,5	9,2	9,9	10,6	11,6	11,9	17,7	17,2
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	34,6	35,7	36,6	38,1	40,1	41,8	43,6	45,5
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	2,5	...	1,2	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	1,2	2,2	1,7	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	105,6	122,1	121,2	127,1	120,4	129,5	137,0	145,2	144,4	159,0
TOTAL DU PASSIF ...	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.011,7	1.097,1	1.135,7	1.215,2	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,9	75,4	73,8	73,8	73,8	71,8	71,8	71,8	
2. F.M.I. — Participation	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	26,0	25,9	25,7	25,3	25,1	24,0	22,2	22,5	
— Prêts ¹	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	10,2	20,3	25,5	26,1	26,1	29,4	29,4	30,5	30,9	26,7	
3. Obligations	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	24,8	31,6	31,9	31,9	37,0	40,9	48,1	55,7	57,3	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	22,9	24,2	28,3	20,1	23,3	24,9	28,0	28,9	31,6	
5. Créances sur l'U.E.P. ² .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	270,3	314,7	349,4	63,2	391,8	419,0	471,3	526,3	551,0	
b) en francs belges	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	22,3	23,9	27,1	29,4	32,3	32,5	35,4	37,3	43,2	
Total des créances sur l'étranger ...	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	467,8	521,8	564,1	570,2	612,9	658,2	712,6	773,1	804,5	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	5,7	6,1	5,9	6,6	6,1	7,3	6,9	7,1	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.								9,9	7,7	16,8	17,1	17,9	21,3	22,2	18,6	
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	0,1	1,1	0,3	0,1	...	0,6	0,1	0,1	
b) sur les organismes publics	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	8,8	2,2	7,0	4,4	2,6	5,5	1,8	3,9	5,1	
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	28,6	47,0	55,5	61,3	68,8	74,0	79,9	95,5	111,3	114,0	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ³ :																
a) à un an au plus	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	87,5	84,8	84,5	94,2	106,1	76,4	78,8	p112,8	p 106,1	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	112,3	144,5	146,8	159,0	173,2	183,8	180,3	p188,7	p 197,2	(7)
— autres	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	63,7	66,6	66,6	66,3	66,1	66,0	71,3	p 69,9	p 69,9	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à un an au plus	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	16,4	18,5	24,3	18,6	24,0	27,0	29,3	p 23,7	p 28,4	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	13,3	16,2	16,6	21,2	23,9	23,8	25,8	p 29,3	p 29,4	(8)
— autres	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	3,4	3,8	4,6	4,7	5,1	p 5,0	p 5,1	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	13,1	12,7	15,5	14,0	14,7	12,5	13,8	16,9	15,4	(9)
b) effets commerciaux	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	100,8	102,7	117,3	117,4	119,3	124,5	130,5	137,2	130,8	(9)
c) avances	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	141,9	160,7	174,5	184,8	199,9	212,9	223,1	224,3	232,8	(9)
d) à un an au plus ⁴	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	...	...	...	0,1	p 1,0	p 1,4	(14)
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	9,4	9,9	12,4	12,0	11,5	11,5	13,0	p 13,0	p 14,0	(14)
— autres	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	7,4	11,5	12,0	12,0	13,8	14,8	14,3	p 15,8	p 18,7	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	4,7	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	4,4	4,0	11,0	14,0	14,0	5,9	9,6	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	3,5	2,0	3,4	2,4	3,4	3,7	2,3	p 3,9	p 4,4	(12)
b) à plus d'un an :																
— obligat. accessibles à tout placeur ⁷	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	32,1	33,2	31,9	32,0	32,1	31,9	31,5	p 31,5	p 31,7	(12)
— autres	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	4,7	5,7	5,3	5,5	7,7	8,6	8,6	p 9,5	p 9,5	(12)
D. Autres	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	128,5	136,9 ⁶	129,3	125,6	133,3	143,5	151,8	151,6	p159,8	p 183,8	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6⁶	1.401,0	1.498,5	1.556,9	1.671,1	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].⁴ Autres que des effets commerciaux.⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.⁷ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	30-9-72	31-12-72	31-3-73	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,9	3,4	...	2,8	...	
4. Autres :																
a) en monnaies étrangères	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	297,5	333,2	324,2	354,1	384,7	434,3	490,7	514,1	
b) en francs belges ¹	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	68,0	77,2	81,8	99,0	104,3	118,6	121,1	143,3	158,1	
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	0,7	0,7	0,9	0,7	0,3	
Total des engagements envers l'étranger ...	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	335,3	375,0	415,3	424,1	463,3	507,7	556,6	637,6	672,6	(6)
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	5,7	6,1	5,9	6,6	6,1	7,3	6,9	7,1	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,5	...	...	...	...	0,9	...	...	...	2,1	3,0	1,9	
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	0,8	1,5	0,9	1,0	2,6	0,1	1,0	3,4	3,2	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	9,9	7,7	16,8	17,1	17,9	21,3	22,2	18,6	
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	56,0	56,2	67,6	72,6	74,0	85,3	94,8	108,8	114,2	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	204,5	218,5	225,3	222,4	239,6	233,5	240,6	235,2	252,9	(1)
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	226,6	247,7	267,1	282,5	303,0	284,0	293,1	309,0	324,3	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	36,9	37,9	39,4	39,7	41,6	43,2	51,7	44,0	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	107,8	110,9	117,5	125,1	136,6	141,8	156,0	154,3	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	122,9	131,7	138,1	143,6	148,8	156,6	158,1	158,9	(2)
— dépôts en devises	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	8,5	9,2	9,9	10,6	11,6	11,9	17,7	17,2	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(4)
4. Emprunts obligataires	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	34,6	35,7	36,6	38,1	40,1	41,8	43,6	45,5	(13)
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,1	...	0,2	...	...	1,1	...	1,7	2,5	0,8	1,2	...	...	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	3,1	5,2	6,6	6,8	8,8	8,9	5,2	(12)
— autres	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	1,2	2,2	1,7	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	(12)
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	0,2	—	—	—	(7)
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	1,6	2,0	2,1	3,0	3,3	1,9	(12)
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	(14)
D. Autres	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	177,6	172,8	173,5	180,8	195,8	200,7	199,5	191,6	204,5	(14)
TOTAL DU PASSIF ...	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6⁶	1.401,0	1.498,5	1.556,9	1.671,1	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis 1958.

² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

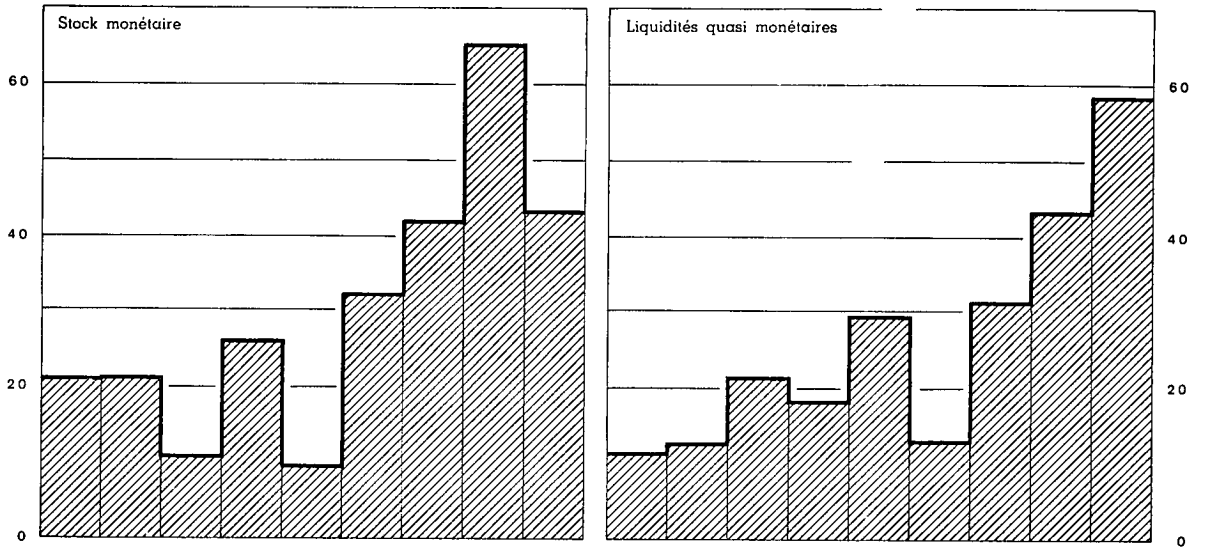
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

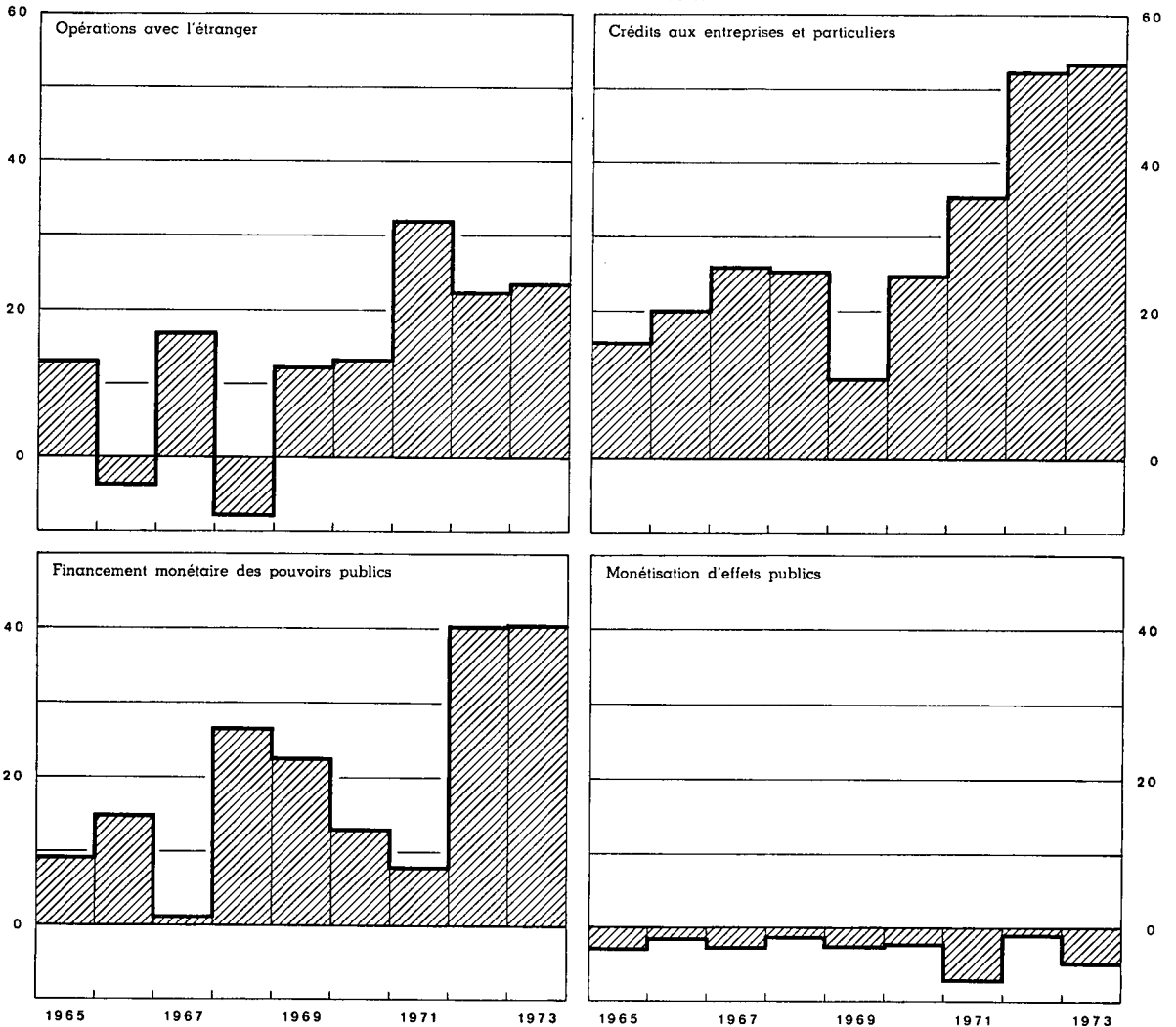
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital les entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1966	+ 21,2	+ 12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1972	+ 65,3 ⁵	+ 43,4	+ 108,7 ⁵	+ 22,6	+ 52,6	+ 0,7	- 0,9	+ 28,7	+ 11,7	- 1,4	+ 0,3	- 3,9	- 5,3	+ 3,6 ⁵
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 23,8 ⁶	+ 53,6	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 ⁷	+ 14,9 ⁷	- 4,0	- 1,7	- 7,6	- 6,0	- 1,9 ⁸
1972 2 ^e trimestre	+ 44,1	+ 5,6	+ 49,7	+ 11,7	+ 13,1	- 0,3	- 2,3	+ 25,9	+ 3,6	- 0,1	+ 0,5	+ 1,5	- 1,3	- 2,6
3 ^e trimestre	- 13,7	+ 12,8	- 0,9	+ 2,0	+ 8,6	+ 1,8	- 4,2	- 12,2	+ 2,9	- 0,3	- 0,1	- 0,5	- 1,3	+ 2,4
4 ^e trimestre	+ 27,1	+ 12,6	+ 39,7	+ 5,0	+ 28,8	...	+ 2,4	+ 6,9	+ 5,9	+ 0,6	- 2,5	- 4,9	- 1,2	- 1,3
1973 1 ^{er} trimestre	+ 14,1	+ 13,7	+ 27,8	+ 4,0	+ 6,6	- 4,1	+ 2,2	+ 20,7	- 1,4	+ 0,3	+ 3,6	- 3,1	- 0,8	- 0,2
2 ^e trimestre	+ 37,9	+ 13,8	+ 51,7	+ 2,0	+ 15,8	+ 2,0	+ 2,0	+ 26,5	+ 8,8	+ 0,5	- 2,7	+ 2,3	- 1,6	- 3,9
3 ^e trimestre	- 23,1	+ 17,7	- 5,4	+ 2,9	+ 15,5	- 1,4	+ 0,5	- 26,4	+ 2,5	- 1,4	+ 2,1	- 2,0	- 1,9	+ 4,2
4 ^e trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 31,1	+ 14,9 ⁶	+ 15,7	+ 2,5	+ 1,8	+ 7,8 ⁷	+ 5,0	- 3,4	- 4,7	- 4,8	- 1,7	- 2,0 ⁸
1974 1 ^{er} trimestre	+ 18,9	+ 21,5	+ 40,4	p- 16,1	+ 13,4	- 3,0	- 2,4	p+ 41,8	p- 1,9	p- 1,8	+ 0,8	p+ 3,8	- 1,8	p+ 7,6
2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,3	+ 24,1	p- 3,3	+ 2,4	+ 0,3	- 1,9	p+ 9,6	p+ 4,6	p- 0,2	+ 3,9	p+ 7,1	- 2,0	p+ 3,6

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes.

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

5 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

6 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

7 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

8 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 6 et 7 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³		Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série ⁴)	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972 Mars	8,0	200,2	202,7	37,2	0,4	51,5	181,0	232,9	270,1	472,8	42,9
Juin	8,3	220,8	222,8	34,5	0,7	58,7	200,2	259,6	294,1	516,9	43,1
Septembre	8,3	215,5	218,5	36,9	0,4	56,9	190,4	247,7	284,6	503,1	43,4
Décembre	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Mars	8,4	219,4	222,4	39,4	0,5	58,5	223,5	282,5	321,9	544,3	40,9
Juin	8,8	237,2	239,6	39,6	0,5	64,2	238,3	303,0	342,6	582,2	41,2
Juillet	8,8	232,3	234,9	41,8	0,6	62,2	223,1	285,9	327,7	562,6	41,8
Août	8,8	231,3	234,6	39,1	0,6	57,6	224,2	282,4	321,5	556,1	42,2
Septembre	8,9	230,3	233,5	41,6	0,4	57,0	226,7	284,1	325,7	559,2	41,8
Octobre	8,9	228,0	231,0	40,8	0,4	61,6	224,5	286,5	327,3	558,3	41,4
Novembre	8,9	228,9	232,3	46,3	0,5	60,0	220,3	280,8	327,1	559,4	41,5
Décembre	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Janvier	9,1	228,9	231,7	e 44,3	0,3	e 67,8	228,0	e 296,1	340,4	572,1	40,5
Février	9,1	230,4	232,9	e 33,7	0,5	e 66,9	231,2	e 298,6	332,3	565,2	41,2
Mars	8,8	232,8	235,2	e 51,7	0,6	e 60,0	248,4	e 309,0	360,7	595,9	39,5
Avril	8,9	238,0	240,1	e 45,5	0,3	e 71,2	247,4	e 318,9	364,4	604,5	39,7
Mai	8,9	244,8	247,1	e 44,5	0,3	e 63,8	262,6	e 326,7	371,2	618,3	40,0
Juin	9,0	250,6	252,9	e 44,1	0,5	e 64,0	259,8	e 324,3	368,4	621,3	40,7
Juillet	9,1	244,4	247,0	e 39,3	0,3	e 64,7	246,6	e 311,6	350,9	597,9	41,3

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1966	124,5	-35,3	89,2	+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁹⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁸⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-63,1	156,0	+35,4 ¹⁰	-17,2	+18,2	- 4,6	...	- 1,0	+23,8	+18,2	+36,4
1972 2 ^e trimestre ..	181,6	-35,2	146,4	+ 9,0	+ 0,6	+ 9,6	- 1,8	...	- 0,3	+11,7	- 3,7	+ 5,9
3 ^e trimestre ..	197,0	-50,2	146,8	+15,4	-15,0	+ 0,4	- 3,4	...	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+10,1
4 ^e trimestre ..	194,3	-45,6	148,7	- 2,7	+ 4,6	+ 1,9	- 3,1	...	...	+ 5,0	+ 6,5	+ 8,4
1973 1 ^{er} trimestre ..	211,5	-65,4	146,1	+17,2	-19,5	- 2,3	- 2,2	...	- 4,1	+ 4,0	+ 7,0	+ 4,7
2 ^e trimestre ..	220,0	-70,4	149,6	+ 8,5	- 5,0	+ 3,5	- 0,5	...	+ 2,0	+ 2,0	- 4,4	- 0,9
3 ^e trimestre ..	226,2	-75,7	150,5	+ 6,2	- 5,3	+ 0,9	- 0,6	...	- 1,4	+ 2,9	+ 8,6	+ 9,5
4 ^e trimestre ..	219,1	-63,1	156,0	+ 3,5 ¹⁰	+12,6	+16,1	- 1,3	...	+ 2,5	+14,9	+ 7,0	+23,1
1974 1 ^{er} trimestre ..	202,5	p-67,0	p135,5	-16,5	p- 3,9	p-20,4	p- 1,3	p ...	- 3,0	p-16,1	p+25,8	p+ 5,4
2 ^e trimestre ..	201,7	p-69,8	p131,9	- 0,8	p- 2,8	p- 3,6	p- 0,6	p ...	+ 0,3	p- 3,3		

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parafinanciers administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :

— Variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁸ Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

¹⁰ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total		
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Total (6) = (1) à (5)			Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation 5	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée			
									Crédits de caisse 6			Autres 7
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)			
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1	
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6	
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2	
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8	
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9	
1970	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	40,7	43,1	2,3	86,1	316,2	
1971	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	44,6	57,7	3,2	105,5	370,4	
1972 Mars	30,6	17,2	26,0	22,4	170,9	267,1	47,5	55,5	3,3	106,3	373,4	
Juin	31,2	18,3	28,4	24,7	178,7	281,3	49,4	58,6	3,4	111,4	392,7	
Septembre ⁵	33,1	18,8	32,9	24,3	181,2	290,3	47,3	55,9	2,5	105,7	396,0	
Décembre ⁵	33,9	20,0	34,4	27,2	201,7	317,2	52,1	60,4	2,6	115,1	432,3	
1973 Mars ⁵	35,9	21,0	35,4	22,7	209,2	324,2	50,3	57,5	3,7	111,5	435,7	
Juin ⁵	38,8	23,3	37,3		207,5 ⁷							
Septembre ⁵	39,9	25,1	42,5		220,3							
Décembre	43,0	26,6	41,6		228,1							
1974 Mars ⁵	45,5	28,6	41,7	22,1	237,4	370,7	57,0	75,9	2,0	134,9	505,6	
1974 Mars ⁵	45,5	28,6	41,7			385,0		78,6		142,5	527,5	
Juin ⁵						388,6				152,7	541,3	

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (jusqu'à 1968) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (jusqu'à 1968) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série.

⁷ Nouvelle série après rectification apportée par une banque importante. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AYANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (7) = (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	...
1966	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972 Mars	19,6	101,3	146,2	267,1	8,4	6,1	14,5	11,2	95,2	146,2	252,6	0,1
Juin	21,3	102,6	157,4	281,3	9,9	8,2	18,1	11,4	94,4	157,4	263,2	0,1
Septembre	21,2	108,5	160,6	290,3	12,4	11,7	24,1	8,8	96,8	160,6	266,2	0,1
Décembre	23,0	119,8	174,4	317,2	13,9	13,7	27,6	9,1	106,1	174,4	289,6	0,1
1973 Mars	18,9	120,4	184,9	324,2	8,2	9,9	18,1	10,7	110,5	184,9	306,1	...
Juin	17,7	123,4	200,0	341,1	6,8	12,5	19,3	10,9	110,9	200,0	321,8	...
Septembre	18,3	125,8	212,9	357,0	11,0	13,2	24,2	7,3	112,6	212,9	332,8	0,1
Décembre	19,0	129,0	222,7	370,7	13,1	16,6	29,7	5,9	112,4	222,7	341,0	0,1
1974 Mars	21,2	139,4	224,4	385,0	12,0	17,2	29,2	9,2	122,2	224,4	355,8	...
Juin	19,4	136,4	232,8	388,6	10,0	17,8	27,8	9,4	118,6	232,8	360,8	0,1

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	8,6	8,4	17,0	17,0	16,2	56,1	89,3	...
Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	10,2	9,0	19,2	16,3	16,7	59,2	92,2	...
Septembre	23,4	25,5	56,8	105,7	11,4	10,8	22,2	12,0	14,7	56,8	83,5	...
Décembre	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	...
1973 Mars	22,2	31,0	58,3	111,5	9,4	12,0	21,4	12,8	19,0	58,3	90,1	...
Juin	23,2	30,7	59,0	112,9	10,8	12,2	23,0	12,4	18,5	59,0	89,9	...
Septembre	25,2	29,9	69,4	124,5	14,3	13,2	27,5	10,9	16,7	69,4	97,0	...
Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	...
1973 Mars	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	...
Juin	31,1	34,4	87,2	152,7	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	87,2	121,5	...

C. Total

1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972 Mars	45,2	125,9	202,3	373,4	17,0	14,5	31,5	28,2	111,4	202,3	341,9	0,1
Juin	47,8	128,3	216,6	392,7	20,1	17,2	37,3	27,7	111,1	216,6	355,4	0,1
Septembre	44,6	134,0	217,4	396,0	23,8	22,5	46,3	20,8	111,5	217,4	349,7	0,1
Décembre	48,3	148,6	235,4	432,3	27,4	26,8	54,2	20,9	121,8	235,4	378,1	0,1
1973 Mars	41,1	151,4	243,2	435,7	17,6	21,9	39,5	23,5	129,5	243,2	396,2	...
Juin	40,9	154,1	259,0	454,0	17,6	24,7	42,3	23,3	129,4	259,0	411,7	...
Septembre	43,5	155,7	282,3	481,5	25,3	26,4	51,7	18,2	129,3	282,3	429,8	0,1
Décembre	45,9	160,3	299,4	505,6	28,9	28,7	57,6	17,0	131,6	299,4	448,0	0,1
1974 Mars	51,4	173,1	303,0	527,5	28,5	29,9	58,4	22,9	143,2	303,0	469,1	...
Juin	50,5	170,8	320,0	541,3	26,8	32,2	59,0	23,7	138,6	320,0	482,3	0,1

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.
2 Il s'agit d'effets commerciaux

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966 ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972 Mars	3,0	...	3,0	1,9	0,9	2,8	1,9	3,9	...	5,8
Juin	1,9	...	1,9	2,3	1,2	3,5	2,3	3,1	...	5,4
Septembre ¹	1,4	0,1	1,5	3,3	2,7	6,0	3,3	4,1	0,1	7,5
Décembre ¹	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	2,2	2,4	4,6	2,2	5,5	...	7,7
Juin ¹	2,0	...	2,0	3,8	4,3	8,1	3,8	6,3	...	10,1
Septembre ¹	1,5	...	1,5	4,6	5,7	10,3	4,6	7,2	...	11,8
Décembre	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0
1974 Mars ¹	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2
B. Crédits à l'étranger										
1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 ¹	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972 Mars	...	...	...	2,9	0,6	3,5	2,9	0,6	...	3,5
Juin	...	...	...	3,3	1,3	4,6	3,3	1,3	...	4,6
Septembre ¹	...	...	...	8,5	3,0	11,5	8,5	3,0	...	11,5
Décembre ¹	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5
1973 Mars ¹	...	...	...	3,7	1,5	5,2	3,7	1,5	...	5,2
Juin ¹	...	...	...	6,8	4,0	10,8	6,8	4,0	...	10,8
Septembre ¹	...	...	...	8,1	2,9	11,0	8,1	2,9	...	11,0
Décembre	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9
1974 Mars	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2
Juin ¹	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4
C. Total										
1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972 Mars	3,0	...	3,0	4,8	1,5	6,3	4,8	4,5	...	9,3
Juin	1,9	...	1,9	5,6	2,5	8,1	5,6	4,4	...	10,0
Septembre ¹	1,4	0,1	1,5	11,8	5,7	17,5	11,8	7,1	0,1	19,0
Décembre ¹	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	5,9	3,9	9,8	5,9	7,0	...	12,9
Juin ¹	2,0	...	2,0	10,6	8,3	18,9	10,6	10,3	...	20,9
Septembre ¹	1,5	...	1,5	12,7	8,6	21,3	12,7	10,1	...	22,8
Décembre	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9
1974 Mars ¹	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0
Juin ¹	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (7)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)		(12)
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)		
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	...
1966 4	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 4	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	93,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972 Mars	19,6	104,3	146,2	270,1	6,1	3,1	9,2	13,5	101,2	146,2	260,9	0,1
Juin	21,3	104,5	157,4	283,2	6,3	5,3	11,6	15,0	99,2	157,4	271,6	0,1
Septembre 4 ...	21,2	109,9	160,7	291,8	8,5	7,8	16,3	12,7	102,1	160,7	275,5	0,6
Décembre 4 ...	23,0	123,1	174,5	320,6	7,4	6,6	14,0	15,6	116,5	174,5	306,6	0,8
1973 Mars 4	18,9	123,5	184,9	327,3	5,0	6,1	11,1	13,9	117,4	184,9	316,2	...
Juin 4	17,7	125,4	200,0	343,1	3,0	6,1	9,1	14,7	119,3	200,0	334,0	...
Septembre 4 ...	18,3	127,3	212,9	358,5	5,8	3,8	9,6	12,5	123,5	212,9	348,9	1,0
Décembre	19,0	132,2	223,1	374,3	5,2	2,2	7,4	13,8	130,0	223,1	366,9	0,6
1974 Mars 4	21,2	142,0	224,4	387,6	4,3	4,5	8,8	16,9	137,5	224,4	378,8	0,1
Juin 4	19,4	137,8	232,8	390,0	3,9	7,6	11,5	15,5	130,2	232,8	378,5	0,4
B. Crédits à l'étranger												
1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
1972 Mars	25,6	24,6	56,1	106,3	4,5	7,1	11,6	21,1	17,5	56,1	94,7	...
Juin	26,5	25,7	59,2	111,4	4,9	7,0	11,9	21,6	18,7	59,2	99,5	...
Septembre 4 ...	23,4	25,5	56,8	105,7	2,4	7,6	10,0	21,0	17,9	56,8	95,7	...
Décembre 4 ...	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	...
1973 Mars 4	22,2	31,0	58,3	111,5	4,7	9,4	14,1	17,5	21,6	58,3	97,4	...
Juin 4	23,2	30,7	59,0	112,9	4,0	8,2	12,2	19,2	22,5	59,0	100,7	...
Septembre 4 ...	25,2	29,9	69,4	124,5	4,5	9,0	13,5	20,7	20,9	69,4	111,0	...
Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	...
1974 Mars 4	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	128,5	...
Juin 4	31,1	34,4	87,2	152,7	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	87,2	138,9	...
C. Total												
1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 4	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967 4	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972 Mars	45,2	128,9	202,3	376,4	10,6	10,2	20,8	34,6	118,7	202,3	355,6	0,1
Juin	47,8	130,2	216,6	394,6	11,2	12,3	23,5	36,6	117,9	216,6	371,1	0,1
Septembre 4 ...	44,6	135,4	217,5	397,5	10,9	15,4	26,3	33,7	120,0	217,5	371,2	0,6
Décembre 4 ...	48,3	151,9	235,5	435,7	9,3	14,8	24,1	39,0	137,1	235,5	411,6	0,8
1973 Mars 4	41,1	154,5	243,2	438,8	9,7	15,5	25,2	31,4	139,0	243,2	413,6	...
Juin 4	40,9	156,1	259,0	456,0	7,0	14,3	21,3	33,9	141,8	259,0	434,7	...
Septembre 4 ...	43,5	157,2	282,3	483,0	10,3	12,8	23,1	33,2	144,4	282,3	459,9	1,0
Décembre	45,9	163,5	299,8	509,2	8,3	10,1	18,4	37,6	153,4	299,8	490,8	0,6
1974 Mars 4	51,4	175,8	303,0	530,2	9,2	13,7	22,9	42,2	162,1	303,0	507,3	0,1
Juin 4	50,5	172,2	320,0	542,7	7,9	17,4	25,3	42,6	154,8	320,0	517,4	0,4

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la B.N.B. [colonne (3) du tableau XIII-8].
2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).
3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1965 81 décembre	1966 81 décembre	1967 81 décembre	1968 81 décembre	1969 81 décembre	1970 81 décembre	1971 81 décembre	1972 81 décembre	1973 81 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	77,9	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation					7,8	19,6	30,0	25,9	24,0
Prêts .....					...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....					...	10,2	20,3	26,1	30,5
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	77,9	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3
Monnaies étrangères	21,9	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9
Monnaies étrangères, en or à recevoir	9,7	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	1,5	3,0	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des Paiements .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	12,2	15,2	14,7	10,3					
Prêts ²	3,4	3,4	1,9	5,0					
Autres accords .....	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire									3,5
Débiteurs pour change et or, à terme	21,4	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8
Effets de commerce	12,3	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1
Avances sur nantissement .....	...	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4
Effets publics :									
Effets publics belges	9,0	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	0,2	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	2,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	—	—	3,4
Fonds publics	2,9	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3
Immeubles, matériel et mobilier	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5
Divers	1,5	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0
	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3
PASSIF									
Billets en circulation	170,3	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5
Comptes courants :									
Trésor public									
} compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} taxe exceptionnelle de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} compte spécial liquidation U.E.P. ...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin. ...	0,4	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,3	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	} 2,0
Autres accords	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7	
<i>Total des engagements à vue</i> ...	173,5	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire									
Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	...	...	11,8	34,5
Monnaies étrangères et or à livrer	31,1	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5
Caisse de Pensions du Personnel	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5
Divers	2,2	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,8	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4
	211,8	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,4	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

³ Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1973 4 juin	1974 10 juin	1978 3 juillet	1974 8 juillet	1978 6 août	1974 5 août	1973 10 septembre	1974 9 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	73,8	71,8	73,8	71,8	73,8	71,8	73,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	25,1	22,6	25,3	22,5	25,2	25,9	25,1	24,6
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	29,4	26,7	29,4	26,7	29,4	26,9	29,5	27,1
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	128,3	121,1	128,5	121,0	128,4	124,6	128,4	123,5
Monnaies étrangères	88,4	64,8	87,4	66,9	86,1	71,4	81,3	75,3
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,4	...	...	0,5	...	3,4	...	8,2
Débiteurs pour change et or, à terme	38,1	18,4	38,1	17,9	36,6	15,8	33,9	13,5
Effets de commerce	19,4	28,2	20,7	31,2	32,1	32,2	23,2	27,1
Avances sur nantissement .....	...	18,2	...	19,3	2,8	8,7	...	3,3
Effets publics :								
Effets publics belges	3,1	15,8	15,9	15,8	...	...	10,6	4,4
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	2,8	—	2,8	—	2,8	—	2,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	3,4	—	3,4	—	3,4	—	3,4
Fonds publics	4,3	4,8	4,3	4,8	4,3	4,8	4,3	4,8
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	4,3	5,0	4,4	5,0	4,4	5,0	4,3	5,0
Divers	2,1	2,0	3,8	3,1	4,0	3,4	3,8	3,4
Compte d'ordre :	324,9	321,1	339,6	328,2	335,2	312,0	326,4	311,3
Office des Chèques postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,0	1,4	0,8	2,5	0,5	2,0	0,3	1,5
PASSIF								
Billets en circulation	231,0	244,2	240,0	255,2	233,2	246,3	231,4	246,3
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	...	...	...	3,7	0,1	...	...
{ taxe exceptionnelle	...	...	...	...	...	...	...	...
{ de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ordin. ...	1,6	0,4	0,6	0,4	0,5	0,3	0,6	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,9	1,3	1,7	1,6	1,8	1,9	2,0	1,4
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	{ 1,0	{ 1,3	{ 1,1	{ 1,3	{ 1,2	{ 1,5	{ 1,2	{ 1,9
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total des engagements à vue</i> ...	235,5	247,2	243,4	258,5	240,4	250,1	235,2	250,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,5	10,2	10,5	10,2	10,5	10,2	10,5	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	3,0	5,6	...	4,0	...	3,4	...
Réserve monétaire ² :								
Belgique	24,2	26,1	24,7	25,6	25,8	18,6	24,2	19,4
Grand-Duché de Luxembourg	0,7	0,3	0,7	0,3	0,7	0,3	0,7	0,3
Monnaies étrangères et or à livrer	39,1	16,1	39,1	15,5	37,7	13,5	35,9	11,1
Caisse de Pensions du Personnel	4,3	5,0	4,4	5,0	4,4	5,0	4,3	5,0
Divers	6,3	8,4	6,9	8,3	7,4	9,5	7,9	10,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,9	4,4	3,9	4,4	3,9	4,4	3,9	4,4
Compte d'ordre :	324,9	321,1	339,6	328,2	335,2	312,0	326,4	311,3
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,0	1,4	0,8	2,5	0,5	2,0	0,3	1,5

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publié au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

² Jusqu'au 20 novembre 1972 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) 3						(moyennes mensuelles ou mois)
(fin de période)	(milliards de francs)								
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.036	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.068	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.084	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1972 2 ^e trimestre	1.063	90,7	59,1	175,1	289,1	170,9	289,1	924,2	94
3 ^e trimestre	1.069	91,9	56,1	167,2	280,5	169,3	280,5	897,4	94
4 ^e trimestre	1.077	92,3	57,5	177,1	297,4	173,0	297,4	944,8	94
1973 1 ^{er} trimestre	1.080	97,5	60,7	182,3	317,4	185,1	317,4	1.002,3	94
2 ^e trimestre	1.080	101,6	63,4	194,6	316,5	190,7	316,5	1.018,6	94
3 ^e trimestre	1.085	102,7	58,6	192,8	317,3	196,4	317,3	1.023,9	94
4 ^e trimestre	1.091	100,8	58,1	201,9	327,6	195,8	327,6	1.052,9	95
1974 1 ^{er} trimestre	1.094	130,2	64,1	206,8	381,1	207,4	381,1	1.176,4	95
2 ^e trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
1973 Août	1.085	94,3	57,9	172,6	308,7	179,8	308,7	969,8	94
Septembre	1.088	88,7	57,2	173,3	282,6	171,1	282,6	909,6	95
Octobre	1.090	99,5	57,4	194,3	321,3	192,4	321,3	1.029,3	94
Novembre	1.091	96,7	56,9	199,6	325,1	196,5	325,1	1.046,4	95
Décembre	1.092	106,1	60,0	211,7	336,5	198,5	336,5	1.083,1	95
1974 Janvier	1.094	113,8	62,9	218,3	375,8	182,6	375,8	1.152,5	95
Février	1.094	145,7	69,2	212,2	407,0	219,1	407,0	1.245,3	96
Mars	1.095	131,2	60,3	189,8	360,5	220,6	360,5	1.131,4	95
Avril	1.094	110,5	60,9	210,4	380,0	201,0	380,0	1.171,3	95
Mai	1.094	119,3	66,8	229,1	405,0	232,2	405,0	1.271,3	94
Juin	1.094	118,1	64,8	218,4	351,7	212,4	351,7	1.134,3	93
Juillet	1.095	149,9	62,5	270,0	436,2	276,0	436,2	1.418,3	95
Août	1.096	112,2	60,8	201,1	363,4	216,8	363,4	1.144,7	94

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.
 2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-8).

3 Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1973 30 juin	1974 30 juin	1973 31 juillet	1974 31 juillet
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10,1	11,8	18,4	31,3	26,1	28,0	25,0	21,3
Prêts au jour le jour	11,0	9,9	14,4	11,4	6,4	16,2	10,0	22,6
Banquiers	138,9	163,8	245,2	341,4	271,7	411,7	276,9	369,2
Maison-mère, succursales et filiales	38,8	55,5	48,4	71,8	51,1	105,9	54,5	116,5
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	24,9	27,1	21,9	23,4	25,2	29,7	19,2	24,8
Portefeuille-effets	156,7	147,4	149,4	158,9	171,4	178,3	154,3	171,8
a) Effets publics	41,0	25,2	16,7	21,0	30,8	32,5	22,5	24,1
b) Effets commerciaux ³	115,7	122,2	132,7	137,9	140,6	145,8	131,8	147,7
Reports et avances sur titres	1,8	1,9	2,7	2,5	2,0	2,0	2,5	1,5
Débiteurs par acceptations	37,2	45,5	48,3	45,9	41,0	50,5	41,3	49,2
Débiteurs divers	156,2	198,0	232,7	296,8	256,9	317,9	271,9	333,1
Valeurs mobilières	175,7	224,4	280,0	343,8	320,6	374,3	320,1	378,3
a) Fonds publics belges	159,7	197,4	240,6	285,8	275,0	306,3	273,2	310,1
b) Autres titres d'emprunt	15,8	26,7	38,9	56,9	44,9	67,1	46,4	67,3
c) Actions et parts de sociétés	0,1	0,1	0,3	0,9	0,5	0,7	0,3	0,7
d) Autres valeurs mobilières	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	1,1	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5
Participations	7,9	8,4	9,1	11,0	9,5	11,9	9,8	11,9
a) Filiales	2,4	2,7	3,0	4,1	3,4	4,9	3,8	4,8
b) Autres participations	5,5	5,7	6,1	6,9	6,1	7,0	6,0	7,1
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles	5,0	5,9	7,4	9,3	8,3	10,2	8,5	10,4
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Créances sur les filiales immobilières	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	0,8	0,9	1,1	1,3	1,3	1,5	1,3	1,6
Divers	9,6	12,6	16,1	26,1	21,7	35,2	20,3	29,8
Total de l'actif ...	776,3	915,0	1.097,0	1.377,0	1.215,2	1.575,4	1.217,6	1.544,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

³ Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parasétatiques
(milliards de francs)

1970 31 décembre	19,3	1972 31 décembre	28,8	1973 30 juin	27,9	1973 31 juillet	31,4
1971 31 décembre	21,3	1973 31 décembre	31,9	1974 30 juin	36,9	1974 31 juillet	39,5

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

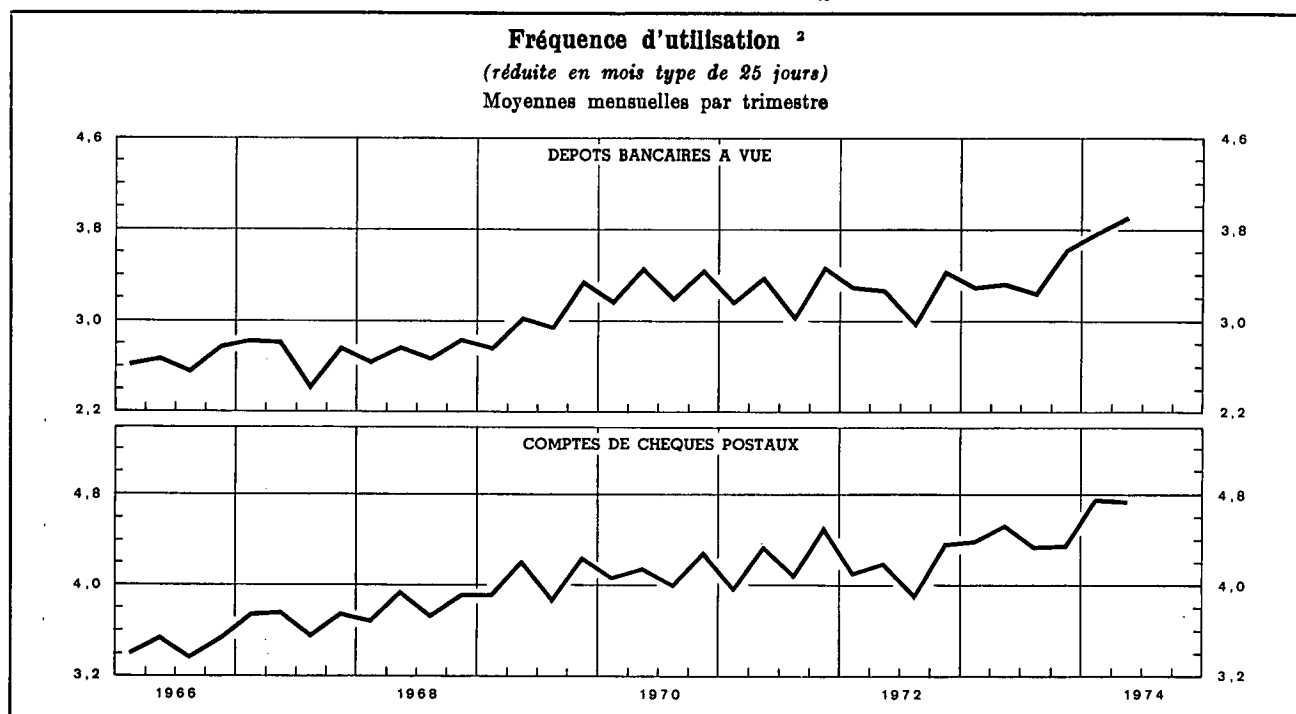
Passif

Rubriques	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1973 30 juin	1974 30 juin	1973 31 juillet	1974 31 juillet
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,0	1,4	2,1	3,9	1,2	3,5	1,9	2,1
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,7	0,9	1,0	1,3	0,8	1,1	0,9	1,1
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,3	0,5	1,1	2,6	0,4	2,4	1,0	1,0
Emprunts au jour le jour	10,0	13,2	20,9	22,1	20,4	25,2	20,3	25,4
a) Couverts par des sûretés réelles	1,3	2,6	2,9	4,4	4,2	4,4	3,1	2,5
b) Non couverts par des sûretés réelles	8,7	10,6	18,0	17,7	16,2	20,8	17,2	22,9
Banquiers	243,3	286,4	371,9	511,0	416,0	615,4	424,0	595,8
Maison-mère, succursales et filiales	17,3	34,1	37,4	49,5	43,4	63,4	45,4	69,0
Acceptations	37,2	45,5	48,3	45,9	41,0	50,5	41,3	49,2
Autres valeurs à payer à court terme ²	18,0	17,0	8,9	10,2	9,4	11,1	8,7	11,0
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,8	1,7	1,6	2,5	1,8	2,6	1,8	2,1
Dépôts et comptes courants	365,8	422,7	501,9	605,1	565,0	662,7	556,5	647,6
a) A vue	140,6	164,0	193,5	208,0	221,1	231,2	205,2	218,7
b) A un mois au plus	33,0	36,8	36,2	51,4	41,7	66,8	44,9	65,5
c) A plus d'un mois	96,5	96,9	105,2	151,1	120,6	170,2	121,5	167,5
d) A plus d'un an	8,5	15,0	19,1	17,5	20,4	15,9	20,8	15,9
e) A plus de deux ans	10,7	11,2	13,1	17,3	14,4	16,7	14,5	16,9
f) Carnets de dépôts	74,6	96,6	132,4	157,6	144,4	159,9	147,4	161,1
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,9	2,2	2,4	2,2	2,4	2,1	2,2	2,0
Obligations et bons de caisse	23,3	28,4	33,9	40,2	36,9	44,1	37,5	44,9
Montants à libérer sur titres et participations	1,2	1,5	1,4	1,4	1,3	1,8	1,3	1,8
Divers	19,3	23,3	26,5	37,8	33,4	45,1	33,4	45,0
Total de l'exigible ...	738,2	875,2	1.054,8	1.329,6	1.169,8	1.525,4	1.172,1	1.493,9
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	3,9	3,7	3,6	3,3	3,0	3,7	3,0	3,7
Non exigible :								
Capital	21,1	21,7	22,8	25,4	24,0	26,3	24,1	26,5
Fonds indisponibles par prime d'émission	4,3	4,1	4,2	5,6	5,6	5,6	5,6	5,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,1	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5
Réserve disponible	7,3	8,4	9,7	11,1	10,9	12,3	10,9	12,3
Provisions	0,4	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5
Total du non exigible :	34,2	36,1	38,6	44,1	42,4	46,3	42,5	46,5
Total du passif ...	776,3	915,0	1.097,0	1.377,0	1.215,2	1.575,4	1.217,6	1.544,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	réduite en mois type de 25 jours		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1972 2 ^e trimestre	438,5	281,3	719,8	3,23	3,27	4,20
3 ^e trimestre	418,3	251,6	669,9	3,07	2,99	3,92
4 ^e trimestre	483,2	279,2	762,4	3,44	3,45	4,38
1973 1 ^{er} trimestre	482,8	291,3	774,1	3,39	3,30	4,40
2 ^e trimestre	528,7	308,9	837,6	3,28	3,33	4,54
3 ^e trimestre	515,7	282,5	798,2	3,30	3,26	4,35
4 ^e trimestre	562,7	290,5	853,2	3,68	3,64	4,36
1974 1 ^{er} trimestre	586,5	346,4	932,9	3,84	3,79	e 4,77
2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
1973 Juillet	558,0	301,0	859,0	3,44	3,44	4,61
Août	492,1	282,8	774,9	3,28	3,16	4,38
Septembre	497,2	263,6	760,8	3,19	3,19	4,05
Octobre	528,8	268,9	797,7	3,66	3,39	4,12
Novembre	555,4	298,0	853,4	3,53	3,68	4,59
Décembre	604,0	304,6	908,6	3,85	3,85	4,37
1974 Janvier	585,3	339,8	925,1	3,93	3,78	e 4,65
Février	609,9	391,2	1.001,1	3,83	3,99	e 5,15
Mars	564,2	308,2	872,4	3,76	3,61	e 4,52
Avril	639,8	350,5	990,3	3,95	3,95	e 4,82
Mai	660,4	390,9	1.051,3	3,97	3,97	e 4,96
Juin	665,3	346,8	1.012,1	3,69	3,85	e 4,47
Juillet	701,0	346,2	1.047,2	4,30	4,14	e 4,62

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentant, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : Situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation : XLe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — Rapports annuels de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

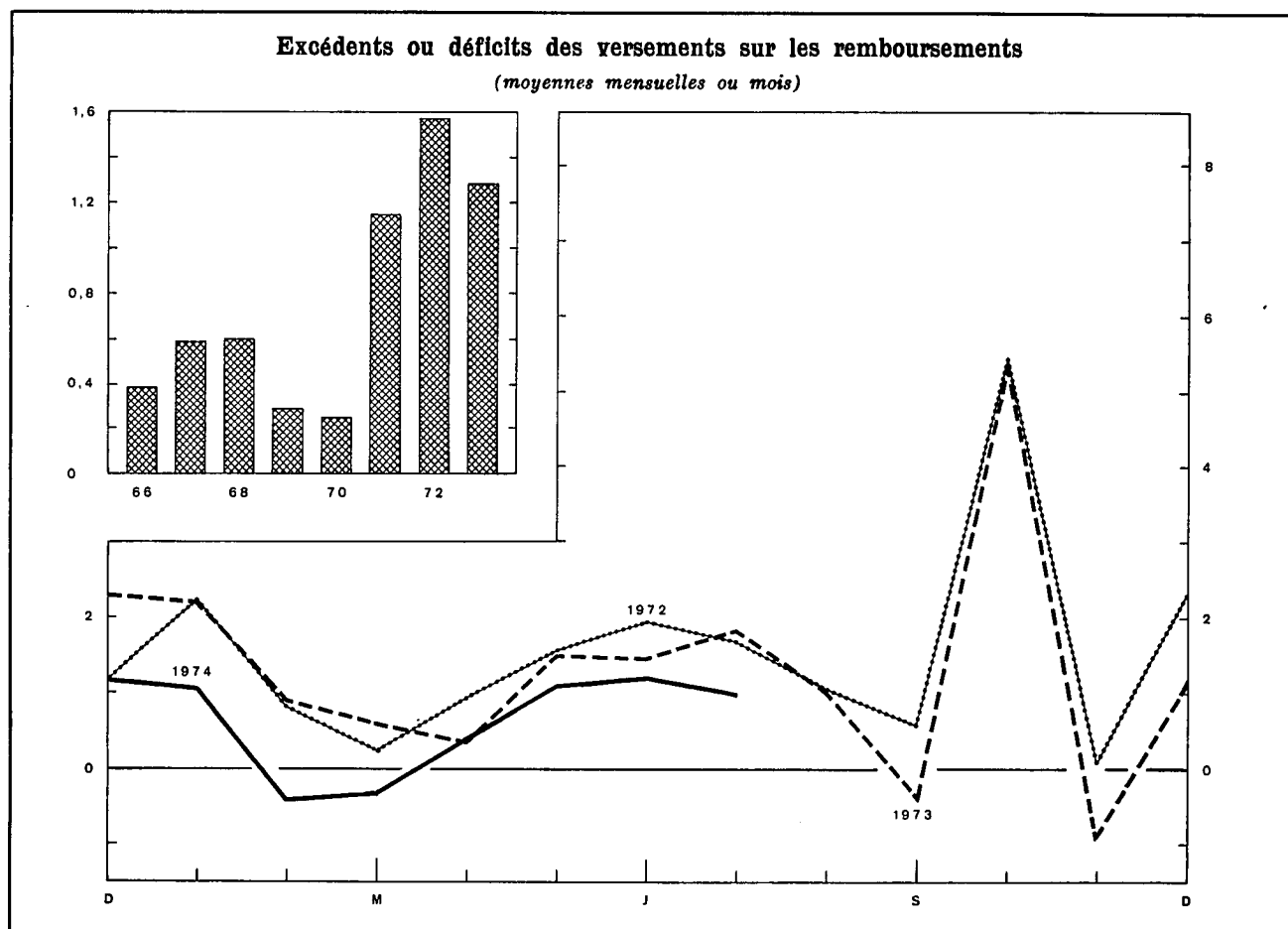
Fin de période	Actifs				Passifs			
	Portfeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1965	6,3	2,7	...	0,1	...	5,9	...	...
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971 Septembre	8,8	3,9	...	4,2	...	13,2	...	...
Décembre	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972 Mars	11,2	5,9	...	...	0,1	13,5	...	...
Juin	13,1	4,2	...	...	1,3	14,9	...	...
Septembre	12,9	...	...	...	1,6	10,8	...	...
Décembre	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Janvier	16,4	...	...	...	2,5	10,9	1,7	2,5
Février	16,0	...	...	...	3,0	15,4	...	...
Mars	15,7	8,7	...	...	0,9	21,6	...	...
Avril	15,2	9,1	...	...	0,6	21,1	...	...
Mai	14,6	8,8	...	...	2,7	22,1	...	...
Juin	13,8	9,1	...	...	2,5	17,0	1,9	2,5
Juillet	14,4	3,7	...	...	2,5	10,0	4,0	2,5
Août	15,0	9,1	...	...	1,3	10,8	9,2	1,3
Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Octobre	15,0	3,7	...	...	1,5	12,8	1,8	1,5
Novembre	15,3	3,1	...	...	1,0	15,3	...	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts				P.M. Bons d'épargne
	Versements 1 (1)	Remboursements (2)	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde des dépôts à fin de période 2 (4)	Montant en circulation à fin de période (5)
1966	37,4	32,8	4,6	120,3	—
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1
1972 2 ^e trimestre	29,2	24,8	4,4	185,8	13,1
3 ^e trimestre	27,5	24,2	3,3	189,1	14,0
4 ^e trimestre	36,9	29,0	7,9	202,9	14,6
1973 1 ^{er} trimestre	35,5	31,8	3,7	206,6	16,1
2 ^e trimestre	38,0	34,6	3,4	210,0	16,7
3 ^e trimestre	35,5	33,0	2,5	212,5	18,1
4 ^e trimestre	43,9	38,1	5,8	225,4	20,1
1974 1 ^{er} trimestre	43,0	42,6	0,4	225,8	23,1
2 ^e trimestre	48,7	46,0	2,7	228,5	24,9
1973 Juillet	13,0	11,2	1,8	211,8	17,8
Août	11,5	10,5	1,0	212,8	17,9
Septembre	11,0	11,3	— 0,3	212,5	18,1
Octobre	19,4	13,9	5,5	218,0	19,6
Novembre	11,4	12,3	— 0,9	217,1	20,2
Décembre	13,1	11,9	1,2	225,4	20,1
1974 Janvier	14,7	13,6	1,1	226,5	20,6
Février	14,2	14,6	— 0,4	226,1	20,8
Mars	14,1	14,4	— 0,3	225,8	23,1
Avril	14,8	14,4	0,4	226,2	23,6
Mai	17,5	16,4	1,1	227,3	23,2
Juin	16,4	15,2	1,2	228,5	24,9
Juillet	16,2	15,2	1,0	229,5	25,7

1 Y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice. Pour l'année 1973, les intérêts capitalisés s'élèvent à 7,1 milliards de francs.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4
Avances à l'industrie	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3
Crédit agricole .....	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1
Acceptations bancaires	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5
Prêts au jour le jour	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2
Total ...	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0
Placements définitifs ² :									
Dette directe de l'Etat	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2
Crédit agricole	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9
Total ...	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9
Valeurs échues du portefeuille	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	1,8	5,1
Divers	0,9	0,3	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1
Total de l'actif ...	136,7	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9

PASSIF

Exigible :									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ³ :									
Particuliers	112,2	120,3	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6
Etablissements publics et autres	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0
Total ...	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6
Dépôts en comptes courants ³	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6
Non exigible ² :									
Fonds de dotation, fonds de prévision divers, fonds de réserve et provisions	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5
Divers	1,9	1,2	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2
Total du passif ...	136,7	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépré-

ciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

³ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...
Total ...	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1
Réserves mathématiques ²	12,8	13,8	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		23,2	23,1
Fonds de réserve	—	—	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0
Total ...	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1

¹ Le fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements

pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Obligations de sociétés belges	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1
Total ...	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1
Fonds de réserve et de répartition	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5
Total ...	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5
2° garantis par banques et organismes financiers	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8
3° dont le risque est à charge de l'Institution	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—	—	—	—
Crédits commerciaux	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8
Placements divers à court terme	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8
Divers	4,6	5,3	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9
Total de l'actif ...	72,2	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0

PASSIF

Obligations	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4
Bons de caisse	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2
Divers	8,4	10,6	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8
Total du passif ...	72,2	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1973 31 mai	1974 31 mai	1973 30 juin	1974 30 juin
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,5	0,5	2,0	4,3	2,6	2,6	2,6	2,7
2. Prêts au jour le jour	0,5	0,7	0,2	0,4	0,2	0,5	0,1	0,6
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	2,9	5,6	6,4	7,8	7,0	9,9	8,5	9,1
4. Créances à court terme	1,0	1,1	1,2	1,6	1,2	1,8	1,4	2,2
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,6	1,9	1,3	1,4	1,3	1,7	1,4	1,6
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	7,5	8,2	9,3	12,1	10,4	13,7	10,5	14,3
7. Portefeuille-titres et participations	49,2	63,8	82,8	93,1	87,0	95,6	88,2	97,7
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,5)	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(0,6)	(0,7)	(0,6)	(0,4)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées								
1. Dettes directes et indirectes de l'Etat belge	(20,4)	(24,2)	(31,0)	(34,0)	(33,4)	(35,5)	(33,0)	(37,1)
2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(24,1)	(32,4)	(40,9)	(47,1)	(42,6)	(47,7)	(44,0)	(47,8)
c) Obligations de sociétés belges	(2,2)	(3,6)	(6,6)	(7,4)	(6,7)	(7,6)	(7,2)	(8,3)
d) Actions de sociétés belges	(0,9)	(1,2)	(1,4)	(1,6)	(1,4)	(1,9)	(1,4)	(1,9)
e) Autres titres et participations	(1,1)	(1,6)	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(2,2)	(2,0)	(2,2)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires ...	76,7	83,5	93,6	109,8	100,0	117,8	101,3	119,4
9. Actionnaires ou sociétaires	0,8	1,1	1,4	1,6	1,4	1,6	1,4	1,6
10. Débiteurs divers	1,4	1,5	1,6	1,8	1,5	1,6	1,9	2,0
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(0,7)	(0,7)	(1,1)	(0,9)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)
autres	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,7)	(0,9)
11. Divers	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...
2. Terrains et immeubles	1,9	2,2	2,5	3,2	2,9	3,4	2,9	3,4
3. Matériel et mobilier	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
III. Comptes transitoires ¹	2,3	2,9	4,3	5,2	1,9	2,9	2,2	2,6
Total de l'actif ...	147,6	174,3	207,9	243,7	218,7	254,4	223,6	258,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1973 31 mai	1974 31 mai	1973 30 juin	1974 30 juin
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	72,8	89,1	113,2	136,7	120,1	141,3	123,5	142,9
Dépôts à 2 ans et plus	22,7	25,2	27,9	30,3	28,8	30,6	29,1	30,8
Obligations et bons de caisse	35,7	41,8	46,0	53,5	48,4	58,4	49,3	60,3
	131,2	156,1	187,1	220,5	197,3	230,3	201,9	234,0
II. Réserves techniques	0,9	1,0	1,0	1,1	1,0	1,1	1,0	1,1
III. Fonds de reconstitution	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	2,4	2,2	2,4
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,3	0,3	0,3	0,3	...	0,1	0,2	0,2
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	0,4	...	...	...
auprès d'intermédiaires financiers .....	...	0,1	0,1	0,1	0,2	...	...	0,1
autres emprunts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I.8 de l'actif	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
4. Autres engagements à court terme	0,4	0,4	0,5	0,6	0,2	0,4	0,4	0,2
5. Créiteurs divers	1,0	0,9	1,1	1,0	0,8	1,1	0,9	1,3
6. Provisions pour charges	0,2	0,3	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6
7. Divers	1,2	1,1	1,2	1,0	1,3	1,0	1,2	1,0
	3,6	3,5	4,1	4,1	3,8	3,6	3,7	3,9
V. Fonds propres :								
1. Capital	3,5	4,1	5,0	5,2	5,0	5,3	5,0	5,3
2. Réserve légale	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5
3. Autres réserves	3,5	4,1	4,4	5,5	4,9	6,1	5,0	6,1
	7,3	8,5	9,8	11,2	10,3	11,9	10,4	11,9
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,2	0,3	0,4	0,2	0,4	0,2	0,4
VII. Comptes transitoires ¹	2,4	3,0	3,5	4,1	3,9	4,7	4,2	4,8
Total du passif ...	147,6	174,3	207,9	243,7	218,7	254,4	223,6	258,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires						Total		
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(8)	(4)	(2) + (8) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1966	3,9	8,0	1,9	1,7	11,6	0,3	10,8	11,1	4,4	78,8	5,4	1,8	4,9	42,6	
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0	
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5	
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8	
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7	
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5	
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8	
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2	
1972 2 ^e trimestre	10,6	4,8	0,6	1,6	7,0	0,2	6,7	6,9	10,7	148,5	15,0	5,7	8,1	23,3	
3 ^e trimestre	10,7	5,6	1,0	1,3	7,9	0,1	7,0	7,1	11,5	152,7	15,8	5,8	9,5	25,3	
4 ^e trimestre	11,5	5,7	1,0	1,8	8,5	0,3	8,6	8,9	11,1	157,3	15,2	7,1	8,9	25,4	
1973 1 ^{er} trimestre	11,1	5,7	1,1	1,8	8,6	0,2	8,3	8,5	11,2	161,3	18,2	6,8	9,7	36,1	
2 ^e trimestre	11,2	5,5	0,7	1,4	7,6	0,2	7,4	7,6	11,2	166,3	21,3	5,7	11,1	26,2	
3 ^e trimestre	11,2	7,1	0,8	1,8	9,7	0,1	8,3	8,4	12,5	172,3	20,2	5,0	13,4	29,5	
4 ^e trimestre	12,5	7,6	1,1	1,7	10,4	0,3	9,5	9,8	13,1	178,6	20,5	6,2	13,6	33,4	
1974 1 ^{er} trimestre	13,1	7,0	1,1	2,2	10,3	0,3	8,8	9,1	14,3	183,2	23,0	8,4	13,6	42,6	
2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,8	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2	
1973 Juillet	11,2	2,7	0,4	0,6	3,7	...	3,1	3,1	11,8	167,6	20,1	4,5	14,0	14,8	
Août	11,8	1,9	0,2	0,5	2,6	0,1	2,5	2,6	11,8	169,7	20,7	5,2	12,8	7,6	
Septembre	11,8	2,5	0,2	0,7	3,4	...	2,7	2,7	12,5	172,3	20,2	5,2	13,5	7,1	
Octobre	12,5	2,8	0,4	0,6	3,8	0,1	3,4	3,5	12,8	174,2	20,6	4,5	14,8	13,3	
Novembre	12,8	2,2	0,3	0,6	3,1	0,1	2,9	3,0	12,9	175,9	20,9	4,8	13,8	7,6	
Décembre	12,9	2,6	0,4	0,5	3,5	0,1	3,2	3,3	13,1	178,6	20,5	9,2	12,3	12,5	
1974 Janvier	13,1	3,1	0,4	0,8	4,3	0,1	3,2	3,3	14,1	179,3	20,6	8,1	14,5	19,5	
Février	14,1	2,1	0,4	0,4	2,9	0,1	2,4	2,5	14,5	181,3	22,0	9,0	12,7	11,6	
Mars	14,5	1,8	0,3	1,0	3,1	0,1	3,2	3,3	14,3	183,2	23,0	8,2	13,6	11,5	
Avril	14,3	2,6	0,5	0,8	3,9	...	3,1	3,1	15,1	184,3	23,0	8,6	14,8	12,3	
Mai	15,1	2,6	0,3	0,5	3,4	0,1	3,3	3,4	15,1	187,3	23,7	9,1	14,5	12,3	
Juin	15,1	2,9	0,2	0,8	3,9	0,2	3,4	3,6	15,4	190,2	23,1	8,5	16,1	9,6	
Juillet	15,4	3,1	0,6	0,8	4,5	...	4,3	4,3	15,6	191,9	21,3	6,0	20,8	19,5	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
ACTIF									
Immeubles	3,7	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4
Prêts hypothécaires	14,2	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4
Prêts sur polices	1,5	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	6,2	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5
Titres des organismes parastataux de crédit	5,1	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2			
Titres des autres organismes parastataux	1,9	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5			
Titres des provinces et communes	1,8	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9			
Valeurs étrangères	2,0	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7
Obligations de sociétés belges	9,2	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6
Actions de sociétés belges	3,0	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2
Total des valeurs mobilières ...	29,2	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7
Réserves mathématiques ¹	49,1	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8

Sociétés étrangères

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
ACTIF									
Immeubles	2,0	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5
Prêts hypothécaires	4,2	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	3,8	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2
Titres des organismes parastataux de crédit	0,9	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5			
Titres des autres organismes parastataux	1,0	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1			
Titres des provinces et communes	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4			
Valeurs étrangères	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5
Actions de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2
Total des valeurs mobilières ...	8,0	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	14,7	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de l'I.N.S.* — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
I. Particuliers :							
A. Thésaurisation ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. Epargne-dépôts ² :							
Caisses d'épargne	17,3	16,1	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0
Banques	15,1	13,1	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5
Institutions paraétatiques de crédit	3,7	2,6	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2
Mutualités	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Total ...	36,4	32,0	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8
Doubles emplois ³ ...	- 10,2	- 7,4	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3
Total net ...	26,2	24,6	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5
C. Epargne-réserves ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,6	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,4	1,4	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1
Caisses de vacances annuelles	0,6	0,7	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6
Organismes d'assurance-vie	5,4	6,8	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	2,0	1,7	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3
Total ...	10,7	12,2	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6
D. Epargne hypothécaire et immobilière :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	14,3	14,7	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	18,4	10,5	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3
Total ...	32,7	25,2	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8
E. Emissions de capitaux :							
Nouveaux placements du public	19,6	26,6	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0
F. Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers	- 2,0	- 1,3	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5
Epargne nette totale ...	87,2	87,3	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4
Amortissements sur habitations ...	11,8	12,6	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7
Epargne brute totale ...	99,0	99,9	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1
II. Entreprises : ⁵							
A. Entreprises privées :							
Epargne nette	15,3	11,6	13,0				
Amortissements	47,7	52,4	60,6				
Epargne brute ...	63,0	64,0	73,6				
B. Entreprises publiques autonomes :							
Epargne nette	0,5	1,8	1,8				
Amortissements	3,8	4,7	4,5				
Epargne brute ...	4,3	6,5	6,3				
Total général particuliers et entreprises ...							
Epargne nette ...	103,2	97,9	122,3				
Epargne brute ...	166,5	167,6	201,2				

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

⁵ Les chiffres ne sont pas disponibles pour les années 1968 et suivantes.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (⁹) = (⁵) + (⁸)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	— 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	— 0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	— 4,2	72,8
	^p 1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	—	2,9	— 2,9	62,7
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1966	0,4	2,1	— 1,7	—	— 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁵	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
	1971	...	4,4	— 4,4	—	— 4,4	9,3	4,4	4,9	0,5
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	13,5	6,0	7,5	14,6
	^p 1973	...	3,4	— 3,4	—	— 3,4	13,5	7,9	5,6	2,2
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	— 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	— 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	^p 1973	3,1	1,0	2,1	12,8	14,9	9,5	2,5	7,0	21,9
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	— 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	— 0,1	19,5
	1971	17,0	3,0	14,0	12,8	26,8	3,5	0,1	3,4	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	^p 1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,1	...	0,1	37,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	^p 1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,8	1,3	1,5	7,0
Total 1 à 3 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6
	1971	147,0	65,7	81,3	33,5	114,8	32,8	12,8	20,0	134,8
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	32,5	10,9	21,6	140,7
	^p 1973	147,3	57,8	89,5	30,3	119,8	25,9	14,6	11,3	131,1

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1966 : 4,5; en 1967 : — 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : — 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : — 11,4; en 1972 : — 0,4; en 1973 : — 3,7 milliards. Montant des émissions nettes à un an ou plus des années 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972 et 1973. — « Intermédiaires financiers publics » : néant, — 0,3, 2,2, — 2,3, 3,9, 3,7, 1,0 et 1,8 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 0,6, 1,6, 1,2, 2,4, 5,9 4,0, 8,7 et 8,7 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	18.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	9 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
							147.000			
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
							141.240			
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Interc. Autor. des Ardennes E9/ E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Interc. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Interc. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-1986	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
							151.200			
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/ E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Interc. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-1982	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ²	Dette reprise de la République du Zaïre ³	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ²
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée ¹	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ²	à moyen et court terme	totale ²					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972 Mars	457,2	14,1	79,7	55,4	606,4	7,5	6,9	14,4	620,8	56,2	677,0	1,6	678,6
1972 Juin	470,9	17,2	88,5	60,6	637,2	7,0	4,9	11,9	649,1	54,5	703,6	1,6	705,2
1972 Septembre	504,5	18,2	59,9	58,5	641,1	6,7	3,3	10,0	651,1	54,6	705,7	1,5	707,2
1972 Décembre	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973 Mars	514,9	17,5	80,5	61,4	674,3	6,1	...	6,1	680,4	65,2	745,6	1,3	746,9
1973 Juin	537,1	16,4	84,9	66,0	704,4	5,7	...	5,7	710,1	63,8	773,9	1,2	775,1
1973 Août	533,2	16,4	71,3	59,6	680,5	5,6	...	5,6	686,1	63,5	749,6	1,2	750,8
1973 Septembre	568,4	16,3	50,6	58,5	693,8	5,6	...	5,6	699,4	63,2	762,6	1,0	763,6
1973 Octobre	563,9	16,4	53,8	62,5	696,6	5,5	...	5,5	702,1	63,3	765,4	1,0	766,4
1973 Novembre	561,7	16,4	59,2	60,7	698,0	5,5	...	5,5	703,5	63,2	766,7	1,0	767,7
1973 Décembre	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Janvier	555,4	15,6	71,8	73,1	715,9	5,4	...	5,4	721,3	62,7	784,0	1,0	785,0
1974 Février	582,3	14,3	71,6	73,2	741,4	5,4	...	5,4	746,8	62,3	809,1	0,9	810,0
1974 Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
1974 Avril	576,0	13,9	104,9	74,1	768,9	5,2	...	5,2	774,1	60,8	834,9	0,9	835,8
1974 Mai	573,3	13,8	123,9	66,3	777,3	5,1	...	5,1	782,4	60,8	843,2	0,9	844,1
1974 Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
1974 Juillet	603,5	19,8	49,5	67,4	740,2	4,8	...	4,8	745,0	60,6	805,6	0,8	806,4
1974 Août	601,1	19,8	58,6	59,3	738,8	4,8	...	4,8	743,6	60,3	803,9	0,8	804,7

¹ Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

³ Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dette reprise de la République du Zaïre ²	Dette totale ³	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor ⁷	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour le compte des Ministres de l'Education Nationale ⁶	Divers				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (8) - (9)	(11)	
1966	+18,9	-0,5	+18,4	+1,3	...	...	...	+17,1	...	+17,1	...
1967	+21,9	-0,4	+21,5	+0,5	-1,5	+0,3	...	+22,2	...	+22,2	+0,8
1968	+41,9	-0,5	+41,4	+4,4	+3,1	+0,8	...	+33,1	...	+33,1	+1,0
1969	+28,5	-0,4	+28,1	+2,3	-5,0	+0,2	+0,7 ⁸	+29,9	...	+29,9	-1,8
1970	+23,7	-0,4	+23,3	-0,5	...	...	...	+23,8	...	+23,8	...
1971	+23,4	-0,4	+23,0	-10,4	...	-0,3	-0,1 ⁹	+33,8	...	+33,8	...
1972	+67,3	-0,4	+66,9	+3,9	...	-0,2	-0,5 ¹⁰	+63,7	...	+63,7	...
1973	+63,5	-0,4	+63,1	+1,3	...	-2,1	+2,8 ¹¹	+51,1	...	+51,1	...
1973 Août	+39,4	-0,2	+39,2	+0,9	...	-1,7	...	+40,0	...	+40,0	...
1974 Août	+40,2	-0,2	+40,0	-0,3	...	-	...	+40,3	...	+40,3	...

¹ Variations de la colonne (1) du tableau XVI - 3a.

² Variations de la colonne (2) du tableau XVI - 3a.

³ Variations de la colonne (3) du tableau XVI - 3a.

⁴ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

⁵ La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

⁶ Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la

B.N.B. A partir d'octobre 1973 l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

⁷ Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

⁸ Réévaluation du mark allemand.

⁹ B.I.R.D. : +0,5; réévaluation du franc suisse : +0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : -0,8 (dollars U.S.) et -0,1 (francs suisses).

¹⁰ B.I.R.D.

¹¹ Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres valrois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,3
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,4	248,8	715,5	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973 p	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,8	1.097,9 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970	70,9	19,4	23,0	17,3	39,7	170,3	—
1971	72,2	22,7	25,5	22,0	47,8	190,2	—
1972	78,1	26,2	30,0	21,4	55,8	211,5	—
1973 p	76,1	28,0	34,1	22,8	59,8	220,8	—

Total

1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,3
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,3
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,0
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	10,9
1970	431,7	62,9	23,0	79,7	288,5	885,8	10,6
1971	494,5	72,6	25,5	98,6	337,6	1.028,8	10,3
1972	576,3	84,2	30,0	122,8 ⁵	370,9	1.184,2 ⁵	—
1973 p	636,6	91,7	34,1	143,7 ⁵	412,6	1.318,7 ⁵	—

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	
			2	3	4			3		

Titres accessibles à tout placeur ¹

1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	385,6	4,7	3,0	5,4	128,2	6,0	68,8	95,4	18,4	715,5
1971	428,9	5,1	2,6	6,3	170,2	8,2	85,3	101,7	30,3	838,6
1972	471,9	6,2	2,7	7,4	212,0	15,2	110,7	108,0	38,6	972,7 ⁵
1973 p	519,9	6,6	3,0	8,1	254,1	15,7	129,9	118,0	42,6	1.097,9 ⁵

Titres non accessibles à tout placeur

1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	5,8	0,3	0,2	1,3	65,0	—	28,3	50,8	6,5	158,2
1970	9,5	0,4	0,2	1,9	67,8	—	31,0	54,5	5,0	170,3
1971	9,2	0,3	0,3	2,1	72,5	—	40,1	56,8	8,9	190,2
1972	8,9	0,3	0,2	2,1	79,8	—	48,4	59,3	12,5	211,5
1973 p	9,6	0,2	0,2	2,5	81,3	—	51,6	64,5	10,9	220,8

Total

1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,0	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,8	142,0	25,2	801,5
1970	395,1	5,1	3,2	7,3	196,0	6,0	99,8	149,9	23,4	885,8
1971	438,1	5,4	2,9	8,4	242,7	8,2	125,4	158,5	39,2	1.028,8
1972	480,8	6,5	2,9	9,5	291,8	15,2	159,1	167,3	51,1	1.184,2 ⁵
1973 p	529,5	6,8	3,2	10,6	335,4	15,7	181,5	182,5	53,5	1.318,7 ⁵

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de

pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

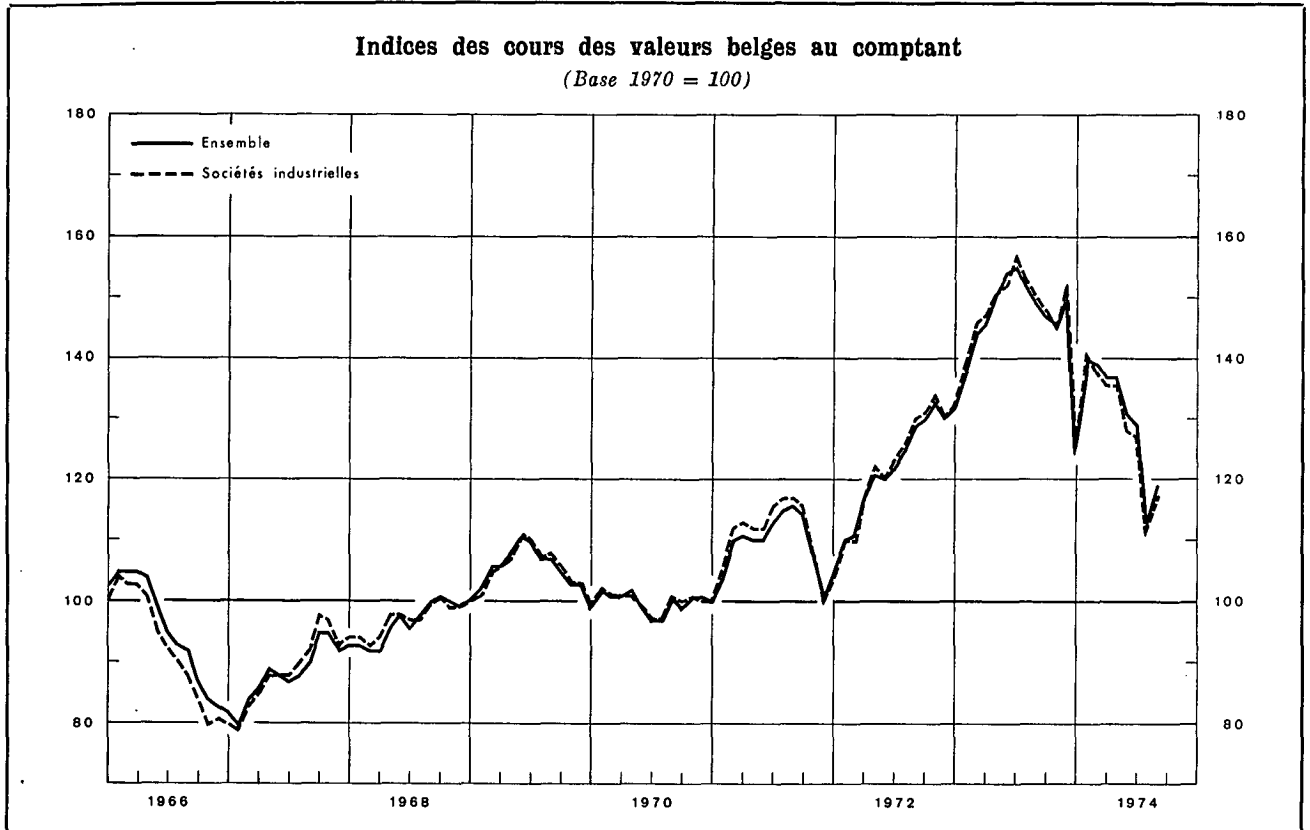
⁵ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire Statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.* — *Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, no 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séance (millions de francs) 1	Valeurs belges				
		Indices des cours 2			Taux de rendement 3	
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles
		Ensemble	Sociétés industrielles			
(Base 1970 = 100)					en p.c.	
1966	71	94	91	82	4,1	4,2
1967	81	89	90	83	4,2	4,0
1968	134	97	97	92	3,8 ⁴	3,8 ⁴
1969	149	105	106	105	3,7	3,4
1970	112	100	100	100	4,9	5,2
1971	169	110	111	103	5,2	5,9
1972	199	123	124	118	4,1	3,9
1973	276	147	148	144	3,8	3,7

	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974	1973	1974
Janvier	305	314	138	140	139	141	138	135	3,5	4,1	3,0	4,0
Février	334	276	144	139	146	138	142	142	3,5	4,2	3,2	4,2
Mars	292	231	146	137	147	136	143	144	3,4	4,2	3,2	4,2
Avril	338	212	151	137	151	136	151	144	3,4	4,5	3,4	4,5
Mai	338	189	154	131	152	128	154	137	3,7	5,0	3,7	5,1
Juin	322	164	155	129	157	127	152	133	3,7	5,3	3,7	5,3
Juillet	252	148	152	113	153	112	149	118	3,8	5,4	3,8	5,5
Août	177	128	149	119	150	117	146	125	3,9	5,9	3,8	5,8
Septembre	200		147		148		145		3,9		3,9	
Octobre	214		146		145		146		3,9		3,8	
Novembre	266		151		152		146		4,3		4,3	
Décembre	276		125		125		122		4,2		4,3	

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

² Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

³ Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

⁴ Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1965	55	9,1	4,8	1,8	...	0,9	0,1	11,1	0,5
1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6

Sociétés financières et immobilières ⁵

1965	1.778	37,6	21,6	3,9	0,3	2,4	0,1	17,6	0,9
1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,8	2,8

Industries des fabrications métalliques

1965	1.379	20,0	15,8	4,5	0,9	1,6	0,2	1,8	0,1
1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2

Métallurgie du fer

1965	100	19,4	17,7	1,0	0,4	0,7	...	6,9	0,4
1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2

Industrie textile

1965	981	12,0	11,1	1,1	0,4	0,3	0,1	0,3	...
1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1965	723	11,6	8,7	1,6	0,2	0,6	0,1	0,9	0,1
1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1965	601	18,7	9,3	2,9	0,4	1,2	0,1	0,7	0,1
1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1

Electricité

1965	28	23,7	4,2	2,3	...	2,0	0,1	12,3	0,6
1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1

Industrie du charbon

1965	35	8,0	1,6	0,2	0,7	0,1	...	0,3	...
1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1965	14.706	220,4	136,0	29,5	4,7	13,5	1,4	57,5	3,0
1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,6	7,0

Notes : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	302	41,3	30,5	3,5	0,6	1,6	0,1	1,1	...
1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2

C. — Total général ⁶

1965	15.008	261,7	166,5	33,0	5,3	15,1	1,5	58,6	3,0
1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,9	7,2

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 3 premiers mois	1.502	21,6	15,9	3,9	0,7	1,4	1,1
6 premiers mois	9.774	225,3	112,3	29,1	4,5	13,8	2,3
9 premiers mois	10.857	238,1	121,3	31,1	4,8	14,4	3,3
12 mois	12.019	262,3	136,7	34,7	6,0	16,1	4,9
12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 1 ^{er} mois	137	2,1	1,9	0,4	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	304	10,9	9,9	2,3	0,4	0,9	0,7
3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
4 premiers mois	3.817	83,0	50,0	13,4	2,2	5,7	1,6
5 premiers mois	7.731	222,7	118,9	31,9	4,7	14,8	2,0
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
7 premiers mois	11.098	316,2	175,5	44,5	6,9	20,9	2,6
8 premiers mois	11.356	319,4	177,0	45,0	7,0	21,0	2,8
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
10 premiers mois	12.138	329,4	183,7	46,6	7,4	21,6	3,5
11 premiers mois	12.460	336,2	188,0	47,7	7,7	22,2	4,0
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1

Notes - voir page suivantes.

XVII - 3 — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres cumulés

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 3 premiers mois	13	0,4	0,2	0,1	...	0,1	0,1
6 premiers mois	144	10,8	5,5	1,0	0,2	0,7	0,1
9 premiers mois	168	13,4	8,3	1,1	0,3	0,9	0,1
12 mois	203	17,9	10,7	1,5	0,4	1,1	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 1 ^{er} mois	1	...	0,1	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	0,1	...	...	...	0,1
3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	27	2,4	0,5	0,2	...	0,1	0,1
5 premiers mois	81	17,0	10,0	2,2	...	1,6	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
7 premiers mois	179	36,8	25,5	6,6	0,2	3,5	0,1
8 premiers mois	183	37,2	25,8	6,6	0,2	3,5	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
10 premiers mois	203	38,7	26,5	6,8	0,2	3,7	0,1
11 premiers mois	213	40,8	27,7	7,0	0,2	3,8	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2

C. — Total général ⁴

1968 12 mois (avec supplément) ⁵	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 3 premiers mois	1.515	22,0	16,1	4,0	0,7	1,5	1,2
6 premiers mois	9.918	236,1	117,8	30,1	4,7	14,5	2,4
9 premiers mois	11.025	251,5	129,6	32,2	5,1	15,3	3,4
12 mois	12.222	280,2	147,4	36,2	6,4	17,2	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 1 ^{er} mois	138	2,1	2,0	0,4	0,1	0,2	0,5
2 premiers mois	306	10,9	10,0	2,3	0,4	0,9	0,8
3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
4 premiers mois	3.844	85,4	50,5	13,6	2,2	5,8	1,7
5 premiers mois	7.812	239,7	128,9	34,1	4,7	16,4	2,1
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
7 premiers mois	11.277	353,0	201,0	51,1	7,1	24,4	2,7
8 premiers mois	11.539	356,6	202,8	51,6	7,2	24,5	2,9
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
10 premiers mois	12.341	368,1	210,2	53,4	7,6	25,3	3,6
11 premiers mois	12.673	377,0	215,7	54,7	7,9	26,0	4,1
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4 — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	— 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	p 18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	p 26,3	42,3
1971	26,8	.....	p 12,1	p 4,1	p 8,0	p 5,9	p 13,9	.....	n.d.

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	p ...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	p -0,4	-0,4
1971	4,4	.....	p 0,2	p 1,6	p -1,4	p ...	p -1,4	.....	n.d.

Total général

1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,2
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	p 18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	p 25,9	41,9
1971	31,2	.....	p 12,3	p 5,7	p 6,6	p 5,9	p 12,5	.....	n.d.

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continuées brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continuées brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1972 3 premiers mois	6,0	4,0	0,5	4,5	...	...	1,1	1,1
6 premiers mois	13,0	6,6	8,1	14,7	...	...	1,6	1,6
9 premiers mois	21,9	12,3	11,5	23,8	...	...	1,6	1,6
12 mois p	41,6	18,1	17,6	35,7	...	...	1,6	1,6
1973 3 premiers mois . p	5,4	3,4	4,1	7,5	...	...	...	...
6 premiers mois . p	16,6	6,7	7,0	13,7	...	...	...	...
9 premiers mois . p	22,2	9,3	9,4	18,7	7,4	...	...	...
12 mois p	40,7	16,2	12,4	28,6	7,4	...	...	...
1974 3 premiers mois . p	6,4	3,2	1,0	4,2	...	...	...	...
1973 Avril p	1,7	0,9	0,3	1,2	...	...	...	...
Mai p	3,1	0,9	2,0	2,9	...	...	...	...
Juin p	6,4	1,5	0,6	2,1	...	...	...	...
Juillet p	1,6	1,0	2,2	3,2	7,4	...	...	...
Août p	2,0	0,8	0,2	1,0	...	...	...	...
Septembre p	2,0	0,8	...	0,8	...	...	...	...
Octobre p	2,6	0,8	1,8	2,6	...	...	...	...
Novembre p	4,8	1,4	0,6	2,0	...	...	...	...
Décembre p	11,1	4,7	0,6	5,3	...	...	...	...
1974 Janvier p	2,1	1,0	0,5	1,5	...	...	...	...
Février p	2,0	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Mars p	2,3	1,0	0,5	1,5	...	...	...	...
Avril p	2,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions contraires.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 8, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.B.	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972 Juin	281,3	1,9	283,2	189,7	69,9	150,6	95,4	505,6	788,8
Septembre	290,3	1,5	291,8	194,0	71,7	156,9	98,5	521,1	812,9
Décembre	317,2	3,4	320,6	199,5	72,8	166,5	102,6	541,4	862,0
1973 Mars	324,2	3,1	327,3	202,7	75,9	170,5	106,8	555,9	883,2
Juin	341,1	2,0	343,1	209,3	78,5	177,5	111,5	576,8	919,9
Septembre	357,0	1,5	358,5	215,1	80,6	183,2	116,7	595,6	954,1
Décembre	370,7	3,6	374,3	222,9	81,5	193,5	121,4	619,3	993,6
1974 Mars	385,0	2,6	387,6	227,8	84,7	195,7	126,7	634,9	1.022,5
Juin	388,6	1,4	390,0						

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la OGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Sources : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1966	4,5
1967	4,9
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1972 2 ^e trimestre ...	6,3
3 ^e trimestre ...	7,7
4 ^e trimestre ...	9,3
1973 1 ^{er} trimestre ...	10,4
2 ^e trimestre ...	10,3
3 ^e trimestre ...	10,3
4 ^e trimestre ...	9,7
1974 1 ^{er} trimestre ...	9,3
2 ^e trimestre ...	10,4

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistique économiques belges 1960-1970* — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1966	1,9	0,3	2,6	1,2	0,8	1,7	1,1	4,8
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1972 2 ^e trimestre	5,1	0,9	3,3	2,4	0,1	6,3	0,5	9,3
3 ^e trimestre	5,5	0,3	3,8	2,2	1,6	5,2	0,6	9,6
4 ^e trimestre	5,1	0,9	4,0	2,5	2,2	4,6	0,7	10,0
1973 1 ^{er} trimestre	7,6	0,7	4,1	2,6	3,1	6,2	0,5	12,4
2 ^e trimestre	5,3	2,6	4,2	2,8	0,2	8,1	1,0	12,1
3 ^e trimestre	7,4	0,2	4,1	2,7	5,8	2,6	0,6	11,7
4 ^e trimestre	5,2	0,3	4,4	3,5	3,2	2,5	0,7	9,9
1974 1 ^{er} trimestre	5,8	...	4,5	2,9	6,1	0,9	0,4	10,3
2 ^e trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
1973 Août	8,7	...	4,5	1,6	8,7	2,6	0,3	13,2
Septembre	9,2	...	5,0	2,3	7,2	4,0	0,7	14,2
Octobre	5,5	0,2	3,5	3,0	3,2	1,9	1,1	9,2
Novembre	4,6	0,4	4,6	4,0	2,6	2,3	0,7	9,6
Décembre	5,6	0,2	5,0	3,6	3,6	3,3	0,3	10,8
1974 Janvier	3,5	...	4,6	3,5	4,2	...	0,4	8,1
Février	6,6	...	4,8	2,5	6,8	1,7	0,4	11,4
Mars	7,2	...	4,2	2,7	7,2	0,9	0,6	11,4
Avril	4,6	...	4,0	2,3	4,7	1,3	0,3	8,6
Mai	5,8	...	5,8	2,1	8,1	1,1	0,3	11,6
Juin	5,9	...	3,9	3,1	4,5	1,5	0,7	9,8
Juillet	10,1	...	3,3	2,3	4,5	6,3	0,3	13,4
Août	6,0	...	4,6	2,6	2,1	5,0	0,9	10,6

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,6	171,7
1973	139,7	3,2	24,1	20,7	187,7
1972 2 ^e trimestre	131,8	4,6	20,6	12,9	169,9
3 ^e trimestre	132,0	3,4	21,6	13,7	170,7
4 ^e trimestre	129,7	3,0	29,1	18,2	180,0
1973 1 ^{er} trimestre	139,2	2,5	28,7	14,7	185,1
2 ^e trimestre	140,7	5,6	22,9	14,6	183,8
3 ^e trimestre	139,6	2,1	22,2	23,7	187,6
4 ^e trimestre	139,4	2,7	22,5	29,7	194,3
1974 1 ^{er} trimestre	149,4	0,8	27,2	29,0	206,4
2 ^e trimestre	156,2	1,4	28,7	27,9	214,2

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.
² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

**XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles
	En pour cent des moyens d'action retenus 1 (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés 2	Effets non réescomptés 3	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) - (3) - (4)	
1969	12	44,0	29,7	4,2	10,1
1970	9	38,0	20,7	6,2	11,1
1971	9	43,9	19,0	9,4	15,5
1972 Mars	9	45,6	19,6	6,0	20,0
Juin	9	48,0	20,0	8,3	19,7
Septembre	8	44,4	18,4	11,4	14,6
Décembre	8	46,2	20,4	14,6	11,2
1973 Mars	7 1/2	45,0	17,9	9,2	17,9
Juin	7 1/4	45,4 ⁴	16,0 ⁴	12,3 ⁴	17,1 ⁴
Août	6 1/2	42,6	16,0	14,9	11,7
Septembre	6 1/2	42,6	17,4	17,0	8,2
Octobre	6 1/2	42,6	17,4	16,6	8,6
Novembre	6	41,1	16,4	19,2	5,5
Décembre	5 1/2	37,8	14,4	18,0	5,4
1974 Janvier	5 1/2	37,8	14,7	17,7	5,4
Février	5 1/4	37,4	14,8	17,7	4,9
Mars	5 1/4	37,4 ⁵	13,8 ⁵	18,5 ⁵	5,1 ⁵
Avril	5 1/4	37,4	7,2	18,6	11,6
Mai	4 1/2	32,1	5,0	22,4	4,7
Juin	4 1/2	32,1 ⁶	2,6 ⁶	25,6 ⁶	3,9 ⁶

Fin de période	Plafonds				Encours imputés			Marges disponibles		
	En pour cent des moyens d'action retenus 1 (formule générale uniquement)	Montants 7 (formule générale et formule forfaitaire)			Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total	Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total
		Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) - (5)	(9) = (3) - (6)	(10) = (4) - (7)	
1974 Juillet	4 1/2	16,7	16,7	33,4	15,3	11,9	27,2	1,4	4,8	6,2
Août	4	16,7	16,7	33,4	15,0	11,7	26,7	1,7	5,0	6,7

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Créditexport depuis le 31 mars 1970).

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G.

4 Situation au 29 juin 1973.

5 Situation au 29 mars 1974.

6 Situation au 28 juin 1974.

7 A partir du 8 juillet 1974, le plafond de chaque banque est utilisable :
— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la Banque aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif, auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie et au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Créditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, n°s 3 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances

et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — XLVI^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
Taux en vigueur au 31-12-65	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	5,75	6,25	7,00	
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	7,00	
1967 2 février	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	6,00	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	6,00	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,00	6,50	6,50	5,75	6,00	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	
14 septembre	4,25	4,25	3,75	5,00	5,50	6,00	6,00	5,25	5,50	6,00	
26 octobre	4,00	4,00	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	5,00	5,25	5,75	
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,00	5,50	5,50	4,75	5,00	5,50	
19 décembre	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	
			pays de la C.E.E. | autres pays								
1969 1 janvier	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00
31 juillet	7,00			9,00				8,50	8,75	9,00	
18 septembre	7,50			9,50				9,00	9,25	9,50	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur.										
1970 1 juin	7,50			9,50				9,00	9,25	9,50	
22 octobre	7,00			9,00				8,50	8,75	9,00	
10 décembre	6,50			8,50				8,00	8,25	8,50	
1971 25 mars	6,00			7,50				7,00	7,25	7,50	
23 septembre	5,50			7,00				6,50	6,75	7,00	
1972 6 janvier	5,00			6,50				6,00	6,25	6,50	
3 février	4,50			6,00				5,50	5,75	6,00	
2 mars	4,00			5,00				5,00			
23 novembre	4,50			5,50				5,50			
21 décembre	5,00			6,00				6,00			
1973 10 mai	5,50			7,00				7,00			
5 juillet	6,00			7,50				7,50			
2 août	6,50			8,00				8,00			
4 octobre	7,00			8,50				8,50			
29 novembre	7,75			8,50				8,50			
1974 1 février	8,75			9,50				9,50			

* Quotité de l'avance au 31 août 1974

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 max 95 p.c. | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 p.c.

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁴					
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6 mois	9 mois	12 mois			
	(fin de période)			4	5		6	6	6	6		
1966	3,88											
1967	3,19											
1968	2,84											
1969	5,40											
1970	6,25											
1971	3,70											
1972	2,48											
1973	4,81											
1972 2 ^e trimestre	2,08											
3 ^e trimestre	2,23											
4 ^e trimestre	3,07											
1973 1 ^{er} trimestre	3,14											
2 ^e trimestre	3,19											
3 ^e trimestre	5,77											
4 ^e trimestre	7,11											
1974 1 ^{er} trimestre	8,50											
2 ^e trimestre	9,45											
1973 Août	5,79											
Septembre	5,54											
Octobre	7,34											
Novembre	6,78											
Décembre	7,18											
1974 Janvier	8,52											
Février	7,94											
Mars	8,96											
Avril	9,21											
Mai	9,52											
Juin	9,59											
Juillet	10,34											
Août	9,68											
1965		4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1965 14 déc.	5,30	5,45	5,50		
1966		5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25		
1967		3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15		
1968		4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30		
1969		7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80		
1970		6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1970 8 déc.	7,45	*	7,75		
1971		4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15		
1972		3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 sept.	4,20	4,50	5,20		
1973		7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	12 déc.	4,85	5,25	5,85		
1972 2 ^e trim.	3,00	3,25	3,50	3,80	3,75		1973 13 mars	5,65	6,00	6,25		
3 ^e trim.	3,10	3,35	3,65	4,05	3,98		12 juin	5,80	6,20	6,50		
4 ^e trim.	3,90	4,20	4,50	4,85	4,42		11 sept.	*	*	7,30		
1973 1 ^{er} trim.	4,60	4,90	5,20	5,50	5,48		9 oct.	7,90	7,95	8,00		
2 ^e trim.	5,10	5,40	5,70	6,00	5,64		13 nov.	*	8,00	8,10		
3 ^e trim.	6,75	7,05	7,35	7,65	6,97		11 déc.	*	*	8,10		
4 ^e trim.	7,05	7,35	7,65	7,95	7,89		1974 8 janv.	8,00	*	7,75		
1974 1 ^{er} trim.	8,50	8,75	9,00	9,40	8,55		12 févr.	*	*	8,60		
2 ^e trim.	11,00	11,25	11,25	11,50	9,87		11 mars	9,50	*	8,50		
1973 Août ..	6,25	6,55	6,85	7,15	7,09		9 avril	9,50	*	9,00		
Sept. ..	6,75	7,05	7,35	7,65	7,47		14 mai	*	10,00	8,75		
Oct. ...	7,05	7,35	7,65	7,95	7,83		11 juin	*	*	*		
Nov. ..	7,05	7,35	7,65	7,95	7,95		9 juill.	10,50	10,00	9,00		
Déc. ..	7,05	7,35	7,65	7,95	7,95		13 août	12,00	12,00	9,00		
1974 Janv. .	7,05	7,35	7,65	7,95	7,95		10 sept.	12,00	11,75	9,00		
Févr. .	8,00	8,25	8,50	8,75	8,55							
Mars .	8,50	8,75	9,00	9,40	9,23							
Avril .	9,40	9,40	9,40	9,70	9,48							
Mai ..	10,00	10,00	10,00	10,25	9,92							
Juin ..	11,00	11,25	11,25	11,50	11,15							
Juil. ..	11,50	11,75	11,75	12,00	11,90							
Août .	11,50	11,75	11,75	12,00	12,00							

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 26 mars 1964, p. 8283).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du

secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates de changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1965	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	4,20
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	4,70
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	4,70
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00	4,70
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50	4,20
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00	4,50
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50	4,75
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25	5,50
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50	5,75
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1965 à 1968	3,00	0,50	2,00	0,40
1969	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
A partir du 16 septembre 1974 ⁵	4,75	1,50	3,75	1,50

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au ¹.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{re} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

⁵ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an sera attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1966	—	—	6,45	6,54	1	6,49
1967	—	—	6,76	6,81	1	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1972 Avril	6,48	6,27	6,84	6,69	7,05	6,76
Juillet	6,73	6,36	7,07	6,91	7,41	6,98
Octobre	6,59	6,61	6,95	6,83	7,25	6,88
1973 Janvier	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
Avril	6,89	6,94	7,33	7,24	7,69	7,27
Juillet	6,82	6,90	7,21	7,24	7,88	7,20
Septembre	7,43	7,32	7,71	7,70	8,33	7,69
Octobre	7,31	7,32	7,62	7,74	8,33	7,63
Novembre	7,38	7,42	7,66	7,79	8,50	7,68
Décembre	7,54	7,48	7,79	7,86	8,39	7,78
1974 Janvier	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
Février	7,94	7,85	8,14	8,21	8,97	8,14
Mars	7,84	7,97	8,22	8,39	9,24	8,22
Avril	7,90	8,10	8,36	8,46	9,66	8,34
Mai	8,38	8,41	8,71	8,92	10,24	8,73
Juin	8,70	8,85	8,78	9,10	10,69	8,89
Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Août	8,76	8,77	8,82	9,14	10,98	8,93
Septembre	9,58	9,34	9,26	9,55	11,61	9,41

* Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1965 ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1er juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	97,50	6,99
										7,00	100,00	7,00
1967 1er février ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75	97,50	6,99
										7,00	100,00	7,00
1er décembre .	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1er novembre .	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre .	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1er septembre	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ...	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre .	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Royaume-Uni		Italie 2		Pays-Bas 3		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-69		6,00		6,00		8,00		8,00		5,50		6,00		8,00		3,75
1970 Mars	9	7,50					5	7,50	9	7,00						
Avril							15	7,00					12	7,50		
Mai													1	7,00		
Juin																
Juillet	16	7,00														
Août					27	7,50										
Septembre ..													1	6,50		
Octobre ..					20	7,00										
Novembre ..	18	6,50	13	5,75									12	6,00		
Décembre ..	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,00												
Février ...			19	4,75									15	5,75		
Février ...													24	5,25		
Avril	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai					13	6,75										
Juillet			16	5,00												
Septembre ..							2	5,00			15	5,00				
Octobre ...	14	4,50			28	6,50			14	6,00			25	4,75		
Novembre ...			19	4,75												
Décembre ..	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,00					6	4,50				
Février ...	25	3,00									2	4,00				
Mars					6	5,75			10	5,50						
Avril																
Juin							22	6,00								
Septembre ..											8	3,00				
Octobre ...	9	3,50					13	7,25 ⁴								
Octobre ...							27	7,50								
Novembre ..	3	4,00			2	6,50					6	4,00				
Novembre ..					30	7,50										
Décembre ..	1	4,50					1	7,75								
Décembre ..							8	8,00								
Décembre ..							22	9,00								
1973 Janvier ...	12	5,00 ⁵	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars							23	8,50								
Avril							13	8,00					9	5,25		
Avril							19	8,25								
Mai	4	6,00	4	5,75			11	8,00								
Mai			11	6,00			18	7,75					14	5,75		
Juin	1	7,00	11	6,50			22	7,50					11	6,25		
Juin											4	4,50				
Juillet ...			2	7,00	5	8,50	20	9,00			28	5,00				
Juillet ...							27	11,50			18	6,00				
Août			14	7,50	2	9,50					8	6,50	7	6,75		
Septembre ..					20	11,00			17	9,50			13	7,25		
Octobre ...							19	11,25			16	7,00				
Novembre ..							13	13,00								
Décembre ..											6	8,00 ⁶				
1974 Janvier ...							4	12,75								
Février ...							1	12,50								
Mars									20	12,00						
Avril							5	12,25								
Avril			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai							24	11,75					13	8,75		
Juin					20	13,00										
Juillet ...													24	9,25		
Septembre ..							20	11,50								

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Depuis le 1er juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

3 Le 1er septembre 1973, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 16 octobre 1973 et à 1 p.c. à partir du 1er mars 1974. A partir du 18 décembre 1973, ce taux pénalisateur de 2 p.c. ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1er mars 1974, il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-dessus de

ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

4 En principe, la Banque d'Angleterre annonce, depuis le 18 octobre 1972, chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

5 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

6 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 9,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 9 mai	1974 6 juin	1974 4 juillet	1974 8 août	1974 5 septembre
ACTIF					
Or et créances sur l'étranger	37.539	37.613	37.992	39.558	39.640
Or et disponibilités à vue à l'étranger	33.359	33.372	33.712	34.705	34.712
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes (1) (2)	3.758	3.819	3.900	4.473	4.548
Annuités de prêt de la B.I.R.D. et de l'Export Im- port Bank	422	422	380	380	380
Créances sur le Trésor	14.166	14.133	10.798	10.662	13.015
Monnaies divisionnaires	139	106	200	172	151
Comptes courants postaux	327	327	398	290	266
Concours au Trésor Public (3) (4)	13.700	13.700	10.200	10.200	12.598
Créances provenant d'opérations de refinancement	104.945	104.913	117.077	105.919	97.599
Effets escomptés (5)	13.220	13.213	13.533	13.482	13.825
Effets achetés sur le marché monétaire et obliga- tions (5)	85.515	84.831	98.793	87.467	80.580
Avances sur titres	74	96	68	47	47
Effets en cours de recouvrement	6.136	6.773	4.683	4.923	3.147
Divers	2.515	2.820	2.901	2.568	2.763
Total ...	159.165	159.479	168.768	158.707	153.017

PASSIF

Billets en circulation	90.824	91.117	93.886	94.481	92.510
Comptes créditeurs extérieurs	3.621	3.651	3.502	3.709	3.655
Comptes des banques, institutions et personnes étran- gères	928	957	809	1.015	961
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.693	2.694	2.693	2.694	2.694
Compte courant du Trésor public	8.265	8.577	5.008	1.031	...
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	48.053	47.958	57.015	52.656	49.455
Compte courant des établissements astreints à la con- stitution de réserves	45.694	46.205	55.186	51.111	47.952
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2.359	1.753	1.829	1.545	1.503
Capital et fonds de réserve	1.021	1.021	1.021	1.021	1.021
Divers	7.381	7.155	8.336	5.809	6.376
Total ...	159.165	159.479	168.768	158.707	153.017

(1) Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

(2) Concours au Fonds Monétaire	2.261	2.280	2.219	2.413	2.449
Acquisition de droits de tirage spéciaux	565	678	690	779	823
Autres opérations	932	926	991	1.281	1.276

(3) Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

(4) Montant maximum des concours au Trésor public : 23,4 milliards de F, dont 13,4 milliards de F non rémunérés.

(5) Décomposition des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	875	2	2	3	3
Obligations	21	21	21	21	21
Bons à moyen terme	2.687	3.079	5.277	5.276	5.372
Crédits à moyen terme	26.686	26.951	26.360	25.523	25.964
— Prêts spéciaux à la construction	100	90	91	90	91
— Crédits à l'exportation	18.220	18.218	18.538	18.482	18.824
— Autres crédits	18.366	18.648	12.786	11.951	12.049
Crédits à court terme	68.486	67.301	80.666	70.126	63.045
— Crédits à l'exportation	7.421	9.422	10.664	9.567	9.173
— Autres crédits	61.065	57.989	70.002	60.559	53.872

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1970 February 28	1971 February 28	1972 February 28	1973 February 28	1973 August 8	1974 August 7	1973 September 5	1974 September 4
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	------------------	------------------	---------------------	---------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.202	3.450	3.217	3.486	4.059	4.706	3.863	4.767
Other Securities	37	239	497	703	555	433	701	372
Total ...	3.250	3.700	3.725	4.200	4.625	5.150	4.575	5.150

Notes Issued :								
In Circulation	3.243	3.662	3.698	4.187	4.586	5.120	4.516	5.125
In Banking Department	7	38	27	13	39	30	59	25
Total ...	3.250	3.700	3.725	4.200	4.625	5.150	4.575	5.150

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	403	700	419	1.009	1.213	1.248	1.439	1.258
Advances and Other Accounts	91	74	27	35	122	240	31	242
Premises, Equipment and Other Securities	89	44	194	136	229	124	161	122
Notes	7	38	27	13	39	30	59	24
Coin	2	2	...	...	...	...	...	...
Total ...	592	858	517	1.193	1.603	1.642	1.690	1.646

Capital	15	15	15	14	15	14	15	14
Rest	4	3	—	—	—	—	—	—
Public Deposits	15	18	13	26	20	15	20	13
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	220	398	—	714	939	902	1.098	922
Bankers Deposits	199	195	197	177	322	325	277	288
Reserves and Other Accounts	139	229	292	262	307	386	280	409
Total ...	592	858	517	1.193	1.603	1.642	1.690	1.646

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1970 December 31	1971 December 31	1972 December 31	1973 December 31	1973 August 8	1974 August 7	1973 September 5	1974 September 4
ASSETS								
Gold certificate account	10.457	9.875	10.303	11.460	10.303	11.460	10.303	11.460
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	400	400	400	400	400
Cash	221	261	313	271	308	246	299	204
Discounts and advances	335	39	1.981	1.258	1.429	2.889	1.342	3.206
Acceptances :								
Bought outright	57	80	70	68	48	215	41	274
Held under repurchase agreement .....	...	181	36	...	...	...	...	261
Federal agency obligations :								
Bought outright	—	485	1.311	1.937	1.614	3.582	1.592	3.804
Held under repurchase agreement .....	...	101	13	42	...	...	...	401
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	25.965	30.156	29.664	36.897	31.871	35.900	33.502	38.693
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	33.236	35.554	36.681	38.412	37.138	39.781	37.374	39.581
Bonds	2.941	3.286	3.463	3.149	3.664	2.858	3.428	3.058
Total bought outright ...	62.142	68.996	69.808	78.458	72.673	78.539	74.304	81.332
Held under repurchase agreement .....	...	1.222	98	58	...	...	...	1.304
Total U.S. Government securities ...	62.142	70.218	69.906	78.516	72.673	78.539	74.304	82.636
Total loans and securities	62.534	71.104	73.317	81.821	75.764	85.225	77.279	90.582
Cash items in process of collection	11.178	11.887	9.172	8.168	8.666	8.011	8.451	8.928
Bank premises	128	150	194	223	208	243	210	247
Other assets	995	918	1.066	929	1.155	1.317	609	991
Total assets ...	85.913	94.595	94.765	103.272	96.804	106.902	97.551	112.812
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	50.323	53.819	58.757	64.262	60.681	66.356	60.930	66.846
Deposits :								
Member bank reserves	24.150	27.788	25.647	27.060	24.523	29.133	25.340	32.186
U.S. Treasurer - general account	1.156	2.020	1.855	2.542	2.302	1.891	1.102	2.785
Foreign	148	294	325	251	285	261	284	359
Other	1.233	999	840	1.633	827	675	741	777
Total deposits ...	26.687	31.101	28.667	31.486	27.937	31.960	27.467	36.107
Deferred availability cash items	6.917	7.544	5.198	4.855	5.542	5.556	6.143	6.724
Other liabilities and accrued dividends ...	582	647	557	981	898	1.163	890	1.298
Total liabilities ...	84.509	93.111	93.179	101.584	95.058	105.035	95.430	110.975
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	702	742	793	844	825	880	828	880
Surplus	702	742	793	844	794	844	793	844
Other capital accounts .....	...	...	...	...	128	143	500	113
Total liabilities and capital accounts ...	85.913	94.595	94.765	103.272	96.804	106.902	97.551	112.812
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	250	254	179	581	502	1.064	522	1.194

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1970 31 december	1971 31 december	1972 31 december	1973 31 december	1973 6 augustus	1974 5 augustus	1973 10 sept.	1974 9 sept.
ACTIVA								
Goud	6.437	6.875	6.829	6.849	6.842	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	2.772	1.287	4.557	9.339	5.192	6.802	4.970	8.299
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	1
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	8	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F. Reservepositie in het I.M.F.	521	2.063	2.352	1.595	2.140	1.336	2.140	1.352
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	184	17	171	134	419	67	531	33
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 1 ^o van de Bankwet 1948)	1.388	1.681	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	19	180	673	1.256	1.251	412	984	333
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	28	37	19	16	13	16	14
Belegging van kapitaal en reserves	300	345	382	424	424	462	424	462
Gebouwen en inventaris .....	...	179	195	195	195	208	195	208
Diverse rekeningen	47	182	104	140	691	479	594	242
Totaal ...	11.704	12.837	15.300	20.989	18.744	17.540	18.268	18.656

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	9.766	10.251	11.251	11.873	11.710	12.551	11.638	12.439
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	973	1.080	1.944	3.757	1.212	1.552	1.497	2.727
's Rijks schatkist	829	1.001	1.858	3.694	1.150	1.489	1.433	2.665
Banken in Nederland	103	39	47	26	24	12	34	11
Andere ingezetenen	41	40	39	37	38	51	30	51
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	78	152	358	388	390	131	181	130
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	60	128	224	282	336	92	144	84
Andere niet-ingezetenen	18	24	134	106	54	39	37	46
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet aan het I.M.F.	—	—	—	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	4	4	52	1.574	2.238	2	1.687	1
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	316	587	856	793	833	793	833	793
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	320	357	404	404	404	442	404	442
Diverse rekeningen	227	386	415	780	537	649	608	704
Totaal ...	11.704	12.837	15.300	20.989	18.744	17.540	18.268	18.656

N. B. -- Circulatie der door de Bank namens de
Staat in het verkeer gebrachte munt-
biljetten

16	14	14	14	14	13	14	13
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1970 dicembre	1971 dicembre	1972 dicembre	1973 dicembre	1973 giugno	1974 giugno	1973 luglio	1974 luglio
ATTIVO								
Oro	1.804	1.802	1.802	1.804	1.804	1.804	1.804	1.804
Cassa ¹	39	45	67	76	119	120	89	142
Portafoglio	59	9	44	93	13	157	12	177
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	977	1.047	1.104	1.142	1.130	1.163	1.130	1.165
Anticipazioni ³	842	885	2.312	2.033	1.151	2.595	1.216	1.711
Attività verso l'estero in valuta	4	2	2	3	2	5	3	6
Ufficio italiano dei cambi ⁴	2.407	2.970	2.518	5.655	3.370	6.706	3.309	6.734
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁵ ...	3.221	4.462	5.246	6.251	5.400	8.281	6.167	9.316
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁶	348	385	438	525	437	523	515	576
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.592	1.380	1.908	2.913	2.733	3.268	2.491	3.311
Servizi diversi per conto dello Stato	166	357	499	650	536	730	535	731
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	136	217	275	292	342	268	244	211
Spese	280	325	371	429	206	248	216	259
Totale attivo ...	12.214	14.225	16.925	22.205	17.582	26.207	18.070	26.482
PASSIVO								
Circolazione dei biglietti ⁷	6.619	7.281	8.748	10.029	8.526	9.889	8.868	10.201
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁸ ..	193	106	316	148	124	99	94	126
Conti correnti liberi ⁹	284	266	180	650	415	603	144	248
Conti correnti vincolati ¹⁰	3.288	4.327	4.336	5.384	4.804	6.636	4.851	6.552
Conti dell'estero in lire e valuta	742	623	1.377	3.858	1.931	6.297	2.455	6.266
Servizi diversi per conto dello Stato	89	149	139	194	260	331	143	182
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	68	274	428	158	56	67	74	59
Fondi accantonati	407	505	641	815	644	820	646	821
Partite varie ¹¹	203	314	319	453	499	1.129	509	1.676
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	12	17	23	29	28	36	28	36
Fondo di riserva straordinario	10	14	21	28	26	35	27	36
Rendite	299	349	397	459	219	265	231	279
Totale passivo e patrimonio ...	12.214	14.225	16.925	22.205	17.582	26.207	18.070	26.482
Depositanti di titoli e valori	7.048	7.593	10.526	14.386	10.927	18.870	11.262	17.919
¹ Di cui: biglietti e monete di Stato	10	12	10	23	33	27	27	21
² » aziende di credito	605	649	687	711	704	724	704	725
» istituti speciali	371	398	417	431	426	439	426	439
³ » aziende di credito	817	861	2.298	2.019	1.137	2.585	1.202	1.701
» altri	25	24	14	14	14	10	13	10
⁴ » c/c ordinario	1.687	2.404	1.195	1.845	1.417	455	904	507
⁵ » titoli di stato e ob- } BOT e titoli } a breve ...	175	549	207	1.669	328	4.994	593	6.343
» bligaz. p/c Tesoro } altri	3.046	3.726	4.853	4.395	4.885	3.100	5.387	2.787
» titoli di stato e obblig. p/c Tesoro ...	189	216	250	295	239	291	317	338
⁷ » biglietti presso il Tesoro	3	6	12	12	9	-----	8	-----
⁸ » vaglia cambiari	26	25	43	45	34	52	35	45
⁹ » aziende di credito	—	—	—	227	—	144	—	221
» istituti speciali	—	—	—	475	—	448	—	16
¹⁰ » per riserve obbligatorie	3.288	4.018	4.331	5.383	4.802	—	4.835	—
¹¹ » depositi vincolati per importazioni (Decreto Interministeriale 2 mag- gio 1974)	—	—	—	—	—	490	—	768

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1971 31. Dez.	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1973 7. August	1974 7. August	1973 7. Sept.	1974 7. Sept.
AKTIVA							
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	62.219	77.388	92.458	98.273	93.607	96.333	92.110
Gold	14.688	13.971	14.001	14.001	14.002	14.001	14.002
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	37.638	52.221	65.819	73.188	64.718	71.219	58.056
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.000	1.993	1.808	2.336	2.933	2.336	8.241
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechte	5.581	6.712	8.354	6.283	9.454	6.313	9.313
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.308	2.487	2.471	2.461	2.485	2.461	2.485
Sorten	4	4	5	4	15	3	13
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.811	20.178	11.216	12.559	18.235	14.908	19.448
Inlandswechsel	15.802	17.847	10.435	11.603	11.731	11.585	12.323
Im Offenmarktgeschäft angekaufte Inlandswechsel mit Rücknahmevereinbarung .....	...	...	...	507	...	2.920	...
Auslandswechsel	1.612	1.185	460	449	551	403	573
Lombardforderungen	1.397	1.146	321	...	5.953	...	6.552
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte .	11.149	9.123	11.535	9.206	11.908	9.479	10.577
Kassenkredite (Buchkredite)	2.349	440	2.852	123	3.225	396	1.894
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	76	...	...	400	...	400	...
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	41	—	—	—	—	—	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	300	189	...	189	100
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	...	...	...	...	...	100
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	318	300	189	...	189	...
Wertpapiere	588	53	25	34	616	34	597
Deutsche Scheidemünzen	251	344	584	711	464	734	475
Postscheckguthaben	367	525	466	251	230	199	176
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	4.882	3.472	4.560	3.567	4.144
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -verbindlichkeiten - Bilanzverlust	3.101	3.101	10.279	7.217	6.773	7.217	6.773
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.912	136.393	132.660	134.400
PASSIVA							
Banknotenumlauf	39.494	44.504	46.247	44.568	48.518	44.387	48.686
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	51.913	57.975	54.025	57.714	48.965
auf Girokonten	32.590	46.364	51.892	57.954	54.002	57.692	48.954
sonstige	19	24	21	21	23	22	21
Einlagen von öffentlichen Haushalten	10.943	7.083	11.298	10.438	13.070	10.947	14.292
Bund	69	97	204	601	46	42	37
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	286	197	174	575	560	377	449
Länder	510	2.543	2.403	3.113	1.838	3.791	3.058
Andere öffentliche Einleger	67	58	51	50	28	29	31
Sondereinlagen	10.011	4.188	8.466	6.099	10.598	6.708	10.717
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.227	3.214	2.932	2.301	2.554	2.429	2.288
Bundesbahn	5	5	16	4	4	5	4
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	1.735	2.703	2.455	1.924	2.186	2.094	1.974
sonstige Einleger	487	506	461	373	364	330	310
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot	—	1.336	244	397	456	473	541
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	967	916	918	2.182	1.679	2.072	3.068
Einlagen ausländischer Einleger	941	898	735	2.163	1.651	2.057	3.035
sonstige	26	18	183	19	28	19	33
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonderziehungsrechte	1.364	1.855	1.747	1.855	1.746	1.855	1.746
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	9.860	8.123	8.771	8.450	8.813
Rückstellungen	2.402	1.296	1.296	1.296	1.485	1.296	1.485
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	929	929	929	929	929
Sonstige Passiva	286	3.289	4.071	1.558	2.870	1.818	3.287
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.912	136.393	132.660	134.400

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1973 7 août	1974 7 août	1973 7 septembre	1974 6 septembre
ACTIF								
Encaisse or	11.821	11.879	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893
Devises	8.441	10.323	12.323	12.520	10.463	8.842	10.365	7.909
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	1.851	4.278	4.278	4.613	4.493	5.223	4.493	5.223
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	328	81	784	898	104	710	99	697
Bons du Trésor de la Confédération ...	71	...	152	200	...	...	...	...
Avances sur nantissement	224	29	419	558	10	73	6	45
Titres :								
pouvant servir de couverture	51	6	—	—	—	—	—	—
autres	105	5	—	—	—	—	—	109
Correspondants en Suisse	83	72	142	282	23	109	5	5
Correspondants à l'étranger	25	23	27	—	—	42	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	—	1.244	1.244	1.243	1.244	1.244	1.244	1.243
Autres postes de l'actif	70	50	89	66	83	95	68	90
Total ...	23.070	27.990	31.338	32.273	28.313	28.231	28.173	27.214

PASSIF

Fonds propres	62	63	64	65	65	66	65	66
Billets en circulation	13.106	14.310	16.635	18.296	15.703	16.831	15.773	17.192
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	7.750	10.702	9.313	8.235	4.167	5.107	4.758	4.895
Autres engagements à vue	660	1.153	1.708	801	2.451	1.170	1.818	706
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	—	1.449	1.600	1.983	770	1.794	581
les engagements envers l'étranger	—	516	580	1.272	1.644	719	1.566	702
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	202	313	73	121	313	498	313	498
Comptes spéciaux	200	—	2	83	497	615	499	29
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	—	—	26	29	—	27	—
Autres postes du passif	1.090	933	1.514	1.774	1.461	2.455	1.560	2.545
Total ...	23.070	27.990	31.338	32.273	28.313	28.231	28.173	27.214

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1973 31 juillet	1974 31 juillet	1978 31 août	1974 31 août
I. Or	4.174	4.289	4.276	4.313	4.277	4.175
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	36	65	57	46	34	62
III. Bons du Trésor	971	8	9	8	8	8
IV. Dépôts à terme et avances :	16.823	22.053	17.146	24.553	18.618	26.121
a) à 3 mois au maximum	13.188	19.515	14.583	19.955	15.752	19.895
b) à 3 mois au maximum (or)	—	2	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	3.635	2.536	2.561	4.527	2.864	6.155
d) à plus de 3 mois (or)	—	—	2	71	2	71
V. Titres à terme :	4.170	5.750	5.473	5.166	5.154	4.742
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	103	—	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	2.307	4.734	4.374	4.516	4.157	3.159
b) à plus de 3 mois	1.760	1.016	1.099	650	997	1.583
VI. Divers	1	3	92	22	48	24
<i>Total de l'actif ...</i>	26.175	32.168	27.053	34.108	28.139	35.132

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1973 31 juillet	1974 31 juillet	1973 31 août	1974 31 août
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	453	548	548	666	548	666
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	205	253	253	309	253	309
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	61	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	157	190	190	252	190	252
III. Dépôts (or) :	3.662	3.694	3.702	3.726	3.702	3.588
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.200	2.573	2.681	2.943	2.681	3.387
b) à 3 mois au maximum	214	1.088	971	741	988	159
c) à plus de 3 mois	76	—	17	9	—	9
2. Autres déposants :						
a) à vue	172	7.371	7	33	7	33
b) à 3 mois au maximum	—	25.712	26	—	26	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	20.982	26.770	21.636	28.554	22.764	29.700
1. Banques centrales :						
a) à vue	352	110	70	128	58	210
b) à 3 mois au maximum	18.593	23.848	18.831	22.354	20.400	22.387
c) à plus de 3 mois	885	2.419	1.971	4.744	1.855	5.777
2. Autres déposants :						
a) à vue	22	12	19	14	15	16
b) à 3 mois au maximum	1.044	265	563	1.032	255	1.136
c) à plus de 3 mois	86	116	182	282	181	173
V. Effets	487	521	591	561	547	551
a) à 3 mois au maximum	487	521	199	189	—	184
b) à plus de 3 mois	—	—	392	372	547	367
VI. Divers	212	250	172	210	182	238
VII. Provision	78	84	103	90	95	88
Total passif ...	26.175	32.168	27.053	34.108	28.139	35.132

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 1^{er} août 1974

créant des institutions régionales, à titre préparatoire à l'application de l'article 107 quater de la Constitution (Moniteur du 22 août 1974, p. 10368).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 30 mai 1974

portant relèvement du plafond des engagements de l'Institut National de Crédit Agricole (Moniteur du 23 août 1974, p. 10428).

Article 1^{er}. — Le plafond des engagements de l'Institut National de Crédit Agricole est porté par libération de la première tranche, de treize milliards à quatorze milliards de francs.

.....

Arrêté de la Commission bancaire du 9 juillet 1974

rendant obligatoire la recommandation de politique monétaire adressée par la Banque Nationale de Belgique aux banques le 4 juillet 1974 (Moniteur du 28 août 1974, p. 10548).

Article 1^{er}. — Est rendue obligatoire la recommandation de politique monétaire adressée par la Banque Nationale de Belgique aux banques le 4 juillet 1974 et annexée au présent arrêté.

Art. 2. — Les documents dont la transmission à la Banque Nationale de Belgique est prévue par la recommandation ci-annexée sont, dans les mêmes délais, adressés par les banques à la Commission bancaire.

Art. 3. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa notification aux banques.

Pour le texte de la recommandation de politique monétaire annexé à l'arrêté ci-dessus, voir Bulletin de juin 1974, pp. XXIX-LIII.

Loi du 16 juillet 1974

modifiant le statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 17 août 1974, p. 10248).

Article unique. — L'alinéa 3 de l'article 7 du statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956, portant refonte de ce statut, modifié par la loi du 13 août 1971 portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements de la Caisse ne peuvent dépasser 37 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut élever ce montant à 45 milliards de francs par libération successive de quatre tranches de 2 milliards de francs chacune ».

Arrêté ministériel du 16 juillet 1974

approuvant l'arrêté de la Commission bancaire du 9 juillet 1974 rendant obligatoire la recommandation de politique monétaire adressée par la Banque Nationale de Belgique aux banques, le 4 juillet 1974 (Moniteur du 28 août 1974, p. 10534).

Article unique. — Est approuvé l'arrêté de la Commission Bancaire du 9 juillet 1974 rendant obligatoire la recommandation de politique monétaire adressée par la Banque Nationale de Belgique aux banques, le 4 juillet 1974.

Arrêté royal du 18 juillet 1974

prorogeant l'agrération de certains organismes financiers, en vue de consentir et de gérer des crédits en application des arrêtés royaux des 17 août 1959 et 6 janvier 1971 (Moniteur du 7 août 1974, p. 9985).

Article 1^{er}. — L'agrération des organismes privés de crédit, en vue de consentir et de gérer des crédits en application des arrêtés royaux des 17 août 1959 et 6 janvier 1971, accordée jusqu'au 30 juin 1974 en vertu de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 est prorogée jusqu'au 30 juin 1975.

.....

Loi du 28 juillet 1974

modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un « Institut de Réescompte et de Garantie » (Moniteur du 28 août 1974, p. 10527).

Article unique. — La disposition introduite par la loi du 10 juillet 1969 dans l'article 5 de l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935, portant création d'un Institut de Réescompte et de Garantie, est remplacée par la suivante :

« Par voie de modification aux statuts dans les formes requises par l'article 16, alinéa 2, cette limite peut être portée immédiatement à quarante milliards de francs et ensuite, par libérations successives de quatre tranches de deux milliards et demi de francs chacune, à cinquante milliards de francs ».

Arrêté royal du 5 août 1974

limitant le montant des inscriptions hypothécaires par rapport à la valeur vénale des immeubles (Moniteur du 10 août 1974, p. 10113).

Article 1^{er}. — Sont soumises aux dispositions du présent arrêté les entreprises de prêts hypothécaires soumises au Titre II de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 ainsi que les établissements publics ou d'utilité publique visés à l'article 65 dudit arrêté, en ce qui concerne les inscriptions hypothécaires en principal prises en garantie de prêts et ouvertures de crédits hypothécaires, au sens de l'article 1^{er} de cet arrêté, consentis après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté ne sont toutefois pas applicables :

1° aux inscriptions hypothécaires en principal prises en garantie d'emprunts contractés en vue de l'achat, de la construction, de la transformation ou de l'assainissement d'une habitation sociale, d'une petite propriété terrienne ou d'une habitation y assimilée en vertu du Code du logement lorsque cette acquisition, cette construction, cette transformation ou cet assainissement répond aux conditions pour bénéficier d'une intervention de l'Etat en vertu des articles 46, 47 ou 48 de ce code;

2° aux inscriptions hypothécaires en principal prises en garantie d'emprunts contractés en vue de l'acquisition, de la construction ou de la transformation d'une habitation unifamiliale ou d'un appartement dont la valeur vénale, le cas échéant après construction ou transformation, ne dépasse pas le maximum fixé pour l'habitation moyenne par l'arrêté

royal du 22 décembre 1972, lorsque l'emprunt est contracté par une personne physique majeure et éventuellement par son conjoint, à condition que l'emprunteur et son conjoint ne possèdent pas en pleine propriété ou copropriété un ou plusieurs autres biens immeubles;

3° aux inscriptions hypothécaires en principal prises en garantie d'emprunts contractés par une personne physique ou morale dans le cadre ou en vue de l'exercice de ses activités professionnelles en vue de l'acquisition, de la construction ou de la transformation d'immeubles à caractère exclusivement professionnel. Par contre, les dispositions du présent arrêté sont applicables, si l'emprunteur fait profession d'acheter ou de construire des immeubles en vue de leur revente;

4° aux inscriptions en principal prises en garantie d'emprunts contractés en exécution d'un contrat d'épargne-logement ou d'assurance-logement conclu pour une durée de cinq ans minimum, venu à son échéance normale pour autant que l'octroi du prêt constitue la simple exécution des engagements souscrits dans ce contrat par l'entreprise ou l'organisme prêteur.

Art. 3. — Le montant de l'inscription hypothécaire en principal prise en garantie des prêts ou d'ouvertures de crédit consentis par des entreprises ou organismes visés à l'article 1^{er} après l'entrée en vigueur du présent arrêté ne peut avoir pour effet de porter le total des inscriptions hypothécaires dont question ci-après, au delà d'une quotité maximum, déterminée selon les distinctions qui suivent, par rapport à la valeur vénale de ces immeubles :

1° lorsque l'inscription en principal est prise en garantie d'emprunts contractés par une personne physique majeure et éventuellement par son conjoint en vue de l'acquisition, de la construction ou de la transformation d'une habitation unifamiliale ou d'un appartement ou en vue de l'acquisition d'un terrain à bâtir, et pour autant que l'inscription en principal soit prise exclusivement sur cet immeuble, la quotité maximum de la ou des inscriptions hypothécaires est fixée comme suit :

Lorsque l'emprunteur ou son conjoint ne possède en pleine propriété ou copropriété aucun autre bien immeuble (sauf le terrain s'il s'agit d'un immeuble à construire)	Lorsque l'emprunteur et son conjoint possèdent en pleine propriété ou copropriété un ou plusieurs autres immeubles dont la valeur vénale totale ne dépasse pas 550.000 francs
---	---

(En pour-cent)

En cas d'acquisition, de construction ou de transformation d'une habitation :

Valeur vénale de l'habitation, le cas échéant après construction ou transformation (y compris le terrain) :

ne dépassant pas 2.500.000 francs	60	55
comprise entre 2.500.001 et 3.500.000 francs	55	50
dépassant 3.500.000 francs	50	50

En cas d'acquisition du terrain à bâtir :

Valeur vénale du terrain à bâtir :

ne dépassant pas 500.000 francs	60	55
comprise entre 500.001 et 1.000.000 francs	55	50
dépassant 1.000.000 francs	50	40

Le montant de l'inscription en principal pourra en tout cas atteindre celui qui aurait pu être admissible si la valeur vénale de l'immeuble avait été comprise dans la catégorie inférieure.

L'entreprise ou l'organisme prêteur a la faculté de majorer les pourcentages ci-dessus de deux unités par personne fiscalement à charge de l'emprunteur, au delà de la seconde, à la date de l'octroi du prêt.

2° dans les autres cas, l'inscription prise en garantie d'un prêt ou d'une ouverture de crédit consenti par une entreprise ou un organisme visé à l'article 1^{er} ne peut avoir pour effet de porter le total des inscriptions hypothécaires en principal grevant l'immeuble ou les immeubles sur lesquels inscription est prise à une quotité supérieure à 50 p.c. de leur valeur vénale.

Art. 4. — Lorsque le prêt ou l'ouverture de crédit est consenti en vue de l'acquisition, la construction ou la transformation d'un immeuble bâti affecté ou destiné partiellement par l'emprunteur à l'exercice de son activité professionnelle, les limitations prévues à l'article 3 ne sont pas d'application en ce qui concerne la partie de l'immeuble ayant exclusivement cette affectation; l'inscription hypothécaire relative à cette partie ne peut toutefois excéder 100 p.c. de sa quotité dans la valeur vénale de l'immeuble.

Art. 5. — Pour l'application du présent arrêté, la valeur vénale à prendre en considération est la valeur de réalisation de l'immeuble, le cas échéant après construction ou transformation, dans les conditions courantes du marché, hors vente forcée.

La valeur vénale fera l'objet d'un rapport d'expertise fondé sur des critères objectifs de marché et de coût, mentionnés dans le rapport.

Le rapport d'expertise sera, à sa demande, communiqué à l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

Art. 6. — Pour bénéficier de l'application de l'article 2, 2° ou de l'article 3, 1°, l'emprunteur devra produire à l'entreprise ou à l'organisme hypothécaire une déclaration signée mentionnant les autres immeubles dont il serait titulaire en pleine propriété ou copropriété ou indiquant qu'il n'est pas titulaire de tels droits. En ce qui concerne les immeubles situés en Belgique, cette déclaration sera appuyée par une attestation délivrée par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Pour bénéficier de l'application de l'article 3, 1°, 3° alinéa, l'emprunteur devra produire à l'entreprise ou à l'organisme hypothécaire une déclaration signée relative au nombre et à l'identité des personnes qui sont fiscalement à sa charge à la date de l'octroi du prêt.

Art. 7. — Pour l'application du présent arrêté, un prêt est censé avoir été consenti après l'entrée en vigueur de celui-ci, si à la date de cette entrée en vigueur l'entreprise ou l'organisme hypothécaire ne s'est pas engagé envers l'emprunteur à lui octroyer un prêt ou une ouverture de crédit hypothécaire.

Cet engagement devra résulter d'un écrit qui mentionne le montant nominal, la durée et les modalités de remboursement du prêt ou du crédit ainsi que le taux d'intérêt ou la manière dont ce taux sera déterminé.

Les entreprises et organismes visés à l'article 1^{er} communiquent au Ministre des Affaires Economiques dans les cinq jours ouvrables de l'entrée en vigueur du présent arrêté, une liste nominative des crédits accordés avant son entrée en vigueur et qui à cette date n'avaient pas fait l'objet d'un acte authentique.

Ar. 8. — Les entreprises et organismes prêteurs peuvent déroger à titre exceptionnel aux quotités prévues à l'article 3 :

a) pour l'octroi d'un complément à un prêt ou à un crédit accordé par acte notarié passé avant la date du présent arrêté, en vue de la construction ou de la transformation d'un immeuble, lorsque ce complément est rendu nécessaire pour l'exécution de contrats d'entreprises conclus avant la date du présent arrêté;

b) pour l'octroi d'un prêt ou d'un crédit sur l'habitation de l'emprunteur, destiné à éviter une réalisation forcée de celle-ci, ou à rencontrer une adversité grave.

Lorsqu'elles dérogent en application du présent article aux maxima fixés par le présent arrêté, les entreprises et organismes hypothécaires en avisent le Ministre des Affaires Economiques et justifient l'octroi du crédit au regard des conditions visées sub a) ou b).

Art. 9. — Les sanctions prévues par les articles 66, 70, alinéa 3, 72 à 74 de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936, sont applicables aux infractions aux dispositions du présent arrêté.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 14 juin 1974

*ajustant le budget du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1973
(Moniteur du 24 août 1974, p. 10448).*

I. — Crédits supplémentaires

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I, dépenses ordinaires, du budget du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1973, à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1973, des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 7.707.435.000 francs.

.....

II. — Réductions

Art. 4. — Les crédits inscrits au titre I, dépenses ordinaires, du budget du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1973 (...) sont réduits à concurrence de 4.402.717.000 fr.

.....

Loi du 24 juin 1974

*contenant le budget du Ministère des Communications pour l'année budgétaire 1974
(Moniteur du 20 août 1974, p. 10280).*

TITRE I. — Dépenses ordinaires

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1974 afférentes au Ministère des Communications (...) des crédits s'élevant à la somme de 25.177.699.000 francs.

.....

TITRE II. — *Dépenses extraordinaires*

Art. 6. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 6.326.000.000 de francs (...).

Art. 7. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 14.353.300.000 francs (...).

.....

Loi du 25 juin 1974

contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1974 (Moniteur du 31 août 1974, p. 10671).

TITRE I. — *Dépenses ordinaires*

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1974 afférentes au Ministère de l'Agriculture (...), des crédits s'élevant à la somme de 4.003.123.000 francs.

.....

TITRE II. — *Dépenses extraordinaires*

Art. 8. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 1.050.000.000 francs (...).

Art. 9. — Des crédits d'ordonnancement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 2.070.584.000 francs (...).

.....

Arrêté royal du 11 juillet 1974

déterminant les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1974 (Moniteur du 14 août 1974, p. 10182).

Article 1^{er}. — Les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1974 sont fixés comme suit pour le deuxième trimestre :

a) neuf cents millions de francs au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale;

b) un milliard cent millions de francs au profit du Fonds des routes;

c) un milliard quatre cent cinquante millions de francs au titre de contribution complémentaire à fournir aux Communautés européennes.

.....

Loi du 17 juillet 1974

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1974 (Moniteur du 21 août 1974, p. 10346).

Arrêté royal du 31 juillet 1974

modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Moniteur du 13 août 1974, p. 10155).

4. — AGRICULTURE

Arrêté ministériel du 14 août 1974

octroyant une aide au revenu des agriculteurs de régions défavorisées (Moniteur du 20 août 1974, p. 10327).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 22 décembre 1971

prescrivant la déclaration des hausses de prix — Annulation partielle par le Conseil d'Etat (Moniteur du 1^{er} août 1974, p. 9835).

L'arrêt n° 16.490 du Conseil d'Etat, III^e chambre, du 21 juin 1974 annule l'article 5 original de l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 prescrivant la déclaration des hausses de prix et l'article 5 du même arrêté tel qu'il a été remplacé par l'arrêté ministériel du 20 avril 1972.

Arrêté ministériel du 29 juillet 1974

modifiant l'arrêté ministériel du 22 décembre 1971 prescrivant la déclaration des hausses de prix (Moniteur du 1^{er} août 1974, p. 9835).

Article 1^{er}. — A l'arrêté ministériel précité du 22 décembre 1971 prescrivant la déclaration des hausses de prix est ajouté l'article 5 nouveau ci-après :

Article 5. § 1. Lorsqu'une déclaration de hausse est introduite par une seule entreprise ou, individuellement par plusieurs entreprises qui ne représentent qu'une part limitée du marché, le Ministre des Affaires économiques, après consultation de la Commission pour la Régulation des Prix, peut signifier à l'entreprise déclarante avant l'expiration du délai prévu à l'article 1^{er} du présent arrêté, que la hausse déclarée ne peut être appliquée totalement ou partiellement et ce pendant un délai maximum de six mois. Il notifie sa décision motivée à l'entreprise par lettre recommandée à la poste.

§ 2. A l'issue du délai fixé, l'entreprise peut appliquer la hausse telle que déclarée ou une hausse inférieure à celle-ci. Elle est tenue de notifier ses prix réellement pratiqués au Service des Prix.

.....

Arrêté ministériel du 9 août 1974

*déterminant le prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines
(Moniteur du 14 août 1974, p. 10185).*

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juillet-août 1974. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

*
* *

050. - 333.432.8 - 382.257.
333.481.

305.4 - 338.340.

COMMITTEE ON BANKING AND CURRENCY.

International Monetary Reform.
(Hearings before the Subcommittee on International Finance of the Committee on Banking and Currency, House of Representatives, and the Subcommittee on International Economics of the Joint Economic Committee, 93rd Congress, 1st session, November 13 and December 5, 1973.)

Washington, U.S. Government Printing Office, 1974, III + 62 p.

ADAM, M.-C.

Construction d'une fonction d'investissement agrégée pour un groupe de pays en voie de développement.
(*In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 62, juin 1974, pp. 213-244.*)

BELG. 44 E

050. - 334.150.

311.80

Renegotiation of the Terms of Entry into the European Economic Community. (Text of a Statement delivered by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs in the Council of Ministers of the European Communities in Luxembourg on the 1st of April 1974.) (Cmd. 5593.)

(European Communities, No. 8, 1974.)

London, H.M.S.O., 1974, 8 p.

TABAH, L. et KONO, S.

L'évolution démographique mondiale entre 1960 et 1970.

(*In : Revue Internationale du Travail, Genève, n° 5/6, mai-juin 1974, pp. 437-449.*)

B.I.T. 10

051. - 333.138.2

323.3

Who Owns Whom (Continental Edition); a Directory of Parent, Associate and Subsidiary Companies 1973/74.

London, Roskill, 1974, 2 vol.

Composition et organisation des gouvernements (1972-1974).

(*In : Courrier Hebdomadaire du CRISP, Bruxelles, n° 648, 21 juin 1974, pp. 1-33.*)

BELG. 28 E

305.2

330.3 - 333.451.0

VAN HAUWAERT, F.

Les indicateurs sociaux.

(*In : Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 5, mai 1974, pp. 521-539.*)

BELG. 141

ARTUS, J.R. and RHOMBERG, R.R.

A Multilateral Exchange Rate Model.

(*In : Staff Papers, Washington, N° 3, November 1973, pp. 591-611.*)

F.M.I. 4

330.580. - 330.581.

331.150. - 331.155. - 331.156.

331.157. - 333.482. - 347.745.

333.111.40 - 347.446.1

MALDAGUE, R.

VANDEVONDELE, W.

Planification et démocratie parlementaire.

Les clauses d'indexation et leur licéité dans les divers régimes monétaires de la Belgique depuis l'Indépendance jusqu'à nos jours.

(In : Documents-CEPESS, Bruxelles, n° 1-2, avril 1974, pp. 37-58.)

(In : Revue des Sciences Economiques, Liège, n° 178, juin 1974, pp. 87-106.)

BELG. 149 B

BELG. 152

330.580. - 7 - 338.43

331.162.1

VANDERMOTTEN, G.

WEBER, P.

La politique d'aménagement du territoire en Belgique. Objectifs, instruments et coûts.

Les origines de la Bourse de Luxembourg.

(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 62, juin 1974, pp. 165-212.)

(In : Cahiers Economiques-Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg, n° 2, 1974, pp. 3-9.)

BELG. 44 E

LUX. 5

330.581.

331.30 - 334.150.

VAN BOCXLAER, F.

AYMON, Ch.

Overzicht van de economische planning in enkele EEG-landen.

Evolution conjoncturelle dans la Communauté.

(In : Annalen der Gemeenschapseconomie, Luik, n° 1, maart 1974, blz. 17-22.)

(In : S.E.D.E.I.S.-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 17, 20 juin 1974, pp. 339-349.)

BELG. 5

331.12 - 338.751.1

331.30

GILLINGHAM, J.

BAUDHUIN, F.

The Baron de Launoit : A Case Study in the « Politics of Production » of Belgian Industry during Nazi Occupation.

Où allons-nous ?

(In : Revue Belge d'Histoire Contemporaine, Gand, n° 1-2, juin 1974, pp. 1-60.)

(In : Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 260, juin 1974, pp. 235-241.)

BELG. 135

BELG. 157

331.30

331.30

HEREMANS, D. en MARTENS, B.

De Belgische economie in 1973.

(In : Tijdschrift voor Economie, Leuven, nr 2, juni 1974, blz. 209-240.)

BELG. 171

The Belgian Economy and the Oil Crisis.

(In : Report from Brussels, Bruxelles, No. 2, February 1974, pp. 1-2.)

BELG. 34 D

331.30

331.31 - 351.2 - 338.8

HERNANDEZ-LOPEZ, M. e.a.

Le point de la conjoncture belge et internationale.

(In : Service Mensuel de Conjoncture de Louvain, Louvain, n° 5, mai 1974, pp. 1-14.)

BELG. 87

HODEL, A.

Politique économique orientée vers l'environnement par la croissance zéro ?

(In : Annales de l'Economie Publique, Sociale et Coopérative, Liège, n° 1, janvier-mars 1974, pp. 15-27.)

GEN. 1 A

331.30 - 334.150.

332.10 - 332.87 - 332.88

LOUSTEAU, J.P.

La conjoncture économique dans la Communauté Européenne.

(In : Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 63, mars 1974, pp. 81-87.)

FR. 10 B

CLAVORA, F.

La transformation des relations industrielles à travers les grèves.

(In : Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 3, mai-juin 1974, pp. 221-225.)

BELG. 131 A

331.30

332.10 - 334.151. - 332.11
347.754.

ROGIERS, F.

1974 : Een matig jaar voor de Belgische economie.

(In : Economisch Statistische Berichten, Rotterdam, n° 2953, 29 mei 1974, blz. 452-455.)

NED. 10

LYON-CAEN, G.

Négociation et convention collective au niveau européen.

(In : Revue Trimestrielle de Droit Européen, Paris, n° 1, janvier-mars 1974, pp. 1-30.)

332.11 - 347.754.

332.814.

Fonds de sécurité d'existence : statuts - avantages - cotisations.

(In : *Revue du Travail, Bruxelles, n° 7-8-9, juillet-septembre 1973, pp. 235-351.*)

BELG. 153

ELST, R.

La quatrième semaine de vacances.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 4, avril 1974, pp. 399-457.*)

BELG. 141

332.18 - 658.325.

332.86

SMETS, F.A.

Les stocks-options et l'intéressement du personnel aux résultats de l'entreprise.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 3, 1974, pp. 322-326.*)

BELG. 134

BREYNE, P.

Kredieturen; de wet van 10 april 1973.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 5, mei 1974, blz. 251-255.*)

BELG. 48

332.18 - 347.728.1

332.87

VANACHTER, O.

De economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraad.

(In : *Rechtskundig Weekblad, Antwerpen, n° 43, 22 juni 1974, blz. 2463-2490.*)

JACOBS, E.

European Trade Unionism.

London, Croom Helm, 1973, 180 p.

332.601. - 307.16 - 338.43
312.6

333.100.

Les migrations intérieures par provinces et régions linguistiques de 1965 à 1971.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles, n° 5, mai 1974, pp. 439-458.*)

BELG. 44

DE VEUSSER, D.

Management informatiesystemen in de banken.

(In : *Revue de la Banque, Brussel, n° 3, 1974, blz. 360-370.*)

BELG. 134

EYSKENS, G.

La politique générale de la Kredietbank. Traduction de l'allocution prononcée à l'assemblée générale des actionnaires à Anvers, le 15 juin 1974.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 25, 21 juin 1974, pp. 213-217.*)

BELG. 33

REBSTOCK, D.M.

Standaardkosten als basis voor rentabiliteitsanalyse.
(In : *Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 166, juni 1974, blz. 233-240.*)

NED. 11

333.100. - 333.130.2

333.107. - 343.45 - 343.534.

JANSSENS, W.

Elementen van bankliquiditeit.

(In : *Revue de la Banque, Brussel, n° 4, 1974, blz. 443-455.*)

BELG. 134

TAHON-CHANTRAINE, L.

Le secret professionnel du banquier en droit belge.

(In : *Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 4876, 22 juin 1974, pp. 421-426.*)

333.101. - 333.600. - 333.81

333.111.0 - 333.111.5

COUSSEMENT, A.M.

Luxembourg as a Financial Center : Its Growth and its Future.

(In : *Euromoney, London, May 1974, pp. 85-87.*)

G.B. 20 A

Extension of State Ownership of Central Banks.

(In : *International Currency Review, Londen, No. 3, May-June 1974, pp. 46-49.*)

G.B. 26 D

333.101. - 333.111.0 - 334.152.
333.453. - 333.103.

333.113.

REGUL, R. und WOLF, H.

Das Bankwesen im grösseren Europa.
(Schriftenreihe Europäische Wirtschaft, 67.)

Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1974, 636 S.

VAN BOCXLAER, F.

De nationale investeringsmaatschappij tijdens het boekjaar 1972-1973.

(In : *Annalen der Gemeenschapseconomie, Luik, n° 1, maart 1974, blz. 35-37.*)

BELG. 5

333.130. - 333.823. - 333.403.0
333.407. - 333.846.6

333.131.38 - 333.451.0 - 333.451.2

BEAUVOIS, R.

Les équivoques du contrôle des liquidités.
Bruxelles, Centre d'Etudes bancaires et financières, Cahiers des conférences, n° 226, mai 1974, 26 p.

COOPER, J.

How Foreign Exchange Operations Can Go Wrong.
(In : Euromoney, London, May 1974, pp. 4-7.)
G.B. 20 A

333.130.0 - 333.712.0 - 339.312.3
333.100.

333.131.5 - 334.152.

GABRIEL, P.

L'intervention des banques dans le financement des entreprises.
(In : Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, 1974, pp. 403-417.)
BELG. 134

FOCAN, M.

Les bons d'épargne dans les caisses d'épargne de la C.E.E.
(In : Le Monde des Caisses d'Epargne, Genève, n° 2, juin 1974, pp. 9-11.)
I.I.E. 1

333.130.0 - 333.841.

333.164.0

VLERICK, A.

Beschouwingen over de inflatie en haar bestrijding.
Brussel, Studiecentrum voor Bank- en Financiewezen, Voordrachtenboekjes, n° 227, mei 1974, 27 blz.

KING, J.A.

La réorganisation de la Banque Mondiale.
(In : Finances et Développement, Washington, n° 1, mars 1974, pp. 5-8 + 34.)
F.M.I. 5

333.131.36 - 333.736.

333.21

BONTOUX, Ch.

A propos du projet de révision des Règles et Usances uniformes relatives aux crédits documentaires.
(In : Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, 1974, pp. 419-432.)
BELG. 134

HANEWALD, J.

De Algemene Spaar- en Lijfrentekas van België.
(In : Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 165, mei 1974, blz. 195-202.)
NED. 3 A

BENSTON, G.J.

Les caisses d'épargne et l'intérêt public.

(In : Bulletin Economique et Financier-C.G.E.R., Bruxelles, n° 2, juin 1974, pp. 1-10.)

BELG. 27 E

PICK, Fr.

Gold : How and Where to Buy and Hold it.
Revised and Enlarged 4th Edit.*New York, Pick Publishing Corporation, 1973, 64 p.*333.401. - 333.407. - 333.428.
333.110. - 338.820. - 330.3

333.423.

HEREMANS, D. a.o.

A Money Base Framework for Belgium.

(In : Tijdschrift voor Economie, Leuven, n° 2, juni 1974, blz. 187-208.)

BELG. 171

TUROT, P.

L'or ou la fin d'un rêve ?

(In : SEDEIS - Chroniques d'Actualité, Paris, n° 16, 10 juin 1974, pp. 328-338.)

FR. 10 B

333.420.1 - 333.840. - 333.451.0
382.242.2 - 382.240.

333.432.7 - 382.257. - 338.754.233.

MACHLUP, F.

Der Aussenwert des Dollars; zum Problem der Unterbewertung und Ueberbewertung einer Währung auf den Devisenmärkten.

*(Kieler Vorträge, Neue Folge, 79.)**Tübingen, Mohr, 1974, 54 S.*

ASCHINGER, F.

Monetary Reform After the Oil Crisis.

(In : Euromoney, London, June 1974, pp. 4-6.)

G.B. 20 A

333.421.4 - 333.453. - 333.432.7
382.257.

333.432.7 - 333.432.8

BROWNE, J.

Introducing the Karl, or Kadi.

(In : International Currency Review, London, No. 3, May-June 1974, p. 43-45.)

G.B. 26 D

GRUBEL, H.G.

Interest Payments and the Efficiency of the International Monetary System.

(In : Monte dei Paschi di Siena-Economic Notes, Siena, No. 3, September-December 1973, pp. 63-80.)

ITAL. 13 C

LAMY, R.

Réalités économiques et monnaies de convention.
Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférences, n° 376, mars 1974, 34 p.

HORSEFIELD, J.K.

Proposals for Using Objective Indicators as a Guide to Exchange Rate Changes : A Historical Comment.
(In : Staff Papers, Washington, No. 3, November 1973, pp. 832-837.)

F.M.I. 4

333.432.7 - 382.257.

333.432.8

MENDELSON, M.S.

World Money - What is Not Happening, and Why?
(In : Euromoney, London, May 1974, pp. 32-35.)

G.B. 20 A

REY, J.J.

Le problème de l'évaluation des droits de tirage spéciaux.
(In : Revue de la Banque, Bruxelles, n° 3, 1974, pp. 308-320.)

BELG. 134

333.432.7 - 382.257.

333.432.8

OSSOLA, R.

The Shape of International Monetary Reconstruction.
(In : Review of the Economic Conditions in Italy, Rome, No. 1, January 1974, pp. 3-13.)

ITAL. 19

TUROT, P.

Les concours du F.M.I. : à la recherche de ressources et d'une stratégie.
(In : Eurépargne, Luxembourg, n° 6, juin 1974, pp. 9-13.)

LUX. 4

333.432.8 - 382.257.

333.451.1 - 382.240.

BARATTIERI, V. and BATZELLA, F.

Fund Transactions and Reserve Creation, 1951-1973.
(In : Staff Papers, Washington, No. 1, March 1974, pp. 28-55.)

F.M.I. 4

Prospects for the Belgian Franc.

(In : Report from Brussels, Bruxelles, n° 4, avril 1974, pp. 1-2.)

BELG. 34 D

333.451.2

333.451.6

Risques liés aux décalages d'échéance dans les opérations de change à terme.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, 1974, pp. 436-441.*)

BELG. 134

ELTIS, W.

Do Flexible Exchange Rates Work in Practice?

(In : *International Currency Review, London, No. 3, May-June 1974, pp. 29-32 + 42.*)

G.B. 26 D

333.451.5 - 382.253. - 333.454.1

333.453. - 334.152.

DEWEIRDT, E.

Controlemaatregelen inzake het internationaal kapitaalverkeer. De situatie in België.

(In : *Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, Gent, n° 2, juni 1974, blz. 185-189.*)

BELG. 149 C

ASHBY, D.

The \$ 300 Billion Super-dollar Market.

(In : *The Banker, London, No. 579, May 1974, pp. 449-454.*)

G.B. 3

333.451.5 - 333.825.

333.453. - 334.152.

RUSHING, Ph.

The Two-Tier Exchange-Rate System.

(In : *New England Economic Review, Boston, March/April 1974, pp. 13-22.*)

USA 34 A

BARATTIERI, V.

The Oil Exporters and the Euromarkets.

(In : *Euromoney, London, May 1974, pp. 27-28.*)

G.B. 20 A

333.451.6

333.453. - 333.81 - 334.152.

DEMING, F.L.

Does a Floating System Correct Itself?

(In : *Euromoney, London, May 1974, pp. 9-13.*)

G.B. 20 A

BLONDEEL, J.L.

A Decade of Eurobond Financing.

(In : *The Banker, London, No. 580, June 1974, pp. 561-563.*)

G.B. 3

333.453 - 334.152.

333.453. - 334.152.

DAVIS, S.I.

Euro-loan Pricing : Back to the Drawing Board.

(In : *The Banker*, London, No. 580, June 1974, pp. 557-559.)

G.B. 3

KLOPSTOCK, F.H.

Outlook for the Euromarkets.

(In : *International Currency Review*, London, No. 3, May-June 1974, pp. 7-11 + 17.)

G.B. 26 D

333.453. - 334.152.

333.453. - 334.152.

DEVELLE, M. et VILLAIN, J.-P.

Les Arabo-dollars.

(In : *Banque*, Paris, n° 329, mai 1974, pp. 475-482.)

FR. 6

KOHLHOFF, H.

Die Marktmacht des Eurogeldes.

(In : *Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen*, Frankfurt/Main, Nr. 12, 15. Juni 1974, S. 511-515.)

ALL. 35

333.453. - 334.152. - 333.846.0
333.820. - 333.139.2 - 333.130.2

333.453. - 334.152.

FEDER, D.

Wie lässt sich der Euromarkt unter Kontrolle bringen?
Zürich, Schulthess Polygraphischer Verlag, s.d., VI + 265 + X S.

LEVIN, J.H.

A Financial Sector Analysis of the Eurodollar Market.

(In : *The Journal of Finance*, New York, No. 1, March 1974, pp. 103-117.)

USA 48

33.453. - 334.152.

333.453. - 334.152.

HOPPER, W.J.

Borrowing Needs and Techniques.

(In : *Moorgate and Wall Street*, London, Spring 1974, pp. 83-94.)

G.B. 43

NADLER, P.

Eurodollars Foreign Claims and You.

(In : *Revue de la Banque*, Bruxelles, n° 4, 1974, pp. 467-472.)

BELG. 134

333.453. - 334.152. - 382.240.

333.482. - 333.841. - 347.446.1

POOL, W.

De omvang van de Eurodollarmarkt en de Amerikaanse betalingsbalans.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 166, juni 1974, blz. 246-247.*)

NED. 11

KRIZ, M.A.

Inflation : The Case for Indexation.

(In : *Euromoney, London, June 1974, pp. 19-23.*)

G.B. 20 A

333.453. - 334.152.

333.482.

TUROT, P.

Toutes les nouvelles critiques contre les euromarchés sont-elles justifiées ?

(In : *SEDEIS-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 14, 20 mai 1974, pp. 281-285.*)

FR. 10 B

L'indexation des emprunts.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, n° 134, juin 1974, pp. 1-4.*)

BELG. 27 C

333.453. - 334.152.

333.482. - 333.841. - 347.446.1

VOLLMER, D.W.

How the European Unit of Account Works.

(In : *Euromoney, London, May 1974, pp. 47-55.*)

G.B. 20 A

ROBSON, P.

Inflation-Proof Loans.

(In : *National Westminster Bank Quarterly Review, London, May 1974, pp. 48-60.*)

G.B. 61

333.482. - 368.612. - 658.40

333.613.

FLOWER, J.F.

Coping with Currency Fluctuations in Company Accounts.

(In : *Euromoney, London, May 1974, pp. 14-19.*)

G.B. 20 A

MUHLEN, E.

La Bourse de Luxembourg et la valorisation des titres luxembourgeois.

(In : *Cahiers Economiques-Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg, n° 2, 1974, pp. 10-17.*)

LUX. 5

333.614. - 382.242.1

333.81 - 382.242.1 - 333.614.
333.613. - 333.453. - 334.152.

MUHLEN, E.

Les nouvelles orientations internationales de la Bourse de Luxembourg.

(In : *Cahiers Economiques-Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg, n° 2, 1974, pp. 18-25.*)

LUX. 5

Atmosphère partagée sur les marchés internationaux des capitaux.

Bruxelles, n° 25, 21 juin 1974, pp. 217-222.)

BELG. 33

333.632.0 - 339.4

333.81 - 333.453. - 334.152.

Les bons de caisse : un placement sûr et un moyen d'action stable.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 21, 24 mai 1974, pp. 177-180.*)

BELG. 33

Le marché international des capitaux après la suppression de la « Interest Equalization Tax ».

(In : *Eurépargne, Luxembourg, n° 5, mai 1974, pp. 3-6.*)

LUX. 4

333.632.2

333.820. - 333.846.0 - 333.111.30
333.111.0 - 333.110. - 333.403.0

L'obligation convertible, autre forme de placement en actions.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 20, 17 mai 1974, pp. 169-172.*)

BELG. 33

MAISEL, S.J.

Managing the Dollar.

New York, Norton, 1973, XI+322 p.

333.744.

333.825. - 333.454.1 - 333.451.2
382.250. - 333.451.5 - 333.451.6

MUKOIE OKITUNUNGU, C.

Factoring : Outil de gestion à court terme pour les petites et moyennes entreprises.

(In : *Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain, n° 3, 1973/1974, pp. 73-86.*)

BELG. 10

FLEMING, J.M.

Dual Exchange Markets and Other Remedies for Disruptive Capital Flows.

(In : *Staff Papers, Washington, No. 1, March 1974, pp. 1-27.*)

F.M.I. 4

333.833.

333.844.

Belgian Banking Change : A New Way of Calculating Overdraft Rates.

(In : *Report from Brussels, Brussels, No. 1, January 1974, pp. 1-2.*)

BELG. 34 D

Main Parity Changes Since October 1973.

(In : *International Currency Review, London, No. 3, May-June 1974, pp. 50-51.*)

G.B. 26 D

333.841. - 339.311.0

334.150. - 331.062. - 331.01
333.846.0 - 93

Bilan des journées d'étude du Bischenberg.

(In : *Eurépargne, Luxembourg, n° 6, juin 1974, pp. 6-18.*)

LUX. 4

ARNAUD-AMELLER, P.

Europe : Vers une politique conjoncturelle commune.
(Fondation Nationale des Sciences Politiques, travaux et recherches de sciences économiques.)

Paris, Colin, 1974, 126 p.

333.841.

334.150. - 334.152. - 338.43

POWELL, J.E.

Inflation : Taking a Hammer to It.

(In : *International Currency Review, London, No. 3, May-June 1974, pp. 23-25.*)

G.B. 26 D

CROS, J.

Les déséquilibres géographiques dans la C.E.E. face aux objectifs de l'union économique et monétaire.

(In : *Revue d'Economie Politique, Paris, n° 2, mars-avril 1974, pp. 145-172.*)

FR. 52

333.841.

334.150. - 338.43

WALTERS, A.A.

Inflation : A Gradualist Approach.

(In : *International Currency Review, London, No. 3, May-June 1974, pp. 26-28.*)

G.B. 26 D

GATEAU, E.

Les structures régionales en Europe.

(In : *Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 63, mars 1974, pp. 20-24.*)

FR. 10 B

334.150.

334.150. - 08 - 338.8

HARTOG, F.

Sanering van de Europese Gemeenschap.

(In : *Economisch Statistische Berichten, Rotterdam, n° 2956, 19 juni 1974, blz. 520-522.*)

NED. 10

MANSHOLT, S.

La crise.

Paris, Stock, 1974, 249 p.

334.150. - 334.158.

334.150. - 338.43

JACQUEMART, C.

L'Union Douanière Européenne en 1974.

(In : *Cahiers de Droit Européen, Bruxelles, n° 3-4, mars-avril 1974, pp. 355-378.*)

Participation européenne au développement régional des Etats membres.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 26, 28 juin 1974, pp. 229-234.*)

BELG. 33

334.150. - 331.31

334.150. - 334.152.

KLISCH, C.-M.

Die Konjunkturpolitik in der Europäischen Gemeinschaft.

(Schriftenreihe Europäische Wirtschaft, 64.)

Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1974, 232 S.

PETRILLI, G.

Les structures économiques de la Communauté Européenne et les difficultés actuelles de l'union économique et monétaire.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 260, juin 1974, pp. 230-234.*)

BELG. 157

334.150.

334.150. - 334.158. - 382.51

LAGRANGE, M.

L'avenir institutionnel de la Communauté Européenne.

(In : *Revue Trimestrielle de Droit Européen, Paris, n° 1, janvier-mars 1974, pp. 88-98.*)

PREWO, W.

Integration and Export Performance in the European Economic Community.

(In : *Weltwirtschaftliches Archiv, Tübingen, Nr. 1, März 1974, S. 1-35.*)

ALL. 29

RANSOM, Ch.

The European Community and Eastern Europe.
(European Community Studies.)

London, Butterworth, 1973, XI + 112 p.

VAN STEENBERGE, J.

La sécurité sociale dans la perspective du Marché
Commun.

(In : Documents-CEPESS, Bruxelles, n° 5-6, décembre
1973, pp. 95-113.)

BELG. 149 B

334.150. - 338.43

334.152.

TAGLIACARNE, G.

Strong Regions and Weak Regions of the Enlarged
Community - Socio-economic Indicators for the Reg-
ional Policy of the Community.

(In : Monte dei Paschi di Siena-Economic Notes, Siena,
No. 3, September-December 1973, pp. 113-132.)

ITAL. 13 C

ASZKENAZY, H.

Les Bourses du Marché Commun en 1973-1974.

(In : Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 63, mars
1974, pp. 91-104.)

FR. 10 B

334.150. - 334.158.

334.152.

TOURET, D.

Le tarif douanier commun de la C.E.E. et les pro-
blèmes posés par son application.

(In : Cahiers de Droit Européen, Bruxelles, n° 3-4,
mars-avril 1974, pp. 303-354.)

European Economic Integration and Monetary Unifi-
cation. (Rapport du Groupe d'étude de la CEE.)

(In : Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 63, mars
1974, pp. 37-74.)

FR. 10 B

334.151.

334.152. - 333.427. - 333.731.

HUTSEBAUT, M.

333.771.3 - 347.747.

Pour une Union sociale européenne ? Le programme
d'action sociale de la Communauté Economique Euro-
péenne dans la perspective de la sociologie (du tra-
vail).

(In : Revue du Travail, Bruxelles, n° 4/5, avril-mai
1974, pp. 185-199.)

BELG. 153

L'évolution du système Eurochèque.

(In : Bulletin de la Société Générale de Banque,
Bruxelles, n° 134, juin 1974, pp. 4 + 12.)

BELG. 27 C

334.152.

334.154. - 338.723.

L'intégration des mouvements de capitaux. La Communauté Européenne fait-elle fausse route ?

(In : *Eurépargne, Luxembourg, n° 6, juin 1974, pp. 3-5.*)

LUX. 4

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

La politique agricole de la Communauté économique européenne.

(Rapports sur les politiques agricoles.)

Paris, O.C.D.E., 1974, 131 p.

334.152.

334.155.

SCHMIDT, D.

Scheitert die Angleichung des EWG-Bankenaufsichtsrechts ?

(In : *Zeitschrift für das Gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, Nr. 12, 15 Juni 1974, S. 519-522.*)

ALL. 35

BALASSA, B.

Politica industriale nella Comunità Economica Europea.

(In : *Moneta E Credito, Roma, No. 105, Marzo 1974, pp. 50-67.*)

ITAL. 15

34.152.

334.155. - 338.012. - 338.753.

SIMONET, H.

The Harmonisation of Banking in Europe.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 3, 1974, pp. 372-380.*)

BELG. 134

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Les problèmes, moyens et progrès nécessaires de la politique énergétique communautaire pour la période 1975-1985.

Luxembourg, Office des Publications officielles des Communautés Européennes, 1974, 59 p.

334.152. - 338.731.1 - 333.432.8
382.257.

334.155. - 338.012. - 338.753.

TRIFFIN, R. a.o.

Oil and Money.

(In : *New Europe, Vol. 2, No. 3, Spring 1974.*)

London, Europe House Publishing Ltd., 1974, 72 p.

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Perspectives de la demande d'énergie primaire dans la Communauté (1974-1980-1985.)

Luxembourg, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1974, 121 p.

334.155. - 338.048.

334.156. - 339.12

LOUSSOUARN, Y.

La concentration des entreprises dans la Communauté Economique Européenne.

(In : *Revue Critique de Droit International Privé*. Paris, n° 2, avril-juin 1974, pp. 235-271.)

MAYER, J.

Comparaison réelle du produit intérieur brut des pays de la Communauté Européenne.

(In : *SEDEIS-Analyse et Prévision*, Paris, n° 6, juin 1974, pp. 643-781.)

FR. 10 C

334.155. - 338.012. - 338.753.0

334.157. - 381.50

Politique énergétique communautaire : une nouvelle stratégie.

(In : *Bulletin des Communautés Européennes*, Bruxelles, n° 5, mai 1974, pp. 14-20.)

C.E.E. 1 A

NATIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT OFFICE.

The Distributive Trades in the Common Market; a Report prepared for the Common Market Working Group of the Distributive Trades Economic Development Committee.

London, H.M. Stationery Office, 1973, VI + 134 p.

334.155. - 347.725.

334.159.

The Harmonisation of European Company Law. (United Kingdom Comparative Law Series, 1.)

(London, United Kingdom National Committee of Comparative Law, 1973, XV + 243 p.)

CHEYSSON, Cl.

Politique européenne du développement.

(In : *Chronique de Politique Etrangère*, Bruxelles, n° 2, mars 1974, pp. 155-166.)

BELG. 50

334.155. - 338.53 - 347.733.

334.159.

VANDAMME, J.

Controle van de concentraties in de E.E.G.

(In : *Rechtskundig Weekblad*, Antwerpen, n° 38, 18 mei 1974, blz. 2193-2204.)

SIMONET, H.

La grande négociation. Les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis.

(In : *Chronique de Politique Etrangère*, Bruxelles, n° 3, mai 1974, pp. 305-321.)

BELG. 50

334.159.

336.208. - 334.152.

SOLOVEYTCHIK, G.

HERMANN, A.H.

Sweden Outside the Common Market.

The E.E.C.'s Kidglove Approach to Tax Havens.

(In : *Skandinaviska Enskilda Banken Quarterly Review, Stockholm, No. 1, March 1974, pp. 13-19.*)

(In : *The Banker, London, No. 579, May 1974, pp. 505-507.*)

SUEDE 5

G.B. 3

334.3 - 333.110. - 382.257.
333.111.0 - 333.432.7

336.208 - 347.720.1

JOHNSON, H.G.

YASSUKOVICH, S.M.

The Problems of Central Bankers.

Multinational Companies and Offshore Centres.

(In : *Monte dei Paschi di Siena-Economic Notes, Siena, No. 3, September-December 1973, pp. 7-19.*)

(In : *The Banker, London, No. 579, May 1974, pp. 487-491.*)

ITAL. 13 C

G.B. 3

336.023. - 338.70

336.51

BOLAND, J.

MALVOZ, L.

Compensations industrielles en Belgique pour les commandes de défense.

Quelques considérations à propos des finances provinciales.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 3, mai-juin 1974, pp. 207-219.*)

(In : *Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, n° 108, avril 1974, pp. 71-76.*)

BELG. 131 A

BELG. 61 A

336.025.

336.60 - 336.301.

MEULDERS, D.

Trésorerie et dette publique en 1973.

Coûts et avantages sociaux des dépenses d'enseignement. Un exemple belge.

(In : *Bulletin de Documentation-Ministère des Finances, Bruxelles, n° 5, juin 1974, pp. 5-41.*)

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 62, juin 1974, pp. 281-293.*)

BELG. 99

BELG. 44 E

336.81 - 338.43 - 336.834.

338.012.

VAN CAENEGEM, E.

GLASER, P.-E.

De Belgische expansiewetgeving tegen de Europese achtergrond.

Demain l'énergie solaire ?

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3, juni 1974, blz. 329-339.*)

(In : *Revue Economique et Sociale, Lausanne, n° 1, mars 1974, pp. 73-82.*)

BELG. 64 B

SUISSE 10 B

336.834. - 338.43 - 331.31
336-01

338.012.

BROUHNS, G.

JAUMOTTE, A.L.

Les lois du 17 juillet 1949 et du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

Il n'y a pas de pénurie d'énergie à moyen terme.

(SOCEC 1974, 12.)

(In : *L'Entreprise et L'Homme, Bruxelles, n° 5, mai 1974, pp. 215-220.*)

Bruxelles, UGA, 1974, 214 p.

BELG. 39

338.012. - 338.753.0

338.012. - 339.312.3

FISHER, J.C.

Le financement des investissements énergétiques en Europe.

Energy Crises in Perspective.

(In : *Eurocoopération, Paris, n° 6-7, décembre 1973-mars 1974, pp. 84-94.*)

New York, Wiley and Sons, 1974, IX + 196 p.

GEN. 5 A

338.012 - 338.731.1 - 338.754.233.

338.012.

GALIEGUE, M.

Les contraintes de l'Europe énergétique.

Données et inconnues de la situation pétrolière et énergétique internationale.

(In : *Eurocoopération, Paris, n° 6-7, décembre 1973-mars 1974, pp. 73-84.*)

(In : *Eurocoopération, Paris, n° 6-7, décembre 1973-mars 1974, pp. 13-25.*)

GEN. 5 A

GEN. 5 A

338.012.

338.012. - 338.8

L'Europe et l'énergie : dossier.

(In : *Eurocoopération*, Paris, n^{os} 6-7, décembre 1973-mars 1974, pp. 26-72.)

GEN. 5 A

STOLERU, L.

Energie et croissance.

(In : *Eurocoopération*, Paris, n^{os} 6-7, décembre 1973-mars 1974, pp. 7-12.)

GEN. 5 A

338.012. - 338.70 - 338.013.

338.012.

LIMBURG, E.F.

De gevolgen van de energie- en grondstoffenproblemen voor de economische structuur.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf*, Amsterdam, n^o 166, juni 1974, blz. 227-232.)

NED. 11

WOODTLI, R.

Réserves minières et ressources minérales pour l'avenir.

(In : *Revue Economique et Sociale*, Lausanne, n^o 1, mars 1974, pp. 51-62.)

SUISSE 10 B

338.012.

338.023. - 347.720.1

L'influence de la crise de l'énergie sur la société de consommation.

(In : *Bulletin Economique et Financier - C.G.E.R.*, Bruxelles, n^o 2, juin 1974, pp. 11-17.)

BELG. 27 E

CAVES, R.E.

Multinational Firms, Competition, and Productivity in Host-Country Markets.

(In : *Economica*, London, XLI-No. 162, May 1974, pp. 176-193.)

G.B. 17

338.012. - 338.754.233. - 334.155.
338.731.1

338.040. - 351.2 - 338.43
339.232. - 307.4

MELLAH, F.

L'attitude de l'Europe face à la crise pétrolière.

(In : *Chronique de Politique Etrangère*, Bruxelles, n^o 3, mai 1974, pp. 357-390.)

BELG. 50

VLAAMS EKONOMISCH VERBOND.

De onderneming in Vlaanderen. V.E.V.-Kongres 1974 : kommissiedokumenten. Statistisch profiel.

Antwerpen, V.E.V., 1974, 2 dln, 81/137 blz.

338.047.

338.340.

L'action transformatrice de l'Etat.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 123, juin 1974, pp. 281-286.*)

BELG. 155 C

DESTANNE DE BERNIS, G.

Le sous-développement, analyses ou représentations.

(In : *Tiers-Monde, Paris, n° 57, janvier-mars 1974, pp. 103-134.*)

FR. 61

338.047.

338.340.

ROBSON, W.A.

L'entreprise publique pour le développement économique et social.

(In : *Annales de l'Economie Publique, Sociale et Coopérative, Liège, n° 1, janvier-mars 1974, pp. 5-13.*)

GEN. 1 A

FURTADO, C.

Le mythe du développement et le futur du Tiers-Monde.

(In : *Tiers-Monde, Paris, n° 57, janvier-mars 1974, pp. 57-68.*)

FR. 61

338.047.

338.340. - 382.256.

SOUMAGNE, J.-P.

La situation actuelle de l'entreprise publique en Belgique.

(In : *Socialisme, Bruxelles, n° 123, juin 1974, pp. 263-274.*)

BELG. 155 C

VAN ELSLANDE, R.

La politique en faveur des pays en voie de développement.

(In : *Documents-CEPESS, Bruxelles, nos 1-2, avril 1974, pp. 170-178.*)

BELG. 149 B

338.047. - 338.754.233.

338.43

VAN BOCXLAER, F.

De ontwikkeling en het einde van het IBRAMCO-project.

(In : *Annalen der Gemeenschapseconomie, Luik, n° 1, maart 1974, blz. 30-34.*)

BELG. 5

DEFRAIGNE, J.

Economie et régions.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 260, juin 1974, pp. 157-173.*)

BELG. 157

338.43

338.43 - 312.0 - 334.151.

EMANUEL, A.

Un rapport sur la politique régionale.

(In : *Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 63, mars 1974, pp. 25-29.*)

FR. 10 B

TERMOTE, M.

Les mouvements migratoires interrégionaux au sein du marché commun.

(In : *Revue d'Economie Politique, Paris, n° 2, mars-avril 1974, pp. 210-223.*)

FR. 52

338.43

338.43 - 371. - 305.4
330.3

GAUDEMET, P.M.

Les problèmes financiers de la régionalisation.

(In : *Notes et Etudes Documentaires, Paris, n°s 4088-4089-4090, 9 mai 1974, pp. 7-17.*)

FR. 51 F

VAN WYNSBERGHE, D.

De Brabantse economie in een inter-regionaal en inter-sectorieel perspectief; een input-output benadering. 1. Methodologie. 2. Brabant en zijn relaties met de overige regio's; statistische resultaten. 3. Eerste analyse van de statistische resultaten.

Brussel, Gewestelijke Economische Raad voor Brabant, 1973-1974, 3 dln,

338.43 - 371.311.81 - 338.721.
338.78 - 332.691 - 95
385.1 - 338.8

338.43 - 334.150.

GEWESTELIJKE ECONOMISCHE RAAD VOOR VLAANDEREN.

De ontwikkeling van de Vlaamse economie in internationaal perspectief.

Brussel, Aurelia Books, 1974, 13 dln.

VIER, Ch.-L.

Les aspects financiers de la politique régionale des Communautés Européennes.

(In : *Notes et Etudes Documentaires, Paris, n°s 4088-4089-4090, 9 mai 1974, pp. 84-99.*)

FR. 51 F

338.43

338.722.6 - 380.27

MORAN, P.

La politique régionale confrontée aux optima nationaux et européens.

(In : *Revue d'Economie Politique, Paris, n° 2, mars-avril 1974, pp. 224-251.*)

FR. 52

LAVENS, A.

Landbouwprijzenpolitiek en verbruikersbelangen.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 5, mei 1974, blz. 247-250.*)

BELG. 48

KUCZYNSKI, P.-P.

The Effects of the Rise in Oil Prices on the Third World.

(In : *Euromoney*, London, May 1974, pp. 37-41.)

G.B. 20 A

SUY, E.

De IBRAMCO-Affaire. (Internationale aspecten).

(In : *Revue Belge de Droit International*, Bruxelles, n° 1, juin 1974, pp. 142-166.)

BELG. 147

338.733.94 - 338.751.81

338.6

L'uranium.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque*, Bruxelles, n° 133, mai 1974, pp. 1-6 + 15.)

BELG. 27 C

STENMANS, A.

La politique et la science.

(In : *Documents-CEPESS*, Bruxelles, nos 1-2, avril 1974, pp. 120-131.)

BELG. 149 B

338.754.232. - 338.731.2

338.8

DE VRIES, B. en KOMMANDEUR, J.

Aardgas in West-Europa - Hoeveel voor hoelang?

(In : *Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, n° 2957, 26 juni 1974, blz. 544-547.)

NED. 10

BASILE, J.

Croissance économique, croissance humaine.

(In : *Documents-CEPESS*, Bruxelles, nos 1-2, avril 1974, pp. 59-70.)

BELG. 149 B

338.754.233. - 338.731.1

338.8

DE VRIES, R.

Some Financial Consequences of the Higher Oil Prices.

(In : *International Currency Review*, London, No. 3, May-June 1974, pp. 12-17.)

G.B. 26 D

EYSKENS, M.

Croissance économique et mutation sociale.

(In : *Documents-CEPESS*, Bruxelles, nos 1-2, avril 1974, pp. 71-90.)

BELG. 149 B

ASSELMAN, R.

Les investissements belges aux Etats-Unis. Aspects comptables, administratifs et fiscaux. (I)

(In : *Revue Générale de Fiscalité, Bruxelles, n° 5 mai 1974, pp. 143-146.*)

BELG. 158 F

Les clubs d'investissements.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 24, 14 juin 1974, pp. 205-209.*)

BELG. 33

339.312.2 - 658.41 - 339.312.3
658.43

341.242. - 334.150.

ANDRE, J. and DUBOIS, L.

An Alternative Rule for Capital Budgeting Decisions.

(In : *Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain, n° 3, 1973-1974, pp. 9-22.*)

BELG. 10

LIPSTEIN, K.

The Law of the European Economic Community.

London, Butterworths, 1974, XLII + 368 p.

339.312.3

347.24

RUDING, H.

Internationale ontwikkelingen in de ondernemings-financiering.

(In : *Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, n° 166, juni 1974, blz. 241-245.*)

NED. 11

DONNAY, M.

L'emphyteose.

(In : *Recueil Général de l'Enregistrement et du Notariat, Bruxelles, n° 21803-21808, juin 1974, pp. 209-242.*)

339.4

347.720.1 - 336.208.

DE BODT, G.

Le Financial Engineering conduit-il à revoir l'analyse financière structurelle et l'analyse financière dynamique.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 3, 1974, pp. 328-358.*)

BELG. 134

FLECK, Fl. H. and MAHFOUZ, R.

The Multinational Corporation.

(In : *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, Basel, Nr 2, Juni 1974, S. 145-159.*)

SUISSE 17

347.720.1

347.720.43 - 658.42

LEFTWICH, R.

U.S. Multinatinnal Companies : Profitability, Financial Leverage, and Effective Income Tax Rates.

(In : *Survey of Current Business, Washington, No. 5/ I, May 1974, pp. 27-36.*)

USA 43

BARBIER, G.

La révision et l'ordinateur.

(In : *Revue de la Banque, Bruxelles, n° 4, 1974, pp. 456-465.*)

BELG. 134

347.720.1

351.2

SICARD, Cl.

Multinational Industrial Projects : Economic Advantages and Justification.

(In : *Industrialization and Productivity, New York, No. 20, May 1974, pp. 43-51.*)

O.N.U. 14 B

KREDIETBANK

Aspects économiques des problèmes et de la politique de l'environnement.

(Etudes socio-économiques de la Kredietbank.)
Bruxelles, Kredietbank, 1973, 32 p.

347.720.1

351.2

SMULDERS, A.M.F.

De « Multinationals » in wereldverband.

(In : *Economie, Tilburg, n° 7-8, april-mei 1974, blz. 328-349.*)

NED. 5

Les problèmes de l'environnement dans la C.E.E. (Colloque organisé par le Centre Universitaire d'études des Communautés Européennes de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) et Europe-Université-Industrie, les 29-30 novembre et 1^{er} décembre 1973.)

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 175, mai-juin 1974, pp. 1-317.*)

FR. 58

347.720.1

368.40

SUAVET, Th.

L'ère des multinationales.

(In : *Economie et Humanisme, Caluire, n° 217, mai-juin 1974, pp. 83-87.*)

FR. 25

DELEECK, H.

L'efficacité de notre sécurité sociale.

(In : *Documents CEPESS, Bruxelles, n° 5-6, décembre 1973, pp. 47-63.*)

BELG. 149 B

368.40

368.611. - 368.612. - 334.152.

Evolution de la sécurité sociale, en Belgique, au cours de l'année 1973.

(In : *Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 4, avril 1974, pp. 357-377.*)

BELG. 141

DETIENNE, J.

La coordination des politiques d'assurance-crédit, des garanties et des crédits financiers.

(In : *Banque, Paris, n° 330, juin 1974, pp. 613-617.*)

FR. 10

368.40 - 349.1

380.23 - 347.720.1 - 382.241.
334.155.

GOETHALS, H.

L'évolution juridique et sociale de la sécurité sociale depuis 1945.

(In : *Documents-CEPESS, Bruxelles, n° 5-6, décembre 1973, pp. 7-46.*)

BELG. 149 B

MUELLER, R. and MORGENSTERN, R.D.

Multinational Corporations and Balance of Payments Impacts in LDCs : An Econometric Analysis of Export Pricing Behavior.

(In : *Kyklos, Basel, No. 2, June 1974, pp. 304-321.*)

SUISSE 10

368.40

380.3

VAN LANGENDONCK, J.

Les propositions récentes de réforme de la sécurité sociale.

(In : *Documents-CEPESS, Bruxelles, n° 5-6, décembre 1973, pp. 64-94.*)

BELG. 149 B

CLAES, J.

La politique des prix dans les pays du Benelux.

(In : *Benelux, Bruxelles, n° 1, mars 1974, pp. 21-29.*)

BELG. 18 A

368.611.

380.3

BOURGUINAT, H.

Exportation et risque de change.

(In : *Banque, Paris, n° 330, juin 1974, pp. 581-586.*)

FR. 6

QUARING, E.

La politique des prix au Grand-Duché de Luxembourg.

(In : *Benelux, Bruxelles, n° 2, juin 1974, pp. 17-23.*)

BELG. 18 A

382.240.

382.242.2 - 382.254. - 333.453.
334.152.

BURTLE, J.

Options Facing the Deficit Countries.

(In : *International Currency Review*, London, No. 3,
May-June 1974, pp.18-22.)

G.B. 26 D

MOHAMMED, A.F. and SACCOMANNI, F.

Short-Term Banking and Euro-Currency Credits to
Developing Countries.

(In : *Staff Papers*, Washington, No. 3, November
1973, pp. 612-638.)

F.M.I. 4

382.240. - 382.51 - 382.257.

382.257. - 330.3

HELBLING, H.H.

Recent and Prospective Developments in International
Trade and Finance.

(In : *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, St.
Louis, No. 5, May 1974, pp. 15-22.)

USA 31 F

HIPPLE, F.S.

The Disturbances Approach to the Demand for Inter-
national Reserves.

(Princeton Studies in International Finance, 35.)

Princeton, University, 1974, 46 p.

382.240. - 382.51

382.36 - 382.40

PRADES, F.

La balance des paiements de l'U.E.B.L.

(In : *Service Mensuel de Conjoncture de Louvain*,
Louvain, n° 6, juin 1974, pp. 1-7.)

BELG. 87

L'Office Belge du Commerce Extérieur; sa mission,
ses services aux exportateurs, son organisation admi-
nistrative.

(In : *Informations du Commerce Extérieur*, Bruxelles,
supplément, juin 1974, 67 p.)

BELG. 27

382.242.2

382.50 - 382.51

HODJERA, Z.

International Short-Term Capital Movements : A Sur-
vey of Theory and Empirical Analysis.

(In : *Staff Papers*, Washington, No. 3, November
1973, pp. 683-740.)

F.M.I. 4

VANTHIELEN, W.

An Analysis of the Lagged Response of Belgian Im-
port Demand.

(In : *Tijdschrift voor Economie*, Leuven, n° 2, juni
1974, blz. 141-164.)

BELG. 171

BEFAHY, Fr.

Analyse du transport terrestre de marchandises en Belgique et prévisions pour 1976 et 1980.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 62, juin 1974, pp. 245-280.*)

BELG. 44 E

MOREAU, A.

L'éducation en tant qu'investissement social et privé.

(In : *Revue des Sciences Economiques, Liège, n° 178, juin 1974, pp. 71-85.*)

BELG. 152

385.323. - 338.43

658.40

Le port d'Anvers.

(In : *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 19, 10 mai 1974, pp. 161-165.*)

BELG. 33

FLOWER, J.F.

Coping with Currency Fluctuations in Company Accounts.

(In : *Euromoney, London, June 1974, pp. 44-48.*)

G.B. 20 A

657.33

658.40

MAYER, R.

L'indexation des bilans.

(In : *La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 6, juin 1974, pp. 353-361.*)

BELG 183 A

PETERSON, S.C.

Impact of Accounting Methods on Foreign Exchange Management.

(In : *Euromoney, London, June 1974, pp. 50-54.*)

G.B. 20 A

658.2

658.45

ROELENS, G.

De boekhoudkundige verwerking van de verschillende vormen van leasing.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3, juni 1974, blz. 313-327.*)

BELG. 64 B

PUETZ, D.

Comment optimiser les flux monétaires dans une entreprise industrielle.

(In : *Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain, n° 3, 1973-1974, pp. 43-72.*)

BELG. 10

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A.)
	{	Etranger, 30 francs.

Virement au compte courant postal n° 000-0000500-15 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin de la Banque Nationale de Belgique ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
